DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12222 – 6 F — DIMANCHE 13-LUNDI 14 MAI 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 – Tél. : 246-72-23

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

(Sciences, médecine, architecture)

Milan, Strehler et la culture européenne

La fièvre chez Citroën

En occupant l'usine d'Aulnay-sous-Bois la CGT veut se mettre en position de force

En décidant d'occuper « par surprise » l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, le vendredi *11 mai en début d'après-midi*, la CGT a franchi brutalement un *nouvel échelon dans le conflit qui* l'oppose à la direction de l'entreprise. Celle-ci veut supprimer six mille emplois – dont, en l'état actuel du dossier, 2 800 par licenciement. En agissant ainsi, la CGT a voulu se mettre en position de force vis-à-vis de la direction et des pouvoirs publics.

Ce durcissement du conflit était, pour une part, prévisible. La direction de Citroën se montrait décidée à supprimer un nombre important d'emplois dans ses usines de la région parisienne, pour rétablir sa situation financière, l'entreprise ayant perdu près de 3 milliards de francs depuis 1940, et ayant reculé les années précédentes sur un marché national déjà en déclin. Elle était déterminée à aller jusqu'au bout : *« C'est l'ensemble des activités et des emplois de la marque qui est en cause »*, affirmait récemment *M. Calvet*.

La CGT, de son côté, affichait une détermination non moindre. Son opposition est double, à la fois sur le plan social et sur le plan économique. D'une part, elle *refuse* les licenciements. *D'autre* part elle conteste même la nécessité de suppressions d'emplois. Non seulement parce qu'elle considère que, venant après celles de Poissy, elles mettent en jeu, par ricochet, de nombreux postes de travail dans les industries de la région parisienne, mais aussi parce qu'elle estime qu'il n'y a pas de « sureffectif » dans l'industrie automobile et que la modernisation indispensable est compatible avec le maintien de l'emploi.

Les responsables de la CGT n'ont cessé de marteler depuis plusieurs semaines – M. Louis Viannet, secrétaire de la confédération, l'a répété, il y a quelques jours, après M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie, – qu'il n'y avait pas de *« fatalité »* et que la solution résidait dans *« une politique commerciale conquérante »*, cherchant à s'ouvrir de nouveaux marchés, à l'intérieur comme à l'extérieur.

La CGT ayant affirmé sa détermination *d'aller jusqu'au* bout, une crise était inévitable : *quel que fût le « plan social »* présenté par la direction pour les suppressions d'emplois, *n'allait-il pas* laisser à la fin un résidu de licenciements ? Le dépôt des listes nominatives de « licenciables » par la direction, il y a une semaine, le vendredi 4 mai, a ouvert une phase de course contre la montre, puisque les pouvoirs publics devaient donner leur réponse dans les trente jours.

Mais si, comme l'a dit M. Sainjon à France-Inter ce samedi 12 mai, *« personne ne peut être surpris »*, l'on n'était pas encore parvenu à un « butoir », au moins sur le plan social. La direction en effet avait commencé une nou*velle consultation sur* un système d'aide au retour plus avantageux *que celui qu'elle* avait *précédemment* proposé, et qui n'avait suscité que peu de volontaires – 5 % seulement des 7 900 ouvriers consultés se déclarent prêts à rentrer dans leur pays.

D'autre part, si les rencontres sur une éventuelle réduction du temps de travail, fin mars début avril, s'étaient conclues sur un constat de désaccord entre la direction et la majorité des syndicats – au tout premier chef la CGT, – la voie ne paraissait pas complètement bouchée, et les pouvoirs publics ne désespéraient pas d'amener les partenaires à reprendre des discussions. Enfin, la CGT avait paru, tout en durcissant progressivement le ton, rete*nir l'action : jusqu'à présent, seuls* avaient eu lieu des arrêts de tra*vail limités – une journée au* maximum à Aulnay le 18 avril, à l'*occasion* d'un *comité* d'établissement.

La CGT a joué sur un effet de surprise et sur la brutalité de la décision. Elle avait seulement annoncé un meeting à l'issue de la réunion du comité d'établissement d'Aulnay, qui devait examiner, *vendredi*, *après le comité* central d'entreprise, un projet de *convention avec l'Office national* d'immigration sur « l'aide au *retour* ».

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 21.)

Los Angeles sans les pays de l'Est

Blocage institutionnel et crispation politique



Comme on pouvait s'y attendre, le boycottage des Jeux olympiques de Los Angeles décidé par le Kremlin fait école dans le camp soviétique. Après la Bulgarie, la RDA et le Vietnam, le Laos et la Mongolie extérieure ont annoncé qu'ils n'y participeraient pas. *L'agence Tass a qualifié, vendredi* soir 11 mai, d'« hypocrisie » les *garanties données par M. Reagan* au président du comité olympique international, M. Samaranch, en ce qui concerne l'accueil des athlètes de tous les pays. M. Tchernenko ne paraît pas vouloir donner suite à la demande de M. Samaranch, qui avait souhaité le rencontrer.

Si le durcissement de l'attitude soviétique dans une série de domaines n'est plus à démontrer (*le Monde* des 9 et 10 mai), ses liens avec la situation intérieure en Union soviétique ne sont pas *évidents, c'est le moins qu'on* puisse en dire. Mais certains faits récents peuvent aider à y voir plus clair.

La « crispation », sensible dans la politique extérieure soviétique, ne date pas d'hier. Elle a commencé de se faire sentir sinon tout de suite après l'invasion de l'Afghanistan, du moins au cours de l'année 1982. A l'extérieur, cette année-là est marquée par la confirmation de la fermeté américaine face à tout ce qui est communiste, par la montée de la crise des euromissiles et par l'opération israélienne au Liban.

Mais ces événements coïncident à l'intérieur avec l'ouverture *de facto* du processus de succession de Brejnev, inauguré par la mort de Souslov en janvier et poursuivi par la lutte quasi ouverte *que se livrent les deux* prétendants, Iouri Andropov et *Constantin Tchernenko*. Et, *déjà*, cette période se traduit par un *repli de la diplomatie soviétique* sur des positions négatives.

Le dernier discours que Brejnev prononce avant de mourir est *une sorte d'adieu à la détente*, un appel à l'obstination dans la course aux armements. Quelques semaines plus tôt, l'ouverture esquissée par M. Kvitsinski, le négociateur à Genève sur les euromissiles, au cours de la fameuse promenade dans les bois, a été brutalement refermée.

L'accession d'Andropov au fauteuil de secrétaire général fait illusion pendant un temps. Le nouveau chef du PC annonce clairement son intention de procéder à des changements, il frappe les opinions (surtout occidentales *il* est vrai) par le ton nouveau de ses *discours*, et, *si l'étiquette de* « libéral » qu'on lui accole parfois *n'a évidemment aucun sens*, sa réputation d'homme intelligent et « sophistiqué » n'est pas surfaite.

Les velléités ne vont en effet pas manquer, mais elles vont être promptement suivies de coups d'arrêt. Or ces changements comme ces coups d'arrêt portent tous sur les sujets qui sont revenus ces dernières semaines au premier plan de l'actualité.

A propos de l'Afghanistan, Iouri Andropov attire l'attention dès novembre 1982 par les audiences qu'il donne aux chefs d'Etat ou de gouvernement directement impliqués dans ce conflit.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 7.)

Raser l'îlot Chalon et après ?

Le 1er mai, plusieurs centaines de voyageurs à la gare de Lyon se pressaient sur le parking qui surplombe la rue de Chalon et sur la passerelle qui est la seule voie réservée aux voitures pour quitter cette partie de la gare. Le spectacle de quelques dizaines de drogués se piquant au vu et au su de tous le long d'une palissade était *devenu en ce jour férié un but de* promenade familiale. Les bêtes curieuses suscitaient dans la foule indignation et surprise comme dans les foires de jadis. Ainsi les Français découvraient-ils à travers l'îlot Chalon que la drogue circule librement à Paris. Trois scénarios étaient même proposés par des cinéastes à la mission de lutte contre la toxicomanie. Nul, après les trois meurtres perpétrés en quinze jours, dont ceux de deux jeunes consommateurs (1), ne peut se voiler les yeux.

L'îlot Chalon, certes, ne résume pas à lui seul le problème de l'*héroïne à Paris*. *Le trafic* dans ce quartier, qui dure depuis dix-huit mois au moins, aurait pu être réprimé depuis longtemps. Mais l'îlot, en quelques jours, est devenu un enjeu politique : la Ville et l'Etat ont donc rivalisé en propositions. Aux opérations spectaculaires de police ont répondu les déclarations des élus parisiens. M. Jean Tibéri, premier adjoint au maire de Paris, a proposé à la préfecture de police l'installation d'*une antenne policière dans le* quartier en attendant le début de la rénovation. Une présence policière presque continue a chassé les dealers. Vendredi après-midi l'îlot Chalon était presque devenu un havre de paix.

NICOLAS BEAU.

(Lire la suite page 15.)

Mme SIMONE VEIL invitée du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

Mme Simone Veil, qui conduit la liste d'union de l'opposition aux élections européennes, sera l'invitée de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 13 mai de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancienne présidente de l'Assemblée des communautés européennes, qui fut ministre dans les gouvernements Chirac et Barre, répondra aux questions d'André Passeron et de Christine Fauvet-Mycia, du *Monde*, et de Gilles Leclerc et d'Olivier Mazerolle de RTL, le débat étant dirigé par Elie Vannier.

« Derniers mots »
de René Hardy sur la Résistance

LIRE PAGE 13
L'ARTICLE
DE J.-M. THÉOLLEYRE

« Les amertumes d'un naufragé »

Au Chili, l'opposition piétine

Une quarantaine de personnes ont été arrêtées, le vendredi 11 mai, à l'occasion de la neuvième Journée de protestation nationale convoquée par le Commandement national des travailleurs à l'occasion du premier anniversaire du début des « protestas » contre le régime militaire du général Pinochet. Cette manifestation a été moins suivie que la précédente, le 27 mars.

Correspondance

Santiago. – Le 11 mai 1983, à l'appel du président de la Confédération des travailleurs du cuivre, M. Rodolfo Seguel, et de cinq autres organisations syndicales, les Chiliens, pour la première fois depuis le coup d'Etat du 11 septembre 1973, ont manifesté massivement leur opposition au régime du général Pinochet. Ils l'ont fait *« à la chilienne »*, en utilisant un procédé qui avait déjà servi contre Salvador Allende. A une heure déterminée, la population a tapé sur des casseroles et fait retentir le klaxon des voitures. Pour tout le monde, ce fut une totale surprise. Les organisateurs de cette première protesta étaient convaincus qu'*« il fallait faire quelque chose »*, qu'il fallait secouer la *torpeur* d'un peuple paralysé par la peur ; mais ils ne se faisaient guère d'illusions sur ses résultats. Quant au gouvernement, il a découvert l'ampleur de son impopularité. Ce qui l'a inquiété le plus, c'est que la *« majorité silencieuse »*, ces classes moyennes dont il était sûr, se sont jointes au mouvement. La journée de protestation du 11 mai 1983 marquera le début d'une vaste offensive contre le régime, qui atteindra son point culminant le 11 août, lorsque le général Pinochet sera contraint de lancer dix-huit mille soldats dans les rues de Santiago pour contenir les manifestants.

Vendredi 11 mai 1984 : neuvième protesta, organisée par le Commandement national des travailleurs (CNT), un organisme de coodination créé en juin 1983 et regroupant la plupart des organisations syndicales.

JACQUES DESPRÈS.

(Lire la suite page 4.)

مقتطف من الأصل

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 13 mai. – *Maroc :* Ouverture du congrès de la communauté juive.
Grande-Bretagne : Début des manœuvres terriennes et aériennes de l'OTAN.

Lundi 14 mai. – *Norvège :* Visite de M. Mitterrand.
France : Visite de Mgr Glemp, primat de Pologne.
Bruxelles : Conseil des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne.
Philippines : Elections législatives.

Mardi 15 mai. – *Chine :* Ouverture de la session de l'Assemblée nationale populaire.
Tunis : Réunion des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe.
Bruxelles : Ouverture de la session de printemps des conseils de l'OTAN.
Yougoslavie : Entrée en fonction de la nouvelle direction collégiale.

Mercredi 16 mai. – *Suède :* Visite de M. Mitterrand.

Jeudi 17 mai. – *Paris :* Réunion du conseil ministériel de l'OCDE.

Samedi 19 mai. – *Rome :* Réunion du groupe des Dix.

SPORTS

Dimanche 13 mai. – *Karaté :* Championnats d'Europe, à Paris (stade de Coubertin).
Sports équestres : CSIO de Paris (Auteuil).

Mardi 15 mai. – *Basket-ball :* Tournoi de qualification pour les jeux de Los Angelès au Mans, à Saint-Quentin, à Orléans et à Grenoble (jusqu'au 25).

Mercredi 16 mai. – *Football :* Finale de la coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe entre la Juventus de Turin et Porto, à Bâle.

Jeudi 17 mai. – *Golf :* Open de France à Saint-Cloud (jusqu'au 20).

Vendredi 18 mai. – *Cyclisme :* Tour d'Italie.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 36 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 Kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 110 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 36 f. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9,00 kr. ; Suisse, 1,70 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

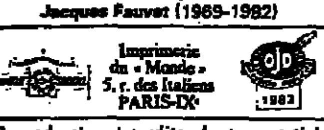
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

IL Y A VINGT ANS COMMENÇAIENT LES TRAVAUX DU BARRAGE D'ASSOUAN

Khrouchtchev devant la « quatrième grande pyramide »

En ce jeudi 14 mai 1964, Khrouchtchev et Nasser inauguraient la première phase des travaux du haut barrage d'Assouan, ainsi appelé par opposition au vieux barrage situé en aval et qui datait du temps de la colonisation britannique. Khrouchtchev porte le chapeau de paille blanc cher aux dirigeants soviétiques en voyage dans les pays chauds et Nasser est en grand uniforme. Accompagnés du président Ben Bella d'Algérie et des maréchaux Aref d'Irak et Sallal du Yémen, en plein désert, sur le site d'un bouchon de rochers et de sable qui obstrue l'entrée du canal de dérivation, il font sauter une charge de dynamite. Les eaux du Nil, retenues depuis la veille par une première digue faite de blocs de granit et de sable et destinée à être englobée dans le barrage définitif, se précipitent dans le canal. *Le lendemain, vendredi* 15 mai, nouvelle explosion à l'extrémité du canal. Les eaux rejoignent leur cours primitif et le Nil, qui avait cessé de couler vers la Méditerranée, reprend son cours normal.

Normal certes, mais nouveau : en effet, ce n'est plus le même fleuve qui sortira des six tunnels régulateurs qui vont être coiffés d'une gigantesque usine hydro-électrique munie de douze turbines. La seconde phase des travaux allait se poursuivre jusqu'en 1971. Le vendredi 15 janvier 1971, le haut barrage sera inauguré *dans sa forme définitive* par les présidents Sadate et Podgorny. Dans l'intervalle, en effet, Nasser *était mort le 28 septembre 1970* et Khrouchtchev avait été détrôné en octobre 1964. Le voyage en Egypte du *truculent* maître du Kremlin aura été l'un des derniers de son règne. Peut-être en visitant le site d'Assouan aura-t-il pensé à l'un des premiers voyages qui avait suivi son intronisation (septembre 1953), et l'avait mené en Autriche. Là, juché au sommet du célèbre « escalier de barrages » de Kaprun, Khrouchtchev s'était écrié, au grand ébahissement des journalistes : *« Regardez toutes ces montagnes, un jour elles seront communistes. »*

En ce jour de printemps 1964, les rues d'Assouan, petite station hivernale pour bourgeois fortunés, étaient encore sillonnées de fiacres et de calèches, mais ces témoins d'une époque révolue *croisaient de gros camions de* fabrication russe et d'énormes machines.

Sept ans plus tard, les présidents Sadate et Podgorny purent voir ces camions et ces machines rangés dans de grands hangars, tandis que les ouvriers égyptiens et les techniciens soviétiques juchés sur les remblais et les toits des ateliers les acclamaient. Une fois franchie cette zone qui avait été le théâtre d'une intense activité lors des travaux préliminaires (construction de routes d'accès, de voies ferrées et même d'un aérodrome et de logements pour les ouvriers), les deux présidents arrivèrent à la route qui surplombe le barrage et l'usine hydro-électrique. Là, un spectacle impressionnant les attendait : le lac de retenue qui commençait de s'étendre sur des centaines de kilomètres prenait les proportions d'une véritable mer intérieure. Ses eaux scintillantes étaient d'un bleu profond et offraient un contraste saisissant avec les couleurs fauve ou ocre du désert environnant. Un confrère libanais, Edouard Saab, correspondant du *Monde* à Beyrouth pendant de longues années et qui devait y être tué, le 16 mai 1976, me disait d'une voix émue : *« Tu ne peux pas savoir ce que cela représente pour nous Arabes. C'est une victoire sur la nature hostile et sur des siècles de misère et de dépendance. »*

Podgorny, coiffé de l'immuable chapeau de paille blanc, et Sadate, en grand uniforme, se congratulaient avant d'aller passer en revue, dans le hall des machines de la centrale, grand comme une cathédrale, les douze énormes turbines qui allaient d'un seul coup doubler la production électrique de l'Egypte entière. Le chef de l'Etat soviétique ne se doutait pas que, quatre mois plus tard, celui qui se présentait alors comme le successeur de Nasser allait liquider le groupe Ali Sabri pour gouverner seul et inaugurer son règne en recevant chaleureusement le secrétaire d'Etat américain Rogers de telle façon que l'URSS lui enverrait Podgorny pour lui faire signer un traité d'amitié et de coopération qui devait, dans l'esprit des dirigeants soviétiques, ancrer dans leur mouvance cette Egypte qu'ils craignaient de voir revenir à ses alliances traditionnelles.

Des bienfaits évidents

Mais, si la coopération qui devait réellement prendre fin à la veille de la guerre d'octobre par le renvoi des conseillers soviétiques (juillet 1973) était à bien des égards une alliance contre nature, elle ne devrait pas empêcher l'Egypte de rendre hommage au travail des ingénieurs et des techniciens soviétiques. Ils auront édifié entre 1960, année où le président Nasser avait fait exploser la première mine du *futur canal de* dérivation long de 1 950 mètres, et 1971, ce qu'on a pu, à juste titre, appeler la *« quatrième grande pyramide »*. Déjà, pour creuser le canal, il avait fallu déblayer 9 millions de mètres cubes de rocher. L'ouvrage lui-même est un barrage-poids qui barre les eaux d'une masse. Le tout est fait d'un mélange de roches granitiques, de sable et d'argile atteignant un volume de 47,5 millions de mètres cubes, soit dix-sept fois celui de la *pyramide* de Chéops. Au centre, un rideau d'étanchéité assure la retenue d'un lac long de 550 kilomètres, *dont* 350 en *Egypte* et 150 au Soudan. Le lac a achevé de se remplir en 1980 et atteint alors sa surface *définitive* soit 5 000 kilomètres carrés. Il contient 157 milliards de mètres cubes d'eau, soit une fois et demie le lac d'Annecy. L'énergie produite atteint 9 711 mégawatts, soit 10 milliards de kilowatts-heure, ce qui fait du barrage d'Assouan la plus puissante source hydro-électrique du monde. A titre de comparaison, le barrage de Serre-Ponçon, le plus grand barrage-poids réalisé en France ne produit que 350 *mégawatts*.

Eau et énergie. Que pouvait-on rêver de plus pour une économie dont le haut barrage est devenu la *« colonne vertébrale »*. L'Egypte, *« don du Nil »* selon la formule d'Hérodote, allait enfin cesser de gaspiller l'eau venue du centre de l'Afrique et véhiculée par un des fleuves les plus longs du monde (6 694 kilomètres) et échapper, enfin, à la double menace de la famine par noyade des récoltes en cas de crue excessive et de la disette par sécheresse ; 350 000 hectares de terres cultivées de façon saisonnière autrefois allaient pouvoir être gagnés pour la culture pérenne, 350 000 autres allaient être mis en culture, 200 000 autres pourraient l'être, une fois « bonifiés », c'est-à-dire arrachés au désert, enfin 400 000 hectares allaient pouvoir être transformés en rizières qui exigent une alimen*tation régulière en eau.*

Certes, l'ouvrage n'a pas que des avantages. Ses inconvénients ont été longuement analysés dès avant sa construction non sans arrière-pensées *politiques*. Certains d'entre eux avaient été prévus par les spécialistes, notamment le fait que le limon apporté par le fleuve se déposerait désormais en arrière du barrage et n'irait plus enrichir et fertiliser la terre d'Egypte longtemps considérée comme une des plus fécondes du monde. Pour la première fois après la construction du barrage, les fellahs égyptiens ont dû recourir aux engrais phosphatés et azotés.



ROUIL

Autre inconvénient, lui aussi prévu de longue date : la crue du Nil n'allait plus lessiver les canaux d'irrigation et surtout en assurer le drainage dont l'eau croupissante *risquait de provoquer* une recrudescence de la bilharziose. On a constaté ces dernières années une *recrudescence de la maladie* qui affecterait, selon des données récentes, 60 % des paysans égyptiens.

En outre, depuis 1970, on observe l'apparition au Caire de brouillards matinaux de plus en plus persistants, l'humidité de l'atmosphère s'est accrue. En conséquence, les fresques magnifiques de la vallée des rois, miraculeusement conservées depuis quatre millénaires, s'estompent et se décollent. Le salpêtre attaque les colonnes de Karnak et il a fallu recourir à la solidarité internationale pour sauver les monuments de Nubie qui *allaient* être recouverts par les eaux, notamment les colosses des grands temples d'Abou-Simbel et les sanctuaires de l'île de Philaé. Au total vingt et un monuments dont dix-sept égyptiens et quatre soudanais qui jalonnent les rives du Nil en amont d'Assouan ont été démontés, découpés, transportés et reconstruits.

Le refus de Foster Dulles

Le haut barrage a été l'enjeu d'une des plus grandes batailles de la guerre froide. Aussitôt après la *révolution* de juillet 1952, les « officiers libres », et à leur tête le président Nasser, avaient voulu *en faire le symbole et l'outil d'une* Egypte enfin délivrée de la misère et du sous-développement. Au début, il convient de le rappeler, Nasser, profondément anticommuniste, s'était tourné vers les puissances occidentales. Ce fut incontestablement l'erreur capitale commise par le secrétaire d'Etat américain, Foster Dulles, qui, en rejettant le projet, jeta le Bikbachi dans les bras d'une URSS, elle-même très *réservée* sur l'ouvrage. Après avoir d'abord promis un crédit de 270 millions de dollars à l'automne de 1955, Washington et la Banque mondiale *avaient retiré leur offre le 19 juillet* 1956. Les dirigeants américains étaient alors très irrités du refus du président Nasser d'adhérer au pacte de Bagdad destiné à devenir, du moins le croyait-on à Washington, une sorte de *pacte atlantique du Proche-Orient.* Dès lors les événements se précipitèrent. Moscou fournit d'abord des armes à l'Egypte par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie (septembre 1955), puis après la nationalisation du canal de Suez le 26 juillet 1956, qui *marquait* la rupture totale entre l'Egypte et la France et l'Angleterre, des crédits *pour la construction du* barrage. Au total l'URSS devait fournir l'équivalent de 1,5 milliard de nos francs sur 4 milliards de coût total. Elle contribua ensuite puissament à la construction de l'aciérie d'Hélouan.

Aujourd'hui, l'Egypte du président Moubarak est tentée de replacer la construction du haut barrage à sa juste place : celui d'un symbole et d'un outil *sans* égal de l'Egypte moderne. En même temps il reste un monument de la *coopération* et de la technique soviétiques, complété à l'époque par une aide militaire *qui devait permettre à l'Egypte de* surmonter son humiliante défaite de la guerre de six jours et de *rétablir en 1973* son prestige face à Israël et dans le reste du monde arabe. Cet outil apparaît dans *l'état actuel* du reste de l'Afrique de plus en plus indispensable.

Si les besoins d'énergie de l'Egypte ont été satisfaits aussi par la découverte de nouveaux gisement de pétrole, notamment en mer Rouge, les 157 milliards de mètres cubes d'eau du haut barrage *restent pour* elle une source de vie indispensable. Ils la mettent à l'abri des sécheresses catastrophiques qui ravagent le continent africain. Que ne donneraient les Marocains, les Maliens, les Mauritaniens, les Sénégalais, pour avoir déjà à leur disposition un tel ouvrage. Combien de temps faudra-t-il encore attendre pour que le fleuve Sénégal soit dompté comme l'a *été le Nil* ?

ROLAND DELCOUR.

EN MAI 1974

L'espion Guillaume faisait tomber le chancelier Brandt

Le lundi 6 mai les lumières étaient restées allumées inhabituellement tard à la chancellerie fédérale. Tout le monde savait que des décisions importantes se préparaient. Depuis plusieurs semaines déjà on parlait dans les milieux politiques de Bonn d'un remaniement ministériel qui aurait donné un deuxième souffle à une équipe gouvernementale prématurément épuisée après le triomphe des élections de 1972. M. Willy Brandt le « chancelier de la paix » avait été pratiquement plébiscité. Pourtant après un bref moment d'euphorie, la coalition libérale-socialiste battait de l'aile. Son chef, dont le manque d'autorité était critiqué par ses propres amis, se devait d'agir.

Malgré l'atmosphère de crise, le communiqué qui tombe à 0 h 10, mardi 7 mai, prend tout le monde de court : M. Brandt a démissionné. Des ministres l'apprennent au petit jour par la presse et la radio. Dans une lettre portée dans la soirée de lundi au président de la République, Gustav Heinemann, en voyage officiel à Hambourg, le chancelier déclarait : *« J'assume la responsabilité politique des négligences commises. »* L'espion Guillaume avait donné le coup de grâce.

Pour le grand public, l'affaire avait commencé le 25 avril. Ce jour-là on apprenait que, la veille, Günter Guillaume, le numéro trois du cabinet du chancelier, avait été arrêté pour espionnage au profit de la RDA. Cet homme apparemment au-dessus de tout soupçon – *n'avait-il pas été le meilleur* pourfendeur des socialistes de gauche dans la section social-démocrate de Francfort – était une « taupe » placée par les frères ennemis de Berlin-Est dans l'entourage du chancelier fédéral.

Né sur le territoire de l'Allemagne de l'Est, « réfugié » politique en RFA en 1956, Guillaume avait été laissé « en sommeil » jusqu'en 1972. Cette année-là, grâce à des recommandations haut placées, comme celle de M. Georg Leber, ministre de la défense, il entrait à la chancellerie où il s'occupait des relations avec les associations, les Eglises et le SPD. Avant d'obtenir cette place, il avait fait l'objet d'une enquête approfondie des services de protection de la Constitution. Jamais il n'était devenu l'intime de M. Brandt, mais c'était un porte-serviette qui rendait de menus services. Il n'avait pas accès aux documents secrets et, contrairement à ce qu'on a cru un moment, il n'avait sans doute jamais été au courant des détails concrets de la tactique ouest-allemande dans les négociations avec les pays de l'Est, et notamment la RDA.

Lassitude

Au moment de son arrestation, il était découvert depuis huit mois déjà ; la police avait averti le chancelier et lui avait demandé de garder Guillaume auprès de lui comme si de rien n'était afin que les présomptions puissent devenir des preuves. C'est pendant cette période de surveillance étroite que Guillaume a accompagné M. Brandt lors de vacances en Norvège et qu'il a eu entre les mains des papiers confidentiels de l'OTAN, dans lesquels le président Nixon proposait *une réforme* de l'alliance atlantique...

En apprenant la double activité de son collaborateur, le chancelier est profondément meurtri. L'artisan de l'*Ostpolitik* est déçu : *« Quelle sorte de gens sont-ce là, me disais-je, qui honorent de cette manière les efforts sincères déployés pour éliminer les tensions, surtout quand il s'agit des deux Etats allemands »*, écrit-il dans son journal.

L'arrestation de Guillaume met le monde politique ouest-allemand en émoi, mais la crise de gouvernement n'apparaît pas encore inévitable. M. Brandt cherche les moyens de regagner la confiance de l'opinion. C'était sans compter avec les divisions internes de son parti. Malgré le gros bouquet de roses rouges que l'éminence grise du SPD, Herbert Wehner, lui offre le jour de sa démission, ses amis le lâchent, et se rejettent mutuellement la responsabilité du drame.

La découverte d'un espion est-allemand dans l'entourage du chancelier *n'aurait pas suffi à provoquer* sa chute, mais M. Brandt devait se sacrifier pour que la coalition libérale-socialiste puisse continuer. La rébellion de la gauche du SPD qui réclamait les réformes promises, *la peur de la récession* engendrée par le premier choc pétrolier, les difficultés de la politique à l'Est et les déconvenues de la construction européenne s'ajoutant aux querelles entre les deux partis de la coalition à propos de la cogestion avaient provoqué un retournement complet de l'opinion. M. Helmut Schmidt qui se défendait publiquement de vouloir prendre la place de M. Brandt mais qui critiquait ouvertement sa politique, était prêt à prendre la relève, *à rendre de l'autorité à un* gouvernement miné par l'indécision et à donner la priorité à la rigueur économique *sur les* réformes sociales.

Quelques semaines après M. Brandt, Gustav Heinemann, le premier président social-démocrate de la République fédérale, se retirait à la fin normale de son mandat. Leur départ pratiquement simultané marquait la fin d'une époque, celle d'un certain romantisme social-démocrate.

DANIEL VERNET.

Étranger

LA VISITE DE JUAN CARLOS D'ESPAGNE EN URSS

Quand un roi défend la démocratie ...à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — La clameur monte comme une vague : *« Vive le roi ! »*. Environ cinq cents Espagnols rassemblés dans les salons du vieil hôtel Sovietskaya acclament Juan Carlos. *Il y a bien longtemps qu'on n'avait pas entendu un tel cri à Moscou.* L'ironie de l'histoire veut qu'il soit poussé avec une émotion et une sincérité manifestés par les anciens combattants républicains de la guerre civile espagnole, par leurs enfants et petits-enfants restés en URSS. *« Pour moi, un roi ou un président de la République, c'est pareil. Ce qui compte, c'est qu'il y a maintenant en Espagne un État constitutionnel »*, commente M. Antonio Cano, chef de l'escadrille de chasse du Front de l'Ebre pendant la guerre civile.

Le roi, qui en est, vendredi 11 mai à la deuxième journée de son voyage d'une semaine en URSS, parcourt la foule, serre les mains qui se tendent et trouve les mots justes : *« Nous voulons construire une Espagne en paix, capable de rassembler tous ses enfants, indépendamment de leur position idéologique, et qu'aucun Espagnol ne sera plus obligé de quitter »*, déclare le souverain.

« Votre Majesté »

Dans un toast prononcé jeudi soir lors du dîner officiel offert au Kremlin par M. Tchernenko, et qui a été soigneusement expurgé par l'agence Tass, Juan Carlos était allé beaucoup plus loin, et avait prononcé un vibrant éloge de la démocratie et des droits de l'homme. Un roi peut apparemment se permettre ce que peu d'hommes politiques occidentaux osent faire lorsqu'ils sont à Moscou. *« Mon pays appuie de toutes ses forces la défense, l'élargissement et l'application réelle des droits de l'homme dans leur acception la plus large partout où ils sont menacés »*, avait affirmé Juan Carlos. D'autres passages de son discours décrivant la démocratie retrouvée par l'Espagne *« comme un système politique basé sur le respect des libertés individuelles et associatives »* ont dû également faire sourciller ses hôtes. Pour *mieux enfoncer le clou, le roi* avait insisté sur le caractère *« occidental » des valeurs qui ont ac*tuellement cours en Espagne.

Rien de tout cela n'a altéré l'accueil réservé par le gouvernement soviétique au couple royal. Les femmes des dirigeants, qu'on voit rarement en public, étaient venues, Mme Anna Tchernenko en tête, pour voir la reine Sophie. C'est avec un plaisir non déguisé qu'elles saluaient cette dernière d'un *« Votre Majesté »* qu'elles n'ont guère l'occasion de placer...

Il n'est pas sûr pour autant que la visite de Juan Carlos donne les résultats escomptés en *ce qui concerne un certain nom*bre de cas humanitaires. Les en*fants et petits-enfants des com*battants de la guerre civile se *heurtent souvent à un refus des* autorités s'ils veulent quitter l'URSS. *La plupart n'ont qu'un* passeport soviétique. C'est le *cas, en particulier, de ceux qu'on* appelle *« los ninos »* (les enfants) parce qu'ils avaient de cinq à douze ans lorsque leurs parents, combattants républicains, souvent morts par la suite au cours de la guerre civile, les ont envoyés à l'abri en URSS en 1937 (*le Monde* du 11 mai).

L'un d'eux, M. Adolfo Gonzalez Martinez, âgé de cinquante-cinq ans, se trouvait vendredi dans les salons de l'hôtel Sovietskaya. Il était, jusqu'en 1979, vice-directeur de l'Institut *des recherches pétrolières*, après avoir été longtemps à la tête *d'une importante direction du* ministère du pétrole avec rang de vice-ministre. *Il voudrait maintenant partir* en Espagne.

Tous les *« Hispano-Soviétiques »*, comme on les appelle parfois, ne veulent pas partir. *« Je suis déjà allé en Espagne avec mon passeport soviétique »*, explique Eladio, un jeune homme de vingt-deux ans, fils de l'un de ces « enfants de la guerre ». *« Ça m'a plu, mais ma famille est ici. Je viens de finir mes études et j'ai un emploi d'ingénieur. » « Est-ce que je trouverai du travail là-bas ? »* ajoute-t-il, en précisant avec fierté que son père, chef de chantier dans le bâtiment, *« commande à vingt Russes »*.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Au cours de la semaine prochaine

M. MITTERRAND SE REND EN NORVÈGE EN SUÈDE ET EN RFA

M. Mitterrand commence lundi 14 mai un voyage de quatre jours en Scandinavie, qui le mènera tout d'abord en Norvège, puis, mercredi matin, en Suède, où il restera juqu'à vendredi matin. Au cours de son séjour à Stockholm, le président de la République aura plusieurs entretiens avec M. Olof Palme, premier ministre suédois. Il sera le premier chef d'Etat français à se rendre dans ces deux pays, respectivement depuis 1908 et 1914.

Le porte-parole de l'Elysée, M. Vauzelle, a indiqué vendredi que dans l'une et l'autre capitale M. Mitterrand précisera sa position sur la *« possibilité de reprendre le dialogue avec Moscou »*, et rappellera le point de vue français en matière de désarmement et d'équilibre des forces en Europe.

Revenu à Paris vendredi en fin de matinée *pour y présider* le conseil des ministres, exceptionnellement retardé de deux jours, M. Mitterrand se rendra, dimanche 20 mai, à Sarrebruck (RFA) pour y rencontrer le chancelier Kohl, avec qui il aura un entretien suivi d'un dîner de travail, principalement consacrés à la préparation du Conseil européen de Fontainebleau.

Inde

La livraison d'armements américains au Pakistan domine les entretiens de M. Bush à Delhi

Avant de se rendre en Inde, où il arrivé ce samedi 12 mai, le vice-président américain Bush a visité le Japon et l'Indonésie. A Djakarta, il a tenté de rassurer les pays d'Asie du Sud-Est, inquiets du rapprochement américano-chinois à la suite de la visite à Pékin du président Reagan. « L'amélioration de ces relations ne se feront pas aux dépens des pays de l'ASEAN », *a-t-il affirmé.*

De notre correspondant

Delhi. — Peut-on équiper le Pakistan d'armements perfectionnés et entretenir simultanément de bonnes relations avec Delhi ? Le président Reagan semble le croire, mais c'est une réalité un peu différente que va rencontrer en Inde le vice-président Bush. Hôte de son homologue in*dien, M. Hidayatullah, le numéro* deux américain rencontrera notam*ment Mme Gandhi avant de gagner* mardi Islamabad, avant-dernière étape d'une tournée asiatique qu'il doit terminer dans le sultanat d'Oman.

Le premier ministre indien ayant, selon l'hôte américain, *« le choix des sujets qui seront abordés »*, il est certain que l'armement du Pakistan par la Maison Blanche figurera en bonne place dans les entretiens.

Expliquer à Mme Gandhi que la fourniture d'armes américaines au régime du général Zia Ul Haq est liée à l'occupation soviétique de l'Afghanistan et que ces armes ne sont pas destinées à être utilisées contre l'Inde sera facile. Convaincre le sera beaucoup moins. D'abord parce que, de l'aveu même d'un haut diplomate américain, *« ce ne sont pas quarante F-16* [dont douze ont déjà été livrés] *qui empêcheraient l'armée rouge d'entrer au Pakistan si tel était son dessein »*. Ensuite, parce que, de source indienne, les deux tiers de l'armée pakistanaise sont concentrés le long de la frontière est et non face à l'Afghanistan. Enfin, et surtout, parce que, selon Delhi, *« Chaque fois qu'Islamabad a acquis de nouvelles armes, ce fut pour les utiliser, contre nous, en 1965 et 1972. »*

M. George Bush aura beau rétorquer que l'Inde dispose d'une force armée double de celle de son voisin, et de trois fois plus d'avions, Delhi ne peut pas fermer les yeux sur une politique qui relance la course aux armements dans la région, et contraint le Trésor indien à de lourdes dépenses pour maintenir sa supériorité militaire. Le débat n'est pas nouveau et figurait déjà en bonne place dans les entretiens de juillet 1982 entre Mme Gandhi et le président Reagan à Washington. La position américaine n'a pas varié, et sera sûrement expliquée de la manière habituelle aux Indiens.

La menace soviétique

La position américaine demeure la suivante : on ne peut contenir l'expansionnisme soviétique dans la région qu'en aidant à la sécurité, et à la stabilité, du Pakistan, aujourd'hui placé en ligne de front. Aidez-nous à faire disparaître la menace soviétique, et la situation s'améliorera pour tout le monde.

Même si chacun, à Washington, sait bien que Delhi n'est pas en mesure de convaincre Moscou de retirer ses troupes, on reproche à l'Inde de n'avoir pas *« au moins essayé »*. *« Après tout,* dit encore le haut diplomate américain, *Delhi et Moscou sont liés depuis 1971 par un pacte d'amitié. N'écoute-t-on pas généralement plus attentivement ses amis que les autres ? Surtout quand l'ami en question dirige le mouvement des non-alignés... »* Les Américains ne cherchent pas à le cacher, ils sont « déçus » par la présidence de Mme Gandhi du mouvement fondé, entre autres, par son père, l'illustre Nehru. Mme Gandhi répétera sans doute, sur le ton offensé, qu'elle n'est *« en aucun cas alignée sur Moscou »*, et que les Etats-Unis doivent tenir compte de la *situation géopolitique de l'Inde.*

La visite dite de *« bienveillance renouvelée »* entreprise par M. Bush devrait cependant permettre de démontrer, comme celle de M. Shultz, secrétaire d'Etat, en juillet dernier, qu'il est possible de diverger sur les questions politiques et stratégiques internationales sans compromettre outre mesure les liens économiques. L'Amérique, il ne faut pas l'oublier, demeure au coude à coude avec l'URSS pour la première place de partenaire commercial de Delhi (4 milliards de dollars d'échanges annuels).

Certes, on parlera encore de la centrale nucléaire de Tarapur, dont les pièces de rechange, sans parler du carburant, devaient être fournis par les Américains, et le sont aujourd'hui par d'autres, après que Washington eut unilatéralement modifié son engagement. L'Inde soulèvera aussi le problème de la drastique réduction des cotisations américaines à l'Association internationale de développement (AID), qui prive Delhi de crédits importants, à bas taux, pour la modernisation du pays (1).

Mais les besoins économiques et technologiques de la première puissance d'Asie du Sud, conjugués à la volonté américaine de ne pas trop faire le jeu soviétique en lui abandonnant un pays important sur l'échiquier régional, conserveront sans doute au dialogue indo-américain la tiédeur qui le caractérise. En attendant mieux...

PATRICE CLAUDE.

(1) L'aide bilatérale qui n'est pas touchée par cette mesure sera du même ordre en 1984-1985 que l'année précédente, soit 212 millions de dollars. Autre objet de comparaison, le Pakistan recevra 630 millions de dollars d'aides américaines diverses.

LA RÉFORME DES STRUCTURES DE L'UNESCO

M. Cot suggère de constituer un groupe de travail au sein du conseil exécutif

M. Jean-Pierre Cot, membre du conseil exécutif de l'UNESCO, a formulé vendredi 11 mai, lors de la cent dix-neuvième session régulière de cette instance, réunie à Paris depuis mercredi (*le Monde* des 10 et 11 mai), un certain nombre d'appréciations sur les propositions avancées par le directeur général de l'organisation, M. M'Bow. L'ancien ministre français a notamment déclaré : *« Nous approuvons les réformes proposées quant au secrétariat par le directeur général. (...) Il convient de renforcer les structures et d'améliorer le fonctionnement des autres instances, notamment pour permettre au conseil exécutif d'exercer pleinement ses responsabilités, et de réexaminer les propositions quant au fonctionnement de la conférence générale de l'UNESCO. »*

M. Cot s'est prononcé *« contre le doublement des structures existantes »*, qui serait un *« facteur de complication et de rivalités »*. Mais il a indiqué que la France suggérerait la constitution d'un groupe de travail au sein du conseil exécutif, dont l'objectif serait de proposer, lors de la prochaine session, *« une liste précise des décisions, comprenant celles qui sont présentées par le directeur général sous sa responsabilité »*, et celles que le conseil devra recommander à la prochaine conférence générale. Cette liste, a conclu M. Cot, *« exprimera un accord politique entre ses participants »*.

République Sud Africaine

M. DAVID KITSON A ÉTÉ LIBÉRÉ APRÈS VINGT ANS DE PRISON

Un prisonnier blanc, titulaire de la double nationalité sud-africaine et britannique, M. Ian David Kitson, a été libéré, vendredi 11 mai, après avoir purgé une peine de près de vingt ans de prison pour son soutien à la cause noire sud-africaine.

M. Kitson, aujourd'hui âgé de soixante-cinq ans, avait été condamné à vingt ans de prison en décembre 1964 pour *« activités terroristes »*. Sa libération intervient sept mois avant l'expiration de sa peine. M. Kitson avait été jugé coupable de plus de cinquante actions de « sabotage » commises en tant que membre de la Lance de la Nation, le bras armé du Congrès national africain (ANC, interdite).

Cette libération a été programmée pour « blanchir » la visite du premier ministre sud-africain, M. Pieter Botha, en Grande-Bretagne le 2 juin a déclaré vendredi soir à Londres l'épouse de M. Kitson.

La visite en Grande-Bretagne de M. Botha, début juin, est vivement critiquée par l'opposition britannique et les mouvements anti-apartheid, qui ont déjà prévu des manifestations.

Pour ce qui est de l'éventuelle venue à Paris de M. Botha, l'ambassadeur d'Afrique du Sud en France, M. du Plooy a précisé vendredi devant l'Association de la presse eurafricaine que M. Botha n'avait pas encore reçu d'invitation française.

Tchad

L'OFFRE DE LA LIBYE DE RETIRER SES TROUPES

« Le colonel Kadhafi s'apprête à reculer pour mieux sauter » *déclare l'ambassadeur à Paris*

« Le colonel Kadhafi veut redorer son blason de plus en plus terni sur la scène internationale et sa nouvelle déclaration sur un retrait des troupes libyennes du Tchad (le Monde *du 12 mai*) *s'inscrit dans cette logique »*, a déclaré, vendredi 14 mai, l'ambassadeur du Tchad à Paris, M. Allah-Mi.

« Malheureusement d'aucuns verront en cela un facteur positif », dit M. Allah-Mi qui poursuit. *« Lorsque Kadhafi prétend retirer ses troupes qui ont envahi le Tchad au mépris du droit des gens, il s'apprête sans nul doute à reculer pour mieux sauter. Ce fut le cas en 1981, ce le sera en 1984, eu égard à la fourberie de l'homme et à sa politique expansionniste permanente à l'égard du Tchad.*

» Le scénario est connu : repli des troupes dans le Tibesti, dans l'attente de circonstances meilleures que son appareil diplomatique et ses services spéciaux auront à préparer. Ce qui, selon Kadhafi, devrait se traduire par le retrait de tout soutien militaire ami au Tchad et la reprise de la guerre fratricide. D'ailleurs, Kadhafi, qui n'a cessé de faire croire à l'existence d'un condominium franco-libyen sur le Tchad, espère entraîner Paris dans le sens d'une paix imposée aux Tchadiens, une espèce de dicktat devant consacrer la partition de fait du pays.

» La paix au Tchad dépend beaucoup plus de garanties concrètes de sécurité contre la politique expansionniste du régime libyen que de propos mensongers et dilatoires. »

Pour sa part, M. Charles Hernu s'est contenté de déclarer : *« La déclaration du colonel Kadhafi fait suite à une autre, récente, tout aussi intéressante, où il reconnaissait pour la première fois la présence de ses troupes au Tchad. »* Le ministre de la défense a ajouté : *« Les troupes françaises au Tchad sont beaucoup plus à l'aise par rapport à leur base que l'armée libyenne ne l'est par rapport à la sienne. »*

A Paris, on se montre circonspect sur les nouvelles déclarations, tout en soulignant l'intérêt porté aux tractations qui se déroulent pour la convocation d'une nouvelle conférence intertchadienne à Brazzaville. Celles-ci butent sur le fait que le GUNT (ex-gouvernement d'union nationale de transition) voudrait que la conférence se déroule au niveau des chefs de tendances, alors que le président Hissène Habré souhaite voir se réunir d'abord une conférence préparatoire. Le président du Congo, M. sassou Nguesso, se serait d'ailleurs rallié à cette idée. On constate, d'autre part, que la tension entre l'opposition tchadienne et la Libye est toujours très forte et que de nombreuses défections se produisent dans les rangs du GUNT.

Maroc

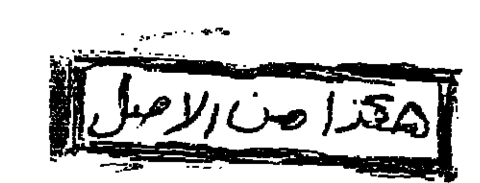
DES PERSONNALITÉS ISRAÉLIENNES ASSISTERONT A RABAT AU CONSEIL DES COMMUNAUTÉS JUIVES

Rabat *(Reuter)*. — Pour la première fois, une trentaine de personnalités israéliennes ont été invitées à la conférence bisannuelle du Conseil des communautés juives du Maroc, qui s'ouvre dimanche 13 mai à Rabat. Il s'agit notamment de huit députés à la Knesset, d'universitaires et de directeurs de journaux israéliens.

Parmi les invités du colloque figurent aussi le président du Congrès juif mondial, M. Edgar Bronfman, ainsi que plusieurs personnalités juives françaises, dont M. Jacques Attali, conseiller du président François Mitterrand. Le ministre marocain de l'intérieur, M. Driss Basri, assistera à la séance inaugurale du colloque.

La communauté juive du Maroc, forte de plus de deux cent mille membres au moment de l'indépendance en 1956, compte aujourd'hui environ seize mille personnes. (*le Monde*, daté 4-5 mars.)

● *« Jeune Afrique » suspend sa diffusion au Maroc.* — Le groupe Jeune Afrique a décidé de suspendre la diffusion de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* au Maroc. Cette décision, précise le directeur de *Jeune Afrique*, M. Bechir Ben Yahmed, a été prise après la quatrième saisie en quatre mois de l'hebdomadaire. *« Interdictions mises à part,* Jeune Afrique *n'a jamais été saisi à une telle fréquence par un même gouvernement »*, écrit, dans le numéro du 16 mai, M. Ben Yahmed.



Étranger

BRÉSIL

Le cri de victoire des Indiens

De notre envoyé spécial

Brasilia. – La scène est insolite, même à Brasilia. Une dizaine de chefs indiens, arrivés l'après-midi par avion, s'installent dans les fauteuils en cuir de l'auditorium du ministère de l'intérieur, *un endroit généralement fait pour* les débats feutrés en complet veston. La plupart ont leurs peintures de guerre : le visage et les mains barbouillés de noir. Ils ont aussi leur arc et leurs flèches, ainsi qu'une massue, la *borduna*, qu'ils manient, paraît-il, avec une dextérité redoutable.

L'un d'entre eux, le plus grand, est *le cacique* Raoni, cinquante-six ans, qui commande la tribu des Txucarramae, sur les bords du Xingu. Il est reconnaissable au plateau de bambou qui déforme sa lèvre inférieure. Arrive le ministre, un solide gaillard au visage éternellement bronzé sous les cheveux blancs. Les deux hommes se congratulent et s'asseoient pour signer, posément, un traité de paix qui met fin à un conflit vieux de treize ans. Flashes des photographes. Raoni, l'œil vif et malin, jette à plusieurs reprises son cri de guerre, qui ressemble à un cri de victoire. Il pose sa coiffe de plumes sur la tête du ministre, en signe de réconciliation. *Le geste* semble relever du folklore. En fait, il consacre l'un des succès les plus importants remportés par les Indiens du Brésil, dans leur résistance à *l'homme blanc. Les* Txucarramae viennent en effet de conquérir, ou plutôt de récupérer, une zone de 1 500 kilomètres carrés qui leur avait été confisquée le long du Xingu. *Ils ont* obtenu aussi la tête de celui qui aurait dû être leur principal interlocuteur et qui était devenu leur adversaire : le président de la *FUNAI (Fondation nationale* de l'Indien), l'organisme chargé de leur « protection ».

L'aventure a commencé quarante-deux jours plus tôt. C'est à la fin de mars, en effet, que les Txucarramae, en effervescence depuis des mois, sont passés à l'action. Ils ont bloqué le bac qui permet la traversée du Xingu, à *l'endroit où passe la route qui* coupe leur territoire. Ils ont pris en otages les employés du poste indigène de Kretire, installé par la FUNAI sur les bords du fleuve.

Cette route, la BR-80, dont ils *interrompent la circulation*, est la source de tous leurs malheurs. Inaugurée en 1971, elle a amputé le parc du Xingu, réserve indigène créée dix ans plus tôt, et qui abrite, au nord du Mato-Grosso, quelque dix-sept tribus. Les Txucarramae ont été les plus affectés par cette mutilation, car la route passe dans leur zone traditionnelle de chasse et de cueillette. Avec la BR-80 sont arrivées en effet les *fazendas* (exploitations agricoles), qui ont déboisé la forêt et fait fuir le gibier. Elles ont enlevé aussi aux Txucarramae une région, le Kapoto, qu'ils considèrent comme sacrée, car leurs ancêtres y sont enterrés, *et ils* y célèbrent leurs fêtes et leurs rites religieux.

« Le jour de l'inauguration de la route, Raoni était assis sur un tracteur. Il regardait avec haine les deux ministres présents, celui de l'intérieur et celui des transports, il dit alors : à partir de maintenant, beaucoup de gens vont mourir. » Memelia Moreira, qui raconte l'anecdote, est journaliste, à Brasilia, du quotidien *A Folha de Sao-Paulo*. Elle est spécialiste des problèmes indiens. Le 2 mai, elle avait revêtu le maillot à bandes rouges et noires d'un célèbre club de football, le Flamengo : *« Parce que ce sont les couleurs qu'utilisent les Indiens*, dit-elle. *Les seules qu'ils trouvent dans la nature pour se peindre. »*

Raoni n'avait pas menti. Il y a eu beaucoup de *morts* depuis 1971. Les Txucarramae ne sont pas très nombreux (deux cents environ, le millième des Indiens du Brésil), mais ce sont des guerriers. C'est *grâce à leur humeur* belliqueuse qu'ils ont évité, longtemps, tout contact avec le Blanc. Leur « approche » n'a été réussie qu'en 1953. Il avait fallu quatre *ans d'efforts pour y arriver. La ré*gion du haut Xingu, où ils habitent en compagnie d'autres peuplades, a longtemps été difficile d'accès. Le Xingu est un affluent de l'Amazone, long de près de 2 000 kilomètres, coupé, dans la traversée du Mato-Grosso, par des cascades et des rapides. Jusqu'aux années 40, la région a *été pratiquement isolée du monde* blanc. Il a fallu attendre 1949 pour que les frères Villas-Boas, les célèbre *sertanistas* (« indigénistes ») Brésiliens, tentent leur premier conctact avec les Txucarramae. Ils utilisèrent la méthode habituelle des « *fronts d'attraction* » : ils déposèrent des cadeaux à l'endroit fréquenté par la tribu – couteaux, ciseaux, miroirs, haches. Quand ils revinrent, plusieurs jours après, ils retrouvèrent les cadeaux à l'endroit où ils les avaient laissés.

C'est le 8 novembre 1953 seulement que le contact fut réussi. Les Villas-Boas avaient campé près de la cascade Von Martius, *qui coupe le fleuve. Ils étaient* accompagnés de deux reporters. Les Txucarramae arrivèrent un par un. Ils firent comprendre, par des cris, qu'ils venaient là en « frères ». « *A la nuit tombée*, racontent les frères Villas-Boas, *ils étaient trois cents autour de notre camp.* » Le lendemain, les *sertanistas* distribuèrent leurs cadeaux. Les Indiens étaient si contents qu'ils chantèrent toute la nuit et le jour suivants. La tribu vivait alors dans des conditions rudimentaires : des huttes grossières recouvertes de feuilles de bananiers ; presque pas d'outils : pas de canoës. Les femmes, grandes, robustes, étaient entièrement nues. C'étaient elles qui portaient les charges, pendant les marches. Les hommes utilisaient l'étui pénien, alors très en usage dans le Brésil central (depuis, il ont adopté le short). L'aliment principal était la banane. La tribu se nourrissait aussi de manioc, de maïs, de toutes sortes de gibier (depuis le jaguar jusqu'au faucon royal). Enfin, ajoutent les frères Villas-Boas, elle avait l'habitude de manger de la terre, y compris le sable du fleuve. Une habitude fréquente chez les Noirs du temps de l'esclavage, que Josué de Castro expliquait par la nécessité, pour ces éternels sous-alimentés, de procurer des sel minéraux à leur organisme.

Une dérobade

En 1973, la route a deux ans d'existence. Les premières *fazendas* se sont installées. Les Txucarramae commencent à s'agiter. Ils jettent dans le Xingu la voiture d'un *fazendeiro*. Ils coulent le bac *qui assure la traversée*. Dès cette année-là, ils demandent à la FUNAI de démarquer, le long du *rio*, une bande de 40 kilomètres de large, et d'en chasser les fermiers. La FUNAI leur fait des promesses, qui ne sont pas tenues.

Les Indiens passent alors à l'attaque. Ils s'en prennent à une *fazenda* qui s'est implantée sur la rive gauche, entre le poste de Kretire et la région sacrée de Kapoto. « *Ils tuent deux fermiers*, raconte Memelia. *Et ils les enterrent, en laissant leurs pieds à découvert.* » En 1979, a lieu une deuxième attaque. Les autorités décident alors de déplacer l'exploitation. L'année d'après, autre raid, cette *fois* sur la *rive* droite : onze employés d'une *fazenda* sont tués. La FUNAI renouvelle des promesses qu'une *fois* de *plus elle* ne respecte pas.

Le 23 mars, le président de cet organisme, M. Ferriera Lima, un économiste sans connaissance du monde indigène devait rendre visite aux Txucarramae. Au dernier moment, il se décommanda. La tribu ressentit cette dérobade comme un affront. Elle se mit sur le pied de guerre : peinture de *jenipapo* sur le visage, arcs et *bordunas* à la main. Le bac est réquisitionné, le directeur du parc, M. Claudio Roméro, qui *supervise deux mille Indiens sur* 30 000 kilomètres carrés, est « *assigné à résidence* ».

« *Je ne négocie pas sous la pression* », s'exclame alors, avec un beau mouvement de menton, le président de la FUNAI, qui est contacté par radio. Le 13 avril, le numéro deux de la fondation, M. Lamartine Ribeiro, arrive par bateau en compagnie de deux *sertanistas*. Il veut discuter. Aussitôt les guerriers de la tribu s'emparent des trois hommes et les enferment dans des cases. Ces nouveaux *otages, ils savent* qu'ils pourront les marchander. Cette fois, ils sont bien décidés : si Brasilia ne démarque pas la zone qu'ils revendiquent et ne renvoie *pas le président de la* FUNAI, *les* otages seront tués.

« *Les Indiens ont changé*, explique Memelia, *ils ne sont plus fascinés par le Blanc, ils savent qu'il est leur ennemi. Ils ont acquis une conscience politique. Chez les Txucarramae, les jeunes parlent le portugais, ils sont plus difficiles à tromper. Ce sont eux qui étaient prêts à tuer les prisonniers. Et ce sont les vieux qui les en ont empêchés.* »

Suivent tois semaines de tractations, de tension, de menaces. La tribu envoie à Brasilia l'un de ses leaders, Megaron, âgé de trente-quatre ans, neveu du cacique Raoni, et appelé à lui *succéder*. Alphabétisé par les Villas-Boas, Megaron s'est vu confier, très tôt, par les anciens, le rôle dévolu aux *sertanistas* chez les « visages pâles » : celui d'« amadouer » l'autre camp (1). Il réussit au-delà de toute espérance. Le gouvernement cède, en effet. Il démet le président de la FUNAI, après *neuf mois d'exercice. C'est le sep*tième président depuis dix-sept ans que la fondation existe. Il fait davantage : il donne de la terre – cette terre volée aux Indiens par *les compagnies agricoles*, les sociétés minières et les prospecteurs de toutes sortes. Il accorde par décret aux Txucarramae une bande de 15 kilomètres de large sur *100 kilomètres de long sur* la rive droite du Xingu. Et il leur restitue les 186 000 hectares de la région sacrée de Kapoto. C'est la victoire, totale, pour les Indiens.

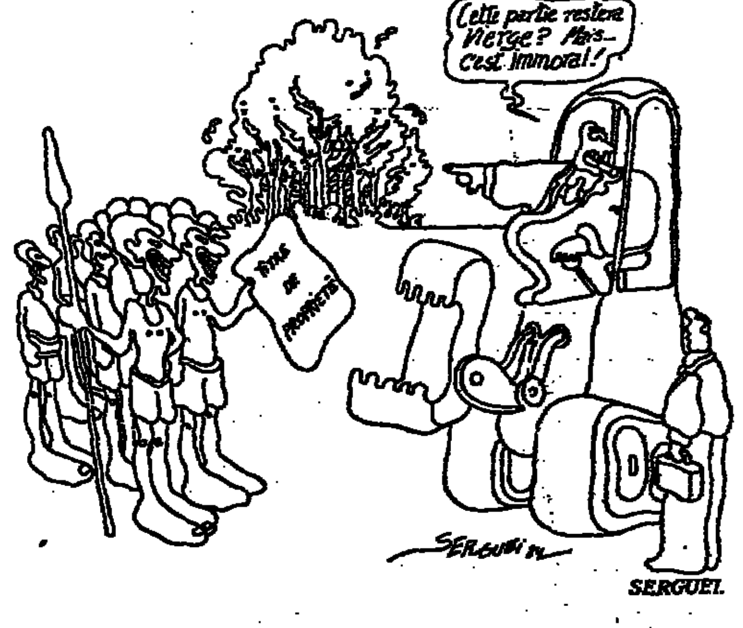
« *Si les Blancs savaient se battre aussi bien que nous, les militaires ne seraient plus au pouvoir* », dit Mario Juruna, le cacique des Xavante devenu député. Mario Juruna a participé à toutes les négociations. Celui qui est devenu célèbre, il y a quelques années, en enregistrant au magnétophone les promesses des Blancs (« *pour garder des traces* ») a pris au sérieux son rôle de parlementaire. Il en a revêtu les apparences : veste et cravate – qui semblent l'engoncer, – fines lunettes. Il a gardé, malgré tout, la coupe de cheveux en forme de casque, de sa tribu.

A Brasilia, il est l'un des députés les plus actifs. Il a choisi deux *sertanistas* pour l'assister et fondé une commission parlementaire de l'Indien, qui contrôle le travail de la FUNAI et revendique la démarcation des zones attribuées aux indigènes. Petit à petit, le cacique s'est imposé parmi ses collègues députés. Il a effacé de leur esprit l'image de l'Indien – incapable et paresseux – qui règne encore dans le *monde blanc*.

Depuis le début de son mandat, il s'est signalé par plusieurs discours particulièrement violents. Un jour, du haut de la tribune, il traita tous les ministre de « *voleurs* ». C'était au moment où l'un des fils du président Figueiredo était souvent cité dans une grave affaire de corruption, impliquant plusieurs militaires. On rapporte que le chef de l'État voulut mettre fin aux rumeurs touchant son fils, et demanda, si Juruna ne se rétractait pas, que son mandat de député lui soit retiré par ses pairs. Mais Juruna n'est pas homme à se rétracter. Il est toujours là, impavide, lâchant de temps à autre une sentence lourde comme du béton sur le régime militaire.

CHARLES VANHECKE.

(1) Megaron a été nommé, le 8 mai, directeur du parc du Xingu par le nouveau directeur de la FUNAI, M. Jurandir Marcos da Fonseca.



SERGUEI.

GRÈCE

Plus de journaux que de lecteurs ?

La presse grecque est dans une situation curieuse. Les titres se multiplient tandis que les lecteurs prennent le large. D'où de vives polémiques sur les responsabilités de cette désaffection. Editeurs rapaces, journalistes touche-à-tout ou instruction publique défaillante ?

De notre correspondant

Athènes. – Athènes n'est pas la patrie d'Héraclite mais elle n'en demeure pas moins une cité pétrie de *contradictions. C'est ainsi qu'il* existe un hiatus entre le développement économique et social, l'éveil politique, la richesse du mouvement culturel et les problèmes d'une presse quotidienne par ailleurs pléthorique. Alors que les milieux concernés s'efforcent de cerner les causes profondes de la crise, les quotidiens sont de plus en plus nombreux, au grand dam des kiosquiers submergés de journaux *et de périodiques mais aussi des* vendeurs à la criée qui ne savent plus pour quel titre s'époumoner.

Le matin, les habitants du Grand Athènes, qui comprend la *populeuse agglomération* du Pirée, ont le choix entre quatre quotidiens d'informations générales, sans compter deux quotidiens économiques et trois sportifs. *Un peu avant midi, il* leur est proposé dix quotidiens du soir – en tout une vingtaine de quotidiens, ce qui est beaucoup, même pour une population de *plus de 3 000 000* d'habitants. Or, comme, en dehors de trois grands régionaux édités à Salonique, la presse de province se résume à quelques journaux locaux de faible audience, ce sont finalement les titres édités dans la capitale, fort bien distribués dans les régions les plus lointaines du pays, qui constituent l'essentiel de la presse.

Cependant toute analyse se heurte au flou des données disponibles. Il n'existe pas d'Office du contrôle des tirages, et les indications concernant les ventes réelles demeurent peu *fiables. Il faut donc s'en tenir à* quelques données : on relève d'abord le contraste entre tirages important et confidentiels. Ainsi, des quotidiens du soir comme *Ethnos* et *Nea*, qui se situent à gauche, et *Apoyematini*, orienté vers la droite, ont une circulation de *110 000* à *80 000* exemplaires. D'autre part, quatre quotidiens du soir s'échelonnent entre 18 000 à 40 000 exemplaires, alors que les autres plafonnent entre 3 000 et *15 000. Les quotidiens du matin* ont, eux, une audience limitée. Ainsi, le *Rizospastis*, organe du Parti communiste grec, proche de Moscou, bien que bénéficiant de *l'efficace support* des organisations de base, tourne autour des 25 000. Pour sa part, *Aghi* (Parti communiste dit « de l'intérieur »), continue avec 5 000 à 6 000 exemplaires, à battre de l'aile. De même, *Gnomi*, qui vient de fermer et qui se réclamait du Parti socialiste grec, le PASOK, actuellement au pouvoir, *n'atteignait pas 10 000, alors que* l'éminent quotidien indépendant *Kathemerini* piétine autour de 20 000 exemplaires. Enfin, *Acropolis*, qui sacrifie à l'information spectaculaire tout en se réclamant de la droite modérée, ne dépasse pas 25 000 exemplaires. Cependant, le dimanche, avec leurs pages supplémentaires, *Acropolis* grimpe à 75 000 exemplaires, *Rizospastis dépasse les 70 000* et *Kathemerini* monte à 35 000 exemplaires. A signaler que l'important journal politique libéral, *Vimo*, a cessé d'être quotidien et ne paraît plus que le dimanche (80 000).

La grogne des rédacteurs

La vente par habitant des quotidiens athéniens est le tiers de ce qu'elle est dans le reste de la Communauté économique européenne. Il faudrait pourtant éviter de comparer ce qui n'est pas comparable, car la situation est ici tout à fait particulière.

Pour les éditeurs, qui sont loin d'être démunis alors que leurs journaux sont généralement en *difficulté, la crise actuelle* découlerait de facteurs avant tout économiques. Ils insistent sur l'augmentation constante des frais généraux, les servitudes imposées par le routage et la distribution, qui entraînent des « bouillons » pouvant atteindre 30 %, la concurrence de la radio et de la télévision, qui drainent les recettes publicitaires. Aux prises avec un endettement bancaire de l'ordre de 3 milliards de drachmes *en 1983 et les lourdes charges* imposées par les amortissements, ils s'en prennent à un pouvoir qui contrôle à 100 % la radio et la télévision et à 70 % divers *journaux et ce par le truchement* des prêts, des facilités fiscales et autres, la publication des bilans de sociétés et par les annonces et la publicité officielles.

Les éditeurs en ont également après les ouvriers du livre – dont les exigences et les prétentions sont jugées parfois excessives – et après les journalistes. Ils déplorent le nombre restreint de « grandes signatures », de bons analystes, de rédacteurs vraiment spécialisés et de chroniqueurs de haut niveau. Une bonne partie des journalistes membres de l'Union des rédacteurs de la presse athénienne sont également des agents et fonctionnaires de l'Etat, travaillant dans les organismes contrôlés par le pouvoir ou dans des bureaux de presse et de relations publiques.

Les journalistes athéniens, bons professionnels, même s'ils sont parfois écartelés entre des activités pouvant s'étendre au *cinéma, au théâtre et à la* chanson, répliquent que les éditeurs devraient commencer par balayer devant leurs portes. Ils font remarquer que, lorsque les *éditeurs ne se mêlent pas des* questions rédactionnelles et assurent une gestion correcte, les quotidiens s'en tirent fort bien. Tout change lorsque les éditeurs *tolèrent des gestions douteuses* et imposent à la tête des rédactions leurs parents ou protégés.

D'autre part, les journalistes qui aimeraient se voir associer à la *gestion de leurs entreprises* réclament des plans financiers précis et stables, une transparence des fonds, un droit de regard sur des dépenses souvent mal justifiées et sur les promotions au sein de chaque rédaction afin qu'elles ne dépendent pas du seul bon plaisir des éditeurs. Mais la grogne et la rogne régnant dans les rangs des journalistes athéniens ne débouchent pas sur de réels affrontements.

Les lecteurs potentiels installés dans la société de consommation se sont, comme ailleurs, mis à l'heure de l'audiovisuel.

En outre, l'existence d'un Grand Athènes rassemblant plus du tiers d'une population totale de 9 361 000 habitants et d'une population active de 3 375 000 personnes provoque un déséquilibre démographique. La *plupart* de ces nouveaux citadins venus des régions les plus éloignées de la capitale ne sont encore que des « déracinés », dont les habitudes acquises et les *mécanismes mentaux ne font* pas des lecteurs de journaux.

Un public peu scolarisé

Il faut enfin tenir compte du fait que quatre Grecs sur dix ne sont pas passés par une école et que les analphabètes représentent encore 13,7 % (24 % en 1951). De même dans la région du Grand Athènes, 7,6 % des habitants *n'ont pas fréquenté* l'école primaire alors qu'une autre bonne partie de la population ne dispose pas d'un bagage scolaire suffisant pour l'inciter à lire régulièrement un *quotidien*. Et, avec un chômage dépassant 10 % de la population active et affectant essentiellement des jeunes de dix-neuf à vingt-cinq ans, le marché potentiel demeure faible. Les petits et moyens salariés peuvent difficilement acheter tous les jours un journal dont le prix est de 10,20 et 30 drachmes.

Ajoutons à ce tableau la désaffection d'une clientèle de lecteurs éduqués, tenant notamment aux nouvelles conditions de vie, de travail et de transports : ainsi, on ne lit plus dans les autobus. De même, bien des lecteurs, autrefois assidus, ont été désemparés par le changement des images de marque, les palinodies politiques, les contradictions et le fléchissement de la qualité rédactionnelle. Ils se sont peu à peu détournés de leur quotidien familier alors que les jeunes, qui pourraient assurer la relève, se montrent plus exigeants et donc réticents envers des journaux ne répondant pas à leur attente. Ces lecteurs en puissance, très au fait des affaires politiques et *intéressés* par les problèmes de l'heure, n'apprécient pas la presse « commerciale ».

Or il se trouve que le milieu traditionnel des éditeurs, tout comme ceux des *armateurs* et des industriels, a été bouleversé par l'intrusion de « nouveaux riches », qui veulent trouver dans la presse une consécration sociale mais aussi le moyen de gonfler des fortunes pourtant déjà considérables. Certains d'entre eux s'offrent un quotidien comme d'autres se payaient le luxe, autrefois, d'entretenir une danseuse. Ils accordent, bien évidemment, priorité à la rentabilité au *détriment* de la qualité et de la mission éducatrice de leur journal.

Sur ce fond de crise, le gouvernement prépare une loi sur *la presse, une de plus. Une simple* mais stricte application des lois existantes suffirait amplement à améliorer la situation, mais les dirigeants, quels qu'ils soient, ont une *fâcheuse tendance à se méfier* d'une presse ne se bornant pas à chanter leurs louanges. Ce projet de loi provoque des controverses. Bon nombre de Grecs savent, depuis Solon, que « *les lois sont comme des toiles d'araignée qui piègent les petits insectes et se font déchirer par les gros* ».

MARC MARCEAU.

Étranger

LIBAN

L'impossible foi de Beyrouth

Après neuf ans d'une guerre meurtrière, la population de Beyrouth sent confusément la force d'une idée toute simple : la paix. Les canons ont empêché le premier rassemblement de l'espoir, mais les initiateurs du mouvement n'ont pas renoncé.

De notre envoyé spécial

Beyrouth. – Leur « non à la guerre », les Libanais vont tenter de le répéter dimanche 13 mai sous une autre forme. Dimanche dernier, on le leur a fait rentrer dans la gorge à coups de canon. Ils avaient préparé une grande manifestation pacifique qui a été savamment engluée dans les récupérations obliques, les accords de principe, les « oui, mais » et les « vous ne croyez pas que ? » Et puis, la veille, le trajet des marcheurs de la paix a été copieusement arrosé d'obus, les bombardements les plus durs depuis la conférence de Lausanne. Bref, une sommation sans frais aux porteurs de pancartes, comme le dit, avec une feinte innocence, l'un des organisateurs : *« Les milices n'ont fait aucune pression formelle sur nous, mais elles nous ont félicité d'avoir annulé. »* Ils ne renoncent pas pour autant, et leur geste et leur prise de conscience civique sont peut-être un tournant dans le conflit. La population civile ne veut plus être otage, cible et objet. Doucement, comme le début d'une avalanche, elle se met en mouvement.

On le voit déjà lundi dernier quand le petit groupe qui a lancé l'idée se réunit pour réfléchir à son étrange « échec ». Dans le salon d'un étage élevé de Beyrouth-Ouest, on s'entend à peine. Dehors, les rafales font un vacarme infernal et les balles traçantes égratignent la nuit de ravissantes traînées robe bonbon. Tirs de joie ! La télévision vient d'annoncer que M. Nabih Berri a obtenu le portefeuille qu'il exigeait. Ses partisans sablent symboliquement le champagne et, dans leur allégresse, expédient les bouchons sur Beyrouth-Est qui riposte. Quelques morts et blessés de plus demain dans les hôpitaux. Une femme décapitée dans sa cuisine en taillant sa soupe. Trente-deux ans, trois enfants, elle n'a pas souffert. Pour tout dire, des joies, c'était bien la moindre ! Car enfin, comme l'écrira demain joliment *l'Orient-le Jour*, *« ces tirs se sont transformés en tirs rageurs contre l'adversaire détesté ».*

En dix ans, on s'habitue à tout. Neuf civils tués pour un milicien, le franc-tireur qui s'est remis à ses cartons et vous condamne à coucher dans la salle de bains, les obus tombant à l'aveuglette. Pas partout, et ils tuent plutôt les autres... Les enfants sans école, que les parents trouvent « un peu nerveux », ces enfants, Imane Khalifé les connaît bien. Puéricultrice, elle n'a jamais fait parler d'elle. *Mais cette jolie brune aux* joues rondes, avec son regard *fureteur et naïf de petite fille*, son prénom qui, en arabe, signifie « foi », a eu l'idée qui dérange les seigneurs de la guerre. Elle croyait qu'il suffisait de publier un appel dans le journal et que tout le monde signerait pour arrêter le massacre. Que l'absurdité, l'horreur, la ville coupée en deux et se brûlant encore dix ans après à coups de mortier, c'est un scandale, cela ne peut plus durer. *« Déçue, Imane ? »* Elle force un peu sa voix pour dominer le caquet joyeux des mitrailleuses. *« Déçue, ce soir, je ne sais pas ce que j'éprouve, vraiment je ne sais pas. »*

Les rêves sur ordinateur

Les autres savent. Ils font bloc pour la protéger de la curiosité et des questions. Il y a là « notre dame de fer », Nicole, une jeune journaliste de Radio-Liban, cheville ouvrière de l'opération. Elle sait mettre les rêves sur ordinateur, les espoirs en organigramme. Et puis, Nawaf l'intellectuelle, parente de l'homme d'Etat illustre qui analyse avec aisance les *raisons de l'« échec » et les* chances de relance. Lui a *« branché les copains de la presse américaine »*. Il proposera tout à l'heure de prolonger la campagne contre la guerre à grand renfort de stickers et de tee-shirts. Nayer, moustachu comme son camarade, est un passionné sous ses faux airs détachés. Au beau milieu d'une explication, alors que le canon exagère, *il laisse échapper : « C'est tout de même honteux d'exprimer sa joie comme ça ! »* Et aussi Azizé, la sociologue toute de bleu vêtue, discrète et farouche, que seuls le chagrin et la pitié font sortir de son mutisme. Et puis encore Sanaa, journaliste elle aussi, qui a donné en trois semaines plus de coups de téléphone qu'en deux ans. Enfin les absents, « ceux de l'Est ». Tous insistent : *« Ne les oubliez pas, vous ne pouvez pas vous imaginer combien ils nous ont aidés, c'était vraiment la cause des deux Beyrouth. »*

Curieuse soirée, entre amertume et espoir. On a « marché *pour la paix au Liban* ». A New-York, à Paris. Le petit groupe s'en *réjouit* et se refuse à *se tenir pour* battu. Sa tentative avortée n'avait eu que de rares précédents, notamment en 1976, où deux « cortèges de la paix » venant d'Aïn-Remaneh et de Chyah devaient se rencontrer sur la ligne de démarcation entre les quartiers ennemis. *« Hélas, il y a eu des enlèvements. »* La même année, à Ras-Beyrouth, où une église et une mosquée se font face, on s'est tendu la main. Et puis, il y a eu la campagne *pour barrer la confession* sur les cartes d'identité, cette *mention mortelle lorsqu'on* tombe aux mains de l'ennemi. Campagne symbolique car, ici, presque tous les noms indiquent à quelles balles on a droit. Et encore, un « barrage de l'amitié », on ne sait plus exactement quand.

Mais chacun a compris que l'affaire du 6 mai, le choix du jour des « martyrs » – dix-sept lointains pendus du régime ottoman – au début de la dixième année de guerre, c'était autre chose, un symbole. Car aujourd'hui, à Beyrouth, si la vitalité de ce peuple surprenant demeure indiscutable, son espoir est à l'agonie. *Union nationale* fictive, gouvernement de chancellerie, trêves sans arrêt du feu, tutelle syrienne sans même la paix du protectorat sud insurgé contre l'Israélien qui ne partira pas. Le bilan est sombre, la situation sans issue et la population sent confusément la force d'une idée toute simple : la paix.

Et si les Libanais cessaient de s'entre-tuer... ?

La petite Imane, celle dont le nom aplanit les montagnes, a eu la naïveté de proposer la première qu'on aille tous, de l'Est et de l'Ouest, vers le fameux passage du Musée, seul lien subsistant entre les deux Beyrouth. Qu'on dise aux combattants que cela n'est plus possible. *« Et si l'on vous avait laissé faire, combien seraient venus ? »*

Un espoir fou

Les réponses fusent de toutes parts. *« Oh !, vingt mille, trente mille, plus peut-être. Tenez, on nous a laissé croire, faussement d'ailleurs, que, pour lancer une initiative dans la presse, il fallait cinquante signatures, vingt-cinq de chaque côté de la ville. Imane est passée au Musée un matin à 9 heures. Elle est entrée dans le premier hôpital. A 11 heures, elle revenait avec les vingt-cinq signatures de l'Est. Tout le monde était pour. »*

Dehors, les kalachnikov tout proches, objets de fierté chiite. Il en faudrait plus pour désarçonner Nicole. Le réalisme. *« D'accord, on nous l'a torpillée, notre marche, mais nous ne l'avons pas annulée. Remise seulement. Jusqu'au bout, on a conservé un espoir fou. Non, ce n'est pas fini. »* Azizé, la jeune sociologue, sort de sa réserve : *« J'ai eu des coups de téléphone de jeunes qui pleuraient de déception. »* Il fallait qu'on remette ça à dimanche, mais c'est tellement risqué ! D'ailleurs, le 6 mai, l'université américaine avait mis tous ses médecins en *stand by*. Sur l'art subtil d'empêcher sournoisement une manifestation qu'on ne peut pas désapprouver, tous sont intarissables. Le maire, aux fonctions imprécises, a pris le train en marche à tout hasard pour mieux serrer le frein de secours. Les Phalanges ont applaudi l'initiative si bruyamment et si vite – sincérité ou manœuvre – que leurs adversaires devaient s'en inquiéter. Et puis, les mille chausse-trapes de la politique : *« Ainsi*, dit Nicole, *on a tenu la première conférence de presse au Parlement, alors que son président est l'ennemi de Nabih Berri. Ça, vraiment, on n'y avait pas pensé. Pour nous, le Parlement, c'était un bon endroit, la Maison du peuple. »* Il y a eu aussi des dénonciations du « petit groupe d'intellectuels marginaux et irréalistes », les rumeurs, les tracts que personne n'a jamais vus, les échappatoires embarrassées : *« On ne peut pas dire non à la guerre alors que nos frères du Sud mènent une guerre contre Israël »*, et surtout, l'argument massue : *« Le bombardement furieux de l'itinéraire à la veille de la marche, s'arrêtant comme par enchantement dès que son annulation fut proclamée. Ce non tonitruant que seules prononcent les bouches à feu, car elles ne sont pas tenues à l'hypocrisie et aux bienséances. »*

C'est l'heure de l'autocritique et de l'examen conscient. Fallait-il « doser » le comité d'organisation ? S'est-on mal exprimé en donnant l'impression qu'on condamnait l'estimable guerre de tel ou tel ? A-t-on bien fait comprendre que l'on n'avait aucune arrière-pensée en demandant la fin du massacre ? Et maintenant, que faire ? Les grandes campagnes de mille signatures, non, cinq cent mille... des chaînes humaines comme en Allemagne... des concerts d'avertisseurs... des sit-in... Mais les rassemblements sont trop vulnérables, et les milices accepteront-elles jamais une mobilisation populaire qui, elles l'ont compris d'emblée, conteste leurs querelles et leur pouvoir. Faut-il seulement insister sur l'idée de retrouvailles dans ce pays cassé où chacun rêve tout au plus d'avoir enfin la paix chez soi et d'entendre parler le moins possible du voisin ?

La discussion continue, fervente et interminable, comme toujours à Beyrouth. Imane se tait. Elle sait seulement qu'elle a eu son idée folle et simple dans un abri sous un bombardement, en s'occupant *« des enfants de trois ans qui ont peur de tout maintenant, même des claquements de porte »*. Elle ignore les analyses politiques. Elle n'acceptera jamais la vérité cruelle de Platon, *« la fin de la guerre, seuls les morts l'ont vue »*. Et, avant que la petite « foi » de Beyrouth s'éclipse la première dans la nuit trouée de rafales, chacun l'embrasse avec tendresse. Elle a ce pauvre sourire qu'improvisent les enfants courageux lorsqu'ils ont envie de pleurer.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

FRANCHINI

ALGÉRIE :

Les planteurs du service national

Des milliers de conscrits algériens travaillent sur un « barrage vert ». Mais cet ouvrage militaire n'est pas ce qu'on pourrait croire.

De notre correspondant

Alger. – *« Si un jour le Grand Maghreb uni se fait, il faudra confier la diplomatie aux Tunisiens, la défense aux Marocains et l'économie peut-être à nous-mêmes*, nous disait sous forme de boutade un intellectuel algérien. *Il y a au Maroc une longue tradition militaire avec des générations de vrais professionnels. Nous, nous avons une armée de paysans. »*

Les « paysans », qui avaient pris les armes en 1954, jouent actuellement en Algérie un rôle politique que notre interlocuteur trouvait peut-être excessif, mais, d'une certaine façon, ils retournent parfois à la terre. Pays *a priori* non menacé d'invasion, malgré le conflit saharien, l'Algérie, où le service militaire est obligatoire à dix-neuf ans, ne manque pas de recrues du fait de l'explosion démographique. Avec le service national créé sous sa forme actuelle en 1969, elle dispose d'une institution originale combinant les impératifs militaires et les nécessités du développement économique.

Le service dure deux ans. Sur trois appelés, un est affecté dans des unités opérationnelles de conception classique – où il peut, au demeurant, recevoir une formation professionnelle, – deux partageront leur temps en parts inégales : six mois d'instruction militaire et dix-huit mois d'affectation sur des chantiers à vocation civile, souvent à des fins de reboisement.

« Il s'agit de créer un homme nouveau, débarrassé de toute forme d'aliénation », nous disent les deux commandants, le capitaine et le conseiller civil qui nous expliquent la « philosophie » du service national. *« En plus de la formation militaire, le service vise à créer un grand brassage entre catégories sociales et aussi entre habitants de régions diverses. Il faut faire découvrir le Sud à l'Algérois ou l'Algérie à la jeunesse émigrée. »*

Selon nos interlocuteurs, depuis la mise en œuvre du plan quinquennal 1980-1984, plusieurs milliers de jeunes installés à l'étranger – en France et dans les autres pays d'Europe occidentale – choisissent de faire leur devoir militaire au pays. *« Nous avons un programme spécial pour eux, avec cours d'arabe et visites de nos réalisations. »* Combien décident de rester à l'issue du service national ? La réponse n'est pas chiffrée. *« Certains, au terme de ce séjour, décident de se faire circoncire, ce qui, pour nous, est révélateur »*, remarque un officier.

L'armée met, d'autre part, l'accent sur la formation professionnelle des recrues pour pallier certaines carences de l'éducation nationale algérienne. Des périodes allant de six semaines à six mois sont consacrées à cette formation dans des centres spécialisés : travaux forestiers, conduite de véhicules, bâtiment, etc. A l'issue du service, un diplôme, homologué par le ministère de la formation professionnelle, est délivré. Il est prisé par les employeurs. Mais il ne semble pas que ces promotions dépassent les deux mille personnes par an.

L'affectation sur les chantiers permet de compléter la formation théorique. En liaison avec le ministère de la planification et de l'aménagement du territoire, différents champs d'intervention sont définis. Les projets confiés, dans leur totalité ou en partie, aux militaires par les autorités civiles doivent, en principe, donner la priorité aux zones déshéritées ou enclavées et constituer des œuvres de longue haleine, nécessitant une grande mobilisation en hommes mais sans avoir d'effets négatifs sur la main-d'œuvre locale.

Un « front » de 1 500 kilomètres

Commencé il y a dix ans, le « barrage vert » mobilise une grande part des effectifs. Il s'agit d'arrêter la progression des dunes poussées par les vents de sable aux confins du désert. En vingt ans, un microclimat devrait être créé grâce à une bande large de 20 kilomètres et longue de 1 500 kilomètres, alternant en domino la culture et la forêt sur une superficie de trois millions d'hectares.

La plantation de millions de pins d'Alep, la lutte contre la chenille processionnaire qui, véritable plaie de la forêt algérienne, s'attaque à cet arbre fragile de septembre à mai puis prend ses quartiers d'été sous terre, sont associées à des projets de développement hydrauliques *« avec accompagnement socio-économique »*.

Actuellement, le gros des travaux se situe sur une ligne de 200 kilomètres entre Laghouat et Djelfa. Dans la région de Bou-Saada, plus au nord, une expérience originale de fixation des dunes par pose de palmes sèches à la fin de chaque récolte de dattes donne de bons résultats. Elle sera étendue dans le cadre du prochain plan quinquennal.

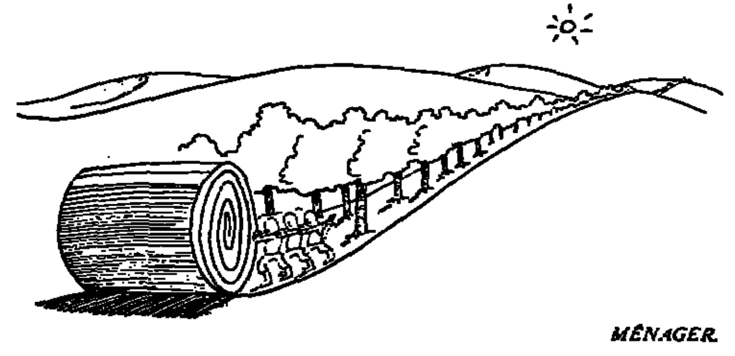
Autre « épopée » du service national, la Transsaharienne (1 000 kilomètres, d'El-Goléa à Tamanrasset), dont le prolongement vers le Mali et le Niger reste actuellement à l'état de projet, la route s'arrêtant à une centaine de kilomètres au sud de Tamanrasset.

Au sud d'In-Aménas, vers les confins libyens, nous avons également vu l'armée à l'œuvre pour la construction de *la route*, qui permettra de se rendre sans trop de difficultés jusqu'à Djamet, le centre du tourisme au Tassili. Menés dans une région difficile mais d'une beauté sauvage – Antonioni l'a choisie pour le début de son *Profession reporter*, – les travaux ont déjà atteint Illizi.

Les jeunes du service national se font aussi terrassiers sur les pistes d'aéroports nouveaux ou agrandis dans le grand Sud : Tamanrasset, Illizi, El-Goléa. Laissant la pose des rails à du personnel civil spécialisé, ils tracent de nouvelles voies ferrées. On les rencontre sur les sites de barrages en construction, sur des chantiers de maisons de la culture ou de cités universitaires. Ils ont construit vingt-neuf *« villages socialistes agricoles »*, en achèvent neuf autres, mais l'expérience n'ira pas plus loin en ce domaine. *« Nous abandonnons ce type d'habitation rural pour la réalisation de grands ensembles et de projets plus consistants et plus intégrés »*, nous dit un officier.

N'y a-t-il pas quelques inconvénients à confier tous ces ouvrages à des jeunes, dont l'expérience et la formation restent malgré tout limitées ? Tout le monde sait, par exemple, que la Transsaharienne s'est rapidement dégradée sur une longueur de 200 kilomètres. Nos hôtes militaires admettent qu'il y a eu quelques malfaçons dans le revêtement mais assurent que le terrassement est solide. *« La transsaharienne sera redevenue bonne d'ici à juin 1985. »*

« Il y a des projets que nous refusons pour des raisons de compétence technique, précisent les officiers. *Par exemple, nous n'intervenons pas pour la réalisation des ports. Les dossiers envoyés par les ministères demandeurs sont examinés par nos spécialistes* [appelés fonctionnaires civils détachés dans les délégations régionales du service national]. *Nous disons si c'est faisable ou non et dans quels délais. La réalisation se fait sous le contrôle du maître d'œuvre. Nous ne sommes pas responsables de la gestion quand le travail est achevé. Nous n'avons pas à nous substituer aux ministères des transports, des travaux publics ou de l'hydraulique. Des conventions particulières définissent les responsabilités de chacun. »*



MÉNAGER

Sans doute faut-il faire la part d'un triomphalisme typiquement algérien dans le tableau qui est parfois présenté. Le travail n'est pas toujours parfait. A Tadmit, près de Djelfa, les résultats de la campagne de reboisement sont des plus médiocres à cause d'un mauvais choix des plants. Il y a plus de 1 000 hectares à refaire cette année. La tâche à accomplir n'est pas toujours exaltante. A la direction du service national on cite, parmi les grandes entreprises en cours, le Parc de la victoire, vaste complexe de loisirs sur les hauts d'Alger. En fait, le rôle des jeunes Algériens se limite le plus souvent au gardiennage des chantiers confiés à une société canadienne.

Peut-être moins grandiose qu'on le voudrait, l'expérience du service national algérien reste méritoire et fructueuse. Elle n'a guère d'équivalent dans le monde, sauf, à certains égards, en Tunisie. *« Beaucoup d'Africains sont intéressés par ce que nous avons fait et viennent s'informer »*, assure-t-on à Alger.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

هكذا من الأصل

Dossier

LA CRISE DES JEUX OLYMPIQUES DE LOS ANGELES

Les avatars politiques remontent à l'Antiquité...

Alors que la « non-participation » de Moscou aux Jeux de Los Angeles semble de plus en plus irréversible, ainsi que celle de la majorité des pays de l'Est, les organisateurs américains cherchent à résoudre leur « manque à gagner ».

On aurait tort cependant de voir dans cette crise l'un des premiers avatars des Jeux. Sans revenir sur le boycottage des JO de Moscou, en 1980, la France, dès 1896, avait cherché à empêcher la participation de l'Allemagne pour « venger Sedan ». Reste aujourd'hui à savoir si les Soviétiques ont cherché à « venger Moscou » ou si leur décision s'inscrit dans une politique à plus long terme.

Karl Marx avait achevé la rédaction du *Capital* depuis vingt-sept ans lorsqu'un hobereau normand anglomaniaque, Pierre de Coubertin, réunit le 16 juin 1894 un congrès international pour le rétablissement des Jeux olympiques. Il se trouvait encore des candidats pour fonder les impossibles phalanstères rêvés par Charles Fourier au début de ce siècle. L'utopie de Pierre de Coubertin prenait ses racines dans l'histoire de la Grèce antique : *« Exportons des rameurs, des coureurs, des escrimeurs : voilà le libre-échange de l'avenir et le jour où il sera introduit dans les mœurs de la vieille Europe, la cause de la paix aura reçu un nouvel et puissant appui. Cela suffit pour encourager votre serviteur à songer (...) au rétablissement des Jeux olympiques »*, proclamait le baron.

En fouillant dans les alluvions déposées par le fleuve Kladeos pendant quinze siècles, des archéologues venaient de mettre à jour le temple de Zeus olympien, qui avait *été ravagé par les hordes wisigothes*, après l'interdiction en 392 de la grande fête païenne par l'empereur chrétien Théodose. En même temps que ces ruines, dont l'origine remontait, selon Hérodote, à 776 avant Jésus-Christ, le mythe des Jeux antiques redevenait d'actualité dans une société où le sport, sous sa forme contemporaine — le football, le rugby, le tennis, la boxe, l'athlétisme venaient à peine d'être codifiés, — était en pein essor. On se rapppela alors que Héraclès avait créé les Jeux pour commémorer la mort d'Œnomaos, roi de Pise, dans le Péloponnèse, lors d'une course de chars avec *Pelops dont l'enjeu était la main de* sa fille, la princesse Hippodamie. Et *on se rappela surtout que*, tous les quatre ans, les Grecs, de tempérament belliqueux, faisaient une trêve de trois mois pour assister pendant sept jours à Olympie aux exploits des héros du stade, qui recevaient pour toute récompense une couronne de lauriers.

Pour donner du piment à l'histoire, on précisait que seules les femmes célibataires avaient le droit d'assister aux exercices des champions qui concouraient nus. Du coup, on oublia complètement qu'il y avait un revers à la légende. Les Jeux étaient l'occasion pour les cités grecques de donner libre cours à leur chauvinisme : elles dépensaient des sommes considérables pour arracher une victoire dans les courses de chars. En plus de la couronne de lauriers, le champion *olympique était nourri par sa patrie* jusqu'à la fin de ses jours. Cela finit d'ailleurs par revenir si cher que Solon d'Athènes décida, dès le IVe siècle avant Jésus-Christ, de remplacer cet avantage en allouant une fois pour toutes 500 drachmes au champion. C'était déjà de l'amateurisme marron.

La politique était présente elle aussi : après avoir fait reconnaître ses origines grecques, Alexandre s'en servit comme tribune pour imposer sa volonté aux cités. Enfin, aux alentours du temple de Zeus, s'était installée une foule de marchands qui transformaient ces lieux sacrés en une gigantesque foire comparable aux Vingt-Quatre Heures du Mans.

Dès l'Antiquité, le dopage, la tricherie, l'argent étaient donc à l'ordre du jour des Jeux et contribuèrent à *leur déclin. Pierre de Coubertin* ne l'ignorait pas, mais il fit une sorte de pari pascalien sur le sport : *« L'athlétisme*, écrivait-il, *peut mettre en jeu les passions les plus nobles comme les plus viles ; il peut développer le désintéressement et le sentiment de l'honneur comme l'amour du gain ; il peut être chevaleresque ou corrompu, viril ou bestial ; enfin, on peut l'employer à consolider la paix aussi bien qu'à préparer la guerre. Or, la noblesse des sentiments, le culte du désintéressement et de l'honneur, l'esprit chevaleresque, l'énergie virile et la paix sont les premiers besoins des démocraties modernes »*.

Sedan contre Athènes

Un pari perdu. Comme tous les utopistes, le rénovateur des Jeux avait une confiance excessive dans la nature humaine. Il allait pouvoir le constater dès 1896 à Athènes, où se sont déroulés les premiers Jeux de l'ère moderne. Les sociétés gymniques françaises créées après la défaite de Sedan pour préparer les conscrits français à prendre une revanche sur le Reich firent campagne pour empêcher l'Allemagne d'être représentée en Grèce. Ce premier accroc à l'idéal olympique de *paix devait être suivi à la fin des Jeux* par un accroc à la sportivité : un *concurrent grec du marathon s'était* dissimulé dans une charrette pour *faire une partie du parcours*. La victoire de Spiridon Louys dans cette épreuve — la seule victoire grecque — aurait, au reste, contribué, selon les observateurs de l'époque, à exalter le nationalisme hellène, exaltation qui aurait déclenché la guerre contre la Turquie pour la libération de la Crète en 1907.

De but en blanc, l'olympisme moderne s'est donc trouvé plongé dans les problèmes politiques internationaux. Et les choses ne devaient aller qu'en empirant. A Saint-Louis en 1904, où les délégations de onze pays (la France n'en fait pas partie) seulement on pu se rendre en raison du coût des transports, les organisateurs ont prévu des *anthropological days, parodie de compétition entre Noirs, Patagons, Philippins, Aïnous du Japon, Turcs, Syriens, Indiens du Mexique et d'Amérique. Quatre ans plus tard à Londres, la Russie tsariste tentait — en vain — d'empêcher la Finlande, alors grand-duché vassal de l'empire, de défiler avec son drapeau. Auparavant, le CIO avait reconnu, contre l'avis des Américains, l'indépendance sportive des dominions britanniques : Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud.*

L'idée d'une géographie sportive différente de la géographie politique progresse encore en 1912, où la Bohême, future Tchécoslovaquie, est représentée à Stockholm, bien que la Pologne et l'Irlande n'en aient pas encore eu la possibilité.

Exclure les vaincus

Après la guerre *1914-1918*, les comités d'organisation des Jeux *d'Anvers (1920) et de Paris (1924)* n'invitèrent pas les vaincus. Durant les Jeux d'Amsterdam (1928) et de Los Angeles (1932), les instances olympiques, qui comptaient alors plus d'Etats membres que la Société des Nations, débattirent de la possibilité de participer pour les Russes immigrés et les Arméniens, tandis que les Etats-Unis autorisaient les Philippines à défiler derrière leur drapeau.

Pourtant, tout cela ne fut qu'anecdotes, comparé à ce qui allait se passer à Berlin en 1936. Les Jeux avaient été attribués à la capitale du Reich avant l'accession de Hitler au pouvoir. Les nazis utilisèrent cet événement comme un puissant moyen de propagande en déployant un faste wagnérien. Les organisations juives tentèrent de faire boycotter ces Jeux, qui se déroulèrent alors que la lutte des franquistes et des républicains ensanglantait l'Espagne. Pour *accueillir les observateurs des* quarante-neuf pays représentés, *Hitler fit effacer toute marque visible* d'antisémitisme dans les restaurants et les moyens de transport. L'escrimeuse juive Helena Mayer, championne olympique en 1932, qui avait émigré aux Etats-Unis, fut sélectionnée dans l'équipe allemande de fleuret. Et si l'on raconta que le Fürher refusa de serrer la main du Noir américain Jesse Owens, qui venait de battre l'Arien Lutz Long au saut en longueur, ce fut une invention de journaliste : Hitler obéissait aux instructions du *président du CIO, le* comte belge Baillet-Latour, qui lui *avait rappelé que son rôle dans le* stade se limitait à annoncer l'ouver*ture des Jeux. Les apparences* étaient sauves, mais les *« Heil Hitler », qui* s'élevaient à tout propos des tribunes du stade de cent mille places, ayant coûté 7 millions de marks, ne pouvaient tromper personne. Le Führer avait annexé les Jeux, et il voulait les faire implanter définitivement en Allemagne après ceux qui auraient dû avoir lieu à Tokyo en 1940.

Le sort de la guerre ne lui permit pas de réaliser ce projet. Mais de la manière dont les nazis s'y étaient pris à Berlin allait découler l'histoire contemporaine de l'olympisme. Le gigantisme d'abord. Après les derniers Jeux à « taille humaine » de la période du plan Marshall, en 1948 et 1952, chaque pays organisateur voulut faire de cette manifestation une démonstration, non seulement de sa valeur sportive, mais aussi de sa puissance économique et technique. La politisation ensuite. Les Jeux *olympiques allaient devenir un prétexte* pour tel ou tel Etat à revendica*tion ou à pression.*

Point de rupture ?

A Melbourne, en 1956, ce fut le cas, d'une part, de l'Egypte et de l'Irak qui s'abstinrent pour protester contre le débarquement franco-britannique à Suez, et, d'autre part, des Pays-Bas, de l'Espagne et de la Suisse, qui s'insurgeaient contre l'intervention soviétique à Budapest.

A Tokyo en 1964, le CIO exclut l'Afrique du Sud en raison de l'apartheid. A Mexico, pour les Jeux suivants, les athlètes noirs américains manifestent sur le podium pour attirer l'attention sur la situation raciale aux Etats-Unis. Puis ce fut l'escalade : massacre des otages israéliens par un commando de Septembre noir à Munich ; départs des pays africains *de Montréal pour protester contre la* présence de la Nouvelle-Zélande *ayant eu des relations sportives avec* l'Afrique du Sud ; boycottage des Jeux de Moscou à l'appel du président Carter après l'intervention militaire en Afghanistan ; et maintenant, *« non-participation »* de l'URSS et des pays de l'Est aux Jeux de Los Angeles en raison de l'antisoviétisme américain.

Est-on arrivé au point de rupture de l'olympisme, au moment où les contradictions entre les mythes et la pratique enrayeront définitivement la mécanique des Jeux ? *« A chaque olympiade, j'ai lu que ce serait la dernière... »* écrivait Pierre de Coubertin dans ses mémoires après avoir assisté aux Jeux de Berlin. En dépit de tous les scandales politiques, *financiers et sportifs qui auraient pu* les abattre, les Jeux ont, au *contraire, pris une place de plus en* plus importante sur la scène mon*diale.* Seuls les deux conflits mondiaux ont véritablement empêché leur déroulement. Le ruisseau olympique (13 treize nations représentées à Athènes en 1896) allait devenir une grande rivière (40 nations à Los Angeles en 1932), puis un fleuve (122 nations à Munich en 1972) dont le débit allait être ralenti par les barrages des boycottages (88 nations à Montréal en 1976 et 81 à *Moscou en 1980). A la veille de* 1980, le CIO comptait plus de mem*bres que l'ONU. Bien que le pire se* soit produit dans les stades et les *coulisses des stades*, l'« *idéal olympique* », cette confraternité universelle *du muscle, n'a pas été remis* en cause. L'URSS était venue participer à la messe quadriennale où *« l'on célèbre la mystique de l'effort humain »* en 1952, en pleine guerre froide. Toutefois, les derniers développements permettent de se demander si la résurgence de la politique des blocs ne va pas entraîner la décadence de l'institution olympique au moment où elle était vraiment devenue planétaire ?

« L'avenir de l'olympisme dépend beaucoup de l'avenir du monde et notamment des relations Est-Ouest. S'il n'y a pas de tension, il n'y aura pas de problème. Si la tension s'accroît, nous aurons des difficultés à Los Angeles », nous confiait M. Juan Antonio Samaranch le samedi 19 juillet 1980, quelques heures avant l'inauguration des Jeux olympiques de Moscou. Ce Catalan, alors âgé de soixante ans, était encore ambassadeur d'Espagne en *URSS, mais il était déjà élu pour succéder* à lord Killanin à la présidence *du CIO, deux semaines plus tard.* Depuis, les relations entre la Maison *Blanche et le Kremlin ne se sont* pas radoucies. Les prévisions de *M.* Samaranch se sont *révélées* d'autant plus justes que les pays de l'Est ont fait main basse sur l'olympisme.

A Montréal, où a eu lieu la dernière grande confrontation Est-Ouest, sur les dix pays qui ont gagné le plus de médailles, sept étaient *communistes. Les centaines de mil*lions de téléspectateurs qui ont suivi ces Jeux ont donc assisté au triomphe du muscle rouge. Le muscle capitaliste masculin n'a plus l'avantage que dans de rares spécialités. Quant au muscle capitaliste féminin, il est inexistant. De là à dire que les autorités sportives américaines avaient délibérément accepté le boycottage pour ne pas subir une comparaison plus défavorable encore à Moscou, il n'y avait qu'un pas. *Aujourd'hui*, la même réflexion peut être faite à propos de l'attitude de *l'URSS : ne craignait-elle pas de* subir à Los Angeles la même décon*venue que ses hockeyeurs à Lake-*Placid en 1980 ?

Excepté en Angleterre et en Scandinavie, on ne trouve pas dans le *reste de l'Europe* et en Amérique une véritable dévotion pour les disciplines *athlétiques, qui sont le fondement* des sports olympiques. Ce sont les *sports-spectacles professionnels* — football, basket-ball, hockey sur glace, cyclisme depuis longtemps, et désormais tennis, voile et automobilisme — qui font office auprès des foules de liturgie du corps. Dans l'hypothèse où la tension des rapports internationaux devrait entraîner une diminution des échanges sportifs, il serait alors possible, sans risquer de provoquer un état de « manque » *chez le public*, de remplacer la drogue olympique par la drogue du *sport-spectacle, dont les formes les* plus caricaturales sont Holiday *On Ice et les Harlem Globe-Trotters.*

L'athlétisme s'est d'ailleurs engagé sur cette voie avec la création d'un circuit de meetings en Europe, où les concurrents seront rétribués. De plus, certains coureurs de fond sont désormais officiellement commandités et participent aux grandes épreuves de masse comme le Marathon de New-York. Il est vrai que Pierre de Coubertin a lui-même écrit : *« L'amateurisme n'a jamais existé. »* Cela fait de l'olympisme la doctrine la plus floue, donc la plus malléable aux contraintes de ce siècle.

ALAIN GIRAUDO.

Le royaume de la libre entreprise

Correspondance

Los Angeles. — Les dirigeants du *Comité d'organisation* de jeux olympiques de Los Angeles (LAOOC), à commencer par le président Peter Uberooth, *espèrent encore que les* Soviétiques reviendront sur leur décision. Cet *optimisme relatif*, contredisant les vues pessimistes des *« politiques », vient* naturellement aux *organisateurs-businessmen* motivés par des raisons commerciales. *Il leur paraît difficile, si*non impensable, que Moscou *accepte de perdre les* 86 000 dollars des billets déjà *achetés pour les spectateurs* soviétiques, sans parler des *2 millions de dollars non rem*boursables, payés pour la trans*mission par satellite vers* l'Union soviétique.

Les organisateurs se préoccupent en priorité de l'impact financier de la décision de Moscou. Ils s'attendent à une perte de revenus qui les obligera à couper dans leur budget estimé à 500 millions de dollars. *« Nous devons procéder à des ajustements afin de pouvoir dégager un bénéfice raisonnable »*, a dit M. Ziffren, premier adjoint de *M. Uberooth. En tout cas*, il est exclu de rembourser les billets vendus et M. *Ziffren* estime toujours que les compétitions se *dérouleront à bureaux fermés.* Une perte financière paraît ce*pendant inévitable. En effet*, une clause du contrat passé entre le *Comité d'organisation* et la chaîne de télévision ABC per*mettra à cette dernière de rete*nir entre 40 et 70 millions de *dollars sur les 225 millions* qu'elle s'était engagée à payer.

Le « big business », dont l'ensemble des contributions dépasse 200 millions de dollars, craint que cet effort de promotion ne soit affecté par l'absence des athlètes du bloc de l'Est de nature à réduire sensiblement le nombre des spectateurs et télespectateurs. Ainsi, la compagnie Coca-cola qui a payé 15 millions de dollars pour être reconnue comme la « boisson officielle » des Jeux, comme à Moscou, et envisage de dépenser 20 millions de dollars pour une campagne publicitaire, aurait contacté directement les autorités soviétiques pour tenter de les faire changer d'avis. D'autres compagnies, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, pensent que les compétitions garderont assez d'intérêt pour capter une audience suffisante, justifiant des dépenses de promotion. De même, les autorités de Los Angeles ne s'attendent pas à une diminution sensible des 4 milliards de dollars que les Jeux doivent rapporter à l'économie locale.

En tout cas, il est significatif que les préoccupations financières soient prioritaires pour les organisateurs. Ces Jeux ont été conçus comme une entreprise commerciale, *l'organisation* en a été confiée pour la première fois *non pas à une ville mais à* une entreprise privée, pratique*ment à un groupe d'hommes* d'affaires. Et cela, parce que les *contribuables de Los Angeles ne* veulent pas financer les Jeux, *parce que les lois de Californie* interdisent les « loteries olympiques » et *que le Comité d'organisation* a décidé de refuser toute donation venant d'organisations non lucratives.

Walt Disney écarté

L'effort des organisateurs s'est concentré sur la télévision. Alors que NBC avait payé 87 millions de dollars pour la transmission des Jeux de Moscou en 1980, ABC avait accepté de payer 225 millions de dollars. Les États-Unis étant le pays hôte, des équipes américaines de football, de hockey, de hand-ball ont été automatiquement qualifiées et, en outre, le base-ball et le tennis ont été choisis par les Américains comme « sports de démonstration ». Cette participation américaine accrue doit élargir l'audience. D'autre part ABC a augmenté sensiblement ses prix et affirme avoir déjà vendu 428 millions de dollars sur les 440 millions escomptés de temps publicitaire. Même en tenant compte des droits pour l'étranger qui dépasseront les 300 millions de dollars (un tiers ira au Comité olympique international), l'opération reste rentable. Quant aux compagnies désireuses de se réclamer des *Olympiades à des fins publicitaires*, leur nombre a été limité à *trente (Moscou en avait accepté* deux cents). Mais c'est un mini*mum de 4 millions de dollars* qui est imposé à ce petit groupe *de grosses affaires, qui doivent* en outre assurer des services. *Ainsi IBM aura la responsabilité* des ordinateurs, AT and T celle des *communications. Mac Do*nald, champion des hamburgers, *a accepté de construire la* piscine (3 millions de dollars), la Southland Corp., *une chaîne de* magasins d'alimentation, s'est chargée du *vélodrome* pour le même prix. Atlantic Richfield va moderniser le vieux Coliseum (5 millions de dollars).

M. Uberooth veut imposer *des conditions que les sociétés* ne veulent pas toujours accepter. *Ainsi après une âpre discus*sion, la compagnie Walt Disney a *refusé d'organiser les cérémo*nies d'ouverture et de clôture, dont le *budget* initial de 5 millions de dollars a été augmenté de *20 %*. Tel est le prix à payer pour un spectacle hollywoodien extravagant qui mobilisera 8 000 danseurs, 1 000 chanteurs, 100 pianistes, des orchestres symphoniques, des chœurs et 5 000 pigeons qui pendant un instant cacheront le soleil. Les organisteurs ont évidemment le sens des affaires. Certes le prix de la chambre et des repas dans les villages olympiques est relativement modeste : 35 dollars par jour (payables d'avance), mais la location d'une ligne téléphonique pendant trois semaines coûtera 600 dollars et le prix d'un espace de stationnement du Coliseum a été fixé à 350 dollars. Il n'y a pas de petits profits...

Bref, il s'agit selon la *formule* du magazine *Time* de *« la plus remarquable affaire dans l'histoire de la libre entreprise »*. Un *précédent a été créé dont on ne* peut encore mesurer les effets *sur l'esprit et les idéaux olympi*ques.

HENRI PIERRE.

ET LES MYSTÈRES DE MOSCOU

Le muscle de la paix

Quatre-vingt-quatre millions de pratiquants ! Bien des choses sont massives en URSS, mais le sport plus que tout. Le *« développement du sport de masse »* est d'ailleurs inscrit dans la Constitution de l'URSS. Il contribue à garantir l'un des droits fondamentaux des Soviétiques, le *« droit au repos »*, que le texte de loi proclame au même titre que le droit au travail, à la culture ou à la liberté d'expression. Et l'on serait bien mal venu de contester la réalité de ce droit-là : les dernières Spartakiades des peuples de l'URSS, ces sortes de Jeux olympiques nationaux, n'ont-elles pas été disputées par trente-quatre millions de « sportifs », en 1982 ? A cette échelle, le sport doit être organisé, comme d'ailleurs tout ce qui se respecte dans ce pays. L'essentiel de cette organisation et de l'encadrement est assuré presque gratuitement par les syndicats – sans parler naturellement de l'école, – mais un organisme paramilitaire, la Dosaaf, auquel peuvent adhérer tous les jeunes de plus de quatorze ans, joue aussi le rôle important, pour toute une série de disciplines jugées particulièrement utiles à la formation du futur soldat. Et le brevet sportif le plus populaire permet à son détenteur, qu'il soit âgé de dix ou de soixante ans (telles sont les limites), d'être reconnu *« prêt pour le travail et la défense de la patrie »*.

La pratique individuelle n'est pas exclue pour autant, même si l'acquisition du matériel nécessaire relève souvent de l'exploit. Mais on n'a guère besoin d'équipement pour courir en maillot de bain, par moins 25 degrés, dans les parcs de Moscou, l'hiver, et certains adorent ça. Et il est indéniable que les Soviétiques aiment, non seulement le sport, mais la compétition, au point d'organiser des « olympiades »... de mathématiques.

Tout naturellement, le sport trouve sa place dans l'idéologie. L'homme socialiste, entre autres qualités, est sain et, si possible, musclé. Sur les chromos des années 50, les prolétaires en salopette avaient de jolis biceps, et sur la célèbre statue du parc des expositions, à Moscou, l'ouvrier et la paysanne brandissent la faucille et le marteau comme un lanceur son javelot. Le graphisme et la statuaire d'aujourd'hui proclament toujours le même hymne à la force et à la santé.

La haute compétition apporte, de son côté, des armes précieuses à la propagande, d'autant qu'elle est présentée comme l'aboutissement naturel de la pratique de masse, et donc *« exprime la supériorité du système socialiste capable d'intégrer réellement le sport comme dimension culturelle de la société »*, comme l'explique, dans un chapitre consacré aux pays de l'Est, une brochure publiée en 1976 par le Parti communiste français. Plus concrètement, les médailles remportées dans les compétitions internationales valent plus que leur pesant d'or : l'URSS n'a pas lésiné sur les moyens pour s'imposer au premier plan des nations sportives dès sa première apparition aux Jeux olympiques, en 1952.

Potion magique

Au terme de tant d'efforts, aurait-on atteint un palier ? Certains spécialistes affirment que les Soviétiques risquaient de revenir de Los Angeles avec une moisson plus modeste que par le passé, et que cette crainte pourrait expliquer, à côté de bien d'autres raisons, leur refus de participer. D'autant que leurs grands rivaux ne sont plus seulement les Américains, mais aussi ces amis est-allemands qui savent préparer mieux qu'eux-mêmes la potion magique, à base de sport et de socialisme. Car il serait tout à fait faux de croire que les triomphes des athlètes ne servent qu'à exalter la bonne idéologie face au capitalisme croupissant. Le ressort le plus puissant, c'est toujours, à l'Est comme ailleurs, le bon vieux sentiment national.

Entre les pays socialistes eux-mêmes, et encore plus entre le « grand frère » et chacun des « autres frères », la compétition est l'exutoire naturel des animosités, exutoire d'autant plus nécessaire que l'amitié est parfaite, éternelle... et obligatoire. Certains matches de hockey entre la Tchécoslovaquie et l'URSS, le bras d'honneur d'un perchiste polonais au public moscovite qui le sifflait, sont restés dans les mémoires. Et les opérateurs de la télévision doivent déployer un bien grand art pour préserver les téléspectateurs de l'ambiance aussi chaude que malsaine des matches de football Pologne-URSS. Partout dans le monde le sport-spectacle est une occasion de se défouler : mais peut-être plus encore dans ces pays, où les seules manifestations à la fois spontanées et tolérées sont celles des « supporters » qui convergent vers les stades en arborant des bannières et des banderoles d'encouragement.

Mais attention, si quelques débordements sont inévitables, on ne saurait oublier l'essentiel : le sport, c'est la paix. Là, naturellement, l'idéologie et la propagande reviennent au galop : la principale course cycliste, à l'Est, s'appelle la Course de la paix, et le slogan des dernières Spartakiades de Leipzig était catégorique : *« Les sportifs de la RDA sont les combattants actifs de la paix et du socialisme. »* De ce point de vue, les nobles idéaux olympiques sont un aliment de choix pour les milliers de colombes en contre-plaqué, peintes, dessinées ou sculptées, qui décorent le Camp de la paix.

Une grève antisportive

La cause est entendue, le sport est bien, dans cette partie du monde, le muscle de la paix. Ce n'est pas une raison pour oublier tout à fait le nerf de la guerre : ici, comme ailleurs, on ne fait pas de très grands champions sans un peu d'argent, ou des privilèges très précieux, comme l'obtention rapide d'un appartement, d'une voiture. Il y a belle lurette que personne ne croit plus à l'amateurisme, pourtant toujours revendiqué, dans les textes officiels, par contraste avec la pourriture du sport par l'argent dans l'Occident capitaliste. S'il restait encore quelques naïfs, les mineurs polonais ont vendu la mèche, de la manière la plus spectaculaire : pendant l'été 1980, l'une des revendications des grévistes du bassin de Silésie était que les boxeurs et autres footballeurs « amateurs » cessent d'être grassement rémunérés sur le fonds de salaire des mines, pour un travail fictif. Revendication satisfaite, comme les autres : mais l'« accord » ne disait pas qui devrait désormais les payer.

Un autre privilège de choix, réservé aux meilleurs, est de pouvoir voyager à l'étranger, et même parfois d'y faire fortune, quitte à reverser ensuite à l'Etat une partie de ses revenus : le cas le plus connu est celui de l'officier de police Ivan Lendl, dont les dollars sont hautement appréciés par la Fédération de tennis tchécoslovaque.

Mais il s'agit là d'une exception : les sportifs résidant normalement dans leur pays ne voyagent que dûment encadrés, ce qui n'empêche pas toujours les défections. Là encore, les mauvaises langues suggèrent que la réticence des Américains à accorder des visas à une myriade d'accompagnateurs-chaperons, présumés plus ou moins auxiliaires du KGB, a pu jouer un rôle non négligeable dans la décision soviétique de bouder Los Angeles.

Tout cela ne concerne que les *Happy Few.* Pour en revenir aux masses, y compris à celles qui ne pratiquent que le sport télévisé, la compétition internationale, surtout les Jeux, et surtout aux Etats-Unis, aurait été pour elles l'occasion de se griser un peu, de flairer, même de très loin, une atmosphère inconnue, de se faire une petite idée. La Californie de Reagan, l'argent, la publicité, tout ce que la presse dénonce à longueur de colonnes et d'année, on aurait bien aimé pouvoir y jeter un coup d'œil, depuis Kouibychev ou Rybinsk (ou plutôt Andropov, c'est le nouveau nom).

On aurait vu souvent le drapeau soviétique s'élever très haut sur l'écran de la télévision, on aurait été fier des « nôtres », comme on dit là-bas, fiers aussi d'avoir prouvé son grand cœur en ne rendant pas aux Américains la monnaie de leur pièce de 1980, fiers d'occuper la place de choix qui revient à l'URSS dans la grande fraternité des nations. Mais si nos dirigeants en ont décidé autrement, ils avaient sans doute de très bonnes raisons. Et d'abord, c'est la faute des Américains...

Cette réaction, c'est, très probablement, celle du M. Tout-le-monde soviétique. Dans les pays de l'Est, au contraire, on en voudra surtout à Moscou. Et la déception sera tout aussi grande. Sauf peut-être en Roumanie. Mais la télévision de Bucarest est fort avare d'images coûteuses. Au point que certains Roumains de Transylvanie, astucieux et disposant d'une bonne antenne, arrondissent régulièrement leurs ressources en transformant leur appartement en une sorte de club payant, où l'on regarde les programmes, plus riches, de la télévision hongroise. Surtout le sport. Pour ceux-là aussi, c'est vraiment une bien mauvaise nouvelle.

JAN KRAUZE.

Blocage institutionnel

(Suite de la première page.)

Le 16 décembre de cette même année, la *Pravda* publie un article de ton passablement nouveau sur le sujet, insistant sur le caractère « non aligné » de l'Afghanistan et sur la nécessité d'un règlement politique, tout en oubliant de parler du gouvernement de Kaboul et de son chef, M. Karmal. M. Marchais, retour de Moscou, ne cache pas son enthousiasme et dit s'attendre à des changements *« sur l'Afghanistan »*. Or c'est là que se produit le premier coup d'arrêt. Le 1er janvier 1983, l'agence Tass dément dans une déclaration *« les inventions sur la politique de l'URSS à propos de l'Afghanistan »*, annonce que Moscou *« remplira jusqu'au bout son devoir internationaliste »* pour la défense de ce pays et réaffirme son soutien au *« gouvernement légal »* de Kaboul. Quelques jours plus tôt, M. Tchernenko, déjà lui, a publié dans la *Nouvelle Revue internationale* des PC à Prague un article où il dénonce les *« élucubrations opportunistes »* visant au *« compromis entre les forces de classe »*, *« bénéfices conjoncturels »* escomptés d'éventuelles *« concessions au nationalisme »*. Il rappelle que l'internationalisme implique *« une volonté d'accepter si nécessaire des privations au nom de la solidarité sacrée avec les frères de classe »*.

Certes, le cessez-le-feu conclu par Andropov avec le commandant Massoud dans la vallée du Panshir ne sera pas remis en cause. Mais déjà il n'est plus question de faire déboucher ces innovations sur une initiative diplomatique. Et l'offensive généralisée déclenchée contre la résistance le 21 avril dernier (peu après le « retour » au pouvoir de M. Tchernenko) est contenue en germe dans ce premier rappel à l'ordre de janvier 1983.

Les autres coups d'arrêt vont se produire entre février et avril 1983. Iouri Andropov a encore un an à vivre, mais c'est précisément en février-mars 1983 que les rumeurs – étayées par les confidences des visiteurs – commencent à se répandre sur son mauvais état de santé. Le 24 mars, peu après qu'une session du Politburo a été annulée, le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, écourte une visite en Hongrie. Le lendemain, son collègue M. Gromyko est promu premier vice-président du gouvernement : une promotion qui n'est pas tout à fait innocente puisque le ministre soviétique des affaires étrangères s'emploie à la même période à réduire la portée de la proposition Andropov de décembre 1982 sur les euromissiles, allant jusqu'à prétendre que les SS-20 qui feraient l'objet d'un accord de réduction en Europe seront aussitôt transportés vers l'Asie (il sera démenti en août par Andropov). Mais d'autres anomalies sont à signaler :

Le cas Sakharov

A propos de la Chine, le ton change dans cette même période. En janvier 1983, M. Kapitsa, vice-ministre soviétique des affaires étrangères chargé des questions asiatiques, fait une tournée en Asie du Sud-Est, notamment au Vietnam : il engage ses hôtes non seulement à mettre une sourdine à leurs attaques contre Pékin, mais à ouvrir un dialogue avec leur grand voisin du Nord de manière à faciliter la normalisation sino-soviétique souhaité par Moscou. En avril, au cours d'une autre tournée, le même responsable change de discours et se montre tout à fait catégorique dans son soutien à Hanoï : il n'est pas question, assure-t-il à ses interlocuteurs, que Moscou discute en quoi que ce soit avec Pékin les questions qui sont de la compétence du Vietnam.

Prolongeons ce tournant, et nous aurons le camouflet infligé en février 1984 au vice-premier ministre chinois venu pour les funérailles d'Andropov : il n'est pas reçu par M. Tchernenko, alors que l'ancien secrétaire général avait eu un long entretien en novembre 1982 avec le simple ministre délégué par Pékin aux obsèques de Brejnev. L'ajournement récent de la visite de M. Arkhipov à Pékin prolonge et durcit ce qui pourrait bien être, de la part de la nouvelle direction soviétique, un réflexe conditionné.

Le cas Sakharov est peut-être la dernière illustration des velléités andropoviennes. En avril 1983, au cours d'une visite à Stockholm, M. Terebilov, alors ministre soviétique de la justice, (il est devenu depuis lors président de la Cour suprême), annonce à des journalistes que l'illustre dissident pourra émigrer s'il en fait la demande. Des diplomates occidentaux qui cherchent à en savoir plus s'entendent dire qu'il ne s'agit pas d'un lapsus, que cette confidence reflète bien l'avis des *« plus hautes autorités »*. Quelques jours plus tard, en mai, l'agence Tass rejette catégoriquement cette hypothèse, affirmant – c'est la première fois que ce motif est invoqué officiellement – que Sakharov détient *« des secrets politiques et militaires »* et qu'il devra donc rester en URSS. Début juillet, la propagande durcit le ton à l'égard de l'académicien, sous prétexte d'un article qu'il a publié dans *Foreign Affairs.* Il est vrai qu'entre-temps, en juin 1983, M. Tchernenko a été confirmé dans ses fonctions de numéro deux du parti et grand maître de l'idéologie...

Autre petit changement significatif : dans les premières semaines de 1983, la délégation américaine à la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que quelques autres délégués occidentaux ont fait l'objet d'approches discrètes de la part de représentants soviétiques (pas le numéro un, vice-ministre des affaires étrangères) : *« Si vous voulez savoir réellement ce que pense notre direction,* disent ces derniers en substance, *adressez-vous à nous plutôt qu'au chef de la délégation, les consultations seront ainsi allégées. »* Autrement dit, on essayait de court-circuiter par d'autres canaux ceux du KGB – les lourds mécanismes du ministère des affaires étrangères et de son cerbère en chef, M. Gromyko. En mai 1983, tout cela est terminé : les mêmes diplomates occidentaux qui cherchent à reprendre leurs « contacts » se voient renvoyés aux circuits officiels.

Avec le recul du temps, on peut donc conclure que le règne d'Andropov n'aura pas duré quinze mois, comme l'indiquent les dates officielles, mais tout au plus quelques mois ou quelques semaines. Dès le printemps, une contre-offensive bloque la plupart de ses initiatives ; au mois de juin, sinon avant, le spectacle de sa déchéance physique convainc les responsables qu'il faut tourner la page et porter leurs regards ailleurs : l'élection du chef du parti, déjà gravement malade, à la tête de l'Etat ne sera qu'une mesure en trompe l'œil, une sorte de prix de consolation qui n'a sans doute même pas été souhaité par l'intéressé.

Quant au raidissement, il va se poursuivre de plus belle dans toute la période suivante. L'antiaméricanisme va culminer en orgie dès septembre à la faveur de l'affaire du Boeing sud-coréen (un drame à propos duquel tout ce que peut faire Andropov est de ne pas s'en mêler), puis en une crispation stérile à la veille de l'installation des premiers Pershing en Allemagne, une affaire dans laquelle la diplomatie soviétique, par son manque d'imagination, aide plutôt qu'elle ne dessert M. Reagan et ses alliés.

La fuite en avant

Aussi bien, ce que nous voyons aujourd'hui n'est pas un tournant, mais une nouvelle fuite en avant dans la même direction, après l'élimination du barrage de plus en plus symbolique que constituait Andropov. Le dernier développement de l'affaire Sakharov fait suite aux mesures prises contre M. Lioubimov, déchu par M. Tchernenko de son poste de directeur du Théâtre Taganka, mais dont les ennuis avaient commencé l'été dernier. Le nouveau règne retourne encore le fer dans la plaie du Boeing sud-coréen, en donnant l'ordre de Lénine au pilote Joukov, responsable de la mort des deux cent soixante-neuf passagers, alors que M. Zagladine, haut fonctionnaire du parti soviétique, avait dit l'an dernier (au micro de RTL-*le Monde)* qu'il n'y aurait *« ni récompense ni sanction »* dans cette affaire.

Déjà en novembre les représailles aux Pershing avaient entraîné les dirigeants soviétiques plus loin qu'ils ne comptaient aller à l'origine (M. Zamiatine, porte-parole du Kremlin, avait déclaré en septembre que les conversations START sur les armements intercontinentaux seraient poursuivies) ; aujourd'hui, M. Tchernenko met ces négociations sur le même plan que les pourparlers FNI (sur les armements intermédiaires), en annonçant devant le général Jaruzelski, le 4 mai, que l'installation des missiles américains a rendu *« inutiles »* les unes comme les autres.

On avait cru voir une petite lueur d'espoir dans le rétablissement, fin avril, des communications téléphoniques automatiques entre Moscou et certains pays occidentaux, après une interruption de deux ans. Las ! Cette parenthèse vient d'être refermée après huit jours à peine, dans la foulée de la décision sur les Jeux olympiques.

La lutte pour le pouvoir qui se déroule à Moscou depuis deux ans, nous l'avons vu, coïncide de manière frappante avec cette crispation progressive, mais elle ne peut en être l'explication à elle toute seule. D'abord parce que le lien entre les deux situations n'est nullement établi. C'est lorsqu'il était au faîte de son pouvoir personnel, entre 1947 et 1952, que Staline a le plus pratiqué la politique de la forteresse assiégée. C'est au contraire après lui, et alors que ses successeurs Khrouchtchev, Molotov et Malenkov se battaient à couteaux tirés pour le pouvoir, que le Kremlin a fait preuve du plus grand esprit de concession de tout l'après-guerre, retirant ses troupes d'Autriche, de Chine et de Roumanie, aidant à la solution des conflits de Corée, d'Indochine et se réconciliant avec Tito. Il est vrai que tout le monde éprouvait alors le besoin de souffler. Mais la preuve est faite que les luttes internes n'engendrent pas forcément la tension.

En second lieu, M. Tchernenko semble avoir conclu un accord, au moins provisoire, avec les promus de l'ère Andropov, dont aucun n'a été encore inquiété et dont certains ont même consolidé leur position. M. Gorbatchev ne s'occupait officiellement, en juin dernier encore, que d'agriculture. Il est maintenant l'incontestable numéro deux du parti dans l'ordre protocolaire, ses activités récentes confirment qu'il a bien hérité de toutes les fonctions qui étaient autrefois celles de Souslov, puis de Tchernenko, à savoir l'idéologie et les relations internationales du parti. M. Romanov, bien qu'en retrait, supervise, au secrétariat, les affaires de l'armée, de la police et de l'industrie des armements, tous domaines évidemment non négligeables. Rien de désagréable n'est à signaler non plus à propos des quatre nouveaux membres du Politburo nommés sous Andropov : MM. Aliev, Vorotnikov, Solomentsev et Tchebrikov (ce dernier comme suppléant).

Cela dit, les trois derniers promus l'ont été alors que le déclin du défunt secrétaire général était évident et que des reclassements s'imposaient. Sans doute la crispation a-t-elle été encouragée par l'image d'épouvantail donnée – à tort ou à raison – à Ronald Reagan, par les surenchères d'administrations rivalisant dans les appels à la vigilance et à la mobilisation idéologique. Il reste que cette crispation est peut-être cette fois davantage un problème d'hommes que d'institutions.

Les « andropoviens », ou supposés tels, ont beau détenir des leviers importants du pouvoir, les vraies orientations politiques ne sont pas tracées par eux, mais par les quatre ou cinq super-dirigeants et en même temps « super-vieillards » qui président avant comme après Andropov, aux destinées de l'Union soviétique. Or parmi ceux-ci deux figures se détachent, dont le profil explique sans doute en grande partie les attitudes actuelles.

L'homme du « niet »

M. Gromyko est certes le champion de la longévité parmi les diplomates et un homme de haute compétence. Cela ne saurait faire oublier qu'il est, plus encore que son maître Molotov il y a trente ans, l'homme du « niet ». Ses interlocuteurs ont souvent été frappés par la manière abrupte qu'il a d'aborder les problèmes, souvent en termes de propagande épaisse. Son attitude passée sur certains problèmes évoqués plus haut montre qu'il use de toutes ses prérogatives pour faire prévaloir une politique de fermeté. On ne s'étonnera donc pas que l'extension récente de ces mêmes prérogatives contribue à la crispation.

M. Tchernenko lui-même doit être sur la même longueur d'onde, avec l'expérience en moins. Sa longue fréquentation des secteurs les moins productifs et les plus bornés de la bureaucratie soviétique (l'agit-prop de niveau provincial et moyen d'abord, l'appareil central du parti ensuite), le zèle qu'il a déployé dans les années 30 pour s'enrôler dans la campagne de collectivisation et dans les garde-frontières, peut-être aussi dans le NKVD, témoignent d'une prédilection pour les solutions chauvines et brutales. Ajoutons-y la frustration qu'il a dû éprouver à se voir régulièrement dépassé par des grands maîtres en idéologie (Souslov, Ilitchev), ou par des concurrents directs (Koulakov, Andropov) plus doués ou compétents que lui ; tout comme autrefois les Trotski et autres Boukharine éclipsaient certain bureaucrate encore obscur et pourtant candidat au pouvoir : il y a du Staline dans cet homme-là.

Aussi bien, et si le blocage institutionnel, sensible depuis l'ère brejnévienne, est pour quelque chose dans la crispation actuelle, il l'est surtout pour avoir resserré l'autorité entre les mains d'une équipe de plus en plus restreinte, composée d'hommes dont M. Tchernenko finit par être l'élément sinon le plus représentatif, du moins le seul possible. Ce n'est pas réjouissant, pas même pour les intérêts bien compris de l'URSS et au regard des expériences passées : on se prend à rêver d'un Khrouchtchev qui, non content de participer aux Jeux, aurait accompagné ses athlètes à Los Angeles pour défier en personne les porteurs de pancartes...

MICHEL TATU.

L'agence Tass qualifie d'« hypocrisie » les assurances données par M. Reagan aux « athlètes de tous les pays »

L'Union soviétique a catégoriquement rejeté, vendredi soir 11 mai, dans un commentaire de l'agence Tass, les termes de la lettre que M. Reagan avait remise au président du Comité olympique international, M. Samaranch, en qualifiant la démarche du chef de la Maison Blanche d'*« hypocrisie »*. Dans l'après-midi, à Lausanne, M. Samaranch avait communiqué la teneur de cette lettre au cours d'une conférence de presse, et estimé, nous indique notre correspondant, Jean-Claude Buhrer, que le message de M. Reagan apportait *« un élément nouveau »* susceptible de faire revenir le Kremlin sur sa décision de boycotter les Jeux olympiques de Los Angeles.

Le président américain écrivait notamment : *« Les athlètes et les officiels olympiques de tous les pays trouveront un accueil chaleureux à Los Angeles, et seront traités de manière égale et sans discrimination (...). J'ai donné instruction aux organes du gouvernement fédéral de coopérer complètement avec les officiels olympiques et locaux afin d'assurer la sécurité de tous les participants. Nous voulons créer un climat d'hospitalité dans lequel tous les participants pourront donner leur meilleure performance. »*

Après la Bulgarie, le Vietnam et la RDA, le Laos et la Mongolie-Extérieure ont annoncé qu'ils boycotteraient également les Jeux de Los Angeles. Une décision identique de la Tchécoslovaquie était attendue ce samedi.

En France, Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, a indiqué qu'elle adresserait prochainement un message à ses collègues des pays de l'Est avec lesquels Paris est lié par des accords de coopération sportive, *« afin de permettre le déroulement normal des Jeux et la participation de tous les athlètes à cette manifestation »*.

M. Mitterrand, interrogé vendredi soir à la mi-temps de la finale de la Coupe de France de football, a estimé *« bien triste que les Jeux olympiques soient mis dans cette situation déplorable »*. Un sondage d'opinion publié ce samedi par *le Parisien* montre que 9 % seulement des Français approuvent le boycottage soviétique, 70 % le désapprouvant. Mais 76 % des personnes interrogées estiment que, même sans les athlètes de l'Est, les JO seront un grand événement sportif. – *(AFP, Reuter.)*

هكذا من الأصل

Etranger

Des représentants du mouvement pour la paix ouest-allemand adressent un « mémorandum » à la gauche française

Des représentants du mouvement pour la paix ouest-allemand sont venus présenter vendredi 11 mai à Paris un « mémorandum à la gauche française », dans lequel ils l'invitent à engager le dialogue sur les questins de sécurité en Europe. Certains de ces représentants, dont MM. Alfred Mechtersheimer, directeur de l'Institut de recherche pour la paix, et Erhard Eppler, membre du comité directeur du Parti social-démocrate ouest-allemand, devaient ensuite participer au colloque organisé ce samedi par le CODENE sur le thème « Quelle défense pour quelle Europe ? ».

Le texte du mémorandum apparaît dans une large mesure comme une réponse aux thèses défendues par André Glucksmann. Son livre, *la Force du vertige*, vient d'être traduit en République fédérale où il est ressenti par le courant pacifiste comme le symbole de la « défection » des intellectuels français et de l'incompréhension entre les deux pays. Le texte fait ainsi longuement référence au passé nazi de l'Allemagne, affirmant notamment que tout antifasciste allemand est convaincu *« les Allemands, justement, devraient être en Europe aux premiers rangs de la résistance contre les moyens d'extermination de masse ».* Il récuse les analyses selon lesquelles l'URSS serait devenue une puissance hégémonique sur le continent européen, comparable à ce que fut l'Allemagne. *« Un nombre relativement élevé d'intellectuels français jadis pro-communistes et tentant de maîtriser leur passé, succombent désormais à un nouvel irrationalisme, étiquetant l'Union soviétique comme un véritable démon au lieu d'analyser avec un regard critique une situation mondiale qui a dangereusement changé. »*

Le texte s'en prend aussi à la politique de défense française qui *« tient peu compte des intérêts des pays voisins »*, en particulier avec l'existence sur le sol français d'armes nucléaires tactiques pouvant atteindre le territoire ouest-allemand. Il préconise *« la substitution aux actuels blocs militaires d'un système de sécurité collective pour l'Europe, objectif qui, aussi lointain soit-il, justifie la rupture du* statu quo *et les risques qu'elle entraîne »*. Il rejette l'idée de remplacer le parapluie nucléaire américain par *« une garantie nucléaire française ou un réarmement conventionnel au sein d'une éventuelle communauté européenne de défense ».*

M. Didier Motchane, secrétaire national du Parti socialiste français, venu assister *« à titre personnel »* à la conférence de presse, a souligné l'imprécision de l'idée de *« sécurité collective »* avancée par les Allemands. Ces derniers invitent la gauche française à poursuivre le dialogue à Mannheim, lors d'un colloque organisé du 31 mai au 3 juin sur le thème : « Vers un ordre pacifique en Europe ».

Tchécoslovaquie

LADISLAV LIS DE NOUVEAU ARRÊTÉ

M. Ladislav Lis, ancien porte-parole de la Charte 77, a été arrêté jeudi 10 mai parce qu'il n'avait pas respecté les règlements de la « liberté surveillée » dont il bénéficie depuis le 5 mars dernier, après un séjour de quatorze mois en prison.

La police reproche à M. Lis, selon son entourage, de ne pas avoir demandé une autorisation pour quitter Prague à l'occasion des deux longs week-ends du mois de mai. M. Lis, qui a déjà dû payer une amende, risque une peine allant jusqu'à six mois de prison. La loi sur la liberté surveillée, telle qu'elle est appliquée à M. Lis pour une durée de trois ans, contraint l'intéressé à justifier de ses revenus, à se trouver dans son quartier à partir de 17 heures et à son domicile à partir de 22 heures. Il doit aussi se rendre chaque jour au poste de police, une police qui peut pénétrer à tout moment à son domicile et contrôler les identités de tous les présents.

D'autre part, Mme Drahomira Fajtlova, cinquante-sept ans, une employée d'hôtel, sympathisante du mouvement de « dissidence », a été condamnée récemment à un an de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve pour « agitation ». – *(AFP, AP.)*

Chili

L'opposition piétine

(Suite de la première page.)

Le CNT demande une nouvelle fois aux parents de ne pas envoyer leurs enfants à l'école, aux ménagères de s'abstenir de faire des achats, aux étudiants et aux ouvriers de se réunir sur les campus et les lieux de travail, à toute la population enfin, de s'associer au *cacerolazo* (concert de casseroles), à partir de 20 heures. Les trois principaux groupements politiques, l'Alliance démocratique (AD), le Bloc socialiste et le Mouvement démocratique populaire, ou MDP (1) ont « adhéré » à la *protesta. Mais*, si les deux derniers l'ont fait sans restrictions, il est évident qu'au sein de l'Alliance démocratique la droite républicaine et la démocratie chrétienne ont traîné les pieds. Résultat : un échec.

L'activité a été normale durant la journée. Des heurts se sont produits entre étudiants et forces de l'ordre dans la capitale et à Valparaison. des barricades ont été dressées dans les quartiers périphériques de Santiago, et, plusieurs dizaines de personnes ont été détenues, dont trois journalistes (2). Mais force est de constater qu'il s'est agi dans tous les cas de manifestations limitées. Quant aux casseroles, elles sont restées au placard, sauf dans certaines *poblaciones* (quartiers périphériques pauvres). Très habilement, le gouvernement n'avait pris aucune des mesures exceptionnelles de sécurité auxquelles il a habituellement recours, tels le couvre-feu ou les restrictions imposées à la circulation des véhicules. Le gouverneur de Santiago, le général Roberto Guillard, pouvait déclarer vendredi : *« Il règne une absolue tranquillité. Des mesures extraordinaires ne serviraient qu'à faire le jeu de ceux qui veulent créer des problèmes à la population. »*

Modeste anniversaire, donc, de ce qui devait être le « commencement de la fin » pour le général Pinochet. Un anniversaire endeuillé par le souvenir des soixante-trois personnes qui ont perdu la vie depuis mai 1983. On comprend cette phrase amère d'un responsable de *poblacion : « Les dirigeants fixent la date des* protestas *et nous, nous apportons les morts. »*

La journée du 11 mai marque même un net recul par rapport à celle du 27 mars. Ce jour-là, sans que le commandement national des travailleurs ait appelé à la grève, le pays avait été pratiquement paralysé. Commerçants, camionneurs et une bonne partie des travailleurs de l'industrie étaient restés chez eux. Le général Pinochet, qui avait feint jusque-là d'ignorer les *protestas*, avait même survolé Santiago en hélicoptère pour se rendre compte de la situation. Prenant de vitesse une opposition incapable de capitaliser le succès du 27 mars, il avait décidé, quarante-huit heures après la journée de protestation, de changer de ministre des finances et de mettre en œuvre une politique économique accordant la priorité à la lutte contre le chômage.

Selon toute apparence, la position du chef de l'Etat est plus solide aujourd'hui qu'il y a neuf mois.

Comment en est-on arrivé là ? *« Ce n'est pas le général Pinochet qui est fort mais l'opposition qui est faible »*, affirme M. Luis Maira, l'un des dirigeants de la gauche chrétienne (IC). Le panorama qu'elle présente n'incite guère, en effet, à l'optimisme. Les dirigeants politiques ont été, jusqu'à présent, incapables de présenter un front commun face à la dictature et, *a fortiori*, de se mettre d'accord pour proposer une alternative de gouvernement capable de faire basculer les forces armées.

Les divisions des socialistes

L'alliance démocratique survit avec peine. Les désaccords en son sein n'ont fait que se creuser au cours des dernières semaines. Au problème posé par les relations avec le parti communiste se sont ajoutées les divergences à propos de la Constitution de 1980. L'actuel président de l'AD, le dirigeant de la droite républicaine, M. Hugo Zepeda, tout en réaffirmant le caractère illégitime du texte approuvé par référendum le 11 septembre 1980 et en critiquant son inspiration autoritaire, a déclaré qu'il fallait *« l'accepter comme un fait »*. Il a d'autre part affirmé que *« le départ du général Pinochet ne constitue pas une condition préalable à l'ouverture de conversations avec le gouvernement »*. Ces déclarations ont été mal accueillies par les autres formations de l'Alliance, et en particulier par les socialistes. Pour le nouveau secrétaire général du parti socialiste, l'ex-ministre de l'intérieur de Salvador Allende, M. Carlos Briones, *« le départ du général Pinochet et le rejet de la constitution de 1980 sont deux points sur lesquels l'opposition ne peut transiger ».*

La prise de position des socialistes aurait toutefois davantage de poids s'ils n'offraient eux-mêmes le spectacle de perpétuelles divisions. Une nouvelle fracture s'est produite, précisément, à l'occasion de la désignation de M. Carlos Briones. La famille socialiste est divisée. Six fractions s'étaient regroupées, non sans mal, en septembre 1983. Il vient d'y avoir à nouveau scission : entre les partisans de M. Briones, et les autres, qui se réclament de M. Mandujano...

Quant au MDP, sa radicalisation lui vaut l'adhésion massive des secteurs les plus défavorisés ; mais il se coupe ainsi de tous ceux qu'effraie la perspective d'un *« nouveau Nicaragua »*. Les organisations syndicales qui ont été depuis un an à la pointe du combat, et ne ménagent pas leurs efforts pour regrouper les forces d'opposition, subissent inévitablement le contrecoup du morcellement des formations politiques. A preuve : les vicissitudes qui jalonnent l'appel à une grève générale. Il avait été décidé en février dernier que la date de l'épreuve de force serait fixée le 14 avril. L'assemblée qui devait en décider ayant été interdite une première fois par le gouvernement, les représentants du commandement national des travailleurs se sont finalement réunis le 28 avril... pour décider que la grève *« aurait lieu dans un délai de 90 jours »*. L'impuissance de l'opposition est d'autant plus dramatique que le mécontentement est général et que les possibilités de mobilisation populaire sont, de l'avis général, très grandes.

Le pouvoir n'a évidemment pas manqué d'exploiter ces divergences et ces atermoiements. Sa stratégie s'est développée dans deux directions principales. Il s'est efforcé, en premier lieu, d'isoler l'extrême gauche et en particulier le Parti communiste : par la répression pure et simple, mais aussi en intensifiant la campagne contre « le marxisme », systématiquement identifié au terrorisme. Les multiples attentats contre le réseau d'électricité, le dynamitage des ponts et des voies ferrées, les bombes qui éclatent dans le métro et dans les banques, les attaques à main armée contre les supermarchés et les assassinats de carabiniers sont *invariablement attribués aux communistes* et gens du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Pourtant, ces derniers ne les revendiquent pas, et le mystère subsiste quant à la véritable identité de ce « Front patriotique Manuel-Rodriguez » qui serait à l'origine de ces actions terroristes. D'aucuns affirment que cette organisation dépendrait en fait de la CNI (Centrale *nationale d'informations*), la police secrète du régime. On lui a même donné un surnom : « Le Front patriotique Manuel-Rodriguez-Contreras », du nom du chef de la DINA, dissoute en 1977 pour donner naissance à la CNI. Mais, comme ni le PC ni le MIR ne démentent leur participation à ces attentats, *la confusion est totale, ce qui ne fait qu'accroître les craintes* du Chilien moyen.

Deuxième ligne d'action du pouvoir : favoriser un rapprochement entre « l'opposition démocratique », invitée à rompre totalement avec les « marxistes », et la droite restée globalement fidèle au régime. Le principal artisan de ce rapprochement est le ministre de l'intérieur, M. Onofre Jarpa, qui a effectué une « remontée » spectaculaire après avoir été sur le point de démissionner. L'objectif du régime est de parvenir à un accord qui permette d'accélérer la « démocratisation » sans remettre en cause le maintien au pouvoir du général Pinochet jusqu'en 1989, ni la Constitution de 1980. Des contacts ont déjà eu lieu entre la démocratie chrétienne et la principale formation de droite, le Parti national. La hiérarchie catholique, soucieuse d'éviter l'extension de la violence, appuie cette initiative. *« L'option, aujourd'hui, n'est plus entre dictature et démocratie, mais entre dictature et démocratie limitée »*, affirme le chrétien de gauche, M. Luis Matra. *Le Chili s'acheminerait* ainsi vers une ouverture « à la brésilienne ».

Un an après la première *Protesta*, le bilan est donc plutôt maigre pour l'opposition au régime militaire. Les neuf journées de protestation n'ont toutefois pas été vaines. Sans cette pression permanente, le général Pinochet n'aurait certainement fait aucune concession. Les quelque trois cents exilés qui sont rentrés au Chili (sur les trois mille autorisés) seraient, sinon, toujours à l'étranger. L'activité politique serait gelée, et on ne parlerait pas de l'élection anticipée d'un Congrès. Des espaces de liberté ont été ouverts. Il reste que le régime ne semble pas en péril. Le général Pinochet a des chances de durer encore.

JACQUES DESPRÈS.

(1) L'Alliance démocratique regroupe la droite républicaine, la démocratie chrétienne, les radicaux et la majorité du PS ; le bloc socialiste regroupe, outre une partie du PS, les formations qui avaient quitté la démocratie chrétienne pour rejoindre l'Unité populaire ; le Mouvement démocratique populaire regroupe, autour du PC, une minorité des socialistes et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire).

(2) Selon l'Agence France-Presse de Santiago, un prêtre français, le Père Pierre Dubois, a été grièvement blessé, le vendredi 11 mai, à La Victoria, un quartier populaire situé au sud de Santiago. Le Père Dubois, selon plusieurs témoins, a été frappé par une vingtaine de policiers alors qu'il tentait de persuader un officier de ne pas faire intervenir ses forces contre les habitants.

Le Danemark à l'heure de la reprise

Deux ans et demi après son arrivée au pouvoir, la coalition de centre droit qui dirige les affaires du Danemark peut se flatter d'avoir réussi – mieux qu'aucun de ses voisins européens – à amorcer une nette reprise économique. Même si le pari de la rigueur n'est pas encore totalement gagné, beaucoup de signes sont encourageants, et les sociaux-démocrates, dont le long règne s'est achevé fin 1982, voient avec amertume d'autres qu'eux récolter les fruits d'une politique à laquelle, d'une certaine manière, ils avaient préparé le terrain. Ce qui caractérise avant tout la vie politique et sociale danoise, c'est le pragmatisme.
C'est lui qui explique aussi bien l'impressionnante organisation des mouvements contestataires que le jeu des alliances entre partis.
S'il a pu irriter ses partenaires européens, si le mouvement anti-CEE y compte de nombreux partisans, le Danemark n'en reste pas moins résolument tourné vers le Marché commun, dont il a tiré des avantages que nul ne conteste. De même s'il prend des libertés à l'égard de l'OTAN, il reste profondément fidèle à l'alliance atlantique, et il faut voir aussi dans ces accès d'indiscipline la réaction naturelle d'un pays de cinq millions d'habitants qui, légitimement, se méfie des grands. – C. T.

Les fruits de la rigueur

LA coalition de centre droit, au pouvoir depuis septembre 1982, a gagné le pari du redressement économique. Après deux ans et demi d'une politique de rigueur, tous les indices sont devenus positifs, y compris – ce qui pour tous était le moins évident – ceux concernant l'emploi. Le gouvernement entend poursuivre dans la même voie et vient de soumettre une nouvelle série de mesures au Parlement.

Les sociaux-démocrates, mal à l'aise dans l'opposition, hésitent. Une consultation tripartite associant les pouvoirs publics, les employeurs et les syndicats, sur la poursuite de la politique économique en 1985 et 1986, aura lieu dans les prochaines semaines. Mais le gouvernement s'étant prononcé, avant qu'elle ne débute, sur la marche à suivre, on craint, à gauche, que cette consultation ne soit purement formelle. Les négociations pour le renouvellement des conventions collectives commenceront à l'automne. Les travailleurs se rebelleront-ils, remettront-ils en cause le consensus social qui caractérise la vie économique au Danemark ? Des sociaux-démocrates, tel M. Sven Auken, l'ancien ministre du travail, qui est l'un de leurs principaux porte-parole, affirment que le risque est très réel. Leurs interlocuteurs « bourgeois », qui ont sensiblement amélioré leur score aux élections législatives du début de l'année, n'y croient guère.

En août 1982, un vent de panique soufflait à Copenhague. Le gouvernement social-démocrate annonçait, dans le projet de budget pour l'année 1983, une progression des dépenses publiques de 40 % et un déficit de 74 milliards de couronnes (1 couronne = 0,88 F) contre 56 milliards en 1982. L'État n'en pouvait plus d'emprunter. Les taux d'intérêt à long terme atteignaient les niveaux absurdes de 22 % à 23 %, paralysant tout. *« Nous étions atteints par le syndrome mexicain »*, résume M. Erik Hoffmeyer, le gouverneur de la Banque nationale. Les sociaux-démocrates, minoritaires, après avoir tenté, il est vrai sans grande conviction, de rallier à un programme de rigueur leurs alliés de gauche (les socialistes populaires) et du centre (les radicaux), épuisés, divisés, s'enfuirent littéralement du pouvoir, laissant la place aux partis bourgeois.

La coalition de centre droit (1), minoritaire elle aussi, sut éviter les tâtonnements. Elle annonça rapidement un plan d'austérité clair et cohérent qui, au reste, reprenait plusieurs des solutions préconisées quelques semaines auparavant par les sociaux-démocrates. Ce plan s'articulait autour de trois idées :

1) Réduire le déficit budgétaire d'au moins 10 milliards de couronnes en coupant dans les dépenses, en particulier dans les transferts sociaux, et en alourdissant la fiscalité ;

2) Proclamer la volonté du gouvernement d'en terminer avec la politique de dévaluation rampante et, au contraire, de défendre la valeur de la couronne ;

3) Suspendre l'indexation et recommander aux partenaires sociaux de limiter à un maximum de 4 % par an les augmentations de salaires durant la période allant de mars 1984 à mars 1985 (2).

Comment allaient réagir les syndicats à la suppression de l'indexation et à la politique de modération salariale ? *« Je pensais qu'ils se battraient durement. Cela n'a pas été le cas. Il est vrai que leurs amis sociaux-démocrates ne tenaient pas du tout à reprendre le pouvoir »*, observe M. Shade Poulsen, le président de la Fédération des industries. Bref, durant l'hiver 1982-1983, les négociations se déroulèrent sans accroc et les syndicats se résignèrent à des relèvements annuels de salaires inférieurs à 4 %, alors qu'au même moment l'inflation était encore proche de 10 %.

Deux ans plus tard, M. Henning Christophersen, le ministre des finances et président du Parti libéral – aujourd'hui candidat à la succession de M. Gaston Thorn comme président de la Commission européenne, – a des raisons d'être satisfait du bilan de la politique dont il fut le principal artisan, avec son collègue de l'économie, M. Anders Andersen, lui aussi du Parti libéral.

En 1983, le déficit budgétaire, dont on prévoyait qu'il atteindrait 80 milliards de couronnes, a été finalement légèrement inférieur à 60 milliards. En 1984, il ne dépassera pas 48 milliards, et devrait être ramené à 44 milliards en 1985. L'ensemble des dépenses publiques, y compris celles des collectivités locales, ne représentera plus que 4,5 % du PNB en 1985 contre 5,5 % en 1984 et 8,8 % en 1983.

La relance de l'investissement

En mars 1983, lors du réajustement des parités au sein du Système monétaire européen, les Danois, loin de suivre les Français, les Italiens et les Irlandais, ont réévalué la couronne de 2,5 % par rapport à l'ECU. La défense de la monnaie, combinée à la forte réduction du déficit budgétaire, à la politique de modération salariale et à la décélération de l'inflation – 10 % en 1982, 8 % en 1983, 5,5 % prévus pour 1984 et 3,5 % pour 1985, – a redonné confiance aux détenteurs de capitaux. Les taux d'intérêt à long terme ont été ramenés en moins d'un an de 22 % à 13,5 %, allégeant du même coup la charge des nouveaux emprunts et rendant surtout possible la reprise de l'investissement. Là réside sans doute le succès le plus spectaculaire du gouvernement. *« Personne ne prévoyait une baisse des taux d'intérêt aussi rapide »*, note M. Shade Poulsen. La croissance du PNB a été de l'ordre de 3 % en 1983 et devrait se situer à un niveau à peu près semblable en 1984.

Pour dégager des recettes et réduire le déficit budgétaire, la coalition, reprenant une formule qu'elle avait pourtant repoussée lorsqu'elle avait été proposée par les sociaux-démocrates quelques mois plus tôt, a taxé les superbénéfices que procuraient aux fonds de retraite les taux d'intérêt très élevés. La loi votée par le Parlement prévoyait cependant que les fonds seraient dispensés de la taxe s'ils investissaient leurs superbénéfices en actions, en obligations indexées ou en immeubles. La relance de l'investissement a donc été favorisée tant par la baisse des taux que par la possibilité pour les entreprises de trouver facilement de l'argent (celui des fonds de retraite) pour procéder à des augmentations de capital. Les cours de la Bourse ont doublé en deux ans.

Selon M. Henning Christophersen, les investissements industriels dans le secteur privé, qui avaient stagné en 1982, ont progressé de 6 % en 1983 et augmenteront de 10 % en 1984. Dans le bâtiment, le rythme actuel de progression serait proche de 20 %. M. Sven Auken, le porte-parole social-démocrate, document officiel à l'appui, nous affirme que ces données sont exagérément optimistes. M. Erik Hoffmeyer, le gouverneur de la Banque centrale, souligne qu'il faut regarder dans le détail. On avait assisté, explique-t-il, à une forte progression des investissements dans le secteur de l'énergie, en 1982 et en 1983 (exploitation des gisements de la mer du Nord), puis il y a eu ralentissement en 1984 ; mais dans le reste de l'industrie la progression en 1984 a été rapide. M. Shade Poulsen confirme et prédit pour sa part *« une explosion des investissements au cours des six derniers mois de 1984 »*.

La progression du chômage a été stoppée depuis l'été 1983. M. Stefen Möller, le principal économiste du syndicat des métallos, nous le confirme : *« Le chômage va baisser considérablement cette année et l'année prochaine. »* Il est vrai que les analyses de ce personnage non conformiste, qui fait peu de cas des considérations tactiques ou idéologiques, sont loin de faire l'unanimité dans le milieu syndical !

Le déficit de la balance des paiements a sensiblement diminué, revenant de près de 20 milliards de couronnes en 1982 à 10,7 milliards en 1983. Le commerce extérieur évolue favorablement, témoignant du dynamisme et de la compétitivité des entreprises. La productivité dans l'industrie aurait, selon M. Stefen Möller, progressé de 7 % en 1983. Mais les résultats globaux sont alourdis par la charge de la dette extérieure, et celle-ci, pour l'instant (puisqu'il y a toujours un déficit), continue à croître. C'est la nécessité d'éliminer ce déficit qui, aux yeux du gouvernement, justifie la poursuite au-delà de deux ans d'une stricte politique d'assainissement.

L'intention du gouvernement est de maintenir les dépenses publiques en 1985 au niveau de 1984. Il se prononce pour le prolongement pendant deux ans de la *« suspension »* de l'échelle mobile ainsi que pour le gel; toujours pendant deux années supplémentaires, du niveau des différentes allocations sociales et en particulier des allocations de chômage. Il *« recommande »* que, en 1985 et 1986, les augmentations annuelles de salaires soient inférieures à 4 %.

L'amertume des sociaux-démocrates

Les sociaux-démocrates sont irrités de voir la coalition de droite tirer le bénéfice d'un redressement qu'ils estiment avoir largement préparé. *« De 1979 à 1982, nous sommes parvenus à améliorer de 20 % la compétitivité de nos entreprises. En 1982, les taux d'intérêt records et l'aggravation du déficit budgétaire masquaient cette amélioration, mais c'est elle qui a permis au Danemark de tirer si bien parti de la reprise internationale »*, commente M. Sven Auken. Il note bien sûr que les succès actuels s'expliquent largement par l'amélioration de l'environnement international. Il souligne avec amertume que la réduction rapide des taux d'intérêt a été rendue possible grâce à une formule préconisée par les sociaux-démocrates, refusée à l'époque par les partis de droite.

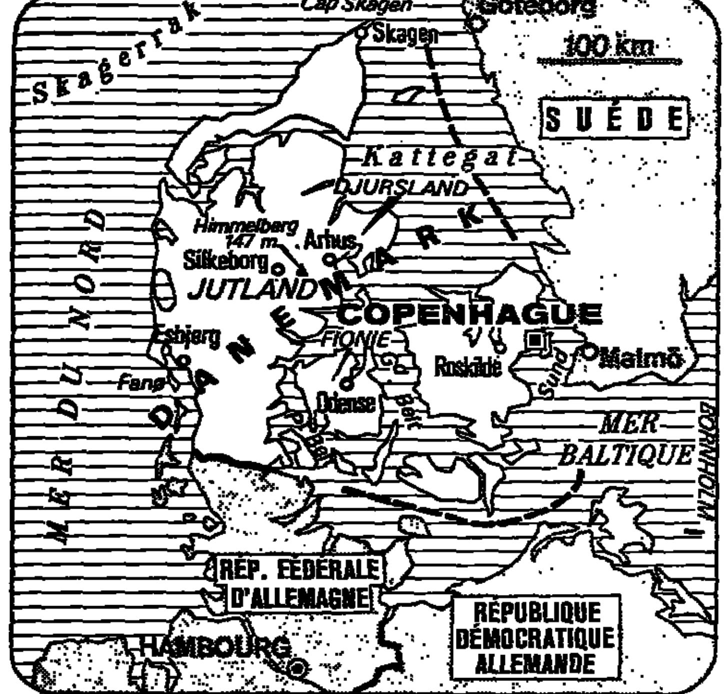
L'héritage laissé par les dix ans de gestion social-démocrate n'était pas sans avantage. Il est clair que le remarquable régime de protection sociale, conçu au temps de la prospérité, rend plus supportable la rigueur d'aujourd'hui. *« Nous sommes d'accord pour poursuivre une politique de revenus, mais nous constatons que les projets présentés par le gouvernement pour les deux années à venir ne touchent d'aucune manière les entreprises et, de façon générale, ceux qui possèdent ; que tout retombe sur les salariés et sur les chômeurs. Le gouvernement a déposé un projet de loi intégralement conforme aux thèses du patronat. Plusieurs indices révèlent qu'il veut limiter en fait à 2 % l'augmentation des salaires »*, commente M. Sven Auken.

Les sociaux-démocrates estiment aussi que, compte tenu des résultats déjà engrangés, l'effort accompli pour réduire le chômage est très insuffisant. Le gouvernement dispose de quelques mois pour manœuvrer, c'est-à-dire pour convaincre, peut-être en assouplissant quelque peu sa position, que son intention n'est pas de donner un nouveau coup de barre à droite et que l'effort demandé demeurera dans des limites raisonnables. Quoi qu'en disent les sociaux-démocrates, maintenir le cap tout en évitant une confrontation ne semble pas hors de portée.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Le Parti conservateur, le Parti libéral, le Parti chrétien-démocrate et le Parti du centre.

(2) Les conventions collectives sont traditionnellement négociées branche par branche durant l'hiver, pour une période de deux ans.



La contestation se porte bien

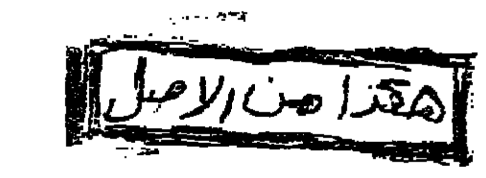
« HUSET », ce qui veut dire tout simplement la maison, est un peu le temple des « verts » du Danemark. Diverses associations ont élu domicile dans ce vieil immeuble du centre de Copenhague, au 13 de la rue de l'Hôtel-de-Ville. Une radio locale s'est installée sous les toits ; à l'étage en dessous, les écologistes de « Noah » travaillent comme des fourmis à la préparation de leur prochaine campagne sur les pluies acides, qui menacent notamment la statue d'H.C. Andersen, et sur la pollution de l'eau potable. Le rez-de-chaussée abrite un centre d'information pour les jeunes, scandinaves et étrangers, ainsi qu'une singulière agence de logement. Elle met en relation les personnes qui désirent vivre collectivement et les communautés en quête de nouveaux locataires. Un épais classeur contient pêle-mêle les offres et les demandes. Il y en a pour tous les goûts et toutes les sensibilités : grandes familles politiques, campagnardes, urbaines, anarchisantes ou religieuses.

Au fond de la cour de « Huset », on trouve l'un des restaurants les meilleur marché de la capitale, qui n'est pas seulement fréquenté par les marginaux, plusieurs salles réservées aux expositions, au jazz, à la musique rock et punk, ainsi qu'un théâtre. A la cave enfin, la bière a été baptisée « Rosa Luxemburg ». Même si dans le sillage de la crise et du chômage on observe une certaine dépolitisation des étudiants, la contestation se porte bien au Danemark.

Elle s'exprime surtout dans une kyrielle de mouvements populaires parallèles : les adversaires des euromissiles et de l'arme atomique se comptent, disent les animateurs pacifistes, par centaines de milliers. D'autres organisations militent contre l'énergie nucléaire, pour l'émancipation de la femme, contre le Marché commun, la démolition des vieux quartiers ou encore l'emploi de substances chimiques dans l'alimentation. L'une des actions les plus spectaculaires de « Noah » a été de coller en douce, sur les bouteilles vendues dans un millier de supermarchés du pays, des étiquettes indiquant ce que les colorants contenus dans les sodas pouvaient engendrer comme type de maladie.

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 11.)



La vie difficile d'un syndicat puissant mais divisé

UNE confrontation dure avec le patronat et le gouvernement : des grèves massives l'hiver prochain à l'issue des négociations pour le renouvellement des *conventions* collectives : à entendre quelques-uns des principaux dirigeants de LO, la puissante centrale syndicale danoise, c'est là une hypothèse vraisemblable, voire probable. Réuni le 4 mai, près d'Elseneur, dans la superbe demeure qui sert de centre de conférences au syndicat, le bureau central de LO (représentants d'une trentaine de fédérations, soit plus de *1 300000 membres*), auquel s'étaient joints, comme le veut la tradition, deux représentants du *Parti social-démocrate, a approuvé* le principe d'une consultation avec les pouvoirs publics et les employeurs.

Le premier ministre, M. Schlüter, avait proposé la veille à M. Knud Christensen, président de LO, d'engager des discussions tripartites. Les syndicalistes, cependant, se montraient sceptiques sur cette ouverture tardive et affichaient leur opposition catégorique aux projets du *gouvernement tels qu'ils ont été formulés*. Mais, au-delà du souci compréhensible de manifester de la détermination au moment où s'engage le dialogue, les syndicats sont partagés. L'impression est que la majorité d'entre eux, sachant que le coût économique en serait lourd, ne tiennent nullement à en découdre avec le pouvoir.

Les syndicats danois sont en état de choc, frustrés par les erreurs tactiques à répétition de leurs amis sociaux-démocrates, frustrés par les succès économiques, mais aussi politiques des partis de centre droit. Le gouvernement, s'il a l'habileté de faire un minimum de concessions, devrait obtenir sans trop de mal des travailleurs qu'ils se résignent encore à sa politique d'austérité comme ils l'ont fait en mars 1983.

Le syndicalisme danois, c'est LO et encore deux autres centrales de bien moindre importance. Habitué à vivre en osmose avec le pouvoir, il a très mal ressenti le changement de gouvernement en août 1982. Auparavant les discussions avaient été vives, les sociaux-démocrates étant conscients que la relance de la consommation pratiquée depuis l'hiver 1981 constituait une erreur. Du côté de LO, plusieurs fédérations, celles *qui rassemblent* les travailleurs les plus qualifiés, comme celle des métallos, pressaient M. Hanke Jörgensen, le premier ministre social-démocrate, de changer résolument d'orientation, de s'entendre, s'il le fallait, avec les partis conservateurs, mais de rester au pouvoir. D'autres fédérations, comme celle des OS danois, ou encore celle qui *regroupe* les *femmes ouvrières* ou employées — curieuse structure de la centrale qui ne facilite pas l'harmonie syndicale, — s'opposaient en revanche à une réduction des dépenses sociales et à une politique sociale rigoureuse. M. Jörgensen et son équipe choisirent de quitter la direction des affaires, plaçant le parti, mais aussi le syndicat, dans une situation de crise psychologique aiguë dont ni l'un ni l'autre ne sont encore complètement sortis. D'autres controverses entre le parti et une fraction du mouvement syndical eurent lieu ensuite, à l'automne 1983, lorsque les sociaux-démocrates refusèrent de voter le budget, provoquant de la sorte de nouvelles élections. « *Il nous semblait évident qu'il serait plus dur pour nous de discuter face à un gouvernement qui aurait gagné les élections* », explique M. Georg Poulsen, le président des métallos.

L'hiver 1982-1983 fut celui du désarroi et de la résignation. En mars 1983, il y eut au sein de LO 70 % des mandats pour approuver les conventions collectives telles qu'elles résultaient des négociations avec le gouvernement, donc pour accepter le plafonnement à 4 % par an de l'augmentation des salaires. Personne ne s'attendait à *une telle majorité*, qui illustrait la défaite de l'aile gauche du syndicat.

Depuis, les dirigeants de LO ont consenti un effort sérieux pour retrouver leur cohésion, pour définir une stratégie acceptable par la base. Le syndicat comprend la nécessité d'une politique des revenus et *reconnaît que le plus important* n'est pas tant l'augmentation nominale des salaires mais l'évolution des revenus réels. Il réclame une réduction progressive du temps de travail : la semaine de trente-cinq heures d'ici à 1990. Il s'accommode de la progression des profits des entreprises à condition qu'ils servent l'investissement et l'emploi. Bref, une plate-forme raisonnable, « constructive », comme on dit.

Encore faudrait-il que le gouvernement fasse preuve d'un minimum de compréhension. Une question de dignité en quelque sorte. « *Nous allons voir si le gouvernement aborde la discussion avec suffisamment d'esprit de compréhension comme M. Schlüter vient de me l'affirmer* », note M. Knud Christensen. Il relève comme un élément positif que *le premier ministre ait accepté de ne* pas citer de chiffres pour les augmentations de salaires au cours des années à venir. Chacun sait que le plafond que le gouvernement a en tête est de 2 %. Il ajoute que, sur ce plan de l'emploi, le gouvernement et le patronat n'ont pas tenu les promesses faites avant l'accord de mars 1983. De ce fait, il est dans l'ordre des choses que LO adopte une ligne plus dure.

Enfin l'intention exprimée par le gouvernement de « geler » pour deux années supplémentaires les indemnités de chômage et les autres *transferts sociaux* est ressentie comme une provocation. « *Leur principale erreur*, affirment nos interlocuteurs, *même si au Danemark les plus pauvres ne sont pas très pauvres* ».

« *Je me battrai pour parvenir à un accord. Mais si les syndicats se trouvent complètement exclus du processus de décision, il y aura confrontation* », conclut M. Poulsen.

Ph. L.

LE ONZE NATIONAL DE FOOTBALL A LA VEILLE DU CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS

Attendez-vous à des surprises...

TOUT le royaume est au courant. Le 12 juin, au Parc des Princes à Paris, le Onze du Danemark affrontera la France. Ce match d'ouverture du championnat d'Europe des nations 1984 suscite déjà un énorme intérêt car le football *est ici le sport national* et devance largement, à l'indice de popularité, le handball, le badminton et le cyclisme. Un exemple : le Danemark a fait sensation le 21 septembre 1983 en battant l'Angleterre, sur son terrain de Wembley, par un but à zéro. 15 000 supporters avaient traversé la mer du Nord pour encourager leur équipe préférée et les *statisticiens ont calculé* que 83 % des quelque cinq millions de Danois avaient suivi le match sur *le petit* écran. Un nouveau record sera sans doute établi cet été. Les 8 500 places mises à la disposition de la Fédération danoise de football pour le duel du Parc des Princes étaient déjà toutes vendues à la fin du mois de janvier. Le quota de 23 000 billets accordé aux Scandinaves pour le match contre la Belgique, le 19 juin à Strasbourg, est *rempli* et, début mai, il ne restait que quelques centaines de tickets, sur 23 000, pour Danemark-Yougoslavie, le 16 juin à Lyon.

« *De nombreux Danois*, nous dit M. Fritz Ahlstroem, porte-parole de l'équipe nationale, *profiteront de l'événement pour passer leurs vacances en France. Ce sont des supporters bien élevés, gais et enthousiastes certes, mais qui ne provoquent jamais de désordres ou de bagarres comme certains Anglais malheureusement...* » Lorsque le ballon va dans le bon sens, ils entonnent joyeusement « *vi er de beste, sejren er vor* » (Nous sommes les meilleurs, la victoire est à nous). Sept victoires, trois matches nuls et seulement trois défaites en 1983. Il n'est pas suprenant qu'un jury européen ait décerné la palme de « *l'équipe de l'année* » au Danemark, surtout après deux *succès retentissants*. L'un contre la Grande-Bretagne, l'autre contre l'équipe de France avec Platini, au mois de septembre, sur le score de trois buts à un.

Depuis plus d'un siècle

Les Danois ont accédé récemment au premier plan, mais ce ne sont pas des débutants. En dehors du Royaume-Uni, le premier club européen à inscrire le football au programme de ses activités — avant Le Havre — fut le Kjoebenhavns boldklub (K. B.), une association sportive de la capitale, en 1878.

Pendant très exactement un siècle, le football est resté un sport purement amateur, jusqu'à l'introduction, il y a six ans, d'une formule de semi-professionnalisme *mise au* point par la Fédération avec le concours des brasseries Carlsberg. Celles-ci commanditent le championnat et l'équipe nationale, qui est l'une des rares d'Europe à ne pas porter la « *marque aux trois bandes* ». Elle est équipée par « Hummel », une maison locale d'articles de sports et de vêtements de plein air, créée par deux anciens internationaux. Les meilleurs joueurs reçoivent ainsi de 100 000 à *120 000 FF par an, mais* ils continuent à exercer une activité professionnelle ordinaire à plein temps. Ils ne peuvent donc s'entraîner que le soir, après leur travail, deux à trois fois par semaine.

En appointant les footballeurs, la Fédération voulait à la fois enrayer l'exode des vedettes vers les clubs professionnels européens et relever la qualité de la première division nationale. Elle n'y est parvenue qu'en partie car les salaires versés, *une fois l'impôt prélevé, ne sont pas* mirobolants. D'autre part, il n'est pas question de barrer la route du succès, de la célébrité et du compte en banque aux jeunes talents pressentis par le Bayern de Munich, Anderlecht, l'Ajax d'Amsterdam ou Benfica de Lisbonne. A l'heure actuelle, une cinquantaine de joueurs danois évoluent en dehors de leur pays. Trois jouent en France : Carsten Nielsen (Strasbourg), Henrik Agerbeck (Sochaux) et Christer Nygaard (Nîmes).

Cet éparpillement des meilleurs éléments donne bien entendu des soucis à l'entraîneur-sélectionneur qui, à la veille de chaque rencontre importante, a toutes les peines du monde à réunir la formation idéale. Mais ce n'est pas uniquement un inconvénient car le départ des « stars » donne des possibilités à des jeunes qui resteraient, sinon, les *éternels abonnés du banc des remplaçants* ou cantonnés dans l'équipe B.

Ils veulent tous attaquer

Le patron du Onze national, aux couleurs blanc et rouge, est Sepp Piontek. Ancien arrière droit international de Werder Bremen en Allemagne *fédérale, il a entraîné pendant* deux ans les Haïtiens avant de prendre, en 1979, l'équipe danoise. Il est, dit-on, avec l'époux de la reine Margrethe, le prince Henrik (d'origine française), l'immigré qui a le mieux réussi au Danemark... Il y est presque devenu un héros, et ce problème de la dissémination des joueurs dans six pays d'Europe ne paraît pas trop perturber son sommeil. « *J'y suis habitué*, reconnaît-il, *et j'envie mon collègue Michel Hidalgo qui peut organiser des stages de préparation. Nous, nous commencerons le 4 juin, soit huit jours seulement avant le match contre la France. Pour nous, en fait, ce qui sera entièrement nouveau, c'est de vivre ensemble pendant trois semaines. Ça n'est jamais arrivé et je me demande comment les joueurs vont réagir...* »

Pour cet entraîneur de quarante-quatre ans, sacré « *homme de l'année* » en 1983, la force du football danois réside dans la bonne technique des joueurs, leur faculté d'improvisation sur le terrain et leurs sens du but. « *Dans les clubs, tous les jeunes veulent attaquer, ce qui explique les problèmes de défense que nous connaissons parfois.* »

La Fédération danoise de football, qui est la plus ancienne d'Europe en dehors de la Grande-Bretagne, *compte 272 000 licenciés, dont près* de 28 000 femmes. 165 000 ont moins de dix-huit ans. D'une façon générale, les instructeurs s'efforcent de laisser les jeunes s'amuser le plus longtemps possible avec le ballon et de ne pas critiquer leur jeu. Les meilleurs d'aujourd'hui — Allan Simonsen, Bertelsen, Bergreen, Laundrup, Nielsen et Manniche, — ont commencé à *l'âge de cinq* ou six ans. Le milieu de terrain Lauridsen, a fait ses débuts à trois ans...

C'est ici une tradition que Sepp Piontek apprécie. Son favori pour ce championnat d'Europe des nations 84 ? « *La France, parce qu'elle jouera devant son public et qu'elle aura pu se préparer spécialement pour le tournoi. Mais l'équipe peut être handicapée par le fait qu'elle se sent obligée de gagner. Nous le savons. Seront en présence dans cette phase finale à la fois des équipes habituées aux premières places ou aux places d'honneur, comme l'Allemagne et la Belgique, et des nations plus jeunes comme le Danemark et la Roumanie. Il y aura sans doute des surprises...* »

Comme de nombreux sportifs, Piontek est superstitieux. A Paris, il logera avec son équipe à Val-Bièvre, le lieu de résidence habituel du Onze tricolore. « *Lorsque les Français ont séjourné là*, dit-il avec le sourire, *ils n'ont jamais perdu...* » Comme de nombreux Danois, il ne peut s'empêcher de faire allusion à un match « *historique* » : c'était aux Jeux olympiques de Londres en 1908. Le Danemark avait humilié la France sur le score de 17 buts à 1 et l'avant-centre Sophus Nielsen avait envoyé le ballon dix fois au fond des filets du gardien tricolore. Un record toujours inégalé dans une rencontre internationale.

AL. D.

A L'HEURE DE LA REPRISE

Une opposition qui gouverne en politique étrangère

« *Si j'avais une majorité...* » L'expression revient à plusieurs reprises dans les propos du ministre des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, qu'il parle de l'Europe ou des relations de son pays avec ses partenaires de l'OTAN. De tels regrets dans la bouche d'un ministre paraîtraient insolites sous d'autres latitudes. Ils le sont moins au Danemark, où le système suppose que le gouvernement n'ait pas la majorité contre lui, plutôt qu'il ne lui impose de l'avoir avec lui.

La coalition arrivée au pouvoir en septembre 1982 après le très long règne des sociaux-démocrates, et reconduite après les élections du 10 janvier dernier, rassemble quatre partis dits « bourgeois », c'est-à-dire non socialistes : les conservateurs, les libéraux, les chrétiens-populaires et les démocrates du centre. Avec 76 sièges sur 179 à la Chambre des députés, elle est loin de la majorité absolue. Mais ce fait en lui-même n'a rien de désorientant pour un esprit danois, et ce pays n'en est pas à son premier gouvernement minoritaire.

Ce qui est nouveau, en revanche, passablement embarrassant pour la coalition que dirige M. Poul Schlüter, et particulièrement difficile à vivre pour le ministre des affaires étrangères, c'est que ce gouvernement n'a pas le contrôle de la politique extérieure danoise.

La relative incertitude qui pèse sur les coalitions minoritaires n'avaient jamais jusqu'à une période récente ébranlé les fondements de la politique étrangère : un large consensus prévalait dans ce domaine entre les principales formations sur les principes de base, à savoir l'appartenance à l'alliance atlantique et les devoirs qui en découlent pour le Danemark sur le plan de la sécurité. La doctrine formulée en 1956 stipule que le Danemark n'accepte pas d'armes nucléaires sur son sol « *en temps de paix* », ce qui autorise la levée de cet interdit en cas de conflit. Le Danemark est membre du groupe de planification nucléaire de l'OTAN et fait partie, avec l'Allemagne fédérale, du commandement intégré de la Baltique. Il participe en outre à l'effort commun de défense comme les autres pays membres.

Le dernier gouvernement présidé par le social-démocrate Joergensen avait en conséquence souscrit à la double résolution de l'OTAN de décembre 1979 prévoyant l'implantation de nouveaux missiles en Europe occidentale. Il avait fait voter les crédits correspondant à la contribution financière danoise à l'implantation des missiles.

Or on a assisté ces derniers temps à des prises de position pour le moins insolites, venant d'un pays désormais dirigé par un gouvernement de centre droit. En novembre 1982, le représentant danois à l'ONU se désolidarisait des autres pays membres de l'OTAN lors d'un vote sur les armements nucléaires. Le mois suivant, le Danemark récidivait en annonçant qu'il suspendait le versement de sa contribution financière à l'implantation des missiles. Au cours de l'année 1983, alors que les gouvernements occidentaux serraient les rangs devant la montée des mouvements pour la paix, le Parlement danois proposait le report de l'échéance de décembre 1983 et la prise en compte des forces françaises et britanniques dans les négociations de Genève. Bref, le Danemark prêtait le flanc, plus que d'autres encore, aux critiques de ses partenaires occidentaux et était soupçonné de céder à la tentation neutraliste.

Une évolution à l'allemande

Les sociaux-démocrates, entrés dans l'opposition, avaient opéré sur les questions de défense un spectaculaire revirement. Ils devaient, disaient-ils, tenir compte de l'opinion : le mouvement pour la paix connaissait un important succès au Danemark — il fit descendre cent mille personnes dans les rues de Copenhague en octobre 1983. Le parti de M. Joergensen se disait aussi ouvert aux arguments des partis frères ; il s'engageait en fait dans la même voie que le SPD ouest-allemand.

Le gouvernement de M. Schlüter, en même temps qu'il imposait avec succès sa politique économique, vit la politique extérieure lui échapper largement. En effet, la coalition peut compter, en ce qui concerne les questions économiques, sur l'appui du parti radical, dont les dix sièges au Parlement constituent l'appoint nécessaire. Mais ce parti, qui professe le libéralisme économique, est depuis toujours antimilitariste : c'est sur cette base qu'il a été créé en 1905 ; c'est pour cela que, en 1945, il s'est prononcé contre l'entrée du Danemark dans l'OTAN et c'est pour cela que, aujourd'hui, il rejoint l'extrême gauche et les sociaux-démocrates nouvelle manière lors des votes portant sur les questions de défense et de sécurité.

Il ne reste dans ces conditions à M. Ellemann-Jensen, le ministre des affaires étrangères, d'autre choix que d'endosser dans l'arène internationale des positions qui ne sont pas les siennes mais celles de l'opposition, ou bien de se démettre et avec lui l'ensemble du gouvernement. « *Quand nous sommes arrivés au pouvoir,* dit-il, *c'était pour reprendre en main une économie proche de la banqueroute. Devions-nous appeler à des élections en 1982 ou 1983 sur la question des euromissiles, alors qu'il semblait que notre économie était sur le point de redémarrer ? Nous avons décidé que non.* »

Même si le plus gros de la « bataille des euromissiles » semble passé, le courant pacifiste ne désarme pas au Danemark et l'idée d'une zone dénucléarisée dans les pays nordiques séduit une large partie de la population. L'aile la plus antinucléaire au sein du parti social-démocrate n'a rien perdu de son dynamisme.

Les choses ont failli mal tourner début mai, lors du débat parlementaire sur les questions de sécurité. On soupçonnait les sociaux-démocrates de vouloir modifier la formule actuelle : « *Pas d'armes nucléaires en temps de paix* » par une formule plus radicale : « *Jamais d'armes nucléaires sur le sol danois.* » C'eût été plus qu'aucun gouvernement ne peut tolérer : cela impliquait en effet le retrait du commandement de la Baltique et, en fait, le retrait du commandement militaire de l'OTAN. Les sociaux-démocrates ne sont pas allés, le 3 mai, jusqu'à cette extrémité, et ils ont trouvé une formule qui flatte le sentiment pacifiste sans impliquer de bouleversement sur le fond.

En fait, même s'il a considérablement évolué ces dernières années, le Parti social-démocrate reste partisan sans ambiguïté — comme la grande majorité des Danois — de l'appartenance à l'OTAN, ce qui n'est pas le cas des autres partis sur sa gauche. Les sociaux-démocrates n'avaient guère intérêt, d'autre part, à provoquer une crise gouvernementale dans la situation actuelle. Bref, on aura une fois de plus, de façon très danoise, « joué à se faire peur ».

CLAIRE TRÉAN.

La contestation se porte bien

(Suite de la page 9.)

Ces manifestations et campagnes d'information, jusque dans les écoles, n'ont pas été inutiles, déclare un responsable du mouvement : « *Depuis 1973, il y a un ministère de l'environnement au Danemark ; nous n'avons pas de centrale nucléaire ; les sociaux-démocrates sont à présent hostiles au déploiement des euromissiles ; la presse accorde une large place aux questions écologiques ; le consommateur est mieux informé. Il y a dix ans, les gens se moquaient de nous et nous qualifiaient d'extrémistes écervelés. Aujourd'hui nos rapports sont lus attentivement dans les ministères.* »

Il n'est cependant pas question de créer un véritable parti vert, car « *il y a déjà trop de formations politiques au Parlement* ».

Il existe au Danemark environ mille communautés. En dépit de multiples échecs, elles ne sont pas ici passées de mode. Elles éclatent souvent, certes, mais se reconstituent sous d'autres formes. L'intérêt est tel qu'un centre de coordination des collectifs, « Kokoo », existe depuis 1969.

Entre 60 000 et 70 000 personnes au Danemark vivent ainsi « différemment ». Ce sont des locataires qui se sont concertés pour racheter un vieil immeuble, y aménager des services communs et grouper leurs achats, des familles qui vivent en communautés — mais à temps partiel — pendant l'été dans une île, par exemple, ou bien des citadins qui s'installent à la campagne où les habitations vides ne manquent pas en raison du remembrement en cours des exploitations agricoles. Il ne faudrait pas croire que cette forme de vie séduit seulement les jeunes. Plusieurs femmes retraitées projettent actuellement d'ouvrir un collectif.

La démocratie aux champs

La seule condition posée par ces dynamiques « panthères » grises est d'avoir soixante ans. Il existe aussi environ trois cents communautés à caractère social, qui prennent en charge de temps à autre des jeunes délinquants ou toxicomanes, pour un traitement « non institutionnel ». La législation danoise ne s'y oppose pas, elle n'exige pas de compétences médicales particulières, et les conseils généraux financent en grande partie ces activités qui donnent souvent de meilleurs résultats que les établissements conventionnels.

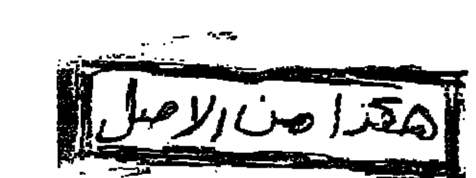
La plus grande des quelque deux cents communautés de production agricole écologiques se trouve à Svendholm, à une soixantaine de kilomètres de Copenhague. Tout a commencé là en 1977 par une petite annonce dans le journal : qui veut se lancer dans l'agriculture, vivre collectivement, sans contraintes d'ordre politique ou religieux ? Un an plus tard, les intéressés achetaient une ferme de 450 hectares, dont 125 de forêts, pour 30 millions de couronnes. A présent, Svendholm compte cent soixante-quinze habitants : cent adultes (âge moyen trent-six ans) et soixante-quinze enfants. Neuf parents s'occupent des petits et sont rémunérés par la commune. Sept seulement possèdent la « carte verte », obligatoire au Danemark pour gérer une exploitation. D'autres suivent des études à l'école d'agriculture. 200 hectares sont cultivés traditionnellement, avec des engrais chimiques, à cause de l'épuisement du sol. Les 50 autres sont traités selon les méthodes biologiques et produisent blé, pommes de terre et légumes. Il y a trente vaches, quelques moutons, des poules et des lapins, et deux chevaux pour les enfants.

Toutes les décisions concernant la vie de la communauté sont prises à l'unanimité. On ne vote pas à Svendholm, un consensus total est exigé, il n'est pas question d'imposer l'avis d'une majorité à une minorité, aussi faible soit-elle. Un exemple : la communauté voulait participer l'année dernière à une manifestation contre l'énergie nucléaire sous la banderole « *Svendholm contre l'atome* ». Elle y a finalement renoncé étant donné que l'un des membres, qui sympathise avec le parti conservateur, s'y opposait.

Certains habitants de Svendholm sont des anciens, déçus, de Christiana, la « cité libre » de Copenhague. Cent cinquante bâtiments appartenant à l'armée avaient été investis en septembre 1971 par une jeunesse hippie rêvant de créer une société égalitaire et alternative en miniature, l'usage du haschich faisant partie de la « nouvelle culture ». Douze ans plus tard, l'« *expérience sociale* », comme les politiciens l'ont baptisée, est bien mal en point. Christiana est devenue une sorte d'abcès de fixation, un gîte provisoire pour les jeunes chômeurs, délinquants, toxicomanes qui vivent de l'aide sociale. Elle n'est plus représentative aujourd'hui du mouvement alternatif danois.

A. D.





هكذا من الاصل

LE DANEMARK A L'HEURE DE LA REPRISE

ILES FÉROÉ

Un essaim de récifs perdus dans l'Atlantique...

IL fut une époque – au milieu du Moyen Age – où le royaume de Danemark *couvrait presque* tout l'espace septentrional connu de notre hémisphère, s'étendant du cap Farewell aux bouches de l'Elbe, de la mer de Barentz aux rives de l'Estonie. Depuis, cet empire – au reste très peu peuplé, ce qui aura été sans doute sa principale faiblesse – n'a *cessé de se « balkaniser »* et de se réduire progressivement au hasard des conflits, des alliances et des traités.

Au dix-septième siècle, les Vasa lui ont arraché ses riches provinces de l'Est du Sunt (la Scanie, la Halland et le Blekingie) devenues à jamais suédoises. *Le congrès de Vienne* consacra le naufrage de l'union avec la Norvège, annexée pour un temps par Bernadotte. Quelques décennies plus tard, Bismarck mettait la main *sur les duchés de* Holstein et le Schleswig, dont le Nord revint cependant à la mère patrie après le plébiscite de 1920, alors que Paul Claudel était ambassadeur de France à Copenhague. En 1944, les Islandais profitaient de l'occupation de la métropole par les Allemands pour rompre unilatéralement *leurs liens avec* la Couronne et se constituer en république. Aujourd'hui, *« la plus vieille monarchie d'Europe »* ne conserve plus que deux fleurons de son héritage *passé : l'archipel* des Féroé et le Groenland.

Pour un profane, ces deux territoires d'outre-mer possèdent un ensemble de traits identiques. Situés à *des centaines* de kilomètres du « pouvoir central », ils sont soumis à des conditions climatiques particulièrement rudes qui les isolent. Pauvres en terres cultivables, ils tirent l'essentiel de leurs ressources des produits de la mer, ce qui rend leur économie fragile parce que trop dépendante des variations des marchés extérieurs.

Sur le plan stratégique, l'OTAN les considère comme des relais d'importance majeure, ce qui n'empêche pas, toutefois, leurs ressortissants d'être dispensés du service militaire. Politiquement, ils bénéficient l'un et l'autre d'un statut d'autonomie interne et envoient chacun deux députés au Parlement danois, le Folketing.

Mais là dort s'arrêter ce jeu des rapprochements entre Féringiens et Groenlandais, qui, d'ailleurs, n'aiment pas tellement qu'on les compare.

Un paradis écologique

Avec leurs falaises de basalte abruptes, leurs réserves d'oiseaux, *leurs maisons* de bois aux couleurs vives, leurs prairies où broutent ces moutons dont elles ont tiré leur nom et où morues et gigots sèchent au vent de l'océan dans des cabanons aux murs à claire-voie, les Féroé – dix-huit îles dont dix-sept habitées plus un essaim de récifs et d'îlots – perdues *dans l'Atlantique entre l'Is*lande et l'Écosse constituent un véritable paradis écologique que le tourisme de masse n'a pas encore gâché. Deux facteurs ont protégé ce havre *abondamment arrosé par les* embruns contre l'invasion des campeurs et des papiers gras : la température peu attrayante qui y règne même en plein été (– 7 à 10 degrés en *moyenne en dépit de la proximité* d'une branche du Gulf Stream) et surtout, leur accès difficile, les liaisons aériennes et maritimes qui les rattachent au reste du monde étant *trop souvent perturbées par des tem*pêtes et des brouillards.

Norvégiennes à partir de 1035, les Féroé sont, comme le Groenland, passées sous la suzeraineté danoise en *1380 quand la régente Margre*the I, veuve du roi Hakon V, réunit en ses seules mains, au nom de son fils Olaf, les rênes des deux royaumes frères. Après avoir été cinq siècles durant *administré comme une simple* province danoise, l'archipel, à l'époque romantique, entreprit de partir à la recherche de son identité profonde. Le point de départ de cette *quête fut la codification écrite de la* langue parlée par les autochtones, les descendants d'aventuriers vikings dans les veines desquels coule aussi du sang d'émigrés celtes, de pirates *méditerranéens et de marins anglais.* Ce travail de base fut effectué sous l'impulsion d'intellectuels danois contemporains de Victor Hugo et de Lamartine indignés que les autorités du *royaume imposent aux écoliers* îliens un enseignement unique en danois. A long terme, ces efforts érudits ont amené l'éclosion de toute une lignée de romanciers et de *poètes* dont le plus talentueux, William Heinesen (né en 1900) – qui a cependant choisi de s'exprimer en danois pour toucher un public plus étendu – a été cité à plusieurs reprises comme candidat au Nobel de littérature.

Des rapports souples avec la métropole

Représentées au Parlement danois *de 1851, les Féroé n'ont accédé* qu'en 1948 à l'autonomie interne. Juste auparavant, elles s'étaient prononcées par référendum pour l'indépendance sans qu'en soient fixés les *délais... Ces plans sont demeurés* dans les tiroirs et y resteront sans doute encore longtemps. Actuellement, deux des six partis qui siègent au *Lagting (l'Assemblée locale déli*bérative) ont inscrit en tête de leur programme la rupture des liens avec le Danemark (il s'agit, à l'extrême gauche, des républicains et, à l'ex*trême droite*, du rassemblement populaire), mais aucune de ces deux formations ne semble très pressée d'atteindre cet objectif. *Il est vrai* que les Féringiens (environ quarante-cinq mille âmes, dont plusieurs milliers vivent une partie du temps au Danemark) n'ont *pas pour l'instant de motif sérieux de se plaindre de « leur puissance de tutelle »* représentée à Thorhavn, leur capitale, par un haut commissaire aux fonctions presque exclusivement protocolaires. *La métropole évite* d'y *regarder de* trop près. D'après la Constitution, elle est chargée en principe des questions touchant la justice, la sécurité et les affaires étrangères. Mais quand les dirigeants féringiens ont refusé d'adhérer à la CEE en 1973, Copenhague s'est incliné. Il en a été de même quand ils ont annoncé qu'ils n'appliqueraient pas chez eux la loi sur la libération de l'avortement votée à Christiansborg.

Ces dernières années, ils ont eu toute latitude de négocier eux-mêmes directement les accords de pêche avec une série de pays, y compris l'URSS (les Soviétiques, qui s'en étonnerait ? s'intéressent beaucoup à cette région).

Les rares sujets de friction qui sur*gissent* ça et là sont de caractère économique. Les Féroé reçoivent annuellement du gouvernement danois l'équivalent de quelque 600 millions de francs de subvention destinés no*tamment* à leurs écoles, leur police, leurs services de santé et au contrôle des zones de pêche. Leurs représentants souhaiteraient pouvoir disposer plus librement de ces fonds qui, à leurs yeux, n'ont rien d'une aumône. Ils estiment, en effet, que la plupart de leurs échanges avec l'extérieur passant par la *métropole, celle-ci, eu* égard aux profits qu'elle récolte de ce transit, est très équitablement remboursée de « ses largesses ».

Depuis deux décennies, les Féroé n'ont d'ailleurs pas tellement eu besoin d'assistance. Leur poisson se vendait bien, elles ont connu un développement sans précédent et ignoré totalement le chômage. 85 % *des îliens sont propriétaires de leur* maison individuelle ; la ferme la plus inaccessible a l'électricité, et les automobiles se multiplient sur un réseau routier inexistant avant 1960.

L'horizon, toutefois, n'est pas sans nuages. Quand la plupart des nations du globe ont étendu à 200 milles leur zone économique maritime, les Féroé ont dû réviser leur politique de pêche et reconvertir certains de leurs chalutiers. Il leur faut diversifier un peu plus leurs sources de revenus. C'est pourquoi les Féroé commencent à entrouvrir la porte à un *tourisme de qualité. Thorhavn a* depuis peu son hôtel de luxe. Ils songent également à l'exploitation d'éventuelles ressources sous-marines. Mais, avant de se lancer *dans pareille entreprise*, il leur faudrait s'entendre avec Copenhague, ce qui, si l'on en juge par l'expérience groenlandaise, n'est pas forcément simple.

CAMILLE OLSEN.

LIVRES

Suzanne Brögger, voluptueuse, fantasque et scandaleuse

IL *est évident* dès qu'on la voit, aussitôt qu'elle ouvre la porte de sa maison de campagne de Kundstrup, hameau de *l'ouest de la* Zeeland, qu'elle n'est pas un auteur à scandale, ou plutôt que si elle l'est, c'est malgré elle. Telle est pourtant la réputation qu'on lui a faite parce *que le sexe* raconté sans détours occupe une place importante, effectivement étonnante, dans ses ouvrages. *Parce que les anecdotes qui foisonnent* dans son dernier livre *Ja* (Oui) mettent en scène des individus bien réels dont les chroniqueurs s'amusent à débusquer l'identité.

La pièce où l'on entre est simple, divisée en deux. D'un côté les livres : impressionnante, attirant l'œil, une longue rangée de Kirkegaard. De l'autre, le coin où l'on se tient. Des couleurs vives, nécessaires car le ciel est gris et la campagne plutôt austère. Sur le canapé un chat noir : *« C'est la Chabanou, la seule qui existe. Elle a cent douze ans. »* La glace est de la sorte gentiment rompue.

Suzanne Brögger est un auteur à *succès. Elle a écrit sept livres.* Ils sont traduits en treize langues, et deux d'entre eux en français chez Belfond. Le premier, le plus connu *Délivrez-nous de l'amour* date de 1973 et est un essai sur la femme, la vie sexuelle, la famille. *Crème fraîche*, qui raconte son enfance à Ceylan, son *adolescence* en Thaïlande, des rencontres à New-York (sa copine Betty qui anime à Manhattan un « atelier d'orgasme » vaut le détour), ses premières expériences de journa*lisme, son initiation* à la vie amoureuse, mélange l'anecdote et, si l'on ose dire, le conte moral, la description d'un art de vivre. *Ja*, sorti le 15 mars dernier, en est à sa quatrième édition avec environ 15 000 exemplaires vendus et doit être publié en français.

Suzanne Brögger a beaucoup bourlingué. *« Le fait de voyager donne le sens du relatif des normes »*, et de récits en réflexion, avec sa méthode singulière, faite de *sève et d'audace, elle pourfend* les lieux communs de la vie affective, les conformismes, les hypocrisies.

Il est rare qu'une femme raconte le viol qu'elle a subi. C'est l'un des *chapitres forts de Délivrez-nous de l'amour*. Elle le fait à sa manière, avec une méticulosité calme. Les acteurs sont deux policiers ouzbeks dans un jardin public de Tachkent. Elle explique que c'est moins l'agression sexuelle qui l'a choquée (*« Il est comique de voir un homme dévaler une pente, la queue hors de la braguette et le sifflet à la bouche pour démontrer son pouvoir »*) que l'idéologie qui rend le viol possible, cette combinaison de la certitude de la su*périorité virile et du mépris* pour la femme. Le lendemain, Suzanne Brögger s'enfuyait en Afghanistan.

De telles histoires font scandale : *« Ce qui est toujours choquant, c'est la liberté, la liberté d'expression. En faire usage pour être soi-même reste difficile et ne plaît pas. »* Suzanne Brögger *aime son premier livre. Elle* le trouve tout à fait actuel : *« C'est plus qu'un pamphlet limité à une époque. C'est un manifeste de résistance contre les normes de vie qui nous sont imposées. »*

Quelques têtes de chapitre tiendront lieu d'explication : « La monogamie, cannibalisme de notre temps » ; « Pourquoi avoir des enfants » ; « De la famille nucléaire à la guerre nucléaire ».



★ *Dessin de Niels WINKEL*

Dans *Crème fraîche*, Suzanne à dix-huit ans, voluptueuse, fantasque, *réfléchie, proclame comme une évi*dence nécessaire pour rendre la vie supportable : *« Je ne serai jamais monogame. »* Les hommes trompent leur femme. Cet idéal, l'homme unique, *constitue donc une « imposture »* et conduit ces femmes à vivre *« dans une caricature d'intimité »*. Bref la famille nucléaire qui survit *« parce qu'elle garde encore le monopole de la vie affective et sexuelle »*, ce qui lui donne le plus souvent une image de malheur, en prend un *sacré coup. Et, appelant* les psychiatres américains à la rescousse, elle lui dénie même la capacité de bien élever ses enfants.

Militante ou récupérée, Suzanne Brögger ? *Certainement pas. « Je ne suis pas acceptée chez les féministes. Je suis trop idéaliste. »* Elle suit son chemin ; vient de demander un visa pour le Tibet et *« s'apprête à passer l'année avec Kirkegaard »*.

Ph. L.

France

« DERNIERS MOTS » DE RENÉ HARDY SUR LA RÉSISTANCE

Les amertumes d'un naufragé

Janvier 1947. Devant la cour de justice de la Seine, un homme de trente-six ans, au visage émacié, en uniforme de colonel, répond du crime d'intelligence avec l'ennemi. Il s'appelle René Hardy. Ce n'est *pas un* collaborateur, mais un résistant. Quatre ans plus tôt, il occupait les fonctions clandestines de responsable des sabotages ferroviaires contre l'ennemi. *Il s'agit de savoir à ce premier* procès s'il a pu avoir une responsabilité dans l'arrestation, le 21 juin 1943, à Caluire, près de Lyon, de Jean Moulin, président du Conseil national de la résistance et de sept de ses compagnons convoqués à une réunion importante. A l'ordre du jour figurait la désignation d'un successeur au général Delestraint, chef de l'armée secrète (AS), qui avait été arrêté à Paris le 9 juin, victime d'une première trahison *ou pour le moins d'une grave* imprudence.

Le *dossier établi* contre René Hardy est fondé sur plusieurs éléments. Il était présent à la réunion de Caluire où, disent certains des participants, il n'était pas convié à leur connaissance. Alors que les policiers allemands, conduits par *Klaus Barbie*, *surprennent* les résistants présents et les arrêtent, lui, Hardy, parvient à s'échapper. Arrêté de nouveau, blessé à un bras, il s'évadera encore de l'hôpital où il est gardé. Mais, surtout, la question se pose déjà de savoir *s'il n'aurait pas été* aux *mains* des Allemands entre le 8 et le 10 juin, si ceux-ci ne l'ont pas arrêté déjà dans la nuit du 7 au 8 juin à bord d'un train qui l'emmenait à Paris. Cette arrestation, René Hardy la nie avec les accents de la sincérité *la plus profonde. Il assure que* se sentant suivi, repéré dans ce train, il en a sauté en marche et qu'ainsi il ne peut donc être suspecté d'avoir consenti à travailler pour Barbie. Il est acquitté.

Trois mois plus tard, en mars 1947, la preuve est apportée qu'il a menti sur ce point essentiel. Une fiche de wagons-lits retrouvée indique, en effet, que la couchette qu'il occupait s'est trouvée libérée en gare de Chalon-sur-Saône, à la suite de son arrestation par la police *allemande. René Hardy est* arrêté de nouveau. Un nouveau procès lui est fait en 1950. Il s'achève le 8 mai par un nouvel acquittement prononcé cette fois par le tribunal militaire.

Une affaire d'Etat

Ainsi, pendant plus de quatre ans, l'affaire Hardy, dans la France de l'époque, a pris la dimension d'une affaire d'Etat. Toutes les pièces en ont été connues, discutées, examinées. Toutes les questions qu'elle appelait ont été posées. Hardy, contraint d'admettre qu'il avait bien été aux mains de Barbie, avait-il pu lui faire croire qu'il n'était pas dans la résistance ? C'est ce qu'il soutenait, alors que Barbie, interrogé alors en Allemagne où les Américains refusaient de le livrer à la France, affirmait que Hardy avait accepté de travailler pour lui et n'avait cessé d'être surveillé. En tout état de cause, il restait que Hardy avait bel et bien dissimulé à ses camarades de résistance son arrestation. Et l'explication qu'il donnait de ce silence – la crainte d'être tenu pour le responsable de l'arrestation du général Delestraint, doublée de la volonté de mener sa propre enquête sur les causes de cette arrestation – n'avait pas satisfait tout le monde.

Le temps passe. René Hardy devient écrivain, romancier. Klaus Barbie, lui, avec la bénédiction *des services américains*, a trouvé refuge en Amérique du Sud, où il est devenu Klaus Altman. La France cherche bien à obtenir son extradition, mais en vain. En 1972, l'affaire connaît de nouveaux échos. Dans une interview à un journal brésilien, Altman-Barbie revient sur l'arrestation *de Jean Moulin*, accuse de nouveau Hardy en apportant des détails dont beaucoup sont rocambolesques. Le texte publié en France entraîne une nouvelle réplique de Hardy, qui reprend son dossier, complète sur de nombreux chapitres ses déclarations du procès de 1950. Il cherche même à rencontrer Barbie pour un face-à-face, mais sans résultat. L'affaire de Caluire redevient *sujet d'actualité, sans pour autant* que soient apportés des éléments susceptibles de satisfaire les historiens.

Puis, après un nouveau silence, c'est, en février 1983, l'expulsion de Bolivie de Klaus Barbie, son arrestation par les autorités françaises en Guyane, son retour à Lyon et son inculpation de crimes contre l'humanité, les seuls pour lesquels il puisse encore être jugé. Dans ces crimes, l'affaire Jean Moulin, crime de guerre, ne peut être retenue. Mais pour l'opinion, sinon pour l'histoire, le nom de Barbie reste inséparable de celui de Jean Moulin. Du coup, René Hardy redevient objet de curiosité. Avec Raymond Aubrac, qui le tient pour responsable, et le docteur Dugoujon, chez qui se tenait la réunion de Caluire, il reste le troisième survivant des événements du 21 juin 1943.

Extrapolations

Retiré à Melle, un village des Deux-Sèvres, âgé de soixante-treize ans, malade, quel rôle va-t-il, peut-il encore jouer ? D'autant plus que M[e] Jacques Vergès, devenu avocat de Barbie, *n'entend pas cautionner* sa défense dans les limites juridiques des crimes contre l'humanité, c'est-à-dire des déportations de juifs, retenus par le parquet de Lyon. Il veut aborder l'affaire Jean Moulin. Il veut soutenir, comme l'a fait son client, que le président du CNR n'est pas mort des tortures infligées, mais qu'il s'est suicidé, désespéré, conscient d'avoir été trahi. Trahi involontairement par faiblesses humaines, par imprudences ? Pas du tout. Trahi délibérément par ceux des résistants qui refusaient le rôle de fédérateur des mouvements que lui avait assigné Charles de Gaulle et voyaient en lui un crypto communiste.

Révélation ? Ceux qui connaissent *l'histoire de la Résistance ont* mesuré immédiatement qu'il ne s'agissait là que d'une extrapolation. Depuis longtemps un homme comme Henry Frenay, fondateur du mouvement Combat, avait exprimé dans ses propres livres de souvenirs *ses sentiments sur* Jean Moulin. Mais s'il est vrai qu'il parla de « cryptocommuniste », il indiqua aussitôt qu'il avait acquis cette conviction avec le recul du temps.

« Les faiblesses des hommes »

C'est à la lumière de ce contexte qu'il faut lire aujourd'hui *Derniers mots*, de René Hardy, présenté comme des mémoires écrits avec le concours de Claude Dubois. C'est le livre d'un homme habité par l'amertume et la misère, solitaire atrabilaire. A ce titre, il est émouvant, pathétique. Y abondent les phrases de ce genre : « *L'aveu des faiblesses des hommes rassure sur eux-mêmes tous les hommes faibles.* » Ou encore : « *La part d'inexprimable et d'inexprimé constitue le mystère de chaque homme (...) Toutes les faiblesses des hommes ne sont pas des trahisons* ». Mais il ricane à l'idée qu'on *puisse flairer* là *le relent* d'un aveu.

Le moment où paraît ce livre fait que ce ne sont pas de telles phrases – ni tout cet inédit qui dans les cent cinquante premières pages amène René Hardy à raconter son enfance et sa jeunesse, ses incertitudes politiques, les raisons de son adhésion immédiate à la Résistance – qui seront retenues. Et pas davantage la prise de conscience des réalités nazies découvertes dès 1934 en Allemagne à l'occasion d'un voyage de noces.

Il adhéra même au parti communiste, pour s'en écarter et s'en faire rejeter bien vite. Il voit là une des raisons de ses épreuves futures car il n'a pas oublié qu'au moment de ses deux procès il fut tenu par le PC pour « *le traître Hardy* ».

Une petite bombe

Alors il raconte ces procès. Et avec eux il reprend toutes les pièces, examine, critique, décortique dans les moindres détails les faits et gestes de chacun en ces journées cruciales du 8 au 21 juin 1943. Il se bat contre tout le monde, y compris bien sûr contre Barbie, le Barbie qui l'a tellement chargé. Il lui faut *convaincre qu'il* a berné l'Allemand, que celui-ci ne put jamais établir que lui, Hardy, arrêté sous son vrai nom, était en réalité « *Didot* » le clandestin, le chef des sabotages ferroviaires. Il a des arguments. Ils ne sont pas nouveaux. Car pour lui aussi l'inédit est bien difficile à produire.

Pourquoi fut-il à la réunion de Caluire ? En 1983, le jour où il parla d'un général qui l'y avait envoyé, il ne révélait rien. On savait depuis longtemps que ce général était Pierre Guillain de Benouville, homme de la tendance Frenay, comme Henri Aubry, comme René Hardy. Dès le 4 mai 1948, Pierre de Benouville déclarait dans un procès-verbal d'instruction à propos de la réunion de Caluire et de la succession du général Delestraint : « *Je savais que Max (Jean Moulin) tenterait d'imposer son point de vue dans les discussions et je voulais que nos délégués soient en nombre. Je ne crois pas avoir demandé à Hardy d'assister à cette réunion. Il me paraît plus normal que ce soit par l'intermédiaire d'Aubry que je l'ai fait convoquer.* » Mais si Pierre de Benouville a donc voulu que Hardy soit à Caluire le 21 juin 1943, l'aurait-il voulu sachant que son collaborateur avait été aux mains de Barbie dix jours plus tôt ? A la fin de son livre, René Hardy pose sur ce chapitre une petite bombe. Il fait état d'une confession écrite donnée par lui le 1[er] décembre 1983 à un journaliste de ses amis, Paul Ribeaud, et dans laquelle il déclare avoir dit à Benouville dès le 11 juin 1943 que les Allemands l'avaient arrêté et que le général avait été d'accord avec lui pour garder le silence. De ce texte, Pierre de Benouville eut connaissance et il adressa à Hardy une longue lettre que celui-ci reproduit. C'est un démenti cinglant, argumenté. « *Ne vois-tu pas*, écrit Benouville, *que déclarer que tu cachais ta faute sous prétexte que je l'aurais connue c'est quasiment te condamner toi-même et avouer ce que je n'ai jamais voulu admettre ?* »

A ce démenti, René Hardy se contente de répondre par un « *merde* » bien appuyé qui a les accents de celui d'un naufragé. Au terme de la lecture, la question reste posée : que veut, que cherche René Hardy ? Il paraît en maintes occasions faire porter la suspicion sur d'autres, Aubry, Lassague, qui sont morts, Aubrac, dont il relève qu'il fut arrêté lui aussi en mars 1943 et relâché. *Puis il se reprend.* Il assure n'incriminer personne et répète : « *Tout, je le souligne, est obscur et tout est donc possible.* » Servirait-il M[e] Vergès ? Il est assez lucide pour le juger « *malin, intelligent même* », mais pour écrire aussi : « *A mon sens il a en tête une machination contre Jean Moulin trop bien préparée, trop bien montée (...). Mon interprétation ne varie pas : il n'y a pas un coupable. Je crois plus simplement que certains d'entre nous n'ont pas pris de précautions suffisantes.* » Près de six cents pages pour en arriver là...

Dans le deuxième tome de ses *Mémoires de guerre* (1956) Charles de Gaulle faisait tout tenir en treize lignes : « *Le 9 juin, quelques jours après mon arrivée à Alger, le général Delestraint avait été arrêté à Paris. La mise hors de combat du commandant de l'armée secrète risquait d'entraîner la désorganisation des éléments paramilitaires au moment précis où leur chef commençait à les unifier. Aussi Jean Moulin crut-il devoir convoquer à Caluire le 21 juin les délégués des mouvements pour régler avec eux les mesures nécessaires. Or ce jour-là, au cours d'une opération menée par la Gestapo et pour le moins étrange quant aux indications de temps, de lieu, de personnes sur lesquelles elle était déclenchée, mon délégué tombait lui aussi aux mains de l'ennemi avec ceux qui l'entouraient. Il devait quelques semaines plus tard mourir à force de tortures.* »

JEAN-MARC THEOLLEYRE

* *Derniers mots*, de René Hardy, Fayard, 572 p., 95 F.

PORTRAIT

M. André Laignel : la colère et la discipline


CAGNAT

Pourquoi est-il devenu le symbole de la laïcité triomphante et socialiste ? Après tout, M. André Laignel n'est pas un de ces instituteurs *barbus qui ont envahi* l'Assemblée nationale en juin 1981. Il n'est ni le fils ni l'époux d'une enseignante, il n'est pas venu au socialisme par les *combats scolaires comme bien d'au*tres qui auraient eu plus de titres, que lui à devenir le porte-drapeau parlementaire des laïques et des défenseurs de l'école publique. Au contraire, en souriant il reconnaît : « *Je suis héritier de l'école publique qui m'a rejeté à quatorze ans.* »

Il n'est pas de ceux qui peuvent, *à travers leur histoire* personnelle, témoigner que l'école de la nation donne toutes leurs chances aux enfants des milieux les plus défavorisés. Si lui, le fils d'un balayeur et d'une cartonnière, est aujourd'hui docteur en droit, c'est tout simplement que pendant son service militaire il a passé une capacité en droit, si brillamment qu'il a pu s'inscrire en faculté sans avoir son baccalauréat.

Seulement M. André *Laignel* est de gauche, viscéralement de gauche. Quand à quatorze ans on pousse des chariots dans le sous-sol du Comptoir national d'escompte *de Paris, qu'on en est li*cencié à quinze pour avoir distribué des tracts de la CGT et du Parti communiste, que l'on doit sauter d'un petit métier à un *autre petit métier, comme tout* jeune homme ambitieux et sans formation, il y a des réflexes de classe que l'on n'oublie pas, quoi qu'il puisse arriver par la suite. Passer à vingt-deux ans à la Convention des institutions républicaines derrière M. Mitterrand, *ce n'était pas pour lui* trahir les communistes, mais faire le choix d'une stratégie de l'union de la gauche qui « *était la seule chance de chasser la droite du pouvoir* ».

Et quand M. Laignel fait un choix, il s'y accroche contre vents et marées. Travailleur et têtu, ni les difficultés ni les échecs ne le découragent. Venu de l'Indre *en 1968 pour aider M. Charles* Hernu dans la conquête ratée de la circonscription de Châteauroux, il décide de rester et de s'implanter à Issoudun, là où depuis long*temps la majorité d'alors ne trou*vait, en face, que le Parti communiste. Une défaite aux cantonales et une autre aux municipales ne le rebutent pas. Il s'accroche et gagne le canton *en 1976, la ville en 1977, et* même le département en 1979, en devenant président du conseil général. Aujourd'hui, il est fier d'avoir fait d'Issoudun une cité *moderne et d'être, grâce aux lois* sur la décentralisation, le vrai « *patron* » de l'Indre. Un patron autoritaire qui, s'il laisse parler ses opposants, entend être obéi *sans murmurer quand il a décidé.* Conscient des critiques qu'il suscite, il reconnaît, ironique : « *Dans le département, j'ai le pouvoir, c'est ce que l'on appelle ma dictature.* »

S'implanter localement n'est pas pour André Laignel une fin en soi mais, au contraire, une base de départ. Homme de parti, il est *délégué général du PS à la décen*tralisation et aux collectivités locales avant mai 1981 ; puis, après la victoire de la gauche, trésorier national. Il l'est toujours.

Avant *le* congrès du Parti socialiste de Bourg-en-Bresse, en 1983, il milite pour un accord entre les mitterrandistes et le CERES, faisant même voter une *motion dans ce sens par sa fédé*ration, initiative contestée par M. Lionel Jospin. Car M. Laignel regrette alors la présence, dans la majorité du parti, des rocardiens *qui faisaient courir au PS*, pensait-il, un risque de dérive.

Et les dérives, M. Laignel n'aime pas. Elu à l'Assemblée nationale dans la vague rose, il se *montre un gardien sourcilleux* de l'orthodoxie socialiste. M. Pierre Joxe, dont il est l'ami depuis longtemps, ne trouve pas, au début de la législature, aide plus efficace *pour assurer la bonne* marche d'un groupe socialiste parfois tenté par la dispersion. Il est là pour transmettre les consignes, vérifier qu'elles sont correctement appliquées, donner le signal des huées et des applaudissements. Ce rôle de « chien de garde » ne lui vaudra pas que des amis. On le surnommera le « Joxe-terrier ». Comme il le dit lui-même, il y a toujours quelque chose de vrai dans une caricature !

Parmi les nouveaux élus, il est l'un de ceux qui se font le plus *vite connaître. Il s'emporte contre* l'opposition, se félicitant même que « *la lutte des classes soit entrée à l'Assemblée* ». Et il se rend célèbre, le 13 octobre 1981, quand, lors du débat sur les nationalisations, il explique à M. Jean Foyer qu'il a « *juridiquement tort car il est politiquement minoritaire* ». Aujourd'hui, ce docteur en droit ne renie en rien cette curieuse maxime juridique : « *C'est tout simplement la règle de la démocratie.* »

Défi

La gauche, pour lui, doit avant tout rester fidèle à son idéologie, dont il se veut un gardien vigilant. Déjà à l'automne 1983 il s'élève contre la politique économique de M. Jacques Delors : « *Le gouvernement se trompe de route*, affirme-t-il alors. *A force de faire plaisir à nos adversaires, nous désespérons nos amis.* » Et il n'a pas l'habitude de mâcher ses mots. Il se dit « *homme de caractère* » et se veut politique « *non pas par ambition, mais pour dire ses idées sans les enrober.* [Il n'est] *pas hypocrite.* ». Aussi, tant que le débat n'est pas tranché, il se bat pour ses convictions. Mais, homme de parti, quand il perd, même en colère il s'incline. Il l'a fait pour la politique économique, se réservant de reprendre sa liberté quand le temps sera venu de tirer les leçons du choix fait.

En attendant, il se tait. Il n'apprécie guère ceux qui « *vantaient les godillots quand ils étaient au gouvernement* (comme M. Jean-Pierre Chevènement) *et qui ne cessent de critiquer la politique suivie quand il n'y sont plus* ».

Aujourd'hui encore, c'est pour *défendre son parti qu'il s'est fait* le chantre de la laïcité. Ce n'est pourtant pas un sujet qui le préoccupait jusqu'alors beaucoup. « *J'ai rencontré les gens du CNAL pour la première fois après le congrès de Bourg-en-Bresse.* » Mais il a toujours été très ferme sur ses positions. Quand, en 1977, il a été élu pour la première fois à la mairie d'Issoudun, il avait prévenu : « *Je ne supprimerai pas les dotations aux écoles privées, mais je ne les augmenterai pas.* » Elles étaient alors de 80 F par élève, elles le sont toujours.

Et quand en août 1983 la cour régionale des comptes demande à sa municipalité de payer sa quote part à l'enseignement privé, il met « *au défi* » le commissaire de la République d'inscrire d'office ces dépenses dans son budget. Car pour lui l'affaire est entendue : « *L'argent public doit aller à l'école publique.* »

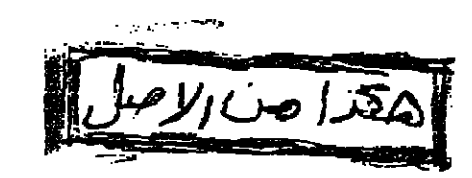
Persuadé que le projet de M. Savary est inacceptable pour la *majorité des militants du Parti* socialiste, il l'a combattu : « *L'erreur*, dit-il, *fut de concevoir un compromis avec une seule des parties en cause. Le gouvernement ferait une faute politique majeure s'il allait au clash avec le parti, avec le groupe parlementaire. On ne peut passer sa vie à violer sa majorité.* »

Et s'il *espère qu'il sera possi*ble, « *en gardant la logique du texte mais en l'habillant autrement, de parvenir à une solution où chacun s'y retrouverait sans victoire des uns sur les autres* », il explique : « *Les défenseurs de l'enseignement catholique disent eux-mêmes que la paix scolaire n'est pas possible ; il vaut donc mieux qu'il y ait une cassure avec des gens qui, de toute façon, ne voteront pas pour nous plutôt qu'une cassure avec nos amis. Je refuse de penser qu'un gouvernement de gauche décide de sacrifier la gauche.* »

Mitterrandiste de cœur et de raison, il ne veut pas croire que le président de la République lui donne *tort* : « *Il se compromettrait et userait son crédit pour quelque chose qui n'en vaut pas la peine.* »

C'est donc pour « *sauver le parti* » qu'André Laignel est monté aux avant-postes de la laïcité. Aujourd'hui qu'il préside la commission spéciale créée à l'Assemblée nationale pour étudier le *projet de M. Savary, la mission* qu'il s'est donnée lui-même continue : veiller à ce que le texte qui sortira du travail des députés soit acceptable par les socialistes. Qu'il le soit *aussi par le gouverne*ment ne paraît pas être son problème, et moins encore la réaction des défenseurs de l'enseignement catholique. Mais *quand le parti aura tranché sur les* points délicats, on pourra compter sur la discipline de ce militant.

THIERRY BRÉHIER.



France

L'Assemblée nationale a adopté une nouvelle réglementation de l'usage des anabolisants dans l'élevage

L'Assemblée nationale, a adopté vendredi 11 mai, par 475 voix pour et une voix contre, en première lecture, en y apportant plusieurs modifications, le projet de loi, déjà adopté par le Sénat, relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (*le Monde* du 13 avril).

M. François Patriat (PS, Côte-d'Or), *rapporteur au nom de la commission de la production et des échanges*, a justifié « *l'urgence de ce projet* » par la « *confusion* » régnante, qui « *ne peut, à terme, qu'engendrer une situation explosive* ». M. Patriat a affirmé : « *Malgré les interdictions, on assiste à un colportage et à une utilisation de substances tolérées, mais aussi parfois, aussi, interdites, à un niveau jamais atteint. En outre, ces substances sont souvent administrées sous forme de « cocktails », car leur action est ainsi plus forte. Enfin, les utilisateurs de substances interdites et qui seront, demain, autorisées, sont poursuivis, alors que des substances tolérées seront demain interdites* (...) *Le caractère non radical* [du projet] *sera peut-être critiqué par les consommateurs, mais l'expérience prouve, en la matière, que ce qui est radical est parfois inopérant.* »

Le projet prévoit notamment que l'administration des anabolisants relèvera de l'autorité des seuls vétérinaires.

∴

L'Assemblée a aussi adopté, en *première* lecture, le projet de loi, déjà adopté par le Sénat, relatif à la révision du prix des contrats de construction de maisons individuelles et de vente d'immeubles à construire (*le Monde* des 9 mars et 20 avril). Le projet a été adopté à l'unanimité des présents, l'opposition étant absente de l'hémicycle au moment du vote.

L'Assemblée, sur proposition de la commission de la production et des échanges, a modifié le texte voté par le Sénat, qui avait décidé, contrairement au projet initial du gouvernement, que l'évolution des prix aux diverses étapes du paiement et de la construction ne pourrait descendre au-dessous de 85 % de l'indice BT 01, indice désormais officiel pour la révision des prix de construction des maisons individuelles et de vente des appartements sur plans. L'Assemblée a estimé que la fixation de ce seuil relève du domaine réglementaire et que la loi doit seulement indiquer les limites – entre 70 % et 80 % – de la variation de l'indice.

∴

L'Assemblée a, enfin, adopté, en deuxième lecture, le projet de loi relatif à la « *location-accession* », transformé par le Sénat en projet relatif à l'« *occupation-accession* » (*le Monde* du 14 avril). Le RPR a voté le projet, l'UDF s'abstenant. Les députés sont revenus à l'appellation première du projet. Ils ont, aussi, supprimé l'obligation d'occupation « *effective et personnelle* » instituée par le Sénat.

Tout en conservant l'absence du maintien de plein droit dans les lieux en cas de résolution du contrat ou de non-levée de l'option, l'Assemblée nationale a préservé, contrairement au Sénat, la possibilité d'un maintien dans les lieux en cas d'accord entre les deux parties. En revanche, les députés ont maintenu l'extension, effectuée par les sénateurs en accord avec le gouvernement, du champ d'application de la loi aux immeubles en cours de construction à la date de signature du contrat. L'Assemblée a aussi maintenu les dispositions fiscales introduites par le Sénat avec l'accord du gouvernement.

Le groupe communiste, qui, lors de la première lecture, avait regretté le « *déséquilibre* » entre les droits et les devoirs de l'acheteur et du vendeur, au détriment du premier (*le Monde* du 20 octobre 1983) s'est félicité de certaines modifications, allant dans le sens qu'il souhaitait, introduites en deuxième lecture.

J.-L. A.

Le projet de loi sur l'enseignement privé

L'OPPOSITION DEMANDE QUE LES CONTRATS D'ASSOCIATION EXISTANTS NE SOIENT PAS RENÉGOCIÉS

Mme Hélène Missoffe (RPR, Paris) et M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), responsables de l'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, ont présenté, vendredi 11 mai, les principaux amendements au projet de loi sur l'enseignement privé, qu'ils entendent défendre lorsque le débat reprendra en commission spéciale le mardi 15 mai. Ils demanderont, particulièrement, la suppression de l'agrément, par l'autorité académique, du projet éducatif des établissements privés ; la suppression du contrôle financier des établissements privés par les établissements d'intérêt public, nouvel organisme créé par le projet de loi ; la suppression de la titularisation possible des maîtres de l'enseignement privé et le maintien des dispositions législatives actuelles sous leur forme spécifique ; la suppression d'une disposition prévoyant que les crédits publics aux établissements privés seraient diminués à proportion des ressources qu'ils percevraient du fait de la taxe d'apprentissage ; la suppression de la nécessité d'un accord de la commune pour ouvrir une classe maternelle ; enfin, le maintien des contrats d'association existants actuellement entre les établissements privés et l'Etat, « *sans qu'il soit besoin de les renégocier, sous prétexte que, dorénavant, les collectivités locales devront les signer* ».

M. Barre change de foulée

M. Raymond Barre a bien franchi le pas ; celui qui sépare un ancien premier ministre d'un futur candidat à la présidence de la République. Ses interventions, jeudi 10 mai à Nancy, ont confirmé, s'il en était besoin, l'impression laissée par sa récente intervention au club de la presse d'Europe 1 le 6 mai. Saisissant l'opportunité d'une date *anniversaire, celle de trois ans de « socialisme à la française »* et d'une interview du chef de l'Etat au quotidien *Libération* M. Raymond Barre a choisi, lors d'un meeting organisé au palais des sports de Nancy par le maire de la ville, M. André Rossinot (UDF-Rad.) de se poser en interlocuteur direct de M. Mitterrand, mettant d'une part en cause, comme *il l'avait rarement fait* jusqu'alors, et le propos et la politique du président de la République ; reprenant d'autre part à son compte le bilan de vingt-cinq années de pouvoir de la « droite » sous la cinquième République.

Il semble loin le temps où l'ancien premier ministre refusait *d'évoquer un éventuel destin* national et, après avoir manifesté *un certain agacement,* lançait sous forme de boutade : « *Je suis plutôt un indépendant, paysan du Danube.* » S'il souhaite toujours, comme il le dit, formuler « *la problématique de la France* », M. Barre ne se veut plus seulement un bon pédagogue ou un modeste pélerin de l'opposition. Les petits pas de M. Barre se sont transformés en grandes enjambées, même s'il sait se garder toujours de toute précipitation.

A Nancy, à la veille du lancement véritable de la campagne de l'opposition pour l'élection de l'Assemblée de Strasbourg, M. Barre a aussi tenu à parler longuement de l'Europe. Respectant là aussi une certaine logique dans la démarche : il ne se mêle pas à la campagne du RPR et de l'UDF, fustige à l'occasion les propos électoralistes, qui tiennent de la « *surenchère* » voire de « *l'imposture* » mais montre qu'il ne se tient pas à l'écart du débat. Encore lui fallait-il le cadre « serein et objectif » du centre européen universitaire de Nancy dont il était l'invité pour livrer ses « *réflexions* », sur l'Europe proposant son programme ou, comme il préfère, l'appeler « *un ensemble d'objectifs* » pour faire progresser la communauté.

Et au fil de son intervention, il n'a pas manqué de prendre ses distances avec *telle* ou *telle* proposition de ses partenaires de *l'opposition tant en ce qui* concerne l'élargissement de la *communauté que l'usage du* droit de veto au sein du conseil des ministres, l'élection du président du conseil européen ou la défense européenne. Ainsi, il ne sera pas dit que M. Barre qui se définit comme un « *Européen convaincu mais pas impatient* » et qui, pour ces deux raisons, s'attache à faire preuve de « *réalisme* » sans tomber dans le « *pessimisme* » est absent du débat. Mais il aura, une fois encore, choisi les modalités de sa participation.

CH. FAUVET-MYCIA.

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Le Pen et les siens

M. Jean-Marie Le Pen se déclare convaincu que la liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries, dont la composition devait être rendue publique dimanche *13 mai,* à Paris, dépassera le seuil des 10 % des suffrages exprimés.

Il fonde sa conviction sur l'audience que sa campagne recueille en province où, depuis son passage sur Antenne 2 le 13 février, il préside quatre ou cinq réunions par semaine, *sans compter celles qui sont* animées par ses principaux lieutenants, MM. Jean-Pierre Stirbois et Michel Collinot. Partout où il parle, le président du Front national suscite en effet un intérêt certain.

M. Le Pen a néanmoins pris la précaution de souscrire une assurance en bonne et due forme afin de *prévenir le cas où sa liste* n'atteindrait pas la « barre » des 5 % requise non seulement pour avoir des élus, mais aussi pour obtenir le remboursement des frais de propagande. Fort de cette caution, il a pu obtenir les prêts bancaires qu'il avait sollicités pour *assurer le financement* de la campagne d'affichage commercial qui le présente sous les traits d'un homme « *sympa* », qui « *dit tout haut des choses que les autres osent à peine dire tout bas* ».

Toutes ces réunions donnant lieu désormais à des entrées payantes (20 F par tête), et la vente de ses gadgets rapportant quelque menue monnaie (la cravate tricolore, le foulard ou l'écharpe à la marque du parti coûtent 70 F pièce, le porte-clés 30 F et le briquet 10 F), le Front national a aussi rassemblé les moyens de lancer ce week-end son nouvel hebdomadaire intitulé *National Hebdo,* une publication de seize *pages en format* tabloïd. *Dans* le premier numéro, M. Le Pen résume le « discours à la jeunesse » qu'il se proposait de prononcer dimanche après-midi. Il affirme notamment que « *l'amour de la vie boutera les communistes aux frontières du néant* ». L'ancien parachutiste en veut pour preuve que « *le visage des athlètes, à l'est d'Olympie, lorsqu'ils gagnent, ne reflète pas la joie, mais baigne dans la mer Noire, dans le fatalisme d'un obstacle vaincu par un corps sans âme, alors que sur le visage des athlètes des pays libres (...), on voit les yeux brillants s'éclairer, les sourires apparaître, rayonnant la joie et la fierté* ».

En outre, M. Le Pen vient de rassembler sa pensée et son programme dans un livre : *les Français d'abord,* publié aux éditions Carrère et qui doit être mis en vente (60 F) à partir du 15 mai. Il y préconise notamment une révision de la Constitution « *dans le sens d'un régime présidentiel* », la non-rééligibilité du président de la République élu pour sept ans au suffrage universel, l'extension du champ du référendum, l'institution d'une Cour suprême « *gardienne de la liberté et arbitre sans appel* », l'élection à la proportionnelle de l'Assemblée nationale et l'incompatibilité « *d'une fonction publique avec tout mandat politique électif* ».

Dans ses discours, M. Le Pen s'emploie, en ce moment, à atténuer les excès de langage qui lui sont généralement reprochés. Il manifeste de plus en plus un penchant pour la chansonnette. A Dijon, le 8 mai, il a ravi son public en fredonnant une comptine des années 30, évoquant les « *bons Français* » et la « *grandeur* » de la « *France chérie* ».

Cette recherche n'interdit pas à ses amis de donner libre cours à leur verve. Le 25 avril, à Versailles, l'un des orateurs du Front national proposait martialement que les soldats français soient chargés de la garde des frontières pour empêcher l'entrée clandestine d'immigrés. Et le 8 mai, à Dijon, un transfuge du RPR, devenu secrétaire du Front national en Côte-d'Or, dénonçait la présence, parmi les « *malandrins* » de gauche descendus dans la rue pour protester contre la venue de M. Le Pen à Dijon, de « *pédés* », de « *drogués* » et de « *la racaille* »...

ALAIN ROLLAT.

Mme Veil : l'Europe, rempart de notre société

De notre correspondant

Rouen. – Le « couple » Simone Veil-Bernard Pons a entamé vendredi à Rouen, sa campagne électorale pour le scrutin européen du 17 juin prochain. Le qualificatif vient de la bouche même de la tête de liste d'union de l'opposition, Mme Veil, qui a voulu, d'entrée, fixer les règles du jeu avec, à ses côtés, le secrétaire général du RPR et M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, sénateur et maire de Rouen. « *Nous sommes,* a-t-elle dit, *les trois premiers de la liste. Je ne veux pas entendre parler de distinction. Ensemble, M. Pons et moi formons un couple pour la campagne. Il est important de montrer que le RPR et l'UDF sont totalement mobilisés pour cette campagne.* »

Devant cinq cents personnes, de toutes catégories socioprofessionnelles et de nombreux élus locaux, les colistiers de l'opposition ont adopté un ton résolument unitaire et tenu le langage de la reconquête.

Pour M. Lecanuet, le 17 juin ne serait qu'une étape avant l'échéance de 1986. « *Il s'agit,* a-t-il affirmé, *de donner à la France la dimension d'une reconquête économique. Si prioritaire que soit l'enjeu de l'Europe, les Français retrouveront l'espérance par la victoire qui les attend.* » M. Pons a rendu hommage à l'action de M. Jean Lecanuet « *qui a permis de gommer les hésitations et les crispations* ».

Mme Simone Veil a rivalisé d'éloquence pour vanter, elle aussi, les mérites de l'union dans la perspective de 1986. Mais pour ses auditeurs de Haut-Normandie, habitués à la pratique unitaire depuis plusieurs scrutins, l'espoir se situait ailleurs. Les applaudissements ont éclaté, fournis, lorsque Mme Veil a accusé les communistes français de « *vouloir détruire l'Europe en raison de leurs liens avec l'Union soviétique* », tout comme a été apprécié que soit dénoncée « *la ruine des initiatives personnelles* », « *les entreprises étatiques gavées, aussi insatiables qu'inefficaces* ». Contre tout cela, « *l'Europe est une garantie* ». « *Il faut donc,* ajoute-t-elle, *s'y cramponner et lui permettre d'aller de l'avant, car elle a sauvé la France du pire.* » « *L'Europe,* a-t-elle soutenu, *est la garantie de notre liberté au moment où l'Union soviétique craint de moins en moins d'affirmer ses prétentions hégémoniques.* »

Il restait, bien entendu, à Mme Simone Veil à expliquer comment « *le gouvernement français cherche à étendre le socialisme à l'ensemble de l'Europe* ». En Haute-Normandie, où certaines catégories socioprofessionnelles trouvent que la liste de Mme Francine Gomez « *ne manque pas d'atouts* », l'affirmation selon laquelle « *le bilan négatif d'une gauche qui veut voir si ce qui a échoué en France ne pourrait pas réussir en Europe* » ne laisse pas insensible. « *Exporter les charges sociales, voilà l'espace social européen des socialistes* », a noté Mme Veil. Ce qui lui a permis d'affirmer *a contrario* que « *l'Europe n'était pas seulement le rempart de la paix, mais aussi un rempart pour notre société* ». Le « couple » Veil-Pons s'est ensuite rendu à Caen, où il a été accueilli par M. Jean-Marie Giraud, sénateur, maire de la ville.

ETIENNE BANZET.

M. NICOUD CONTRE « LES POLITICIENS RINGARDS »

M. Gérard Nicoud, qui s'est mis en congé du secrétariat général du CID-UNATI pour conduire aux élections européennes la liste UTILE (Union des travailleurs indépendants pour la liberté d'entreprendre), a souligné, vendredi 11 mai, que celle-ci est soutenue par vingt-six associations décidées à mener une campagne « *apolitique* ». Dénonçant les « *politiciens ringards* », il a notamment déclaré : « *Le meilleur économiste de France, c'est celui qui crée son entreprise. Nos candidats, presque quatre-vingt-un inconnus, sont des personnes qui font l'économie et non pas la défont.* »

La dernière place de cette liste sera occupée par M. Pierre Poujade qui se livre à un assaut, dans un entretien publié par *le Quotidien de Paris* du samedi 12 mai, contre M. Le Pen, « *prêt à raconter n'importe quoi, à faire toutes les pirouettes, pour piquer des voix* », contre la liste de Mme Veil, qui lui apparaît comme une tentative de « *renflouement politicard de l'ancien régime* », et contre celle de Mme Gomez : « *Nous ne sommes pas du même milieu. Nous, ce sont les classes moyennes. Elle, les classes moyennes supérieures.* »

Interrogé sur l'action de M. Mitterrand, M. Poujade répond : « *Il sait entendre nos revendications mais il a un héritage très lourd, les hauts fonctionnaires sont vérolés jusqu'à la moelle, le gros argent les torpille, et puis, il* [M. Mitterrand] *est venu au pouvoir avec une armée d'hurluberlus qui ont fait leur éducation dans des salles enfumées et n'ont de l'économie qu'une connaissance livresque.* »

L'accord franco-allemand sur l'indemnisation des « malgré-nous » entrera en vigueur le 10 juin

Interrogé, vendredi 11 mai, à l'Assemblée nationale, lors de la séance, consacrée aux questions orales sans débat par M. Emile Kœhl (UDF, Bas-Rhin) sur la situation des Alsaciens et des Mosellans incorporés dans l'armée allemande durant la seconde guerre mondiale – les « malgré-nous », – M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a annoncé que, le jeudi 10 mai, « *un point final avait été mis à cette question* ».

En effet, a-t-il expliqué, un échange de notifications entre les deux gouvernements a permis de fixer au 10 juin 1984 l'entrée en vigueur de l'accord du 31 mars 1981 entre la France et l'Allemagne. Cette *entrée en vigueur sera immédiatement* suivie d'un premier versement de 100 millions de marks sur les 250 millions que la RFA a promis de verser. « *Ainsi, notre ténacité est couronnée de succès, même s'il est regrettable qu'il ait fallu tant d'efforts* », a conclu M. Cheysson.

Réparation morale

De notre correspondant

Mulhouse. – *Soixante-dix mille certificats d'incorporation de force ont été établis, trente mille autres pourraient encore parvenir à l'« Entente franco-allemande », fondation créée en 1982 qui percevra l'indemnisation. Compte tenu de la réévaluation du mark et des cent mille personnes susceptibles de percevoir l'indemnisation, ce sont donc 7 500 à 8 000 francs qui reviendraient à chaque incorporé de force, aux veuves ou à leur ayants droit, vraisemblablement pas avant la fin de l'année pour les premiers d'entre eux.*

Pour des raisons morales et conformément à leurs traditions, les associations d'anciens combattants ont demandé que les premières indemnisations soient pour les veuves, à défaut les ascendants, puis les descendants, les incorporés de force survivants ne devant toucher qu'en dernier lieu. D'aucuns ne sont pas d'accord avec cette répartition, suggérant plutôt un règlement à parts égales pour tous les bénéficiaires en trois versements proportionnels aux trois tranches payées par la RFA.

Des coups de pied dans la fourmilière ? Possible. Mais on saura, en Alsace et en Moselle, faire taire les querelles intestines pour saluer avec une évidente satisfaction le règlement, trente-neuf ans après, d'un contentieux franco-allemand particulièrement douloureux. Pour la majorité des incorporés de force, l'essentiel n'est pas de toucher la somme qui leur reviendra ni son montant, l'essentiel, c'est la reconnaissance officielle par l'Allemagne fédérale – et donc la réparation morale qui en découle – d'une infamie : l'enrôlement de force de jeunes gens français dans l'armée hitlérienne.

Que, parallèlement à ce dossier, la France et la RFA aient mené à leur terme les négociations portant sur le retour à l'Allemagne de la forêt du Mundat (située au nord de l'Alsace et provisoirement rattachée à la France en 1949) peut paraître comme une concession de la part de la France. Les incorporés de force ont toujours rejeté toute idée de troc. La diplomatie ne les a pas suivis sur ce terrain. Ils le regrettent aujourd'hui.

B. L.

LA VICTOIRE DES LORRAINS EN FINALE DE LA COUPE DE FRANCE DE FOOTBALL

« Metz m'épate »

« Quelquefois, le travail et le courage ont raison du capital », faisait malicieusement remarquer M. Carlo Molinari, le président du Football Club de Metz, à ceux qui faisaient de l'Association sportive de Monaco le grandissime favori de la soixante-septième finale de la Coupe de France de football. Le président messin n'était pas seul à le croire. Un train spécial, des dizaines de cars, sans compter d'innombrables voitures particulières, avaient permis de transformer, vendredi 11 mai, le Parc des Princes en un petit coin de Lorraine où le président de la République fut accueilli par des sifflets.

Avec huit internationaux, dont cinq s'apprêtent à boucler leurs valises pour le stage de l'équipe de France à Font-Romeu, les Monégasques disposaient des meilleurs atouts. Mais les Messins, confrontés en début de saison à un déficit de près de 9 millions de francs, étaient bien décidés à jouer leur va-tout sur ce match. Seule une victoire pouvait éviter l'exode des joueurs les plus sollicités.

Pour les Lorrains, le match commençait pourtant par un petit drame. Leur arrière droit, Philippe Thys, devait quitter le terrain sur une civière, victime d'une fracture du péroné droit avec un arrachement des ligaments de la cheville, après une demi-heure de jeu. Une blessure qui risque de repousser son mariage, prévu ce samedi au Puy.

Par leur détermination et leur organisation, les Messins posaient des problèmes insurmontables aux Monégasques, contraints à des tirs lointains, très mal cadrés. *« Metz m'épate »*, déclarait à la mi-temps le président François Mitterrand. *« Lorsqu'on les voit se défendre aussi bien, ça fait plaisir. Ils ont toujours été capables de se sortir des mauvais pas. »*

Dévoreurs de grands espaces, les maîtres à jouer monégasques, Daniel Bravo et Bernard Genghini, venaient régulièrement buter sur le double rideau tendu par les demis et les arrières messins. Bloqués au centre, les Monégasques auraient pu tenter de contourner la défense lorraine mais l'aile droite restait le plus souvent déserte et, sur la gauche, Bruno Bellone, le souffle un peu court pour sa rentrée, trouva en Sonor, le remplaçant de Thys, un arrière si vif et si rapide qu'il ne put pratiquement jamais le déborder.

Ayant bien maîtrisé les individualités monégasques pendant le temps réglementaire, les Messins, sans doute plus frais physiquement, pouvaient s'enhardir pendant les prolongations. Symbole de leur réussite en coupe, où il avait déjà marqué les deux buts de la demi-finale contre Nantes, Philippe Hinschberger, l'instituteur en disponibilité, confirmait alors son talent de buteur en ouvrant le score à la 102e minute. Sept minutes plus tard, il servait cette fois de relais pour Zvonko Kurbos, auteur du deuxième but qui assurait la victoire de son équipe.

L'Association sportive de Monaco qui avait perdu le titre lors de l'avant-dernière journée du championnat, échouait encore *in extremis* en Coupe. Quarante-six ans après avoir joué et perdu sa première finale, le Football Club de Metz connaissait enfin un meilleur sort. L'avenir du club ne s'annonce pas radieux pour autant. Plusieurs bonnes saisons seront encore nécessaires pour résorber le dificit et sortir de la crise. L'euphorie de la victoire estompée, les joueurs messins seront-ils encore prêts à relever le défi ?

GÉRARD ALBOUY.

La première bonne nouvelle en provenance de Paris

De notre correspondant

Metz. — Sans attendre le coup de sifflet final, plusieurs milliers de Lorrains ont envahi spontanément, vendredi 11 mai, les rues de Metz et de Thionville. La victoire du Football-Club de Metz en Coupe de France a donné le coup d'envoi d'une véritable fête populaire qui s'est prolongée tard dans la nuit avec le retour des supporters du Parc des Princes. Pour Metz et pour la Lorraine, ce trophée, arraché après deux heures d'un match vécu intensément dans la région, correspond à une double revanche.

La première, celle d'une équipe ayant relevé le défi qui avait échappé à Metz en 1938 devant Marseille. Marcel Marchal et Charles Fosset, deux des onze héros messins de 1938, ne s'en sont pas cachés. *« C'est fabuleux. Nous sommes heureux comme si nous l'avions gagnée sur le terrain, cette coupe. »*

La seconde, celle d'une région, pour qui un tel succès est bon pour son moral. *« La victoire de Metz en Coupe de France, c'est un peu notre revanche sur la crise de l'acier »*, note un supporter en soulignant : *« C'est la première bonne nouvelle qui nous vient de Paris depuis longtemps. »*

Le retour de la Coupe de France en Lorraine, six ans après la victoire de Nancy, a été fêté par de très nombreux supporters messins, habituels ou occasionnels, brandissant drapeaux et banderoles, aux cris de : *« On a gagné ! »*. Les concerts de klaxons et les pétards de la victoire ont retenti tard dans la nuit. Durant plusieurs heures, les rues du centre de la ville de Metz ont été complètement bloquées par des supporters en liesse.

Samedi soir, la municipalité messine organise une réception en l'honneur des joueurs, qui, pour la première fois dans l'histoire du Club, ont gagné la Coupe de France.

JEAN-LOUIS THIS.

M. Pebeyre retrouve sa place à la Fédération française de rugby

Le Conseil d'État a donné raison, le 11 mai, à M. Elie Pébeyre, ancien vice-président de la Fédération française de rugby, dans le procès qui l'opposait à la FFR. M. Pébeyre a obtenu l'annulation des mesures de « suspension *sine die* » puis de radiation que les instances dirigeauntes avaient prises à son encontre, le 5 septembre 1981 et le 18 novembre 1982

Ces sanctions faisaient suite au conflit qui s'était élevé en 1980 entre M. Pébeyre, alors chargé de la sélection des joueurs, et le président de la Fédération, M. Albert Ferrasse. Accusé par ce dernier, dans un article de presse, d'avoir *« tout raté »* et d'avoir notamment provoqué la défaite de l'équipe de France contre la Roumanie, M. Pébeyre avait répliqué en intentant une action en diffamation contre M. Ferrasse et en distribuant aux membres dirigeants de la Fédération un communiqué dénonçant *« le despotisme du président »*. C'est cette initiative qui provoqua sa suspension puis sa radiation, pour *« atteinte à la bienséance »*.

Le Conseil d'État, saisi par M. Pébeyre, a estimé que ni la déclaration faite par l'intéressé, à la suite des vives critiques portées en public contre lui, ni l'initiative de saisir le tribunal de grande instance d'une action en diffamation, *« qui s'analyse comme l'exercice d'un droit appartenant à tout citoyen »*, n'étaient de nature à justifier légalement une sanction disciplinaire.

M. Pébeyre se retrouve donc membre de la Fédération. Il pourra, avec ses autres collègues de la Fédération, y méditer le jugement du tribunal de grande instance de Paris, qui, statuant en 1982 sur le procès en diffamation, a estimé que *« si à l'ombre du bouclier de Brennus les combats sont rudes et implacables, la fraternité d'armes reste au-dessus de la mêlée et impose à tous de taire leurs querelles personnelles pour le triomphe de leur idéal »*.

Nouveau report du procès opposant deux conseillers RPR de Paris

Le procès en diffamation intenté par M. Pierre Dangles, conseiller de Paris RPR, à M. Yves Lancien, lui aussi conseiller de Paris et député RPR, qui l'avait mis en cause le 16 octobre 1983 en déclarant qu'il s'était fait verser une somme de 5 000 francs par un habitant du XIVe arrondissement qui demandait à être relogé, n'est pas près de donner lieu à un débat judiciaire public.

Renvoyé, le 23 février, en raison d'une absence de M. Lancien, en mission parlementaire à l'étranger, il a été interrompu vendredi 11 mai, date prévue pour qu'il soit plaidé, par un jugement de sursis à statuer qu'a prononcé la 17e chambre correctionnelle de Paris présidée par M. Emile Cabié.

Cette décision a un double motif. D'une part, Me Bertrand Courteaud, avocat de M. Lancien, avait fait valoir que son client avait déposé une plainte contre X pour subornation de témoin et faux en écritures privées, après avoir eu communication des documents produits par M. Dangles à l'appui de son offre de contre-preuves. D'autre part, à la demande de M. Cabié, Mme Bernard, représentante du ministère public, avait confirmé qu'une enquête préliminaire avait été demandée par le parquet concernant les faits mêmes de corruption dénoncés par M. Lancien.

Le tribunal, après avoir entendu Me Hervé Cren, avocat de M. Dangles, qui s'opposait à un renvoi de l'affaire, tout en constatant que la plainte contre X et l'enquête du parquet ne commandaient pas un sursis à statuer obligatoire tel que le prévoit l'article 35 de la loi sur la presse, a estimé cependant qu'il *« n'est pas interdit de surseoir à statuer dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice »*. Son jugement précise que ce sursis sera maintenu jusqu'à ce qu'interviennent des décisions définitives, aussi bien sur la plainte contre X, avec constitution de partie civile déposée par M. Lancien, que sur les suites de l'enquête préliminaire demandée par le parquet.

J.-M. Th.

En bref

La comète de Halley clignote

La comète de Halley, dont le retour à proximité de la Terre a lieu tous les soixante-seize ans (le prochain passage est pour 1986), est soumise à une variation rapide de luminosité. Cette observation « surprenante » pour les astronomes vient d'être faite par une équipe de l'Institut national d'astronomie et de géophysique du CNRS grâce au grand télescope installé par le Canada, la France et Hawaï sur le sommet du volcan Mauna-Kea (Hawaï).

L'étude détaillée de ce phénomène devrait aider à mieux comprendre la comète de Halley, que cinq sondes spatiales automatiques — deux franco-soviétiques, une américaine, une européenne et une japonaise — iront observer de près au début de 1986.

Le gouvernement tente d'apaiser le mécontentement des internes

Les internes en médecine de Paris seront reçus *« par les conseillers des ministres concernés »*, le lundi 14 mai, annonce-t-on au ministère de l'éducation nationale. Les internes de Paris avaient déposé un préavis de grève administrative à compter du 15 mai (*le Monde* du 11 mai), pour protester contre la diminution du nombre de postes de chefs de clinique qui leur seraient offerts.

A ce propos, on indique au ministère de l'éducation nationale que *« les engagements pris au printemps 1983 vis-à-vis des internes des hôpitaux seront strictement respectés. Leurs possibilités d'accès au clinicat seront maintenues, le nombre d'emplois de chefs de clinique ne diminuant que parallèlement à la baisse progressive du nombre d'internes des centres hospitalo-universitaires en fin d'internat »*. Le ministère ajoute que *« les internes nouveau régime seront affectés soit sur des postes progressivement libérés par les internes des centres hospitalo-universitaires, soit sur des postes créés dans les services à fort encadrement et ayant exprimé des besoins supplémentaires en internes »*.

Séisme en Italie : trois morts

Le nouveau séisme qui a secoué, vendredi 11 mai, l'Italie centrale et méridionale, a fait trois morts et des dizaines de blessés. Bien que l'ampleur des dégâts ne soit pas connue avec précision, les premières équipes de secours ont pu constater que de nombreuses constructions étaient fissurées. Aussi a-t-on décidé d'évacuer les quelque sept mille cinq cents habitants des quatre villages les plus touchés : Castel di Sangro, Pescocostanzo, Scontrone et Civitella Alfedana.

Ce nouveau tremblement de terre porte donc à trois le nombre des séismes qui ont ébranlé l'Italie en moins d'un mois et ont fait près de vingt mille sans-abri dont la situation est aggravée par les pluies de ces derniers jours.

Fin de l'information judiciaire sur l'affaire Baudet

M. Jean-Louis Baudet a déposé une plainte en diffamation et une autre pour violation du secret de l'instruction, *« en raison de la campagne dont il est l'objet depuis plusieurs mois »*, a indiqué, vendredi 11 mai, son avocat, Me Henri Leclerc.

Incarcéré depuis le 19 novembre 1983, M. Baudet, docteur en sciences économiques et journaliste à la *Documentation africaine*, est inculpé de recel de vols, recel de documents administratifs falsifiés, infraction à la législation sur les armes et les munitions et détention illégale de substances destinées à entrer dans la composition d'un explosif. Certains journaux avaient fait état récemment d'accusations de juges d'instruction italiens sur les liens supposés de Jean-Louis Baudet avec les Brigades rouges. Me Leclerc n'a pas précisé contre quel organe de presse M. Baudet avait porté plainte.

M. Jean Zamponi, le juge parisien chargé d'instruire les faits reprochés à M. Baudet, vient de terminer l'information. Le dossier doit être maintenant transmis au parquet et M. Baudet pourrait comparaître devant le tribunal correctionnel fin juin ou début juillet.

DEUX ACCIDENTS D'AVION

Un prototype du Mirage-2000 dans les Bouches-du-Rhône...

Le deuxième prototype de l'avion Mirage-2000 de défense aérienne, aux couleurs de son constructeur, la société Dassault-Breguet, s'est écrasé, mercredi soir 9 mai, à l'atterrissage, à 300 mètres environ de l'entrée de la piste du centre d'essais en vol d'Istres (Bouches-du-Rhône), a-t-on appris vendredi. Son pilote, le chef-pilote d'essai du constructeur, M. Jean-Marie Saget, a pu faire fonctionner son siège éjectable et il est indemne. L'avion est partiellement détruit.

Selon la société Dassault-Breguet, le Mirage-2000-02 effectuait des essais d'emport de charges extérieures sous ses ailes. C'est probablement à la suite d'une baisse temporaire de la poussée de son réacteur, conçu par la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), que l'avion s'est écrasé à Istres. Cette chute de la poussée du réacteur serait consécutive à un problème de pollution du carburant, selon les premiers éléments de l'enquête.

Le Mirage-2000 est le nouvel avion de combat de l'armée de l'air française. Le premier prototype, le Mirage-2000-01, a fait son premier vol le 10 mars 1978. C'est le premier accident d'un appareil de ce type. Le Mirage-2000, qui doit entrer en service opérationnel le 2 juillet prochain sur la base aérienne de Dijon, a été commandé par l'Egypte, l'Inde et le Pérou.

...et un Jaguar dans le Gard

Un avion de chasse Jaguar de l'escadron de chasse 4/7 Limousin basé à Istres (Bouches-du-Rhône) s'est écrasé, vendredi 11 mai, dans une région inhabitée située à l'ouest de la ville d'Uzès (Gard). Le pilote, qui effectuait une mission d'entraînement, a pu faire fonctionner son siège éjectable. Une enquête est en cours pour déterminer les causes exactes de cet accident.

45 000 signatures pour la peine de mort

Une pétition réclamant le rétablissement de la peine de mort pour les meurtriers d'enfants, qui a recueilli 45 000 signatures en Lot-et-Garonne, a été remise le 9 mai à Agen au commissaire de la République par une délégation de mères de famille. Dans cette délégation se trouvait la tante de Magali Forabosco, sept ans, de Colayrac (Lot-et-Garonne) disparue le 27 janvier, dont le corps avait été retrouvé le 12 février. La fillette avait été violée et vraisemblablement étranglée.

M. Jean François-Poncet, sénateur de Lot-et-Garonne (gauche démocratique) avait présenté le 16 février un projet de loi demandant le rétablissement de la peine de mort pour les meurtriers d'enfants.

Le haut comité de l'environnement et le TGV-Atlantique

Réunis le 10 mai à Paris, sous la présidence de Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État à l'environnement, les membres du haut comité de l'environnement ont examiné une série de dossiers relatifs à la conservation des espèces et des milieux naturels.

A propos du projet de construction du TGV-Atlantique, ils ont *« vivement regretté les lacunes et les zones d'ombres »* de l'étude d'impact. Le haut comité ne se satisfait pas de la promesse de la SNCF de poursuivre cette étude *« une fois l'utilité publique déclarée »*. Il y a là, estime le comité, *« une contradiction flagrante »* avec l'esprit de la loi qui veut que l'étude d'impact serve au contraire à *« modifier en profondeur le processus de décision »*, d'un projet.

L'image d'un homosexuel qui ne l'est plus

Tous les exemplaires d'un numéro du mensuel *Homophonies* devront subir une modification. Saisie en référé, Mme Geneviève Angibault, vice-présidente du tribunal de Paris, a ordonné, le 11 mai, au Comité d'urgence antirépression homosexuelle (Cuarh) — qui l'édite — et à M. Gérard Maison, directeur, de faire supprimer la partie droite de la couverture. Il s'agit de la photo d'un jeune marin prise il y a une quinzaine d'années. L'intéressé était à l'époque homosexuel, mais depuis, il s'est marié et est devenu père de famille.

Il estime que cette publication, faite sans son autorisation, lui cause un préjudice irréparable. Mme Angibault a été de cet avis.

Société

Raser l'îlot Chalon : et après ?

(Suite de la première page.)

Les ouvriers muraient certains bâtiments et la rue n'appartenait plus qu'aux CRS et aux huissiers. Un maigre espoir revenait chez les grossistes sénégalais du passage Brunoy, dont le commerce de bijoux s'est effondré depuis l'arrivée de la drogue en 1983. *« J'ai été obligé*, explique l'un d'eux, *de fermer un de mes trois magasins, beaucoup de mes vendeurs, dont les gains ne dépassent guère 1 500 F par mois, ont choisi la vente plus lucrative de l'héroïne. »* Il en appelle à la France qui *« ne peut pas tolérer une telle situation »*.

L'abcès de fixation devrait, d'ici à deux ans, être totalement résorbé. Le fléau du trafic de drogue, responsable désormais, d'après le parquet de Paris, de la moitié de la petite et moyenne délinquance, aura-t-il pour autant reculé ? Les spécialistes en doutent largement. Ils sont en effet unanimes à approuver la politique d'assainissement ainsi entreprise dans l'est parisien, mais unanimes aussi à douter de son efficacité réelle. Le docteur Claude Olievenstein, responsable du centre médical Marmotan, résume bien le sentiment général : *« Cette rénovation*, dit-il, *est à la fois indispensable et inutile. »*

Indispensable avant tout, semble-t-il, au niveau des grands principes, d'une philosophie de la marginalité. On est loin en France du « modèle » new-yorkais où des quartiers entiers sont voués à la misère et à la drogue. La France ne veut pas admettre la constitution de ghettos qui seraient autant de zones de non-droit. *« Il ne peut y avoir de tolérance de fait »*, déclare un juge d'instruction. *« Un semblable supermarché de la drogue au centre de Paris en 1984*, affirme un substitut, *c'est vraiment trop énorme »*. *« La chasse aux trafiquants*, déclare M. Perriez Franck, responsable de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, *doit se faire tous azimuts, on ne peut admettre la constitution de ghettos et la création ainsi de deux France. »*

Des grands principes

A ces arguments de principe s'ajoutent des raisons plus empiriques : beaucoup de médecins soulignent le caractère dissuasif d'une intervention policière pour les plus jeunes et les moins atteints des toxicomanes. *« L'îlot Chalon était devenu la promenade du samedi soir du petit banlieusard »*, affirme le docteur Olivenstein.

Les opérations de police répétées, pour souhaitables qu'elles apparaissent, ne semblent pas pour autant très efficaces. Si un lieu de trafic est supprimé, d'autres se créeront très rapidement. Ainsi le coup d'arrêt récent à la vente d'héroïne aux abords du centre commercial des Quatre-temps, à la Défense, s'est soldé par un déplacement du trafic en plusieurs autres lieux tout proches : sorties de métro ou cafés. Les opération *coup de poing* à l'îlot Chalon se sont révélées de plus assez largement inopérantes : la police a déféré au parquet ces derniers temps essentiellement des étrangers en situation irrégulière, parmi lesquels beaucoup de Sénégalais. Seules les interventions sur commission rogatoire préparées par un juge d'instruction ont permis une réussite efficace. Ainsi le 18 octobre 1983, lors de la première intervention massive de la police diligentée par le parquet d'Evry, vingt-huit personnes étaient interpellées et dix sont toujours écrouées et inculpées. Encore ne s'agit-il là que d'opérations ponctuelles et difficiles qui ne mettent pas en cause à elles seules l'existence d'un abcès de fixation. La concentration des trafiquants et la régularité des habitudes des toxicomanes dans certains quartiers facilitent même le travail préalable de repérage. *« Dans tous les manuels de guerre*, affirme ce spécialiste, *mieux vaut un front que plusieurs. »*

La répression d'un trafic plus éclaté suppose une participation et une collaboration plus actives de l'ensemble des polices, brigades spécialisées ou autres. Une telle sensibilisation ne peut être que de longue haleine même si la formation, l'an dernier, dans la police, de deux cent cinquante spécialistes va dans le bon sens. Il reste beaucoup à faire : la police ne possède, pour l'instant, aucun fichier central des drogues saisies.

Des peines aggravées

La nécessité de réfléchir vite aujourd'hui à l'amélioration de la lutte contre la drogue est ressentie vivement au parquet de Paris. Encore que la définition d'une telle politique pénale dépende des moyens mis en œuvre, et donc d'une réelle volonté politique. Si les trafiquants sont condamnés plus lourdement, place doit leur être faite dans des prisons déjà surpeuplées. Si les dealers, à plus de 80 % des étrangers et la plupart en situation irrégulière, doivent être reconduits à la frontière, encore faut-il des policiers pour les y emmener : 20 % actuellement des décisions d'interdiction de séjour ne sont pas, de source officielle, exécutées faute de moyens.

La tentation est forte pourtant, chez de nombreux magistrats, d'alourdir les peines. D'ores et déjà, un tout petit trafiquant, pris à Paris en flagrant délit de *« provocation à la vente de stupéfiants »*, est condamné depuis quelques mois à trois ans de prison, alors que, traditionnellement, il risquait, devant la chambre spécialisée, cinq à six mois seulement pour vente. *« Un dealer en prison* — explique ce magistrat, — *ce sont des dizaines de délits en moins. »* Tel groupe de jeunes toxicomanes de l'Essonne s'est rendu effectivement coupable, en quelques mois, de quarante-cinq cambriolages et cent quarante vols à l'arraché pour l'achat quotidien de 3 à 4 grammes d'héroïne à 500 ou 600 F le gramme.

Raser l'îlot Chalon : et après ?

NICOLAS BEAU.

Cannes

XXXVII° FESTIVAL

Remous
à la première projection
de Fort Saganne,
le film d'Alain Corneau.
Applaudissements
et rires.
Certains se lassent
des paysages sahariens,
ne prennent pas
au sérieux
les amours
de Gérard Depardieu
et de Catherine Deneuve,
qui – pudeur
ou prudence – ne dévoile
rien de son corps
et garde
son glamour
jusque dans ces ébats
les plus échevelés.
Mais c'est peut-être
pour cause d'impudeur
que la Femme publique
de Zulawski
va provoquer
des remous.
S'ils sont aussi violents
que le film,
la séance unique –
ce samedi
à 23 heures – risque
d'être animée.
Une heure plus tard,
autre séance unique,
pour un
opéra-rock hongrois,
historique de plus :
Etienne-le roi.
Ici à l'Ouest,
on a des préjugés
à l'égard du rock
quand il vient de l'Est.

SOIRÉE SRF-PERSPECTIVES

« LA FEMME PUBLIQUE », d'Andrzej Zulawski

Les images déboulent, splendides, sans répit

Une fille marche dans Paris. Elle *porte une robe courte fendue sur les* cuisses et qui tient à peine aux épaules, des bottines qui dégagent les mollets. Elle marche à grands pas conquérants, elle est belle. Elle ne voit pas les murs malades des ruelles équivoques ni les vitrines encrassées des bistrots à clochards. Elle ne regarde rien, rien d'autre qu'un ciel vide sur lequel son avenir reste à écrire. elle est jeune.

Elle danse pour un homme qui la photographie et lui donne de l'argent. Elle danse nue, ramasse son corps, l'étire, comme une sportive avant l'action, comme pour s'oublier avant d'obéir à la musique, à l'œil voyeur qui se dissimule derrière l'objectif. S'oublier, n'être plus que ce corps adonné au mouvement, au *balancement d'un rite primitif* retrouvé. Elle s'appelle Ethel – c'est Valérie Kapisky – et veut devenir « femme publique », comédienne. L'histoire ne dit pas pourquoi. Mais en la voyant avec son père, traîne-misère balafré, ou avec sa mère dépressive, on pense qu'elle aspire à s'évader. Surtout, elle est portée à être comédienne : elle est à la fois dense et disponible, émotive et indif*férente.* Elle se laisse *complaisamment* manipuler, et sort intacte de *toutes les* épreuves.

Rien n'est jamais linéaire chez Andrzej Zulawski. Dans la *Femme publique,* de même que dans *la Dernière partie de la nuit, l'Important c'est d'aimer,* ou *Possession,* il accumule les intrigues multiples reliées par des ligaments sensibles. *Il* pousse les personnages dans des situations fantasmagoriques, les lance à la poursuite de leur reflet, *les met brutalement face à un visage* qui pourrait être le leur et qui s'efface, les laissant en proie à des terreurs viscérales. Des personnages en perte – ou en quête d'identité. Normal ici, ce sont des gens de spectacle.

Des gens de spectacle aux racines incertaines. Ethel ne sort pas d'une famille sécurisante. *Elle rencontre* Kesling – Francis Huster, décoloré, – metteur en scène mi-tchèque, mi-français, qui a fait sa carrière en Allemagne. Sur un coup de foudre il l'engage pour tourner dans *les Possédés.* Il la bouscule, l'humilie, la trouve bonne maîtresse et mauvaise comédienne, la rejette. Il est suivi et *poursuivi par Milan – Lambert* Wilson, – jeune exalté, exilé tchèque. *Une sorte de prince Muichkine qui* fait la plonge pour survivre. Entre lui et Kesling existe une solide complicité haineuse, le souvenir d'une femme – une actrice, – morte sans doute, *et à qui* Ethel *tentera de* s'identifier.

Glisser, par désarroi

Elle décide ce glissement, par désarroi. *Pour s'arracher* à Kesling, se faire aimer de Milan. Et aussi par jeu, pour compenser son échec de comédienne. Elle fait ses classes, en somme, en compagnie d'un homme qui joue *les Possédés* au naturel : Milan tire sur l'archevêque de *Lithuanie en visite* à Paris. *Les raisons* qu'il donne de son acte sont rocambolesques, *mais pas plus,* en définitive que les péripéties de l'attentat contre le pape, en 1981, et quelques jours plus tard, *Possession* était présenté à Cannes, dans la sélection officielle, d'ailleurs.

Ici, l'archevêque ne réchappe pas à l'attentat, dont le film est diffusé à *la télévision.* On aperçoit *la main du* tueur, et Kesling parmi les témoins. Sans doute surveille-t-il l'opération, mais il ne la dirige pas. Elle est commandée par une autorité lointaine, abstraite, qui se manifeste à travers de grosses voitures aux phares obliques, aux yeux de diable, dont les occupants demeurent invisibles... Manière pour Zulawski de dire une crainte paranoïaque, kafkaïenne et *finalement* très « *Mittel-Europa* », d'un pouvoir insaisissable, implacable.

Dans les mains de ce pouvoir, il y a les artistes. Et Kesling se contente de diriger l'hystérie calculée de son cinéma dostoïevskien. Il est metteur en scène : ordonnateur d'une frime avec *laquelle il essaie désespérément* de composer une œuvre – la sienne – en se servant d'une histoire qui ne lui appartient pas. Il exaspère jusqu'à se laisser déborder par elle, *la vérité de sa fureur* contre les maladresses d'Ethel, sa créature qui lui échappe tout bêtement. *Il* est metteur en scène-acteur : dévoreur se dévorant lui-même, s'écoutant trouver la sincérité d'une réplique, tout en calculant la durée de la séquence, poussant ses comédiens aux maximum de leurs tics jusqu'à saturation, jusqu'à ce que leur seule porte de sortie soit une authenticité *oubliée, ignorée.*

Un prestidigitateur pervers

Tout le film, c'est ça : la poursuite de sincérités perdues de vue, qui jouent avec des doubles, triples, quadruples langages, avec des peurs, elles-mêmes masquées, déguisées en recherche de Dieu, *en foi dans l'art,* en amour absolu. C'est l'idée de *l'amour que se fabrique* Milan, c'est l'angoisse qui ronge Kesling pendant qu'il disserte sur le cinéma d'auteur. Attitudes qui correspondent à certaines de leurs sincérités. Attitudes qui les dédouanent, les mettent hors d'atteinte. Seulement, au-dessus d'eux, il y a ce pouvoir auquel les relient des contrats plus ou moins nauséabonds. *Et entre eux, il y a* l'insondable mystère d'une enfant en train de devenir « femme publique », Ethel, qui va de l'un à l'autre, du diable à l'ange... Mais il s'agit encore de clichés, d'une imagerie trompeuse que Zulawski fait virevolter, comme dans un tour de cartes.

Prestidigitateur pervers, Zulawski *lance ses personnages contre des* miroirs opaques, les projette dans des tunnels sans haut ni bas, dont ils émergent déboussolés, au jour terne d'un paysage trop banal pour n'être pas menaçant. Le film avance en zigzag – et ce ne sont pas des *pirouettes pour se débarrasser d'un* cauchemar : les écarts de Zulawski débouchent sur une ironie morbide. Le film avance en spirales qui se perdent – de toute façon la ligne droite est exclue. Les images déboulent, splendides, insolites, sur un rythme convulsif et sans une seconde de répit, jamais. Le film *mitraille des giclées ininterrompues* de questions, d'émotions jusqu'à la fin.

Les acteurs viennent saluer, comme au théâtre, sur fond d'avenue très fréquentée. Ce n'est pas un clin d'œil, plutôt une façon d'ins*crire le mot* « *fin* ». *Une mise au* point tout aussi ambiguë que le reste du film.

Les acteurs se sont révélés sinon authentiques, sincères – après tout *quelle importance ? – mais ils sont* surtrtout allés au plus loin d'eux-mêmes. Francis Huster, lisse et ravagé, le visage passé au blanc, l'œil agrandi, brûle. Valérie Kaprisky, agressive et passive, éclate, elle est stupéfiante de beauté, de sauvagerie vitale. Les acteurs saluenet avec gravité pour dire : « *Nous vos avons raconté une histoire vaste et torturée, à double, à triple, à quadruple fond... Nous avons terminé, à vous de jouer maintenant !* »

COLETTE GODARD.

RENCONTRE AVEC VALÉRIE KAPRISKY

Une jeune fille pure en pantalon de cuir

« Vouloir être actrice : quel est ce désir ?

– Je ne sais pas . Je le veux, mais je ne sais pas pourquoi. J'ai réalisé sur le film de Zulawski que je ne voulais rien faire d'autre, c'est déjà un point.

– *Comment ce film a-t-il pu vous donner cette certitude ?*

– Le tournage m'a passion*née, même dans les moments de* plus grande douleur.

– *Qu'est-ce qui vous passionnait ?*

– Jouer.

– *Quelle est l'énergie mentale qui vous a donné votre énergie physique ?*

– Vouloir être actrice, vouloir être différente peut-être.

– *Différente ?*

– Différente, c'est tout.

– *Comment peut-on supporter de vivre ou simuler de vivre au cinéma des situations qu'on évite dans la vie, parce qu'elles sont intolérables ?*

– Ces situations, on les refoule à l'intérieur profondément, elles vous rongent et vous poussent au mensonge. Là on ne ment pas. Quand on a un sentiment, on *le sort. Zulawski veut que ses* acteurs montrent tout. On parle *de démesure, mais c'est une réalité.* Dans le film tout est plus réel que ce qu'on vit dans la vie. Eviter de vivre, les gens ne font que ça sans cesse. Je me demande pourquoi ils recherchent tous le bonheur... Vous parliez des moments de souffrance ?

– *Ils sont tous de souffrance dans ce film, non ?*

– Non, il y a beaucoup de scènes d'amour, de bonheur et *d'humour... Il est difficile de* reconnaître le bonheur sans avoir connu la souffrance et la douleur. Il faut passer par un certain stade de lucidité pour apprécier une seconde de bonheur qui passe. Ceux qui se laissent anesthésier *dans la monotonie, on leur dit :* étouffez vos sentiments, étouffez vos sensations, et *ils* l'acceptent. Ils sont devenus aveugles, moi je préférerais vivre moins longtemps mais vivre un bonheur à fond plutôt que de vivre moyennement. Je crois que c'est pour cela que le cinéma m'exalte.

– *Comment vous voyez-vous dans le film ?*

– Au début je ne regardais que moi, j'étais coincée dans mon fauteuil, attentive aux moindres détails des choses que je faisais. *Puis j'ai réussi à prendre une distance* et à voir le personnage et le *film dans leur intégrité. C'est à ce* moment-là que j'ai découvert de l'humour.

– *Vous vous reconnaissez sur l'affiche ?*

– Je reconnais Ethel, oui. Je trouve cette affiche très ambiguë : elle montre une fille à moitié nue, mais avec un air d'animal traqué. On en oublie la nudité.

– *Comment définiriez-vous les notions de pureté et d'obscénité ?*

– La pureté se rapproche de la sincérité. Je crois que le mensonge, c'est l'obscénité. Au cinéma, quand on se rend compte qu'un acteur ment, ça devient tout à fait vulgaire et dégoûtant. Si on a l'impression que ce qu'il fait est obscène, s'il est sincère, il *en devient touchant, il se purifie* dans sa croyance. Ce n'est pas l'acte qu'on peut juger obscène ou pur, je crois que c'est la manière de faire.

– *Qu'est-ce que vous avez donné, qu'est-ce que vous allez recevoir ?*

– Je donne avant de recevoir et de savoir si je vais recevoir. C'est comme faire une déclaration d'amour les yeux bandés, sans *voir ni tester la personne à qui* l'on se déclare. On se met à nu devant le public. Je m'offre aux spectateurs, je suis ouverte, sans défense et je me donne. Je n'ai pas le droit de me protéger. Les autres, en retour..., j'aimerais *qu'ils reconnaissent seulement* que je leur ai donné quelque chose, de l'amour ou une certaine émotion, ce serait suffisant. Le problème est qu'ils sont tout à fait libres de me détester, de me piquer et de me faire du mal. J'ai *pris ma responsabilité. J'espère* qu'ils seront tolérants, qu'ils seront touchés par le risque.

– *Comment supportez-vous cette analogie qu'on peut faire entre le métier d'actrice, surtout au stade de votre carrière, et la prostitution en ce qu'ils sont tous deux des marchés du corps ?*

– La différence essentielle entre l'actrice et la femme qui *vend son corps, c'est que l'actrice* ne vend pas, elle donne. Aucun contrat ne stipule que le public devra aimer cette fille. Si la prostituée échange son corps contre quelque chose, l'actrice avant tout offre ou échange son âme *plutôt. Il est plus important pour* l'actrice qu'on dise qu'elle est belle à l'intérieur plutôt qu'à l'extérieur. Une prostituée ne voudra jamais que l'on sache ce qu'elle a à l'intérieur : c'est sa revanche contre ceux auxquels elle se livre et qui lui soumettent leurs fantasmes. Le propre de *l'actrice est de se faire aimer à* l'intérieur. Le reste n'est qu'un costume.

Propos recueillis par
HERVÉ GUIBERT.

EXTÉRIEUR NUIT

Le loubard et la star

« *Vous touchez combien pour faire de la figuration ?* » Le loubard dans la *rue repose sa question,* vendredi, à quelques « VIP » quittant, dans les bousculades, le Palais du Festival après la soirée d'ouverture. « *C'est vraiment votre petite amie ou elle vous sourit sous contrat ?* »

L'imbécile ! Il veut ignorer, pour amuser ses copains, ce qu'une participation à la cérémonie inaugurale du Festival peut parfois coûter d'efforts, d'humiliations, combien *certains payeraient de leur* personne, pour le privilège de ce défilé de smokings entre les barrières métalliques et les rangs de CRS menant au grand escalier d'honneur.

Le millier de professionnels du cinéma ou de simples chanceux jouent bien les utilités avec des têtes qui ne disent rien à la foule, des visages de femmes qui n'ont ja*mais tourné dans un film, mais* c'était pour leur plaisir, tout à fait volontairement. En vertu même d'une mystérieuse nécessité : il y a en effet de l'électricité dans l'air, une *somme* d'énergie considérable mais très contrôlée, dissimulée derrière les masques blasés, détendus. Ces vedettes américaines qui se marchent sur les pieds pour apercevoir Depardieu et Deneuve totalisent sans doute toutes les ambitions du septième art et quelques rêves de starlettes. Le cinéma passe ses troupes en revue dans son enclos le plus prestigieux, et c'est là, *entre* les palmiers et la mer, le palais et la rue, sous les lumières crues et les flashes des photographes, que tout se joue. Le loubard ironique ne peut *pas mesurer le* poids de ces victoires sur le sort cinématographique.

Jamais sans doute, au dire des connaisseurs, le Festival n'aura autant suscité d'envie que cette année. Plus *de trois mille journalistes,* un marché du film boulimique, six chaînes de télévision américaines. Beau succès, *surtout* belle *revanche* sur ces « majors » boudeuses qui prétendaient depuis deux ou trois ans rapatrier outre-Atlantique les fastes publics du cinéma. Cannes triomphe avec modestie, parce qu'elle se sait indétrônable par les oscars ou le film-market de Los Angeles.

Même *le* bunker, ce palais lourdaud, est parvenu à s'humaniser, à prendre quelques belles manières, et ses pentes *de béton ocre offraient* vers 23 h, vendredi, une toile de fond acceptable au charme de Sophie Marceau.

« *C'est vous la star ?* » Les *copains du loubard* dénigreur s'écroulent de rire en lançant à des inconnus les noms d'illustres absents. « *Sophia Loren ? Brando ?* » Cette fois le bougre touche juste. Les stars, *plus encore que l'an* dernier, vont manquer aux soirées officielles. Le Festival a pris une orientation plus laborieuse que spectaculaire. Ses activités se sont faites plus *discrètes. Le* cinéma de demain se prépare désormais dans les sous-sols du palais ou à l'abri des regards indiscrets dans des suites de palaces.

D'entrée, la rue brûlait sans doute vendredi sa plus belle *émotion* avec la présentation de *Fort Saganne.* Depardieu, Marceau, Noiret, Deneuve sont restés de longues minutes offerts aux photographes et à la foule, en haut *de leur* escalier. Pour la gloire du film d'Alain Corneau, applaudi dans la salle quelques minutes plus tôt, mais aussi par une sorte de réflexe de solidarité professionnelle. La confrérie des stars aura cette année peu de représentants sur la Croisette. Jacqueline Bisset peut-être, Robert De Niro, le Festival ne pourra guère plus pour le plaisir des yeux. Le loubard va pouvoir se faire les dents. « *Sophia Loren ? Brando ?* »

PHILIPPE BOGGIO.

QUINZAINE DES RÉALISATEURS

« MÉMOIRES DE PRISON », de Nelson Pereira Dos Santos

Brésil, le second départ

Deux films brésiliens marquent cette année à Cannes le renouveau d'une industrie qui semble vouloir repartir du bon pied après la dictature des généraux dans les années 60-70 : Mémoires de prison, *de Nelson Pereira dos Santos, le toujours jeune « père fondateur » du cinéma brésilien qui précéda Glauber Rocha (il l'aida à monter son premier film* Barravento*), et* Quilombo, *de Carlos Diegues. Deux projets que les cinéastes portaient en eux depuis plusieurs années et que seule l'évolution politique récente a permis de matérialiser.* Quilombo seul *sera présenté à la fin du Festival, dans la compétition. Il aurait été courageux d'y inscrire le film de Nelson Pereira dos Santos, mais la longeur de* Mémoires de prison, *trois heures —* Fort Saganne *dure aussi trois heures — a paru rédhibitoire aux sélectionneurs.*

Né en 1928 à Sao-Paulo, Nelson Pereira dos Santos est une de ces personnalités phares qui traversent l'histoire de leur pays et de leur cinéma, comme il s'en trouve quatre ou cinq dans le monde, citons-les bien clairement : Lindsay Anderson en Grande-Bretagne, Alain Tanner en Suisse, Ousmane Sembène au Sénégal. Par eux tout commence, les questions essentielles sont posées (avec une différence fondamentale, pour le Brésil : on ne peut séparer l'auteur de *Vidas Secas*, de son cadet Glauber Rocha).

Dès 1955, dans son premier travail, Rio 40 degrés, Nelson Pereira dos Santos part à la découverte de ce qui est encore la capitale brésilienne, d'un petit monde populaire et multiforme; un peu à la manière du néo-réalisme italien encore tout proche. Il entre en cinéma juste après l'échec de l'aventure de la Vera Cruz à Sao-Paulo, cette tentative unique d'importer d'Europe un bataillon de techniciens et cinéastes, conduits par Alberto Cavalcanti, lui Brésilien d'origine mais fixé sur le Vieux Contitent de longue date. L'échec économique et artistique sera total.

Les cinq du cinema novo

Ils sont cinq au départ à avoir réuni leurs forces pour essayer de créer autre chose, de renverser le courant : cinq noms dont nous suivrons la carrière au cours des vingt années à venir, *Glauber Rocha*, Carlos Diegues, Paulo Cézar Saraceni, Leon Hirszman et Joaquim Pedro de Andrade. *Le mouvement* s'est dessiné à la fin des années 50, a explosé vraiment avec l'apparition de *le Dieu noir et le Diable blond.* Joaquim Pedro de Andrade, de passage en Europe début 84 à l'occasion de l'hommage que lui rendit le Film international de Rotterdam, s'est expliqué avec sa compatriote Rachel Monteiro sur ces débuts : « *Quand nous avons commencé à faire du cinéma, nos préoccupations étaient d'ordre social et politique, en plus de l'esthétique et de l'éthique. Comme nous avions peu de moyens, il y avait une adéquation entre cette absence de moyens et nos ambitions qui étaient immenses, même si cela peut paraître contradictoire. Pour nous, ce qui comptait, c'était de retourner aux caméras, de les braquer sur le Brésil, au lieu de créer un monde artificiel et fantaisiste, à l'image de ce qui était en vogue alors dans le cinéma.* »

A la même époque, Joaquim Pedro de Andrade tourne un petit chef-d'œuvre, *Couro do gato (Peau de chat)*, primé en 1962 au Festival du cinéma d'Amérique latine par un jury que présidait Joris Ivens. Des enfants chassent les chats, qu'ils tuent pour, avec leur peau, confectionner des tambours. Paulo Cezar Saraceni, qui a étudié au Centro Sperimentale de Rome, tourne un autre court métrage, *Arraial do cabo*, sur une communauté de pêcheurs. Le regard est celui de Rossellini, très détaché et très précis, le travail de la pêche devient sa propre morale.

Toujours à la même époque, 1962, Ruy Guerra qui n'a jamais vraiment appartenu au groupe, tout *en le fréquentant*, choque Rio-de-Janeiro et l'archevêque local avec *Os cafajestos*, long métrage tourné avec *quatre sous*. C'est *un* triomphe populaire. *Le Dieu noir et le Diable blond* lance soudainement le jeune *cinéma brésilien*, devenu le *cinéma novo*, sur le marché mondial.

L'année 1964, celle du coup d'Etat et de la prise du pouvoir par les militaires devait briser net cet élan, et pourtant le travail de création *d'un cinéma authentiquement* brésilien va se poursuivre, avec trois films qui chacun témoignent dans un style très personnel de l'engagement des auteurs : *O desafio (le Défi)* de Paulo Cezar Saraceni, *Macunaima* de Jaoquim Pedro de Andrade et *Terre en transes* de Glauber Rocha. *O desafio* est présenté au Festival international de Rio-de-Janeiro en 1965, rencontre un certain écho ; il sera sélectionné un peu plus tard à la Semaine de la critique du Festival de Cannes, et finalement autorisé sur les écrans brésiliens.

Saraceni décrit la liaison d'un intellectuel brésilien, fortement secoué par les événements politiques qui viennent d'affecter son pays, et d'une jeune femme bourgeoise mariée à un industriel. Saraceni, cousin germain du jeune Bernardo Bertolucci, son ami, celui de *Prima della rivoluzione*, clame le déchirement de l'artiste face à une situation apparemment sans issue.

Un peu plus tard, en 1965, *Joaquim Pedro de Andrade réalise son* film le plus célèbre, *Macunaima*, dont on nous promet prochainement la ressortie *sur nos écrans*, ouvrage surréaliste, portrait du héros apparemment sans caractère : « *La répression commençait à triompher*, déclare aujourd'hui le metteur en scène, *et les héros qui se présentaient étaient le plus fréquemment morts. On discutait de l'efficacité du régime, de l'action suivie par les militants, pour savoir si la lutte armée avait une chance de se réaliser ou non. Le film aborde un peu cette question de savoir ce qui serait un héros brésilien. Macunaima, selon le film, n'est pas ce héros, mais plutôt le reflet du héros roublard, celui qui arrive à « dribbler » avec les difficultés.* » On pense un peu à un brave soldat Schweyk à la brésilienne.

Terre en transes, en 1967, confronte Glauber Rocha avec la corruption du monde politique et, une fois de plus, l'impuissance des intellectuels. La situation se radicalise. Rio-de-Janeiro en 1969, quand vous y débarquez, reflète l'ordre moral, la menace policière et extra-policière rampante. Glauber Rocha s'exilera un peu plus tard, incapable de supporter un régime qui trahit le Brésil, foule aux pieds les droits de l'homme. Epoque tragique pour le pays auquel l'artiste s'est identifié, tragique pour Glauber Rocha lui-même qui ne se relèvera jamais de cet exil.

Carlos Diegues insiste : il ne convient plus aujourd'hui de tout ramener au cinéma novo, chacun suit son propre chemin. Joaquim Pedro de Andrade continuera à tourner de façon très espacée des fables adaptées des plus grandes œuvres de la littérature brésilienne, l'adaptation chez lui est, non pas simple mise en cinéma, mais affirmation d'une brésilianité irréductible à toute autre culture. Leon Hirszman se montre fidèle à son engagement marxiste avec *Sao Bernardo*, tourné au pire moment de la dictature, et, au début des années 80.

Paulo Cezar Saraceni, auquel le festival de Digne vient de rendre un hommage exceptionnel, tourne toujours des œuvres aussi subjectives, des récits romanesques délirants d'où émerge parfois, comme une excrétion naturelle, la politique : après deux ans dans les tiroirs de la censure, *Au sud de mon corps* a pu être projeté sur les écrans de Rio et de Sao-Paulo en février dernier.

Carlos Diegues est optimiste

« *Je suis optimiste*, nous déclarait Carlos Diegues avant sa venue à Cannes. *Je ne sais pas ce qui va se passer, mais je crois qu'on marche vers une direction plutôt démocratique. Et cette situation nous trouve, nous, les anciens, Nelson (Pereira dos Santos), Joaquim (de Andrade), Leon (Hirszman), dans une situation plus favorable. Nous sommes plus mûrs, plus sûrs de ce que nous voulons. C'est bien. mais plus important encore, nous assistons à l'émergence d'une jeune génération qui commence à faire ses premiers ou seconds films. Il y a eu Tizuka Yamazaki, la réalisatrice de* Gaijin *et de* Paraiba mulher macho, *ce dernier film a eu un million d'entrées au Brésil.*

Frederico Confalonieri est un jeune cinéaste de trente-cinq ans. il a été primé au dernier festival du réel à Beaubourg pour un film sur les écoles de samba qui renouvelle le genre. Il croit à l'importance de l'école documentaire *dans son pays*, mais il va bientôt tourner son premier long métrage de fiction. Son apprentissage, il l'a effectué à la chaîne de télévision O Globo : « *Un excellent apprentissage*, déclare-t-il. *Je dois tourner par semaine, en vidéo, quelque chose comme deux cent vingt minutes de fiction, soit quatre feuilletons, ou l'équivalent de deux longs métrages. je prépare* Embrigados *(j'appellerai ça en français* Ivres d'amour*), mon premier long métrage de fiction. Je veux montrer les gens normaux, savoir ce que vingt ans de dictature ont laissé dans la tête des gens.* »

Mais Confalonieri est moins optimiste que Carlos Diegues sur l'avenir du cinéma national : « *Oui, nous réalisons quatre-vingts films par an, mais nous n'avons pas de public, il n'y a guère plus de trente millions de spectateurs dans nos salles. Seuls les films qui font plus d'un million d'entrées sont rentables. La crise est considérable, les gens n'ont pas d'argent pour manger. Ils regardent la télévision comme tout le monde. Un feuilleton est vu par cinquante millions de téléspectateurs.* »

Paulo Cezar Saraceni croit à l'avenir de ce qu'il continue à appeler le cinéma d'auteur. Si vous voulez trouver de l'argent, vous en trouverez quand même ! Les jeunes s'organisent, les producteurs privés commencent à nouveau à s'intéresser au cinéma comme au temps du *cinéma novo*. Ils profitent des déductions d'impôts qui existent depuis 1970.

Les problèmes de fond soulevés par Glauber Rocha et ses amis restent toujours aussi urgents : comment créer un cinéma qui soit à la fois national et beau ? Quel est le danger de subversion par l'argent américain et les nouvelles techniques ? Paulo Cezar Saraceni bondit d'avoir appris qu'Arnaldo Jabor, un ancien de sa génération, envisage de tourner en anglais avec des capitaux brésiliens.

La France est partie prenante qui a envoyé ces jours-ci une délégation du ministère de la culture à Rio pour approfondir les contacts établis lors de la visite de Jack Lang fin 1983.

LOUIS MARCORELLES.

L'homme de lettres et la misère

Mémoires de prison est l'adaptation du *livre autobiographique* de Graciliano Ramos, un des plus grands écrivains brésiliens, dont deux romans fournirent la matière à deux films remarquables : *Vidas secas* et *Sao Bernardo* (tourné par Leon Hirszman en 1971). Ouvrage massif, difficile à adapter, dont on annonce la prochaine traduction *en français*. Nelson Pereira dos Santos a conçu le film en *deux parties bien* distinctes qu'on souhaiterait presque *voir séparées par un* entracte, comme autrefois les super-*productions* américaines, pour prendre le temps de *respirer et de mieux* ajuster ses esprits.

L'action se *déroule à la fin des an*nées 30, au moment de la dictature *de Getulio Vargas*. Graciliano Ramos, alors directeur de l'*enseignement* public dans l'Etat d'Alagoas, est *arrêté sans raison ap*parente, et va se promener d'*une pri*son à l'autre. Il découvre un univers aussi artificiel que *celui qu'il a connu* dans sa vie d'homme libre, des *gens qu'il fréquen*tait régulièrement à l'extérieur, une *bourgeoisie ne com*prenant pas bien ce qui lui arrive. Les in*sultes pleuvent en*tre les uns et les autres, certains ont visiblement des idées de gauche, quelques excités se réclament de *la droite la plus caricaturale.*

Déjà, au cours de cette première partie très substantielle, le *réalisateur donne le ton, regarde* le monde extérieur un peu comme l'écrivain lui-même, Il excelle à *sous-entendre* la *violence, resti*tue une tension morale, cette pression perpétuelle qu'exerce le *pouvoir sur ceux qu'il veut ame*ner à résipiscence. Les lieux n'ont rien de particulièrement *sinistre*, du moins ce n'est pas l'horreur *absolue*, simplement un autre monde auquel il faut s'ajuster du mieux possible.

Graciliano Ramos ne voit pas vraiment la différence avec l'univers qu'il a laissé à la porte de la *prison. Il peut recevoir la visite de* sa jeune femme, même dans l'intimité. Nous pensons qu'il va bientôt être libéré. Et puis, un jour, tout change, il est transféré au bagne, parmi les condamnés de droit commun, dans une île. Cette première partie, longue de deux heures, reste magistrale, elle fonde le film, pour donner son sens profond à la seconde partie, *une heure, que rien ne sépare de* ce qui la précède, sauf le change*ment dans l'attitude du principal* personnage.

A son débarquement *dans l'île*, Graciliano Ramos est accueilli par un geôlier noir obèse, amical, qui *lui demande aussitôt* : « *Vous êtes un prisonnier politique, pas un criminel de droit commun ?* » *Le ton est donné*, l'homme de lettres, l'intellectuel de gauche, va échouer *cette fois* en pleine misère, dans la détresse et la violence. Son regard va changer, au sens le plus immédiat, s'illuminer d'un sourire qui le portera tout au long de cette exploration de ce qui ressemble au septième cercle de l'enfer. C'est pour lui l'occasion de découvrir le peuple brésilien, ce qu'il n'a jamais connu. Il prend conscience de la réalité profonde du pays, de la souffrance, de la lutte violente pour survivre. Il se décide à écrire. Il arrive à subtiliser du papier, il commence à consigner régulièrement ses observations.

Au moment où il n'est guère plus qu'un objet, entièrement à la merci de gardes-chiourmes, et en particulier d'un gradé qui en fait son souffre-douleur, son visage s'illumine. L'acteur qui interprète Graciliano Ramos, en tout point remarquable, Carlos Verera, réussit à rendre sensible cette révélation d'un autre monde, cette affirmation de la dignité humaine et de la dignité brésilienne. Que le Festival n'ait pas jugé bon d'inscrire cette œuvre exceptionnelle dans la compétition relève d'une de ces aberrations sur lesquelles on ne cessera d'épiloguer.

L. M.

MAZUEL

NON LOIN DE LA, A NICE...

On sauve les studios de la Victorine

Avant de présider la soirée d'ouverture du festival, M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a visité, vendredi 11 mai, les studios de la Victorine à Nice, *dont le réaménagement a récemment commencé*. M. Lang, a accordé à la Victorine, *dans le cadre de son* programme d'investissements pour le cinéma, une subvention de 1,4 millions de francs, *soit le* dixième des travaux réalisés. Il a salué *« l'initiative et l'esprit de responsabilité »* de la LMT, société qui a entrepris la restructuration des studios.

La Victorine n'en finissait pas de mourir, la Victorine va ressusciter. *Le salut vient de Paris.* La société LTM (Le transformateur miniature) a réalisé 10 millions de francs de travaux dans les studios niçois et le ministère de la culture contribue, par une subvention de 1 500 000 francs à cette vaste entreprise de sauvetage (*le Monde* du 14 avril).

Tel un symbole, le couple très performant du cinéma français Belmondo-Lautner est de retour à Nice après six ans ans d'absence *(Flic ou voyou)* pour le tournage de *Joyeuses Pâques* d'après la pièce de Jean Poiret, premier contrat de la nouvelle direction LTM.

La vingtaine de techniciens qui travaillent boulevard Grinda croient dur comme fer à la relance de leur outil. LTM est le principal fabricant français de projecteurs de cinéma. C'est du solide. « *Le cinéma, ils savent ce que c'est ; pas comme les anciens gérants* » dit-on aux studios.

Et pourtant, il fallait voir l'état des lieux lorsque M. Galerne, patron de LTM, a repris l'affaire au printemps 1983 : « *C'est inimaginable ; le terrain n'avait pas été nettoyé depuis vingt ans. Il y avait 5 mètres de ronces partout ; on ne voyait même plus les cactus.* Tout ça ne faisait pas très bon effet sur les clients. Jean-Jacques Beneix projetait de tourner *la Lune dans le caniveau* à Nice : devant les lieux, il est allé à Cinecitta, à Rome.

La grande rénovation est presque terminée. On n'a pas chômé aux studios, tous les travaux étant menés à bien par les employés de la Victorine, personnel hautement qualifié comprenant tous les corps de métier : jardinier, maçon, peintre, tapissier, électricien, etc. Le résultat est impressionnant.

Une centrale électrique toute neuve, sept cents projecteurs dégers (fournis par LTM bien sûr), un auditorium ultra-moderne comprenant deux salles de projection 16 et 35 mm, cinq salles de montage, du matériel de plateau, grues et rails de travelling fraîchement arrivés des Etats-Unis... « *Je ne vois pas ce qu'ils pourraient faire de plus*, affirme Georges Lautner *Je vais bénéficier d'une salle de montage à double écran que je n'ai jamais eue nulle part ; les conditions sont bien meilleures qu'aux studios parisiens.* »

Le Victorine sur les bons rails, c'est à la mairie qu'on est le plus soulagé. « *J'ai vu défiler des dizaines d'hommes providentiels, mais dès qu'il fallait sortir le carnet de chèques, il n'y avait plus personne* », aime à rappeler M. Jacques Médecin.

Bref, en octobre 1982, la municipalité a dû reprendre la gestion de la Victorine. M. Philippe Demange, trente ans, juriste dynamique recruté par M. Jacques Médecin, comme beaucoup d'autres à la faculté de droit, est envoyé aux studios pour gérer les affaires courantes. Il permet notamment à James Bond-Sean Connery de finir le tournage de *Jamais plus jamais.*

Et, heureusement LTM est arrivé. Si le projet est plus modeste, il est aussi plus réaliste et, pour l'instant, respecté ; pas d'hôtel de luxe, mais la caution de un million de francs versés, les investissements réalisés, le personnel réembauché. Satisfaite de l'intérim municipal, LTM a propulsé M. Philippe Demange directeur de La Victorine d'Azur SA détentrice d'un bail d'une durée de cinquante ans.

Reste à savoir si les 7 hectares de cette usine à rêves peuvent être rentables aujourd'hui. La situation générale des studios français est loin d'être florissante. Il y en avait cinquante dans les années 50 ; il n'en reste plus qu'une dizaine avec des taux d'occupation dépassant rarement les 70 %. Et si la hausse du dollar fait voyager de plus en plus les productions américaines, ces dernières trouvent en Yougoslavie, en Espagne ou en Afrique du Nord des conditions de tournage défiant toute concurrence. Mais, avantage pour Nice, LTM dispose aux Etats-Unis de deux filiales, à Hollywood et à Miami, qui pourront vanter les mérites de la Victorine.

Autre problème, la rivalité avec Paris, pour les films français surtout. Si les tarifs sont les mêmes, les services rendus par la Victorine sont autrement plus alléchants : « *Le réalisateur doit savoir qu'il peut descendre sur la Côte les mains dans les poches*, affirme M. Demange. *Il trouvera tout sur place.* De plus, le bruit causé par l'aéroport proche, ne pose plus problème, la piste ayant été repoussée de 800 mètres.

Toutes ces facilités risquent hélas ! d'être peu utilisées. Le réalisateur, en effet, aime bien choisir toute son équipe à Paris, quelle que soit la qualité des techniciens niçois. Le défraiement étant de 650 francs par jour et par personne pour deux mois et demi de tournage, on comprend que le producteur soit refroidi par l'expérience, et ce, malgré le temps estival qu'il va retrouver sur la côte.

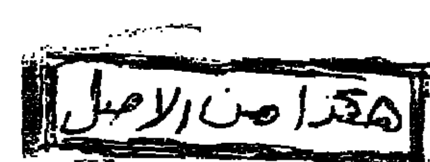
Le soleil, le cadre féerique. On y revient toujours pour défendre la Victorine.

Pourtant, cet incomparable décor *naturel (on trouve à la fois un paysage méditerranéen, tropical, désertique et équatorial)* fait de l'ombre aux *studios niçois. Déjà dans* les années 60, la nouvelle vague a « tué » les studios en imposant le *tournage en extérieurs pour des raisons* à la fois budgétaires et esthétiques. D'autre part, si la location de *villas côtières pour un tournage est* de plus en plus chère (jusqu'à 50 000 francs la journée), la reconstitution en studio atteint des sommes encore plus astronomiques.

Or, seules les importantes fabrications de décors ont permis aux studios de s'en sortir. « *Les derniers gros bénéfices ont correspondu à la construction d'une place de Paris pour* Lady L. *en 1966 et d'une maquette de la baie de Haïti pour* les Comédiens *en 1967. Deux films américains* », constate René Prédal dans son livre *80 ans de cinéma à Nice* (1). « *Si je viens à Nice, ce n'est pas pour m'enfermer* », répond sèchement Georges Lautner qui a fait construire deux modestes décors pour *Joyeuses Pâques*. M. Philippe Demange, pour sa part, est constant. Huit productions, dont trois américaines, se sont manifestées pour tourner à la Victorine à partir de novembre 1984. Si trois d'entre elles viennent effectivement à Nice, la relance serait déjà encourageante.

MICHEL GUERRIN.

(1) *80 ans de cinéma. Nice et le 7e art.* Par René Prédal. Editions Serre 1979.



Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA WALDSTEIN-LES ORPHELINS – Jardin d'Hiver (255-74-40), sam. 16 h et 21 h.
LES SINCÈRES-LE LEG – Théâtre 18 (226-47-47), sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.
GUST – Petit TEP (364-80-80), sam. et dim. 20 h 30.
LE TERRIER – Musée d'art moderne (527-67-70), sam. et dim. 21 h.
LE MARIAGE – Chaillot, salle Gémier (727-81-15), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.
EN ATTENDANT GODOT – Créteil maison des arts (899-94-60), sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.
LE ZOULOU – Théâtre Noir (346-91-93), sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.
GESTE ET PAROLES – Ranelagh (288-64-49), sam. 20 h ; dim. 15 h.
L'ISSUE – Juvisy, Eclipse (921-60-34), sam. 21 h ; dim. 15 h.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam. 20 h 30 ; dim. 14 h 30 : Spectacle Courteline ; 20 h 30 : Cinna.
CHAILLOT (727-81-15) Grand Théâtre : sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : la Mouette.
ODÉON (325-70-32), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : le Suicidé.
PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim. 18 h 30 : Revoir la mer.
TEP (364-80-80), sam. 20 h 30 : 325 000 francs ; Cinéma : dim. 20 h : le Coup du berger, de J. Rivette ; les Mistons, de F. Truffaut, le Chant du styrène, de A. Resnais ; Et Dieu créa la femme, de R. Vadim.
BEAUBOURG (277-12-33), Débats/Conférences-musée : Cycle de rencontres avec quelques-uns des artistes les plus marquants de l'art contemporain : à 18 h 30, sam. : J.-P. Raynaud ; dim. : M. Raysse ; cinéma-vidéo : sam., dim., 13 h : Julio Cortazar, de A. Caroff et C. Namer ; 16 h : le Temps d'un éclair ; 60 000 lignes sous les mers, de N. Drouzy ; Gulfstream, de B. Mackay ; 19 h : Logique du catch, de C. Loizillon ; sam., dim. 15 h : Etienne-Martin : affinités philosophiques et littéraires (Gurdjeff, Lovecraft) ; sam., dim. 18 h : Productions vidéo anglaises.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), sam. 20 h 30 : Arden de Faversham ; sam. 18 h 30 : Les musiciens du Nil.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam. 20 h 30 ; dim. 16 h : les Liaisons dangereuses.

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34), sam. 15 h et 21 h 30 : la Nuit des assassins.
AMANDIERS (366-42-17), sam. 20 h 45 : Cosmocomicompagnie.
ANTOINE - S. BERRIAU (208-77-71), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Nos premiers adieux.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), sam. 21 h, dim. 15 h : le Nouveau Testament.
ATELIER (606-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : le Neveu de Rameau.
BASTILLE (357-42-14), sam. 20 h : Dis Joe.
CALYPSO (227-25-95), sam. 20 h : le Suicidaire.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (372-00-15), sam. 20 h : Ferdaous, une voix en Enfer.
CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Antigone. Épée de Bois (808-39-74), 15 h 30 et 20 h, sam., dim. 15 h 30 : le Prince travesti.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, sam. 20 h 30 : l'Ame de la fugue ; La Resserre, sam. 20 h 30 : l'Ecole des mères.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), sam. 17 h et 20 h 45 : Chacun sa vérité.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Aventures de la villégiature.
DAUNOU (261-69-14), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : S.O.S. homme seul.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Sigmund's follies ; 22 h : le Prince.
ÉPICERIE THÉATRE (272-27-05), sam. 19 h : Imprévu pour un privé ; sam., dim. 20 h 30 : l'Ile des chèvres.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), sam. 22 h, dim. 15 h : Un p'tit mot sous la porte.
ESPACE KIRON (375-50-25), sam. 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.
ESPACE MARAIS (584-09-31), sam. 22 h, dim. 18 h : Adam et Eve et le troisième sexe.
ESSAION (278-46-42). I. Sam. 20 h 30 : Oreste ne viendra plus : II. sam. 20 h 30 : Sensualité.
FONTAINE (874-74-40), sam. 18 h et 21 h 30 : les Aventures de Dieu.
FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (534-87-25), sam. 21 h : Colas Breugnon.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Grand-Père.
GALERIE 55 (326-63-51), sam. 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), sam. 20 h 30, dim. 18 h 30 : la Place au soleil.
HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Bonsoir Prévert.
LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : Top Girls.
LIERRE-THÉATRE (586-55-83), sam. 21 h, dim. 17 h : Nina, c'est autre chose.
LUCERNAIRE (544-57-34). I. Sam. 18 h 30 : Fando et Lis ; 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : L. Kourilski. II. Sam. 20 h 15 : l'Ambassade ; 22 h 30 : la Panthère bleue. Petite salle, 22 h 30 : la Répétition de Jeanne.
LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), sam. 22 h : le Shaga.
MADELEINE (265-07-09), sam. 20 h 45, dim. 15 h : les Œufs de l'autruche.
MAISON DE L'ASIE (580-04-73), sam. 20 h 45 : Madras, la nuit ou...
MARAIS (278-03-53), sam. 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIE-STUART (508-17-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Madame Benoit ; sam. 22 h : l'Echo du silence.
MARIGNY, grande salle (256-04-41), sam. 21 h, dim. 15 h : J'y suis, j'y reste ; salle Gabriel (225-20-74), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h : le Don d'Adèle.
MATHURINS (265-90-00), sam. 21 h, dim. 16 h 30 : la Femme assise.
MAUBEL (255-45-55), sam. 20 h 30 : Fool for love.
MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.
MOGADOR (285-45-30), sam. 21 h, dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTPARNASSE (320-89-90), sam. 17 h, dim. 16 h : Tchin tchin ; petite salle, sam., 21 h, dim. 16 h : la Salle à manger.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), sam. 21 h, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.
PLAINE (250-15-65), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Marivaux et Marivaux.
POCHE (548-92-97), sam. 20 h : Molly Bloom.
POTINIÈRE (261-44-16), sam. 20 h 30, dim. 15 h : la Salle des profs.
QUAI DE LA GARE (523-48-78), sam. 20 h 30 : Moby Dick.
RENAISSANCE (208-18-50), sam. 21 h, dim. 15 h : Noix de coco.
SALLE DU BATEAU IVRE (297-48-89), sam. 20 h 30 : Antigone.
SAINT-GEORGES (878-63-47), dim. 21 h, sam 18 h 30 et 21 h 30 : Théâtre de Bouvard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Bataille navale.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79). I. Sam. 20 h 30 : l'Écume des jours ; sam. 22 h 30, dim. 17 h : l'Homme cassé ; II. Sam. 22 h 30 : Fando et Lis.
THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), sam. 16 h 45 et 21 h : Y'en a marr... ez vous.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), sam. 20 h : le Tigre ; 21 h : Fils de butte où les Seigneurs de Montmartre.
THÉATRE DE PARIS, Petite salle (280-09-30), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Drôle de programme.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), sam. 17 h 30 et 20 h 30 ; dim. 15 h et 18 h 30 : la Lanterne magique de Prague ; Petite salle, sam. 20 h 30, dim. 15 h : Enfance.
TOURTOUR (887-82-48), sam. 17 h et 20 h 30 : Mon cœur dans les Highlands.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), sam. 20 h 30 : la Pêche à la mouche ; 22 h : la Femme de couleurs.
VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Étiquette.

La danse

BASTILLE (357-42-14), sam., dim. 21 h : Avis de vent d'ouest.
ESCALIER D'OR (523-15-10), sam. 21 h, dim. 17 h : Chorégraphie J. Patarozzi.
PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), 20 h 30, sam. 15 h et 20 h 30, dim. 15 h : Ballets Moïsseiev.
LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), sam. 20 h : Cie Magenia.
SQUARE DE CHOISY, sous chapiteau (585-88-93), sam. 20 h 45 : Cie S. Keuten.
SOLEIL D'OR (543-50-12), sam. 20 h 45 : Swarna Surya, S. Kakoli Sen Gupta.
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), sam. 20 h 30, dim. 16 h 30 : Ballet national du Nicaragua.
THÉATRE DE PARIS (874-10-75), sam. 20 h 30, Dim. 15 h : Lindsay Kemp Company (le Songe d'une nuit d'été).

Samedi 12 - dimanche 13 mai

Opérettes, Comédies musicales

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), sam. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : l'Amour à Tahiti.

Opéra

A. DEJAZET (887-97-34), sam. 19 h : Al Zubara, le Médium.
PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (346-12-21), sam. 20 h, dim. 14 h 30 : Aïda.

Les concerts

SAMEDI 12

Lucernaire, 21 h : D. Picamoles (Schumann, Beethoven, Chopin).
Hôtel de Saint-Aignan, 21 h : M. Noda (Debussy, Ravel, Chopin).
Basilique Sainte-Clotilde, 20 h 45 : Der gemischte Chor Weinheim et chœur la Tarentelle (Bach, Campra).
Eglise Saint-Merri, 21 h : Chorale Heinz, dir. : G. Wilkins (Bach, Ives, Gershwin).
Eglise arménienne, de 18 h 30 à 22 h : Forum des solistes d'oratorio d'Ile-de-France.
Centre Bösendorfer, 20 h 30 : E. Wim Schulte, L. Colladant (Schubert, Brahms, Wolf...).

DIMANCHE 13

Eglise Saint-Merri, 16 h : Quatuor Fourneau (Joplin, Weill, Scarlatti).
Conciergerie, 18 h 30 : Orchestre symphonique franco-allemand (Bach, Haydn).
Eglise Saint-Louis des Invalides, 17 h : Chorale des Invalides, dir. : J. Cussac (Mozart, Haydn).
Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chorale Montorgueil, Nouvel orchestre de chambre, dir. : O. Guion (Josquin des Prés, Corelli, Haydn...).
Eglise arménienne, de 15 h à 22 h : Forum des solistes d'oratorio d'Ile-de-France.
Théâtre du Rond-Point, 10 h 45 : Quatuor Brandis (Schubert, Beethoven).
Salle Cortot, 20 h 30 : P. Bolbach (Sor, Torroba, Falla...).
Musée Carnavalet, 15 h : P.-H. Xuereb, G. Moutier (Bach, Haydn, Beethoven...)
Théâtre La Bruyère, 11 h : Ensemble La Bruyère (Schubert).

Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER (321-42-20), sam. à 21 h : J. Leandre, B. Phillips, R. Black ; le dim. à 16 h 30 : Jazz on a sunday afternoon.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam. dim. à 21 h 30 : D. Doriz.
CC DE BELGIQUE (271-26-16) sam. à 20 h 45 : Musique flexible.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) sam. à 22 h 30 : S. Kasseya.
CITHEA (357-99-26), 20 h, sam. : Yalta, dim. : A. Zahar ; le 15 : RTH.
DÉPOT-VENTE (637-33-88), sam. : Chicago blues.
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, sam. : S. Debriano Sextet ; dim. : Retour en force.
FORUM (297-53-47) sam. 21 h : Magma Offering.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : sam. Ethnic Heritage Ensemble ; dim. : Saep Trio.
PHIL'ONE (776-44-26), sam. 20 h 30 : Xalam.
PETIT JOURNAL (326-28-59), à 21 h : sam. : Minor Swing Quintet.
SLOW CLUB (233-84-30), sam. 21 h 30, P. Sellin, B. Vasseur.
SUNSET (261-46-60) sam. 23 h : L. Cokelaere, J. Do Sallabery, S. Bray, L. Rouah.
TWENTY ONE (260-40-51) sam. 21 h : G. Hunter.
ZENITH, le dim. à 20 h : Ultravox.

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 12 MAI

Cinéma japonais : 17 h, le Lac desséché, de M. Shinoda ; 19 h, Les mauvais garçons, de S. Hani ; 21 h, Le général est mort à l'aube, de L. Milestone.

DIMANCHE 13 MAI

15 h, Par la fenêtre, de G. Grangier : Cinéma japonais : 17 h, Tueries à Yoshiwara, de T. Uchida ; 19 h, Nuit et brouillard au Japon, de N. Oshima ; 21 h, Bataille sans merci, de R. Walsh.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 12 MAI

17 h, la Belle des belles, de R.-Z. Léonard ; Cinéma israëlien : 19 h, Anou Banou ou les Filles de l'utopie, de E. Politi ; 21 h, la Jument du charretier, de S. Obana ; Ma mère, de M. Bat Adam.

DIMANCHE 13 MAI

15 h, Pères et fils, de M. Monicelli ; 17 h, La Garçonne, de J. Audry ; Cinéma israëlien : 19 h, Lentement, de A. Heffner ; Rocking-horse, de Y. Yosha ; 21 h, le Premier Amour, de U. Peres.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr.) (*) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
L'AFFRONTEMENT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).
ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert 14e (321-41-01).
L'ANGE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
A NOS AMOURS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
BIQUEFARRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Studio 43, 9e (770-63-40).
CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile (380-42-05).
CARMEN (Franco-It.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Murat, 16e (651-99-75).
LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-yougoslave) : République Cinéma, 11e (805-51-33).
CELESTE (All.) : v.o., Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).
CENT JOURS A PALERME (Franco-It.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (827-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA CORRIDA (Sov., v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80).
LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Athéna, 12e (343-07-48).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).
ÉCOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'ÉDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
EMMANUELLE IV (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).
ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).
L'ETOFFE DES HEROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).
FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; (v.f.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LES FAUVES (*) (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).
FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).
LA FORTERESSE NOIRE (A., v.o.), Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-26-46) ; (v.f.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (534-20-12).
LE JUGE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LE LÉOPARD (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George V, 8e (562-41-46).
LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
LES MORFALOUS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
NEW YORK NIGHTS (A. v.o.) (**) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
OSTERMAN WEEK-END (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).
POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).
RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
RISKY BUSINESS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
RUE CASE-NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
SAHARA (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).
LE SANG DES AUTRES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
SCARFACE (A., v.o) (*) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).
SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).
STAR 80 (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
STAR WARS, LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles ; L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).
STREAMERS (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).
THE WIZ (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14e (321-41-01).
UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso (Hsp), 17e (380-30-11).
UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Passy, 16e (288-62-34).
UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
UN NID AU VENT (Sov., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
VIVA LA VIE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-42) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
VIVE LES FEMMES (Fr.) : Arcade, 2e (233-54-58) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-42-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES VOLEURS DE LA NUIT (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).
YENTL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

LES FILMS NOUVEAUX

AMOK, film marocain de Souheil Ben Barka. V.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumières, 9e (246-49-07) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Images, 18e (522-47-94).
LA FÊTE DE GION, film japonais de Kenji Mizoguchi. V.o. : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
FOOTLOOSE, film américain d'Herbert Ross. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-33) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
FORT SAGANNE, film français d'Alain Corneau. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LES NOUVEAUX BARBARES, film italien d'Enzo Castellari. V.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Images, 18e (522-47-94).
STRYKER, film philipin de Cirio H. Santiago. V.o. : UGC Danton, 6e (329-42-62). – V.f. : Rex, 2e (236-83-96) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montparnasse, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Galande, 5e (354-72-71) ; Arcades, 2e (233-54-58).
AURELIA STEINER (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
LA BIBLE (Fr.) : Sudio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
BLOW UP (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).
LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).
DELIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).
LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).
DÉTRUIRE DIT-ELLE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
FARREBIQUE (Fr.) : Sudio Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Studio 43, 9e (770-63-40).
FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
HAIR (A., v.o.) : Boîtes à films, 17e (622-44-21).
HAROLD ET MAUDE (Ang., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
HAUTE SOCIÉTÉ (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (325-79-17) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'HOMME QUI VOULUT ETRE ROI (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (227-95-94).
L'HONNEUR PERDU DE KATARINA BLUM (All., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr., H. sp.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (545-35-38).
LA NUIT (It., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).
NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
L'ŒUF DU SERPENT (Suéd., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Arcades, 2e (233-54-58).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
RIZ AMER (It., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
SCARFACE (H. Hawks) (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81) ; Action Christine, 6e (329-11-30).
LA STRADA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
SUEURS FROIDES (Vertigo) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Monte-Carlo 8e (225-09-83) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
TESS (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11).
THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch) (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).
UN CONDAMNÉ A MORT S'EST ÉCHAPPÉ (Fr.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).
UNE FEMME DISPARAIT (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

Culture

Claude Santelli remet un rapport au chef de l'Etat sur la production française à la télévision

M. François Mitterrand a reçu, le vendredi 11 mai, le réalisateur Claude Santelli, qui lui a remis un dossier sur le problème de la création télévisuelle en France, réalisé par la Société des auteurs. M. Claude Santelli, qui avait demandé cet entretien avec le chef de l'Etat, s'était inquiété déjà, dans un article publié dans *le Monde* du 8 mars dernier, du recul de la production française à la télévision et de l'indifférence des pouvoirs publics. Dans une interview accordée le 8 mai au quotidien *le Matin*, M. Santelli cite de nombreux chiffres. « *De 1982 à 1984,* dit-il, *on note un recul de 38 % des dramatiques, séries et feuilletons français et une multiplication des produits étrangers dans le programme.* »

Comparant les quatre premiers mois (janvier à avril), de 1982 et de 1984, il constate la même baisse : « *Sur TF 1, en 1982, la production française de dramatiques a été de 3 635 minutes (dont 2 925 en première diffusion) ; en 1984, on est descendu à 2 970 (dont 2 130 en première diffusion). Sur Antenne 2, en 1982 celle-ci a été de 3 790 minutes (dont 2 780 en première diffusion) ; en 1984, on est descendu à 2 896 minutes (dont 2 110 en première diffusion). Sur FR 3, en 1982, elle a été de 3 230 minutes (dont 1 905 en première diffusion) ; en 1984, on est descendu à 1 210 minutes (dont 1 100 en première diffusion).* » Pendant ce temps, le répertoire étranger partout a augmenté, fait remarquer le réalisateur.

Le président de la République qui avait demandé à Claude Santelli un rapport « *très complet et très succinct* », devrait rencontrer à nouveau le réalisateur dans environ un mois.

Claude Santelli a été, par ailleurs choisi pour présider l'Union nationale des auteurs et artistes, créée jeudi 10 mai, et qui regroupe vingt-huit sociétés d'auteurs et de compositeurs dans tous les domaines (musique, littérature, cinéma, télévision, chorégraphie, photos...) avec pour but de défendre la notion de propriété artistique sur les droits dérivés (câble, satellite, radios locales privées...). Le projet préparé par le gouvernement sur les droits dérivés doit être discuté par le Parlement avant la fin de mai.

Mort de l'historien du théâtre Mario Baratto

Mario Baratto est mort le jeudi 10 mai à Venise. Il a été frappé d'une attaque cardiaque en plein travail, à la faculté des lettres Ca Foscari, dont il était, depuis quelques années, le doyen. Beaucoup de Parisiens, beaucoup de Français, connaissaient et aimaient ce Vénitien (né en 1920 à Chiogga), car il a vécu de nombreuses années à Paris comme lecteur d'italien auprès des écoles normales supérieures. Il y a même épousé une Française, d'origine italienne, Françoise Trentin.

C'est à Paris qu'il a publié ses premiers textes et qu'il a découvert le théâtre. On n'oubliera pas ses études sur Pirandello et Ruzzante. Du reste, il a contribué à faire redécouvrir celui-ci en France aussi bien qu'en Italie. En octobre dernier, il était venu à Paris présenter le dernier spectacle Ruzzante, de Gian-Franco De Bosio. Mais c'est sans doute de Goldoni qu'il a le plus et le mieux parlé : un Goldoni dont, sous sa plume et dans sa bouche – car ce grand professeur aurait pu être un prodigieux acteur, – on comprenait les racines vénitiennes et la présence sur la scène aujourd'hui.

Bien des hommes de théâtre ont lu et continuent à lire son *Goldoni* (L'Arche, éditeur), traduit pour une part par Jean-Pierre Vincent. Il a aussi publié entre autres une longue étude sur *la Réalité et le Style dans le Décaméron.*

Mario Baratto savait unir la recherche universitaire, la passion théâtrale et le militantisme politique. C'était un éveilleur. Nous serons nombreux, dans l'Université comme dans le théâtre, en France comme en Italie, à ressentir son absence.

BERNARD DORT.

AU GRAND REX

La nuit des publivores

Sophistiqué, novateur, amusant, diversifié, terrain d'essai, étonnant selon les cas, le film publicitaire est devenu un complément de spectacle prisé par les habitués des salles obscures. Organisée par *Photo-Revue*, le samedi 12 mai au Grand Rex (de minuit à 8 heures du matin), la nuit des publivores se propose d'en faire un spectacle à part entière : une trentaine de pays représentés et quatre cents spots publicitaires (de 1904 à nos jours) qui ont été réunis par Jean-Marie Boursicot, dont la collection unique en la matière totalise plus de soixante-dix mille films et bandes-annonces, soit plus de trois mille cinq cents heures possibles de projection.

Au Grand Rex la race des publivores pourra satisfaire sa soif de consommer avec un programme de huit heures (entrecoupées de quatre prestations scéniques, dont celle de Raoul Petite) à l'issue duquel un petit déjeuner sera servi. – A. W.

PARIS EN VISITES

LUNDI 14 MAI

« Promenade au Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul, Mme Dubesmen.

« La basilique Saint-Denis », 14 h 30, *entrée, M. Serres.*

« Musée des monuments français », 15 heures, place du Trocadéro, M. Lépany (Caisse nationale des monuments français).

« Peinture florentine », 14 h 30, musée du Louvre, porte Denon (Approche de l'art).

« Quartier de la Nouvelle-Athènes », 15 heures, 1, rue Fléchier (Arcus).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Arts et curiosités de Paris).

« L'Hôtel des ventes », 15 heures, sous l'horloge, métro Richelieu-Drouot (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Quartier des Halles », 15 heures, 1, *rue de Richelieu* (B. Czarny).

« Tombeaux de femmes célèbres », 14 heures, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« L'Opéra » 13 h 30 entrée (P.-Y. Jaslet).

MARDI 15 MAI

« L'Opéra », 12 heures, entrée du vestibule d'honneur, Mme Allaz.

« Hôtel de la Monnaie », 15 heures, 11, quai Conti, Mme Hulot.

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtel de madame du Barry », 15 heures, 21, avenue de Paris à Versailles (La France et son passé).

« Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

LUNDI 14 MAI

19 heures, 62, rue Madame : « Le Haut-Empire romain » (Arcus).

Carnet

Naissances

– Dominique et François BESSIRE ont la joie de faire part de la naissance de

Adrien,

le 29 avril 1984.

2, rue Boucicaut,
75015 Paris.

– France SUBERVIE *et Olivier NANTEAU*

laissent à Grégoire, Zoé et Jeanne la joie d'annoncer la naissance de leur frère

Camille Rist.

Décès

– Les sociétés du groupe Pétrofrance

ont la profonde tristesse de faire part du décès accidentel, survenu au Mexique le 3 mai 1984, de

Claude ARGENTIN.

Le service religieux sera célébré en l'église de Boussy-Saint-Antoine, 91800 Brunoy, le 15 mai, à 14 h 15.

– *Le président* et les membres,
Le directeur général et les collaborateurs de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. André BLONDEAU,
agrégé de l'Université,
directeur de l'enseignement,

survenu à la suite d'un accident de la route, le 9 mai 1984.

Les obsèques auront lieu le lundi 14 mai, à 15 heures, en l'église des Cordeliers, à Lons-le-Saunier (Jura).

Un office religieux sera célébré le jeudi 17 mai, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, sa paroisse, 90, avenue du Roule à Neuilly (métro Sablons).

[Né le 23 novembre 1927 à Les Fourgs (Doubs), André Blondeau était ancien élève de l'Ecole normale supérieure et agrégé de l'Université.

Successivement attaché au CNRS, assistant à la faculté des lettres de Paris, professeur au CNTE (Centre national de télé-enseignement), il est, en 1964, détaché à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et y devient directeur de l'enseignement l'année suivante.

Excellent organisateur et animateur, il a beaucoup contribué à étendre le rayonnement de l'école de la Chambre de commerce et d'industrie. C'était aussi un homme dont la tolérance et la générosité étaient reconnues de tous ceux qui ont travaillé avec lui ou l'ont approché.]

– *Le président-directeur général,*
Les praticiens,
Les personnels de la clinique,
Château-de-Longpré, 7, rue de Paris, 95330 Domont,

ont le regret de faire part du décès du

docteur Charles BRUCHER,
anesthésiste réanimateur,

survenu subitement le 7 mai 1984.

A la demande de la famille, les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

– M. Jean Castelli,
Marie-Françoise et Bernard Saibron,
Isabelle Matthieu et Emmanuelle,
Les familles Zanantoni, Lovett, Flotte, Bertolotti, Saccati et Tasini,
font part du décès de

Mme Jean CASTELLI,
née Claudine Zanantoni,
institutrice,

survenu à Dijon, le 28 avril 1984.
Les obsèques religieuses ont eu lieu le jeudi 3 mai, à Sauveterre-de-Rouergue (Aveyron).

– M. Maurice Dolivet,
son mari,
M. et Mme Maurice Dolivet,
M. et Mme Daniel Buisson,
Le docteur Jean Dolivet,
M. et Mme Schweizer,
M. et Mme Alain Dolivet,
Le docteur et Mme Yvon Dolivet,
M. et Mme Pierre Dolivet,
ses enfants,
et tous ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
font part du décès de

Mme Maurice DOLIVET,
née Jeanne Le Maux,

survenu le 9 mai 1984, dans sa soixante-seizième année.
La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 14 mai, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Fontenay-aux-Roses.
9, rue Durand-Benech,
92260 Fontenay-aux-Roses.

– *M. et Mme Paul Bockel,*
Jean-François et Noëlle Bockel,
Philippe Bockel,
Jean-Michel et Chantal Bockel-Delpal et Bérénice,
nous prient d'annoncer le décès de

Mme Noémie PRUNIER,
née Teysseire,

4 mai 1984.
Vaunaveys (26),
La Baule,
Paris.

« En toi Eternel j'ai placé ma confiance.
Tu as changé mon deuil en allégresse. »
(Psaumes 30-31.)

– Mme Chou-yi Houang Reclus,
Mme Magali Reclus,
Florence Reclus,
Les familles Reclus, Faure, Pottecher et Wapler,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques RECLUS,

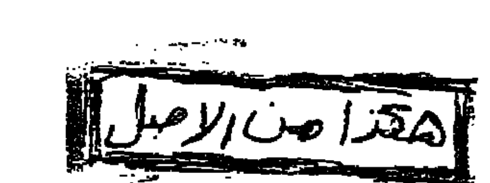
survenu à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 4 mai 1984.
L'incinération aura lieu au Père-Lachaise, le 15 mai, à 16 heures.
115, rue des Glaises,
92160 Antony.

Anniversaires

– Le 12 mai 1983

Adélie RASSIAL,
née Hoffenberg,

nous a quittés prématurément.
La famille prie tous ceux qui l'ont appréciée et aimée de lui consacrer une pensée.



هكذا من الاصل

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 12 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Sacré Lucien.
De Cl. Fléouter, B. Bouthier, J.-P. Enard, réal. B. Bouthier, avec J. Villeret, M. Sebastian, J.-P. Sentier...
22 h 5 Droit de réponse, l'esprit de contradiction.
Emission de Michel Polac. La centième de « Droit de réponse ».
0 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 *Variétés* : Champs-Elysées.
De Michel Drucker.
22 h 5 *Magazine* : Les enfants du rock.
Spécial Rolling Stones.
23 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : Dynastie.
21 h 25 Plus menteur que moi, tu gagnes...
Emission de P. Sabbagh, animée par Jean Amadou.
22 h 10 Journal.
22 h 35 La vie de château.
23 h 5 Musiclub.
23 h 25 Les nuits du cinéma. En direct de Cannes.

FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 35 Carrefour de l'outre-mer.
18 h Troisième rang de face, l'actualité des spectacles.
18 h 30 Magazine du jazz : spécial guitare.
18 h 55 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Clip-clap, panorama de la chanson et du cinéma français.
19 h 50 *Gil et Julie.*

FRANCE-CULTURE

19 h 20 La fin de Fantomas, de M. Allain et P. Souvestre. Avec P. Clay, J.-M. Thibault, Y. Renier, C. Piepiu, M.-H. Breillat, M. Game...
21 h 30 Littérature et paralittérature, avec M. Allain.
21 h 50 Musique : le Romance, l'état de la tradition des romances dans le Tras-os-Montes actuel.
22 h 30 Temps présent, qui n'est pas libéral ? Avec M. Gauchet, J. Donzelot, P. Manet et B. Barret-Kriegel.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Grechten am Spinrade. Erlkonig. Lied der Mignon,* de Schubert : *Cantate pour soprano, basse, chœur et orchestre,* de Webern ; *Symphonie nº 9 en ut majeur,* de Schubert.
22 h 34 Programme musical : *Cerdana,* de Déodat de Séverac.
23 h Les soirées de France-Musique : Le club des archives ; Jean Sibelius et ses interprètes.

Dimanche 13 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h Emission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Sous la présidence du cardinal Lustiger.
12 h Télé-foot.
L'actualité footballistique de la semaine.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Hip-hop.
Magazine des nouvelles danses par Sidney.
14 h 35 Champions.
Une émission présentée par Michel Denisot.
En direct du Festival de Cannes avec Gérard Depardieu.
17 h 30 Les animaux du monde.
Emission de M. de la Grange et A. Reille.
Dans les déserts d'Australie.
18 h Série : Le signe de justice.
19 h Sept sur sept.
Magazine de l'actualité de la semaine, de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
Le grand témoin : Marie-France Garaud.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Confidences pour confidences.
Film français de P. Thomas (1978), avec A. Candry, C. Jacquinot, E. Servier, D. Ceccaldi, L. Lignères (Red.)
Une institutrice suppléante raconte dans un cahier d'écolier, l'histoire de sa famille, ses années d'enfance et de jeunesse (1957-1967).
22 h 20 Sports dimanche.
Emission de J.-M. Leulliot, réal. J.-C. Hechinger.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 30 Récré A 2 : Candy.
10 h Les chevaux du tiercé.
10 h 30 Gym tonic.
11 h 15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire ; 14.30 : Série : Les petits génies ; 15.20 : L'école des fans ; 16.05 : Dessin animé ; 16.25 : Thé dansant.
17 h 10 Série : Marie-Marie.
17 h 55 Dimanche Plus.
De Hervé Chabalier et Jean-Pierre Moscardo. Repas de famille en Corse, un reportage de D. Colonna et Michel Labro.
Autour d'une table à Aléria (Corse).
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
A Meknès, au Maroc.
21 h 40 Série documentaire : le monde du baroque.
De J. Antoine et F. Quilici. Nº 2 – Rome-théâtre.
Etape essentielle dans le voyage de J. Antoine et F. Quilici ; Rome livre les secrets et les chefs-d'œuvre du baroque.
22 h 30 Concert-magazine.
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Images du Maroc.
10 h 30 Mosaïque. Emission de l'ADRI.
Spécial Turquie.
14 h 20 Objectif entreprise.
Emission de l'Association pour la promotion de l'information des entreprises.
15 h 50 Théâtre : Comme il vous plaira
Cycle Shakespeare (v.o. sous-titrée). Production BBC-Time Life films. Réal. B. Coleman, avec C. Sullivan, C. Francis, B. Stirner...
Comédie en cinq actes en prose mêlée de vers, écrite probablement vers 1599 et publiée en 1623.
18 h 15 Pour les jeunes.
19 h 40 RFO Hebdo.
20 h *Humour : Spécial Cannes.*
Ces merveilleux fous dans leur drôle de métier.
20 h 35 Témoins : Jacques Prévert.
Réal. A. Pozner.
21. h 30 Aspects du court métrage français
La Joconde, de Henri Gruel et *Paris la Belle,* de Pierre et Jacques Prévert et Marcel Duhamel.
22 h Journal.
22 h 40 Cinéma de minuit : Comme tu veux.
Film américain de G. Fitzmaurice (1932), avec G. Garbo, K. Douglas, E. von Stroheim, O. Moore (v.o. sous-titrée. N)
Une chanteuse de cabaret amnésique, maîtresse d'un trouble romancier, est-elle l'épouse, disparue pendant la guerre de 1914, d'un aristocrate italien ? Jeux de la vérité qui se dérobe, d'après une pièce de Pirandello.
23 h 50 Prélude à la nuit.
Du Festival de Cannes : Winner's, The Entertainer, *de Scott Joplin, interprétés par The Saint-Louis Ragtime Band.*

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Le cri du homard.
12 h 45 Musique : le Romance, chant poétique de la musique traditionnelle au Portugal et dans le bassin méditerranéen (et à 16 h 30 et 23 h).
14 h 30 La Comédie-Française présente : *Lions et renards,* d'Emile Augier. Avec Y. Gaudeau, C Winter, B. Agenin...
17 h 35 Rencontre : les mystères de Marseille.
18 h 30 La cérémonie des mots : L'amour noir.
19 h 10 Le cinéma des cinéastes.
20 h Albatros : Clayton Eshleman, de l'Indiana à la Dordogne.
20 h 40 Atelier de création radiophonique : Ferdinand Kriwet le Hörtest, un miroir acoustique.
23 h Le Romance, chant poétique : retour au Portugal.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Magazine international.
14 h 4 Programme musical en disques compacts : Œuvres de Dvorak, Corelli, Canteloube, Mozart.
17 h Comment l'entendez-vous ? *Venise, par Alvize Zorzi.*
19 h 5 *Jazz vivant.*
20 h 4 Présentation du concert.
20 h 30 Concert : *Symphonie nº 4 en si bémol majeur,* de Beethoven ; *Prélude à l'après-midi d'un faune,* de Debussy ; *le Poème de l'extase,* de Scriabine.
22 h 34 Concert (en simultané avec Antenne 2) : *le Crépuscule des dieux* extraits symphoniques de Wagner.
23 h 5 Les soirées de France-Musique.

LES SOIRÉES DU LUNDI 14 MAI

TF 1	20 h 35 Cinéma : *le Crime de M. Lange,* de Jean Renoir.
	22 h « Etoiles et toiles », spécial Cannes (en direct du Festival).
A 2	20 h 35 « Emmenez-moi au théâtre » : *Jérusalem,* opéra de Verdi.
	22 h 40 Débat : « Indochine 1949-1954 » (réactions à la série d'H. de Turenne).
FR 3	20 h 35 Cinéma : *Nous ne vieillirons pas ensemble,* de Maurice Pialat.
	22 h 55 « Thalassa » : magazine de la mer.
	23 h 40 « Paroles de régions ».
	23 h 45 « *Un, deux ou... trois ?* » (jeu cinéma).
	23 h 55 « Prélude à la nuit ».

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 12 MAI

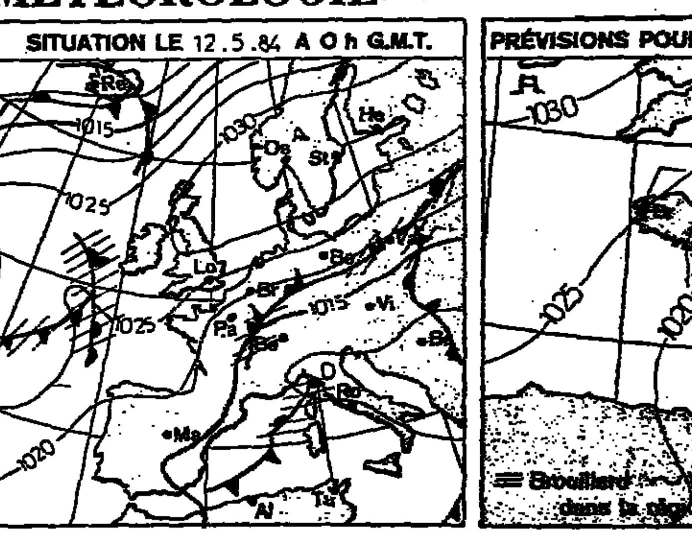
– *M. Raul Alfonsin,* président de la République Argentine, est invité au « Club de la presse du tiers-monde » sur RFI à 17 heures

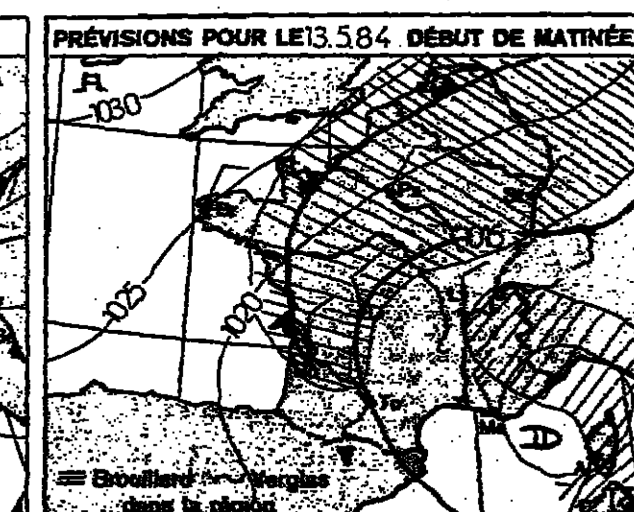
DIMANCHE 13 MAI

– *M. François Guillaume,* président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, est *reçu à l'émission « Forum » sur* RMC, à 12 h 30.

– *M. Roland Dumas,* ministre des affaires européennes, participe au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 heures.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 12 mai à 0 heure et le dimanche 13 mai à 24 heures.

La France restera dans un flux cyclonique de nord-est apportant des masses d'air humide et froid.

Dimanche, sur la Bretagne, le Cotentin et la Vendée, le temps sera variable, avec des éclaircies le matin, des averses l'après-midi.

Des Landes au Pays basque et sur les Pyrénées, le ciel sera couvert le matin, *puis variable l'après-midi,* avec alternance d'éclaircies et d'averses, plus fré*quentes sur les Pyrénées. Sur le pour*tour du golfe du Lion et les Bouches-du-Rhône, le ciel sera *dégagé.*

Sur la moitié sud du Massif Central, le Midi-Pyrénées et la haute vallée du Rhône, après des éclaircies matinales, le ciel se couvrira avec des pluies ou bruines et même quelques averses orageuses en fin d'après-midi. Sur tout le reste du pays, le temps sera gris, brumeux et humide, toute la journée, avec des pluies ou bruines et quelques averses orageuses locales en fin de journée.

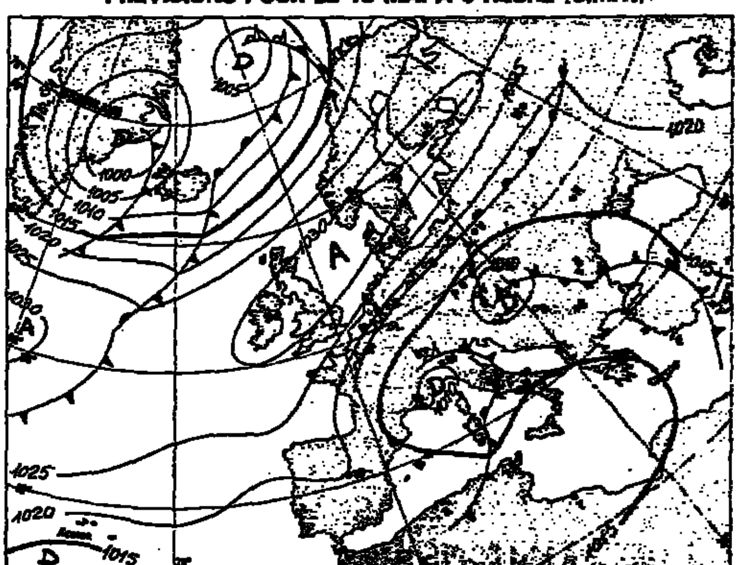
Les orages éclateront plus fréquemment sur la Corse l'après-midi, alors que l'on notera une amélioration sur les Alpes et la Côte d'Azur.

Le mistral et la tramontane souffleront. Sur tout le reste du pays, le vent de nord-est sera modéré et irrégulier, ses rafales souffleront en Manche.

Les températures minimales seront stationnaires. L'après-midi, il fera 12 à 13 degrés en Bretagne, 13 à 15 degrés dans le Sud-Ouest, 16 à 17 degrés près des côtes méditerranéennes, mais 10 à 12 degrés seulement sur le reste de la France.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 12 mai 1984, à 8 heures, était de 1 018,5 millibars, soit 763,9 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 13 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 mai ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12 mai) : Ajaccio, 18 et 9 ; Biarritz, 15 et 7 ; Bordeaux, 15 et 4 ; Bourges, 9 et 5 ; Brest, 12 et 5 ; Caen, 11 et 8 ; Cherbourg, 11 et 6 ; Clermont-Ferrand, 11 et 4 ; Dijon, 8 et 6 ; Grenoble-S.-M.-H., 11 et 6 ; Grenoble-St-Geoirs, 12 et 1 ; Lille, 13 et 6 ; Lyon, 12 et 2 ; Marseille-Marignane, 18 et 9 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 14 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 11 ; Paris-Montsouris, 8 et 7 ; Paris-Orly, 8 et 7 ; Pau, 14 et 6 ; Perpignan, 18 et 10 ; Rennes, 12 et 6 ; Strasbourg, 14 et 7 ; Tours, 10 et 6 ; Toulouse, 14 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 11 degrés ; Amsterdam, 11 et 5 ; Athènes, 24 et 15 ; Berlin, 13 et 4 ; Bonn, 14 et 6 ; Bruxelles, 10 et 5 ; Le Caire, 33 et 21 ; îles Canaries, 23 et 17 ; Copenhague, 12 et 3 ; Dakar, 24 et 21 ; Djerba, 22 et 14 ; Genève, 9 et 5 ; Jérusalem, 27 et 16 ; Londres, 14 et 6 ; Luxembourg, 9 et 5 ; Madrid, 16 et 4 ; Moscou, 10 et 3 ; New-York, 21 et 12 ; Palma-de-Majorque, 16 et 8 ; Rome, 18 et 12 ; Stockholm, 11 et –2 ; Tozeur, 24 et 15 ; Tunis, 22 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3708

HORIZONTALEMENT

I. C'est au moment des vacances qu'ils battent la campagne. Coupe le mur de Berlin. – II. Courte vue. Leurs mûres sont rouges quand elles sont vertes. – III. *Négation. Sujet d'un ordre où le cardinal peut se trouver* supérieur au pape. Appelle parfois une réduction ou une remise. Préposition. – IV. Personnel. Fait baisser les valeurs en bourse. – V. Carrément ronds. *Pour la suspendre,* il faut la lever. Complément d'évaluation pour qui en connaît déjà un rayon. – VI. Desservi. Dose d'alcool ou importante masse d'eau. *Est d'autant* moins bonne que la vie l'est. – VII. On y a beaucoup mené la vie de château. Roi d'Israël. – VIII. Dotées d'une vertu ou affublées d'une tare. Altère les Trésors de Cérès ou embellit ceux des orfèvres. – IX. Piquées par des individus sans scrupules. Renouveler son entourage. – X. Indique *que* le temps de s'amuser est révolu. Gagna un Pâris, mais en fit perdre Troie. Personnel. – XI. Pilastre cornier. Alternative. Clinquants. – XII. Embarras dans la circulation. Les claques qu'il recevait demandaient, pour le moins, réparation. – XIII. Son coup met à plat ou regonfle. Roi immortalisé par le cruciverbisme. Bien ou mal, selon les effets. – XIV. Connaître l'aisance dans le besoin. Conversation ne manquant pas de lyrisme. Mets les uns sous les autres. – XV. *Très court ou trop* plein. Assurance ne couvrant pas les *risques. Divinité.*

VERTICALEMENT

1. *Bar de quartier.* Personnage coupant court ou avec lequel il faut couper court. – 2. *Une de ses sœurs* a immortalisé Newton. Participe passé. Adjoint au patron. *Divinité.* – 3. Négation. Peut se déclarer quand une femme vous a tapé dans l'œil. Moyen de transport roulant ou volant. – 4. Mauvais ou plaisant sujet. Médecine générale. Grisonnant reverdi. – 5. Tout le monde s'y trouve. Discret témoignage de regret ou de soulagement. Exhale. – 6. Servit d'interprète à d'Annunzio et Ibsen. Ornement. *Un homme* peut y retrouver son honneur et une fille y perdre le sien. – 7. Ville d'eaux à l'origine d'une douche pour Badinguet. Verdure pour bouillon d'onze heures. – 8. Gagne sa vie au risque de la perdre. Préposition. – 9. Monta à la tête ou la cassa. Agent surveillant particulièrement les croisements. – 10. Fait bon prix de ce qu'il loue. Témoin principal d'une célèbre pantalonnade. – 11. Esprit hantant les palais écossais. Lignes de communications. – 12. Accrochée aux trousses. Rongeur. Personnel. – 13. Note. Un excellent auteur peut l'être *plusieurs fois.* Tel celui qui n'a pas assez poussé. – 14. Epoque. Se *ramassent ou servant à* ramasser. Cercle où l'on peut trouver la quadrature. – *15.* Son ballon n'a rien à voir avec le jeu ou c'est le résultat d'un jeu de ballon. Attribution d'une femme de chambre. Accuse, en mouillant, l'effet d'une trop grande sécheresse.

Solution du problème nº 3707

Horizontalement

I. Locutions. – II. Animation. – III. Rêva ; Egée. – IV. Ere. – V. Eut ; saoul. – VI. Senti. – VII. Na ; mors. – VIII. Empire ; PS. – IX. Râ ; la. – X. Franglais. – XI. Soude ; See.

Verticalement

1. Larme ; nerfs. – 2. One ; Utamaro. – 3. Civet ; au. – 4. Umar ; mi ; ND. – 5. Ta ; essorage. – 6. Ite ; aéré. – 7. Oignons ; las. – 8. Noé ; ut ; paie. – 9. Snellius ; se.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 12 mai :

DES DÉCRETS

● Adaptant le code des assurances (partie réglementaire) à la directive nº 79-267 du Conseil des communautés européennes et relatif au contrôle des entreprises d'assurance.

● Modifiant le décret du 13 août 1947 modifié instituant un diplôme d'Etat de puériculture.

● Relatif au conseil d'administration de la compagnie nationale Air France.

● Portant modification des dispositions du code de l'aviation civile pour l'application à Aéroport de Paris de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public.

● Relatif au conseil d'administration de la société Air Inter.

DES ARRÊTÉS

● Portant désignation des personnes responsables des marchés et de leurs délégués pour des investissements imputés sur le budget du ministère de l'éducation nationale.

● Portant création de comités techniques paritaires dans les unités pédagogiques d'architecture du ministère de l'urbanisme et du logement.

UNE DÉCISION

● Portant attribution du brevet d'études militaires supérieures.



Économie

Vers un accord-cadre pour la restructuration de l'industrie laitière

Dans le cadre de la conférence laitière, les syndicats patronaux et ceux des salariés de l'industrie laitière ont accepté le principe d'un accord-cadre sur la restructuration de cette industrie. Un groupe de travail tripartite, composé de représentants patronaux, salariés et de l'administration, se réunira le 16 mai. Cette restructuration est d'autant plus nécessaire que la diminution globale de la production va conduire à de plus grandes contraintes dans la gestion des entreprises. La CFDT propose pour sa part la création d'un fonds pour l'emploi qui devrait être doté de 500 millions de francs pour trois ans.

L'industrie laitière emploie aujourd'hui directement quatre-vingt mille personnes, et la crainte est grande de voir la restructuration se traduire par de nombreuses suppressions de postes. De son côté, la profession agricole a confirmé son opposition au plan gouvernemental pour la diminution de la production laitière. Selon les organisations majoritaires, il ne serait pas utile d'entrer dans le système des quotas de production par laiterie si les producteurs les plus âgés et les moins productifs étaient véritablement incités à abandonner leurs vaches.

Mais la bataille entre les régions pour les quotas est déjà engagée : à Rennes, M. Jean Liger, vice-président de la FNSEA et président de la FDSEA d'Ille-et-Vilaine, a demandé que la Bretagne puisse utiliser les quotas non utilisés par les autres régions, principalement Poitou-Charentes ou Rhône-Alpes, dans lesquelles la production laitière est en baisse.

Le plan Rocard est bien accueilli par les éleveurs de Saône-et-Loire

De notre correspondant régional

Lyon. – Pas de contestataires bruyants. Une allocution très technique : M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, a participé, vendredi 11 mai dans la matinée, à Sennecé-lès-Mâcon, à l'assemblée générale de l'Union des coopératives agricoles France-Lait. La fin de son intervention a été saluée par quelques applaudissements : dans une région déficitaire sur le plan laitier, et où les exploitations sont de superficie modeste et dirigées par des agriculteurs âgés, les arguments de M. Rocard ont été plutôt bien accueillis.

La société France-Lait – première société commerciale française sous le nom de Régilait pour les produits à base de poudre de lait – est une illustration de l'incohérence du marché. France-Lait, qui exporte plus de la moitié de ses produits, a été récemment obligée de s'approvisionner sur les marchés néerlandais et allemand pour obtenir des poudres de lait écrémé. De plus, une industrie vers laquelle sont naturellement dirigés les excédents saisonniers peut souffrir, dans le cas d'une politique trop draconienne de quotas. Sur ce plan, M. Rocard s'est voulu optimiste : les restrictions à la production ne devraient durer que « quelques années ».

Il a rappelé le point de désaccord principal qui l'oppose aux organisations professionnelles qui ne souhaiteraient voir apporter aucune restriction de production au-delà de la cessation d'activités des plus âgés parmi les éleveurs. « Je ne peux pas accepter cette solution, a indiqué M. Rocard, parce que cela n'est pas conforme aux engagements communautaires et parce qu'il y a risque de voir les producteurs contraints de payer une « super taxe ». Il vaut mieux prendre le risque d'adapter rapidement la production. Chaque laiterie doit accepter une référence de départ (la production de 1983 moins 2 %) pour tous les producteurs, à l'exception de ceux qui sont en phase de développement et après correctif de calamité » (c'est-à-dire dont la production de référence a été diminuée du fait d'une calamité).

Le ministre de l'agriculture, qui a longuement défendu la position prise par la délégation française à Bruxelles – Mme Thatcher n'est pas la seule à avoir mauvais caractère », – a conclu : « Nous ne sommes pas trop mal partis pour éviter la débâcle (...), nous avons les souplesses nécessaires. Cette difficile période de mutation peut se révéler bénéfique. »

CLAUDE RÉGENT.

EN BREF

● **M. Michel Leclerc annonce des rabais de 30 centimes par litre sur le super.** – M. Michel Leclerc, frère d'Edouard Leclerc, et patron d'un réseau de cinq cent quatre-vingts stations-service indépendantes, a annoncé qu'il avait demandé à tous les gérants de ce réseau de pratiquer jusqu'au 8 juin des rabais exceptionnels de 30 centimes par litre sur le supercarburant, alors que la ristourne maximum autorisée par les pouvoirs publics est fixée à 17 centimes. Cette décision, qui risque, si elle est appliquée, de relancer la « guerre des rabais » sur l'essence, constitue une riposte après l'interpellation, jeudi 10 mai, de l'un des gérants du réseau à Taillecourt, près de Montbéliard (Doubs), lequel pratiquait des rabais de 20 centimes par litre. Le gérant, M. Raoul Rayot, relâché aussitôt, doit comparaître le 8 juin devant le tribunal correctionnel de Montbéliard pour rabais illicites, à la demande de la direction départementale de la concurrence et des prix.

● **Le salaire horaire ouvrier.** – Selon l'enquête trimestrielle sur les activités et les conditions de la main-d'œuvre, publiée le vendredi 11 mai, par le ministère des affaires sociales, le salaire horaire ouvrier a augmenté de 1,5 % au cours du premier trimestre 1984. Il avait augmenté de 3,1 % au premier trimestre 1983, de 2,5 % au deuxième, de 1,9 % au troisième, de même qu'au quatrième trimestre 1983.

● **Manifestants relâchés à Metz.** – Les cinq manifestants interpellés vendredi 11 mai au matin à Longwy, après l'occupation brève d'un central téléphonique, ont été relâchés dans la soirée. Parmi eux figurait le responsable CGT du train à feuillard de Rehon, Massimo Trinoli.

LES PERSPECTIVES DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE SELON L'OCDE

A petite vitesse...

L'industrie automobile mondiale ne retrouvera pas de sitôt les taux de croissance exceptionnels qui lui avaient permis, dans les années 60, de « tirer » la plupart des économies développées où elle jouait, et joue encore, un rôle prépondérant. En 1980, l'automobile représentait encore 15,5 % du commerce mondial de l'industrie manufacturière et 5 à 10 % de l'emploi industriel selon les pays, ses ventes totales équivalant au PNB d'un pays comme le Canada.

Les conclusions de l'étude sur « *les perspectives à long terme de l'industrie automobile mondiale* », que vient de publier l'OCDE, ne portent guère à l'optimisme. Certes, les experts de l'organisation ne prévoient aucun bouleversement, ni en bien, ni en mal, qu'il s'agisse des marchés, des produits ou des structures de l'industrie. La plupart des firmes actuellement existantes, estiment-ils même, « *pourront probablement continuer à se développer, peut-être pas comme dans les années passées en tant qu'entités indépendantes et personnalisées, mais dans le cadre de groupes complexes très décentralisés* ».

Mais l'arrivée à maturité de la plupart des grands marchés laisse prévoir une croissance très faible de la demande mondiale au cours des quinze prochaines années. Dans la zone de l'OCDE, qui représente plus des trois quarts des ventes, l'expansion de la demande est tombée de 6,1 % par an dans les années 60 à environ 1,6 % par an dans les années 70.

D'ici à l'an 2000, mis à part quelques pays comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, la croissance des marchés dans tous les pays développés ne dépassera pas 2 %, voire 1 % en moyenne. L'essentiel des ventes (85 %) sera constitué par des achats de remplacement, le volume des nouveaux achats (première voiture) devant chuter de moitié d'ici à 1990. Et comme les ventes dans les pays en voie de développement ne représenteront, en dépit de taux de croissance beaucoup plus rapides (1) que des volumes relativement faibles, la demande mondiale ne devrait globalement augmenter que de 2 % l'an en moyenne, de 1980 à l'an 2000 (contre 2,4 % en moyenne pour l'ensemble du monde de 1970 à 1980).

Cette faiblesse structurelle du marché se combinerait, selon l'OCDE, à une évolution technologique très rapide des produits et surtout des modes de production. L'industrie automobile devra donc pour survivre, mettre en œuvre des stratégies de plus en plus complexes, où l'exigence d'une flexibilité accrue, l'internationalisation de la production et la spécialisation technique joueront un rôle crucial et imposeront des investissements massifs. D'où, pour les producteurs, un dilemme fondamental : « *Il* [leur] *faudrait engager des investissements immédiats pour maintenir leur compétitivité à long terme. (...) Cela, au moment où les ventes ont baissé et où s'exerce fortement la concurrence internationale.* » Pour les producteurs qui, ayant aujourd'hui des difficultés de trésorerie et de financement, ont annoncé des réductions d'investissements au cours des trois dernières années, se profilent donc à moyen terme des « *problèmes importants* » si ces réductions ne sont pas compensées par « *une rationalisation accrue dans tous les domaines : structures, procédés, etc., et si une véritable reprise se fait attendre* ».

Les experts du château de la Muette n'estiment pas toutefois que les perspectives du marché dans les évolutions technologiques à venir puissent entraîner une diminution globale de l'emploi dans le secteur. « *Avec la revitalisation des économies, la reprise de la demande et l'amélioration de la compétitivité des entreprises, les perspectives globales de l'emploi dans l'industrie automobile des pays industrialisés pourraient se révéler, à moyen terme au moins, stables et peut-être légèrement favorables dans certains pays* », écrivent-ils.

De même, se refusent-ils à prévoir une surcapacité globale de la production automobile à moyen ou long terme. Il leur semble certes « *probable* » que, « *temporairement et localement, des capacités excédentaires pourraient encore apparaître* », mais la flexibilité accrue des industries automobiles, qui constitue la condition de leur compétitivité, pourra, pensent-ils, « *faciliter les transitions probables* ».

En conclusion, les experts de l'OCDE mettent en garde les gouvernements contre la tentation de protéger durablement leur industrie nationale contre une concurrence mondiale exacerbée. « *Ayant glissé de façon non coordonnée vers une structure potentiellement rigide, où les principaux courants d'échanges sont sujets à restriction, il y a danger que cet état de fait ne devienne permanent. Ceci serait non seulement un coup important porté au fonctionnement du système international d'échange (...) mais pourrait aussi exacerber les tensions dans l'industrie et entre pays.* »

VÉRONIQUE MAURUS.

La fièvre chez Citroën

(Suite de la première page.)

En fait, en début d'après-midi, à l'heure du changement d'équipes, la CGT faisait débrayer les ateliers, à partir du ferrage et de la peinture. Progressivement aussi, des piquets de grève bloquaient les portes de l'entreprise, pendant que des groupes s'installaient un peu partout dans l'usine. A la reprise, un filtrage ne laissait entrer que les ouvriers qui étaient d'accord pour occuper les locaux, les autres étant invités à rentrer chez eux.

En fin d'après-midi, après l'arrivée de plusieurs cars de CRS, une seule porte a été libérée pour laisser sortir les non-grévistes. Dans la soirée, un meeting réunissait un millier d'ouvriers dans l'atelier de montage pour écouter M. Sainjon. Le secrétaire général de la FTM, acclamé par les présents, réclamait « *l'ouverture de négociations avec les pouvoirs publics et la direction, non pas dans le sens de la suppression d'emplois, mais dans le sens de l'avenir de tous les hommes qui composent cette entreprise* ».

Le déroulement même de l'opération, montée comme une pièce de théâtre, montre la volonté de la CGT de prendre une position de force dans le conflit. En décidant l'occupation de façon brusquée à la veille du week-end, à un moment relativement « vide » de la semaine, en ne laissant entrer la presse que pour le meeting, elle a à la fois tablé sur le retentissement dans l'opinion et cherché à tenir tous les fils.

Combien de temps peut durer l'occupation ? M. Akka Ghazi, secrétaire du syndicat CGT de Citroën, a annoncé que l'on entrait dans « *une lutte très dure* », et l'occupation est en principe « *illimitée* ». Mais, en même temps, M. Sainjon déclarait la CGT « *disponible à tout moment* » pour des négociations.

La CGT, en tout cas, après s'être contentée de quelques escarmouches, veut ainsi se mettre en position de force. Elle entend profiter de son quasi-monopole face à la direction et à la CSL pour ne pas recommencer ce qui s'est passé à Talbot-Poissy où elle a été débordée par le mouvement de grève. Mais elle prend aussi le risque que la grève s'effiloche. Dans la mesure où elle tient toutes les cartes en main, du côté syndical, elle assume tous les risques.

GUY HERZLICH.

L'usine la plus touchée

L'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) n'est pas le plus gros établissement de Citroën – les installations de Rennes comptent actuellement davantage de salariés – mais c'est le plus important en région parisienne. Elle compte environ 6 800 salariés : 5 000 « agents d'atelier » (OS), un millier d'ouvriers professionnels, 800 agents de maîtrise, employés, techniciens et cadres.

Cette usine moderne, qui s'étend sur près de 250 hectares dans la zone industrielle d'Aulnay-sous-Bois, inaugurée en 1973, a remplacé les installations anciennes du quai de Javel à Paris, dans le quinzième arrondissement.

A la différence encore de l'usine de Rennes, celle d'Aulnay-sous-Bois est seulement une usine de montage : on y monte toute la production des CX – le modèle de haut de gamme de Citroën, – et des petites voitures comme la LNA, et une partie de la Visa. Elle reçoit les pièces – et même pour la Visa des parties de voitures comme la carosserie, venant des usines de Rennes ou de Saint-Ouen. La CGT a notamment réclamé qu'elle soit choisie pour la nouvelle petite voiture en projet (la Cosa) et qu'on y rapatrie des fabrications faites ailleurs, comme celle de la GSA.

Comme dans la plupart des grandes usines automobiles de la région parisienne, la majeure partie du personnel ouvrier est formée d'immigrés – venus notamment du Maroc : sur les 4 500 salariés étrangers que compte l'usine, il y a quelque 4 000 ouvriers. L'usine doit être une des plus touchées par les 6 031 suppressions d'emplois prévues par la direction de Citroën : 1 787 postes doivent y être supprimés, dont 1 292 par licenciements et les autres par préretraites. Toutefois, le pourcentage de suppressions est encore plus important à Levallois, Clichy et Nanterre.

Sur le plan syndical, l'usine a longtemps été dominée sans partage par la CSL, comme les autres établissements Citroën de la région parisienne. A la suite d'un long conflit en avril-mai 1982, qui avait entraîné l'intervention d'un médiateur, M. Jean-Jacques Dupeyroux, la CGT avait pris la majorité aux élections professionnelles. Aux dernières élections au comité d'entreprise, la CGT a obtenu 58,08 % des voix, la CSL 32,42 %, la CFDT 5,98 % et FO 3,52 %.

Depuis la grève de 1982, l'usine a été le théâtre d'autres conflits, qui l'ont paralysée plusieurs fois. En février 1983, des bagarres avaient fait dix-sept blessés et entraîné le licenciement de délégués CGT, refusé par l'inspection du travail, puis par le ministre des affaires sociales. En septembre dernier, une grève-bouchon de l'atelier du ferrage avait à nouveau arrêté la production plusieurs jours.

M. GEORGES PÉBEREAU (CGE) RENONCE A SA RÉMUNÉRATION EXCEPTIONNELLE

M. Georges Pébereau, directeur général de la Compagnie générale d'électricité et président-directeur général de CIT-Alcatel, vient d'informer le ministre de l'industrie et de la recherche qu'il renonçait à la rémunération exceptionnelle (400 000 F) que lui a votée le conseil d'administration de la CGE, a annoncé le ministère. M. Georges Pébereau a adressé à M. Laurent Fabius une lettre où il écrit notamment : « *Le groupe CGE m'a accordé dans le cadre de la législation en vigueur et conformément à ses traditions, une rémunération différée. Je constate que l'octroi de cette rémunération a suscité des attaques qui, quelles qu'en soient les motivations, peuvent porter atteinte à la Compagnie. Je ne peux envisager qu'une question relative à ma personne puisse en quelque façon causer un préjudice au groupe auquel j'appartiens. J'ai donc décidé de renoncer aux dispositions en cause.* »

Le ministre de l'industrie et de la recherche a pris acte de cette décision. « Elle honore, a-t-il dit, ce responsable d'un grand groupe qui a obtenu en France et à l'étranger des résultats remarquables. »

L'EXPANSIONNISME DE LA MARINE MARCHANDE SOVIÉTIQUE VA TROP LOIN estiment cinq pays occidentaux

Des groupements de compagnies maritimes de cinq pays ouest-européens, inquiets des pratiques déloyales des compagnies soviétiques sur les routes d'Extrême-Orient et d'Afrique orientale vont rencontrer dans les « *prochaines semaines* » leurs interlocuteurs soviétiques, a annoncé, le 11 mai, à Paris, le secrétariat d'État à la mer.

Selon un communiqué, « *les ministres chargés des transports maritimes de la Belgique, de la France, des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni suivent avec une vive préoccupation les activités et pratiques des compagnies maritimes soviétiques opérant en lignes régulières entre leur pays respectif et certains pays tiers* ».

Dans les milieux maritimes occidentaux, on souligne que les Soviétiques pratiquent des taux de fret inférieurs de 30 à 60 % à ceux des conférences maritimes européennes qui sont des pools d'armateurs.

[« Le Monde de l'économie » du mardi 15 mai publiera un article sur « L'expansionnisme » de la marine marchande soviétique.]

Cinq secteurs prioritaires dans le contrat de plan de Provence-Alpes-Côte d'Azur

De notre correspondant

Marseille. – M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé du Plan, a paraphé le 7 mai, au nom de l'Etat, un contrat de Plan (c'est le quatorzième du genre) avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur représentée par son président, M. Michel Pezet (PS). Ce contrat porte sur une somme dépassant le milliard de francs. La part de la région est de 444,5 millions de francs et celle de l'Etat de 656,7 millions, qui seront répartis dans les cinq secteurs prioritaires définis par le plan régional préparé depuis deux ans (agriculture, emploi, habitat, éducation, recherche).

Compte tenu des difficultés que connaît le secteur de l'industrie (Ugine Aciers à Fos notamment), les contrats particuliers, qui seront signés ultérieurement, sont actuellement à l'étude. « *Le contrat de Plan mérite au moins un deuxième examen dans le domaine industriel* », a réclamé M. Michel Pezet.

D'autre part, le conseil régional, dans sa politique de soutien à un secteur particulièrement touché par la crise, celui du bâtiment et des travaux publics, a signé un « contrat de branche » avec les professionnels (Comptoir des entrepreneurs, Crédit foncier, promoteurs), qui va déboucher sur des prêts sans intérêts versés mensuellement aux acquéreurs de logements neufs (en première acquisition), pendant les sept premières années et remboursés durant les sept années suivantes. Il s'agit de prêts compensatoires dont le montant diminue d'année en année, réservés aux ménages qui acquièrent un logement en bénéficiant d'un prêt PAP ou conventionné. Globalement, l'aide régionale devrait abaisser de 1 200 F le revenu mensuel nécessaire pour contracter un emprunt.

J. C.

● **Texaco vend sa participation dans Mitsubishi Oil.** – Texaco Inc. a annoncé le 11 mai la vente de sa participation de 50 % dans la société Mitsubishi Oil Co au groupe japonais Mitsubishi. Cette vente s'inscrit dans la politique de Texaco de se séparer de certaines des filiales du groupe Getty dont il avait pris le contrôle en janvier dernier. Mitsubishi, le plus important groupe industriel japonais, a maintenant le contrôle de Mitsubishi Oil Co avec 66 % du capital. – *(AFP.)*

MAINTIEN DES ENGAGEMENTS DU PLAN

Interrogé par M. Jean-Paul Planchou (PS, Paris), mercredi 9 mai à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité, sur les conséquences, pour l'application du Plan, de l'arrêté annulant 11 milliards de francs de crédits, M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, a notamment répondu que, si plusieurs crédits annulés concernent effectivement des programmes prioritaires du IXe Plan, « *y compris certains qui ont donné ou vont donner lieu à contrat avec les régions* », celles-ci ont d'ores et déjà « *reçu la garantie que les engagements de l'Etat pour 1984 seront respectés, malgré l'arrêté d'annulation* ».

Il a ajouté que la préparation du budget de 1985 permettra d'assurer « *aux priorités du IXe Plan un traitement privilégié* ».

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 7 au 11 mai 1984

Léger retrait

Trois ans. Trois ans déjà que M. François Mitterrand occupe la présidence de la République, et, à l'heure traditionnelle des bilans, « *globalement négatifs* » dans l'esprit des Français, selon les sondages d'opinion qui tombent dru en cette période, il semble bien que, paradoxalement, seuls les boursiers trouvent quelques motifs de satisfaction à mettre à l'actif du – ou des – gouvernements mis en place depuis le 10 mai 1981. Certes, on a toujours le portefeuille à droite au palais Brongniart, plus par habitude que par réelle conviction d'ailleurs, mais il faut bien reconnaître qu'on a rarement fait d'aussi bonnes affaires à la Bourse de Paris que depuis l'arrivée d'une majorité au rose de plus en plus pâle.

Dans son dernier entretien accordé à *Libération*, le chef de l'Etat a encore contribué à mettre l'accent sur les « r », comme rigueur – « *une politique qui n'est qu'une parenthèse...* », – en prenant l'engagement – « *avant l'été* » – de mettre en place une procédure d'allègement des charges des entreprises qui aille de pair avec un assouplissement de la pression fiscale pour les particuliers, rendez-vous étant pris pour la préparation du projet de budget 1985. Pour ne pas être en reste, M. Jacques Delors, qui voit appliqué aujourd'hui le programme qu'il préconisait depuis près de deux ans – la fameuse « *pause* », – se fixe déjà un nouveau plan de travail. « *En dehors des deux tâches essentielles que constituent la baisse des prélèvements obligatoires et la restructuration des missions de l'Etat et des dépenses budgétaires*, précise le ministre de l'économie et des finances dans une récente interview aux *Echos, il y a deux grandes réformes auxquelles j'aimerais contribuer : d'une part, la réforme des finance locales, d'autre part, la simplification de l'environnement administratif, fiscal et financier dans lequel évoluent les entreprises. Sur le second point, je compte m'y attaquer pas à pas.* »

C'est aussi pas à pas, avec quelques dégagements de-ci de-là, que la Bourse de Paris poursuit son petit bonhomme de chemin, alors que le ton est beaucoup plus maussade sur les autres places internationales, à commencer par New-York, où les tensions observées sur les taux d'intérêt ont encore pesé sur le marché, vendredi soir. A Paris, les valeurs françaises se sont inscrites en léger retrait cette semaine (ramenée à quatre séances par la célébration de la fête de la Victoire), mais l'indice général culmine au voisinage de 180 (à 178,9 exactement à la veille du week-end), après avoir cédé environ 1 % sous l'effet de prises de bénéfices surtout perceptibles jeudi.

La distribution, bien orientée depuis plusieurs semaines, a ainsi subi quelques revers (Cedis, notamment, en repli de 8 % environ), alors que les valeurs pétrolières *ont au contraire* fait preuve de très bonnes dispositions, Primagaz, Raffinage, Pétroles BP, ESSO, pour ne citer que *quelques exemples*, figurent en tête des plus fortes hausses de la semaine. L'amélioration est générale dans ce secteur, et la publication du redressement du groupe Total (un bénéfice net de 420 millions de francs en 1983, après une perte de 1,07 milliard l'année précédente) est venue à point nommé pour relancer un intérêt qui s'est étendu à Elf-Aquitaine.

Très attendue, la reprise de cotation d'Amrep a été différée de jour en jour, alors que ce qui apparaît comme l'un des plus beaux scandales de ces dernières années *(voir ci-dessous)* met aux prises un repreneur qui fait la fine bouche (Bouygues) et des actionnaires confrontés à un désastre dont l'ampleur semble les dépasser. Vendredi, après trois tentatives infructueuses de cotation, l'action Amrep était « *indiquée* » à la baisse à 125 F, contre un précédent cours de 161 F. Une chute de 22 % en un peu plus d'une semaine. Et ce n'est pas fini...

SERGE MARTI.

Bâtiment, travaux publics

Le groupe *Lafarge Coppée* se porte beaucoup mieux. Très affectés en 1982 par le déficit du « réfractaire », des pertes de change et les mauvais résultats des filiales américaines, les bénéfices (part du groupe) se sont fortement redressés (+ 240 %) pour atteindre 255 millions de francs. Ce chiffre se situe dans la fourchette haute des prévisions (220 à 250 millions de francs), même légèrement au-delà, malgré la permanence du point faible (toujours le « réfractaire »).

La marge brute augmente de 39 % à 1526 millions de francs.

	11-5-84	Diff.
Auxil. d'entreprises	916	– 43
Bouygues	690	– 57
Ciments Français	277,50	+ 7,5
Dumez	715	– 28
J. Lefebvre	147,90	– 0,20
Générale d'Entrepr.	73,50	– 3,60
GTM	274	+ 5
Lafarge	385,50	– 0,90
Maisons Phénix	243	– 7
Poliet et Chausson	431,80	– 6,20
SCREG	190	– 3

Métallurgie constructions mécaniques

	11-5-84	Diff.
Alspi	91,90	+ 2,90
Amrep		
Avions Dassault-B.	525	+ 15
Ch. France-Dunk.	5,40	– 0,40
Chiers-Châtillon	29,20	– 1,80
Creusot-Loire	32	+ 1
De Dietrich	376	+ 1
FACOM	878	+ 9
Fives-Lille	319	– 2
Fonderie (Générale)	44,90	+ 1,50
Marine Wendel	106	+ 1
Penhoët	589	+ 6
Peugeot SA	249,20	– 1,80
Poclain (1)	45	– 0,70
Pompey	128	– 3
Sagem	1 380	– 45
Saulnes	23,90	– 0,10
Valéo	274	– 2
Vallourec	66,50	– 1,50

(1) Compte tenu d'un ex-droit de 0 F.

Valeurs diverses

Malgré un chiffre d'affaires accru de 13,3 % à 163 millions de francs, *Godde Bedin* (groupe Rhône-Poulenc) a en 1983 subi encore une perte de 23,2 millions de francs contre un déficit de 20,3 millions de francs.

En quatre ans, la société a perdu ainsi 105,10 millions de francs. Son dernier exercice bénéficiaire avait été en 1979 (2,74 millions).

	11-5-84	Diff.
Agence Havas	800	– 49
ADG	306	– 20
L'Air Liquide	565	– 10
Arjomari	469	– 31
Bic	437	– 12
Bis	291	– 6
Club Méditerranée	927	+ 8
Essilor	2 660	– 70
Europe 1	735	– 14
Ind. Partic.	411	– 41
Hachette	1 600	+ 50
Accor	232	– 9
L'Oréal	2 517	– 28
Navigation Mixte	271,80	+ 3,80
Nord-Est	50	– 1
Presses de la Cité	1 735	+ 35
Skis Rossignol	1 410	– 3
Sanofi	528	– 17

Alimentation

Pour l'exercice écoulé, *Ortiz-Miko* annonce un bénéfice net de 101 millions de francs (+ 4,1 %), pour un chiffre d'affaires de 2,88 milliards de francs, accru de 11,5 %.

Ces résultats sont, selon la société, dans la ligne des prévisions faites lors de l'introduction de l'action sur le second marché.

	11-5-84	Diff.
Béghin-Say	281,50	+ 0,50
Bongrain	1820	+ 8
BSN G.-Danone	2690	– 100
Carrefour	1790	– 50
Casino	1029	– 1
Cédis	621	– 56
Euromarché	750	– 29
Guyenne et Gasc.	310	– 11
Lesieur	1245	– 128
Martell	1874	– 73
Moët-Hennessy	1639	– 20
Mumm	575	– 50
Occidentale (Gle)	644	+ 3
Olida-Caby	316	– 19
Pernod-Ricard	795	inch.
Promodès	1650	+ 1
Source Perrier	533	– 17
St-Louis-Bouchon	402,50	– 9,50
C.S. Saupiquet	700	+ 21
Veuve Clicquot	2005	– 215
Viniprix	850	– 37
Nestlé	24440	– 860

Banques, assurances sociétés d'investissement

	11-5-84	Diff.
Bail Équipement	284	– 5
Cetelem (1)	371	– 10
Chargeurs SA	351	– 9
Bancaire (Cie) (2)	501	– 14
CFF	681	– 5
CFI	246	+ 4
Eurafrance	835	– 13
Hénin (La)	335,20	– 2,80
Imm. Pl.-Monceau	295	+ 15
Locafrance	302	– 13,5
Locindus	675	+ 11
Midi	1 620	– 19
Midland Bank	223	– 8
O F P (Omn. Fin. Paris)	845	– 10
Parisienne de résc.	650	– 5
Prétabail	965	+ 17
Schneider	95,50	– 7
UCB (3)	267	+ 7

(1) Compte tenu d'un coupon de 10 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 10 F.
(3) Compte tenu d'un coupon de 10 F.

Produits chimiques

Comme tous les chimistes du monde, *Rhône-Poulenc* a enregistré une nouvelle et substantielle augmentation de ses ventes au cours du premier trimestre.

Pour cette période, son chiffre d'affaires atteint 13,36 milliards de francs (+ 21,7 %).

	11-5-84	Diff.
Institut Mérieux	1 201	+ 99
Laboratoire Bellon	750	– 35
Nobel-Bozel	8,60	inch.
Roussel-Uclaf	1 120	– 20
BASF	628	– 15
Bayer	650	– 14
Hoechst	685	– 17
ICI	87,80	– 1,20
Norsk Hydro	864	+ 19

● **La dématérialisation des valeurs mobilières.** – L'Association des juristes d'affaires de Paris-I (AJAP) et le Centre de formation continue du CESA (HEC-ISA-CFC) organisent une table ronde sur ce sujet, le 22 mai 1984, de 14 heures à 19 heures, au CFC, 1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas. Renseignements : Mme Dumont (6) 941-80-90, poste 843.

Pétroles

	11-5-84	Diff.
Elf-Aquitaine (1)	267	+ 2,90
Esso	642	+ 11
Francarep	390,10	+ 5,10
Pétroles (Française)	290,30	+ 9,30
Pétroles B.P.	109,90	+ 6,90
Primagaz	239,50	+ 4
Raffinage	121	+ 13
Sogerap	531	inch.
Exxon	438	+ 10
Petrofina	1 430	– 5
Royal Dutch	525	inch.

(1) Compte tenu d'un coupon de 7,40 F.

Matériel électrique services publics

Crouzet a été déficitaire en 1983 : 28 millions de francs contre un bénéfice de 7 millions l'année précédente. La perte consolidée est moins importante : 24 millions de francs. Elle a été compensée par la reprise d'une provision par risque de fluctuation du portefeuille titres.

	11-5-84	Diff.
Alsthom-Atlantique	211	– 18,90
CIT-Alcatel	1 400	+ 15
Crouzet	110	– 1
Générale des Eaux	569	– 21
Intertechnique	1 485	– 43
Legrand	2 070	+ 65
Lyonnaise des Eaux	803	– 5
Matra	1 451	– 69
Merlin-Gérin	1 055	+ 6
Moteurs Leroy-Somer	419	– 17,50
Moulinex	102,50	– 1,50
PM Labinal	359,50	– 5
Radiotechnique	315	
SEB	449	– 1
Signaux	899	– 1
Téléméc. Electrique	1 743	– 19
Thomson-CSF	310	
IBM	1 163	– 17
ITT	387	+ 10
Schlumberger	528	– 2
Siemens	1 490	– 42

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 4 mai	Cours 11 mai
Or fin (kilo en barre)	101 100	102 100
– (kilo en lingot)	100 760	101 800
Pièce française (20 fr.)	617	606
Pièce française (10 fr.)	402	380
Pièce suisse (20 fr.)	618	608
Pièce latine (20 fr.)	591	583
● Pièce tunisienne (20 fr.)	588	728
Souverain	736	736
Souverain Elisabeth II	765	769
● Demi-souverain	410	410
Pièce de 20 dollars	4 440	4 200
– 10 dollars	2 120	2 020
● – 5 dollars	1 250	1 200
– 50 pesos	3 885	3 896
● – 20 marks	715	720
– 10 florins	616	617
● – 5 roubles	406	402

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Française des pétroles	315 764	93 648 050
ELF Aquitaine	315 077	85 995 207
BSN	14 884	40 766 842
CNE 3 %	11 540	40 163 200
Source Perrier	59 904	32 729 975
Thomson CSF	104 051	32 410 953
Lafarge Coppée	78 660	30 672 436
Carrefour	16 441	30 046 924
Moët Hennessy	14 393	23 709 431
L'Oréal	9 112	23 176 788

(*) Du 4 mai au 10 mai inclus.

AMREP : quand l'inconscience devient scandale

Il n'est pas excessif de dire que les milieux financiers français ont été frappés de stupeur lorsque, en début de semaine, un communiqué de la société AMREP a fait connaître que, selon les premiers résultats de la mission d'audit financier confiée au groupe d'expertise comptable Arthur Andersen, les pertes de ladite société pour l'exercice 1983 passaient des 400 millions de francs avancés en mars dernier à 823 millions de francs. En outre, il fallait tenir compte de 300 millions de francs de « *pertes inéluctables* » pour 1984 et de 200 millions de francs de « *pertes prévisibles* » pour 1985. En y ajoutant 200 millions de francs pour le « *coût des mesures de restructuration* » et 100 millions de francs de « *provisions pour la filiale du Venezuela* », le groupe d'expertise comptable, par le truchement du cabinet Barbier, arrive à la conclusion suivante : l'ensemble des déficits à prendre en charge est supérieur à 1,4 milliard de francs. Comme l'actif net actuel est de 527 millions de francs, ramené à 470 millions de francs « *pour tenir compte de l'indisponibilité d'éléments d'actifs situés dans des pays à monnaie non convertible* », le passif net avoisine le milliard de francs. En droit commercial, c'est une situation de dépôt de bilan pur et simple, à moins que les actionnaires, essentiellement le groupe pétrolier Total et le groupe Paribas ne reconstituent les fonds propres, et que les banques (1 milliard de francs de créances) ne fassent un « effort ». Ajoutons que le chiffre d'affaires d'AMREP s'est fortement contracté, revenant de 4,7 milliards de francs en 1982 à 2,6 milliards de francs (estimés) en 1984.

Le groupe Bouygues, dont la filiale Bouygues Offshore, spécialisée dans les travaux pétroliers en mer, n'atteint pas la taille critique avec son milliard de francs de chiffre d'affaires annuel, est fortement intéressé, on le sait, par AMREP, qui jouit de références internationales de premier ordre, disposant des meilleures techniques, notamment celle du travail dans les « mers profondes » (300 à 400 mètres), acquise en mer du Nord. D'excellents clients, comme British Petroleum et Britoil, supplient AMREP de prendre des commandes, à condition d'obtenir une garantie financière de bonne fin, celle du groupe Bouygues par exemple.

Ce dernier, qui dispose d'une trésorerie florissante, est prêt à reprendre l'affaire et à y investir 300 à 400 millions de francs à condition que la situation nette soit ramenée à zéro, c'est-à-dire que le trou de 1 milliard de francs soit comblé au préalable. Le Trésor, pour qui cette affaire constitue un nouveau Creusot-Loire, ne veut pas y mettre un sou, tout en se souciant d'éviter la chute d'une société qui emploie 7 000 personnes, dont 3 000 en France. Il essaie donc d'amener les partenaires en présence à définir un plan de redressement. Le groupe Bouygues, qui a pris, en avril, la présidence d'AMREP et racheté aux actionnaires le contrôle d'AMREP, sous réserve d'un remboursement total si son propre plan de redressement n'est pas adopté, entend bien ne pas investir dans un trou, et on le comprend. L'affaire suit donc son cours.

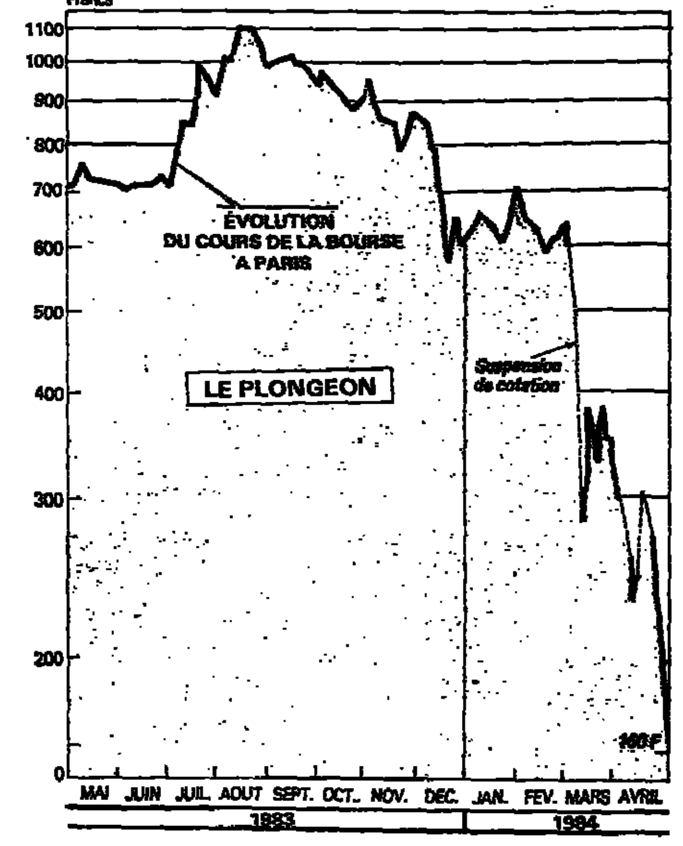
Quoi qu'il arrive, une question se pose : comment une société de *premier plan*, détenue par des groupes importants, a-t-elle pu *s'effondrer si rapidement.*

Tout d'abord, il semble que les *méthodes de gestion et de* contrôle budgétaire d'AMREP *aient été parfaitement défectueuses.* (« *Nous n'avons jamais vu cela* », auraient confié les experts-comptables.) Ensuite, il est très probable que le PDG, M. Miller (soixante-treize ans), se refusant à admettre que le marché des travaux pétroliers en mer était victime d'une crise très grave à partir de 1981, ait voulu continuer à s'engager à contre-conjoncture, avec le résultat que l'on sait.

C'est alors qu'une autre question se pose : qui pouvait contrôler M. Miller ? Les membres du conseil d'administration auraient pu demander des explications et tenter de les vérifier, à moins d'être considérés commes des potiches. Peut-être l'ont-ils fait, quitte, vraisemblablement, à accepter les explications de M. Miller comme argent comptant. En ce cas, à quoi servaient-ils ? Les commissaires aux comptes ? Leur responsabilité risque d'être engagée. Les banquiers ? Ils ont sans doute, eux aussi, cru M. Miller. Quant au *public, qui avait accordé sa* confiance également, à M. Miller, *il va faire les frais de l'opération* : en bonne logique, la valeur des *actions AMREP devrait se rapprocher de zéro.*

La morale de cette affaire pourrait être empruntée aux théologiens. Selon eux, il existe quatre formes de péchés : le péché par pensée, par parole, par action et par omission. Il faudrait y ajouter une cinquième forme, peut-être la plus perverse : le péché par inconscience.

F. R.



LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	7 mai	8 mai	9 mai	10 mai	11 mai
RM	287 697	–	326 616	261 405	322 700
Comptant					
R. et obl.	670 183	–	1 209 012	905 200	1 463 987
Actions	35 529	–	35 349	26 340	172 414
Total	993 409	–	1 570 977	1 192 945	1 959 101
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)					
Franç.	117	–	117,2		–
Étrang.	99,6	–	99,9		–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)					
Tendance	113,5	–	113,9	112,6	112,6
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	180,5	–	180,9	178,9	178,9

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK
En baisse

La remontée des taux d'intérêt, concrétisée par le relèvement de 12 % à 12,5 % du *prime rate* américain, a encore pesé sur la cote, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a finalement perdu 8,17 points d'un vendredi à l'autre pour s'établir à 1 157,13 points. Si les opérateurs ont modérément réagi à *cette mesure justifiée par la récente* escalade des taux hors banque, ils ont été davantage préoccupés par les besoins trimestriels de refinancement du Trésor, qui se sont effectués, dans certains cas, à des taux atteignant les plus hauts niveaux depuis deux ans en raison de l'accueil réservé à ces offres.

	Cours 4 mai	Cours 11 mai
Alcoa	34	34 1/8
ATT	16 1/2	15 3/4
Boeing	38 3/8	38 7/8
Chase Man. Bank	48 3/4	47 3/4
Du Pont de Nemours	49 3/4	49 7/8
Eastman Kodak	66 1/8	67
Exxon	42 3/4	42 3/8
Ford	35 3/8	34 1/4
General Electric	54 1/2	54 3/8
General Foods	52	52 3/8
General Motors	64 1/4	63 3/4
Goodyear	26 3/8	26
IBM	112 3/4	111 1/8
ITT	36 1/8	35 3/4
Mobil Oil	30	29 3/8
Pfizer	34	33 1/4
Schlumberger	51 1/2	50 1/2
Texaco	40 3/8	39 3/4
UAL Inc.	34 1/2	35 3/8
Union Carbide	56	55
US Steel	29 3/4	28 1/2
Westinghouse	46	45
Xerox Corp	40 3/8	40

LONDRES
Vif repli

Pour la première fois depuis deux semaines, l'indice *Financial Times* des valeurs industrielles est repassé sous la barre des 900 points pour atteindre vendredi, à un moment, son plus bas niveau depuis un mois, à 868,2 points, soit une baisse de 47,2 points ou 5 % environ, par rapport à la fin de la semaine précédente. La remontée des taux outre-Atlantique (et sur le sol britannique intervenue mardi pour les taux de base bancaire) a pesé sur la cote tandis que les mines d'or subissaient de sérieux revers en raison de la forte hausse du dollar.

Indices « F.T. » : industrielles : 871 contre 915,4; mines d'or : 618,6 contre 665,1; fonds d'Etat : 79,75 contre 81,02.

	Cours 4 mai	Cours 11 mai
Beecham	325	308
Bowater	311	310
Brit. Petroleum	515	480
Charter	248	228
Courtaulds	157	
De Beers (*)	7,65	7,17
Dunlop	42	39
Free State Geduld (*)	29 1/8	27
Glaxo	870	820
Gt. Univ. Stores	640	605
Imp. Chemical	602	592
Shell	653	635
Unilever	950	925
Vickers	175	162
War Loan	34 3/4	34 1/8

(*) En dollars.

TOKYO
Lourde chute

La Bourse de Tokyo a enregistré cette semaine un net retournement de tendance, en raison des préoccupations croissantes que provoque la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et la baisse du yen face au dollar, enchaînant une lourde chute des valeurs japonaises. Après une brève reprise mercredi, l'indice Nikkei Dow-Jones reculait brutalement de 180,58 yens jeudi, soit la huitième baisse la plus importante en une seule séance enregistrée dans les annales du marché nippon. Finalement, cet indice a perdu 356,30 yens, soit la plus forte baisse constatée en une seule semaine depuis le début de l'année, clôturant vendredi à 10 833,87 points, tandis que l'indice général *baissait* de 26,46 points, à 848,98.

	Cours 4 mai	Cours 11 mai
Akai	470	473
Bridgestone	620	605
Canon	1 410	1 290
Fuji Bank	1 040	1 060
Honda Motors	1 240	1 180
Matsushita Electric	2 000	1 870
Mitsubishi Heavy	266	250
Sony Corp.	3 620	3 510
Toyota Motors	1 460	1 400

FRANCFORT
Maussade

Les menaces de grève dans la métallurgie, la remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis et la fermeté du dollar ont contribué à détériorer l'atmosphère et les valeurs, surtout industrielles, ont souffert de la morosité. Indice de la Commerzbank : 1 015,70 contre 1 047.

	Cours 4 mai	Cours 11 mai
AEG	100	97,20
BASF	170	163,50
Bayer	175,90	169,40
Commerzbank	178	169,70
Deutschebank	388,50	376
Hoechst	186,50	175
Karstadt	275	264
Mannesman	151,70	143
Siemens	404,70	392,40
Volkswagen	202,80	193,60

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

La grande déprime

Le marché international des capitaux traverse une des plus mauvaises passes de toute son existence, et il y a peu de chances d'amélioration au cours de la semaine prochaine. Non seulement le secteur euro-émission à taux fixe est pratiquement fermé par suite de la vive hausse des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis, mais le marché des euro-emprunts à taux variable est durement affecté par deux facteurs : les rumeurs concernant la très mauvaise situation financière de la banque américaine Continental Illinois, et les mesures prises cette semaine par la banque d'Angleterre pour limiter le mauvais usage du papier bancaire à taux variable.

Que ce soit à New-York ou sur les euro-obligations, les investisseurs ont maintenant totalement déserté les marchés des capitaux. Des deux côtés de l'Atlantique, on paraît avoir été frappé par le fait que non seulement les prévisions funestes de Henry Kaufman, la fleur du conseil d'administration de la firme américaine Salomon Brothers, étaient en voie de se réaliser, mais qu'elles se matérialisaient même plus rapidement que son auteur l'avait prévu. *Les obligations à long terme du gouvernement américain procurent déjà des rendements semestriels bien supérieurs à 13 %, et les 15 % anticipés par le « Dear Henry » pour le début de l'année prochaine pourraient surgir bien avant cette date.* L'absence totale d'investisseurs, qui demeurent dans l'expectative en attendant le relèvelent du taux d'escompte aux Etats-Unis, pourrait en effet accélérer l'évolution prévue par le gourou de Salomon Brothers, tant il est vrai que la perception du phénomène influe sur son développement.

Au vu de la déprime actuelle, aucune nouvelle euro-émission à taux d'intérêt fixe n'a pu voir le jour cette semaine dans la partie du marché libellée en dollars. Les cours sur le marché secondaire ont très souvent chuté de plus de 1 % pendant les huit derniers jours. L'euro-emprunt sur sept ans de 100 millions de dollars du Crédit agricole, lancé au pair le vendredi précédent avec un coupon annuel de 11,25 %, était affecté à la veille du week-end par une décote de 3 - 2,75 points. Simultanément, le secteur à taux variable n'a lui non plus pas été gâté, mais pour des raisons tout autres que l'évolution du coût de l'argent aux Etats-Unis.

Jeudi, la Banque d'Angleterre a pris une mesure importante afin de contrôler l'usage immodéré des euro-émissions, par les banques, de « notes » à taux d'intérêt variable. Celles qui sont émises en tant que dette subordonnée ne pourront dorénavant plus être intégrées dans l'actif des bilans des banques britanniques ou, si elles le sont, devront être déduites du capital. L'objectif recherché par la « Vieille Dame » de Threeneedle Street est de réduire le placement des euro-emprunts à taux variable successivement émis par chacune des quatre grandes banques commerciales britanniques auprès de leurs consœurs. C'est ainsi, par exemple, que le papier nouvellement offert par la National Westminster (NatWest) pouvait jusqu'ici être en grande partie acheté par la Barclay's qui le porte à l'actif de son bilan. De même, celui émis par la Barclays pouvait, après avoir été acquis par la première, figurer à l'actif de la NatWest. Cette pratique incestueuse, qui à la limite pouvait immanquablement faire penser à l'émission de traites de cavalerie, était dangereuse pour le système bancaire britannique, l'ensemble des banques du Royaume-Uni semblant s'appuyer l'une sur l'autre sans vergogne et sans grands risques puisque les dettes ainsi créées sont subordonnées aux autres, c'est-à-dire qu'elles ne s'inscrivent qu'au second rang, loin derrière les créances privilégiées ou directes. Les emprunts subordonnés sont avant tout le fait des établissements anglo-saxons. Les banques françaises et japonaises n'y ont en général pas recours, ce qui a toujours conféré à leurs émissions une plus-value aux yeux des initiés. Ceux qui le sont moins ou qui n'ont pas voulu l'être doivent le regretter aujourd'hui.

Méchantes rumeurs

Le coup le plus dur subi par le marché de l'euro-obligation à taux variable est néanmoins venu des Etats-Unis. On ne parlait, jeudi, que de la situation précaire de la Continental Illinois américaine, accablée par le poids de plus de 3 milliards de dollars de créances douteuses. Les commérages allaient de la faillite pure et simple au rachat éventuel par une banque japonaise ou un autre établissement américain. Les euro-obligations en circulation de la Continental Illinois en ont de suite fortement souffert. Lorsque l'air de la calomnie commence à être susurré, il est pratiquement impossible de l'arrêter. Aussi, malgré les démentis de la banque concernées et sa menace de poursuivre les médias colportant ces bruits, l'inquiétude s'est étendue à l'ensemble du compartiment bancaire. Des rumeurs aussi mal intentionnées circulaient vendredi après-midi à propos de la First Interstate Bank of California et la Harris Trust.

L'initiative de la Tokai Bank japonaise, qui le même jour avait lancé au pair une euro-émission de 150 millions de dollars sur une durée de quinze ans, mais avec la possibilité pour le porteur d'en demander le remboursement anticipé après dix et douze ans, a été accueillie sans grand enthousiasme. L'intérêt semestriel sera l'addition d'une marge de 0,125 % au taux du Libor à six mois. Avec une commission bancaire qui totalise 0,625 %, le coût de l'emprunt pour le débiteur représente sur dix ans 18,75 points de base annuels. C'est maigrelet.

Le Crédit lyonnais, qui selon certains pourrait lancer prochainement une euro-émission à taux variable, est heureusement pour lui dans une meilleure position... Tout d'abord, les banques françaises étant toute nationalisées, il est difficile d'imaginer l'État français abandonnant l'un des établissements qu'il contrôle, même si celui-ci se trouvait en difficulté. Du reste, toutes les banques de l'Hexagone ont depuis longtemps accumulé les provisions pour créances douteuses, alors que leurs consœurs américaines n'ont pas été aussi rigoureuses. Ensuite, les euro-emprunteurs du secteur bancaire français offrent en général des conditions plus rémunératrices pour les prêteurs. Ils proposent en effet des marges plus élevées que le petit 0,125 % traditionnellement arrêté par la plupart des banques d'autres pays. Enfin, les euro-obligations des banques françaises sont toujours de premier rang. Pour toutes ces raisons, le papier français en circulation sur le marché secondaire s'est récemment valorisé.

Le secteur du marché libellé en deutschemarks a été sévèrement touché par la triple conjonction de la hausse des taux d'intérêt en dollars, de la fermeté de la devise américaine et des troubles sociaux dans la métallurgie allemande. Le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (CEPME) s'est du coup trouvé contraint de renoncer à l'euro-émission de 150 millions de deutschemarks qu'il devait réaliser en début de semaine. La Banque européenne d'investissements (BEI), par contre, a lancé mardi soir son emprunt international de 250 millions de deutschemarks sur dix ans qui était inscrit au calendrier de mai. Pour forcer un marché difficile, elle a offert ses euro-obligations à un prix de 99,50 avec un coupon annuel de 8 %, soit un rapport à échéance de 8,07 %. Tout a été relativement bien durant les deux premières journées, mais, la détérioration s'amplifiant, l'émission BEI a terminé la semaine avec une décote, très lourde pour le marché allemand, de 1,25 - 1,375.

Pour terminer sur une note plus optimiste, il faut souligner le succès d'EDF sur le marché anglais des capitaux, qui présente l'avantage d'être actuellement bien moins onéreux que celui des Etats-Unis. L'entité française a réussi à lever aisément, sous la garantie de l'Etat français, 75 millions de livres sterling sur vingt-huit ans, avec un coupon annuel de 11,75 % sur un prix de 96,76, pour donner un rapport légèrement supérieur à 12,65 % par an. La signature française, et tout particulièrement celle d'EDF, reste très estimée auprès des grandes institutions britanniques qui absorbent ce type de papier.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Forte poussée du dollar

La hausse du dollar s'est vigoureusement accélérée cette semaine sur les marchés des changes, le « billet vert » se rapprochant des sommets atteints le 12 janvier dernier, qui étaient, rappelons-le, 8,69 F à Paris, record absolu, et 2,85 DM à Francfort. En même temps, la livre sterling touchait son plus bas niveau de toujours par rapport à la monnaie américaine : 1,3850 dollar. Deux facteurs ont provoqué cette nouvelle flambée : la montée continuelle des taux d'intérêt aux Etats-Unis *(voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire »)* et la crainte d'un conflit social très dur en Allemagne, qui a affaibli à nouveau le deutschemark.

C'est ainsi que, en début de semaine, les cours de la monnaie américaine passaient de 8,31 F à la veille du week-end précédent à 8,45 F puis à 8,51 F sur la place de Paris, et de 2,72 DM à 2,76 DM, puis 2,78 DM sur celle de Francfort, une accélération de la hausse se produisant à l'annonce d'un nouveau relèvement du taux de base des banques aux Etats-Unis. Après une brève accalmie mercredi, le mouvement reprenait jeudi, amplifié par la nouvelle du départ de M. Martin Feldstein, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, dont on connaissait les divergences d'opinion avec d'autres collaborateurs du président Reagan, notamment sur la nécessité de réduire le déficit budgétaire, absolue à ses yeux, et sur le niveau élevé des taux d'intérêt qu'il trouve justifié.

Parallèlement, l'aggravation des conflits sociaux en Allemagne, où les membres du puissant syndicat de la métallurgie IG METALL votaient la grève pour l'obtention de la semaine de de trente-cinq heures en Hesse d'abord, puis au Bade-Wurtemberg (partie nord), préoccupait les détenteurs de marks, qui accentuaient leurs désinvestissements au profit du dollar.

A la veille du week-end, toutefois, les interventions massives des banques centrales, effectuées les deux jours précédents, obtenaient un résultat : celui de ramener un peu en arrière les cours du dollar, qui retombaient de 2,79 DM à 2,77 DM et de 8,55 F à 8,52 F : la Banque fédérale d'Allemagne s'était montrée la plus active, dépensant de 700 millions de francs à un milliard de dollars pour défendre sa monnaie. Les autorités monétaires allemandes voudraient éviter que la devise américaine ne dépasse à nouveau le cours de 2,80 DM. Pour elles, une hausse exagérée du dollar provoque de l'inflation importée, par renchérissement du coût des matières premières achetées au-dehors. A Francfort, on voudrait également ne pas avoir à relever les taux d'intérêt intérieurs, pour ne pas casser une reprise économique encore bien fragile.

Le reflux du dollar en fin de semaine a, enfin, été favorisé par des rumeurs insistantes et vigoureusement démenties sur la solvabilité de plusieurs banques *(voir la rubrique de Christopher Hughes)*.

Dans cette nouvelle tourmente, le franc s'est fort bien tenu, profitant, il est vrai, de la faiblesse du mark, dont le cours à Paris a fléchi, un moment à 3,0675 F avant d'esquisser mer un petit mouvement de reprise qui l'a porté à 3,0720 F à la veille du week-end.

Sur le marché de l'or, la fermeté du dollar et des taux d'intérêt a poussé à la baisse des cours de l'once de 31,1 grammes, qui ont chuté de 378 dollars à 371 dollars pour remonter légèrement à 373 dollars en fin de semaine. Le métal jaune, pour l'instant, n'intéresse personne.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 MAI 1984

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York ...	1,3835	–	11,7398	43,6872	36,0628	1,7727	32,1079	0,05862
	1,4115	–	11,9832	44,4840	36,8120	1,8054	32,6904	0,05956
Paris	11,7846	8,5180	–	372,13	307,18	15,1002	273,49	4,9930
	11,7790	8,3450	–	371,22	307,20	15,0659	272,80	4,9702
Zurich	3,1668	2,2890	26,8725	–	82,5460	4,0578	73,4949	1,3417
	3,1730	2,2480	26,9383	–	82,7535	4,0585	73,4880	1,3389
Francfort ...	3,8364	2,7730	32,5546	1,2114	–	4,9158	89,0352	1,6254
	3,8343	2,7165	32,5524	1,2084	–	4,9043	88,8035	1,6179
Bruxelles ...	78,0432	56,41	6,6224	24,6439	20,3426	–	18,1120	3,3065
	78,1830	55,39	6,6375	24,6397	20,3902	–	18,1072	3,2990
Amsterdam ..	4,3089	3,1145	36,5637	136,06	112,32	5,5212	–	1,8256
	4,3178	3,0590	36,6567	136,08	112,61	5,5227	–	1,8219
Milan	2360,25	1706	200,28	745,30	615,22	30,2429	547,76	–
	2369,90	1679	201,28	746,89	618,07	30,3123	548,87	–
Tokyo	318,34	230,10	27,0133	100,52	82,9787	4,0791	73,6802	0,1349
	319,85	226,60	27,1540	100,80	83,4162	4,0910	74,0765	0,1350

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 11 mai, 3,7019 F contre 3,6827 F le vendredi 4 mai.

LES MONNAIES DU S.M.E.*: DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

11 mai 1984

LIRE ITALIENNE – FLORIN NÉERLAND. – MARK ALLEMAND – FRANC FRANÇAIS – LIVRE IRLANDAISE – COURONNE DANOISE – FRANC BELGE

+1,60 / +1,25 / 0 % / –0,25 / –0,50 / –0,75 / –1 / –1,25 / –1,50 / –1,75 / –2,00 / –2,25

Plafond – Plancher

* Système monétaire européen

Marché monétaire et obligataire

Hausse du taux aux Etats-Unis

La montée des taux d'intérêt s'est poursuivie inexorablement aux Etats-Unis, avec l'effet que l'on sait sur les cours du dollar *(voir en rubrique Devises et or)*. Elle s'est même étendue à la Grande-Bretagne, tandis qu'en Europe le *statu quo* était maintenu en Allemagne et qu'en France les autorités monétaires provoquaient même une légère baisse. Les déclarations pessimistes qu'avait faites M. Henry Kaufman, le « gourou » de Wall Street, selon lesquelles les taux d'intérêt américains allaient peut-être monter de façon « spectaculaire » à la fin de l'année, ne manquaient pas en début de semaine de provoquer une tension immédiate, selon un processus maintenant bien connu. Mardi, les banques américaines relevaient leur taux de base (prime rate) pour la troisième fois en un mois, le portant de 12 à 12,5 %, après l'avoir relevé de 0,5 % le 19 mars et le 5 avril.

Cette mesure, prise par les établissements en raison de la hausse générale du coût de leurs ressources, était vivement critiquée par le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, qui en rendait responsable la réserve fédérale (FED). Selon M. Speakes, la FED contribue à renchérir le loyer de l'argent en ne fournissant pas à l'économie les liquidités nécessaires pour accompagner la croissance. Et d'inviter la FED, si elle a peur de l'inflation, « *à consulter les statistiques qui montrent que l'inflation reste faible* ». M. Speakes concluait : « *La FED est une institution indépendante, et nous respectons cette indépendance, mais nous avons aussi nos vues sur ce qu'il convient de faire.* » Lisez : il faut faire baisser les taux qui pèsent sur le citoyen en cette période préélectorale. En fin de semaine, toutefois, le président Reagan, tout en affirmant « *ne pas comprendre* » la hausse du taux, s'abstenait de mettre en cause la FED. Son conseiller économique en chef, M. Martin Feldstein, qui va la quitter pour retourner à ses chères études, comprend très bien cette hausse, due selon lui, et selon la FED, à l'addition des besoins du Trésor pour combler un déficit budgétaire grandissant et à ceux des entreprises, avides de concours bancaires pour assurer leur développement.

Il est de fait que d'une semaine à l'autre le taux des eurodollars à six mois, véritable référence pour le monde financier, est passé de *11 3/8 % à plus de 12 1/2 %*. De son côté, le Trésor des Etats-Unis, pour son adjudication de bons à trente ans, a dû consentir le taux le plus élevé depuis février 1982, soit 13,32 % contre 11,88 % le 15 février dernier. Ces hausses ont eu un effet dévastateur sur le marché américain des obligations, où les cours ont fléchi à nouveau.

L'élévation des taux américains et la forte baisse de la livre sterling vis-à-vis du dollar ont conduit les banques anglaises à relevé également leur taux de base, le portant de 8 1/2 % à 9 % et même 9 1/4 % pour *certaines d'entre elles*.

A Paris, c'est le mouvement inverse qui s'est produit, non pas, certes, sur le taux de base des banques, mais sur le taux d'intervention de la Banque de France. Cette dernière a pris, le 9 mai, la décision très remarquée de ramener de 12 % à 11 3/4 % le taux de ses achats d'effets de première catégorie sur le marché financier. Le taux avait été abaissé de 12 1/4 % à 12 % le 30 novembre 1983. Du coup, le loyer de l'argent au jour le jour entre *banques est revenu à 11 1/2 %, au* plus bas depuis mars 1981.

Une telle décision, rendue possible par la bonne tenue du franc vis-à-vis du mark, pierre de touche de la situation extérieure du pays, traduit la volonté officielle de reprendre le processus de baisse du taux, pratiquement interrompu à la fin 1983. Si ce processus se poursuit, il devrait conduire à une nouvelle réduction des taux de base des banques françaises.

Le marché français bien orienté

Si le marché obligataire américain est profondément déprimé, pour des raisons évidentes, celui de Paris apparaît à nouveau bien orienté, pour la raison inverse, invoquée ci-dessus. Les opérateurs tablent sur une baisse des rendements en 1984, qui semble déjà se dessiner : en fin de semaine, ces rendements étaient revenus, pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, à 12,79 % contre 12,84 % (12,95 % il y a un mois), à 12,64 % (inchangé) pour ceux à moins de sept ans et à 13,83 % contre 13,89 % pour les emprunts du secteur public (13,97 % au début d'avril dernier), selon les indices Paribas.

A tout seigneur tout bonneur, l'émission d'obligations renouvelables du Trésor (ORT) a été close vendredi 11 mai au matin avec un montant de 7 milliards qui s'ajoute aux 8 milliards de francs de mars dernier, soit 15 milliards au total depuis le début de l'année. Apparemment, il semble que les banques aient pris un peu trop de « papier » et se trouvent généreusement « collées », l'émission ayant pris fin plus tôt qu'elle ne le prévoyaient.

Les PTT ont lancé un emprunt de 1,5 milliard de francs à dix ans et taux fixe de 13,70 %. Il se place très bien, de nombreux souscripteurs qui n'avaient pu obtenir du « papier SNCF » la semaine dernière s'étant reportés sur les PTT. Le Crédit naval lève 500 millions de francs à dix ans et 14,10 %. L'accueil qui lui est réservé semble très moyen. Il est meilleur, en revanche, pour les 290 millions de francs à dix ans et taux révisable annuellement (14,20 % la première année) du GITT.

Il est enthousiaste, enfin, pour les titres participatifs émis par le Crédit commercial de France, pour un montant initial de 700 millions de francs, porté à 800 millions. Ces titres sont du type Indosuez, c'est-à-dire non amortissables, ni remboursables, donc perpétuels. Leur rémunération comporte une partie fixe égale à 43 % du taux moyen des obligations garanties (TMO) de l'année précédant le paiement du coupon et une partie variable, égale à 32 % du TMO indexé sur le résultat net consolidé du groupe CCF, avec une rémunération comprise entre un minimum de 80 % et un maximum de 130 % du TMO. Ce « papier » s'est arraché, les souscripteurs ayant confiance dans la capacité, déjà ancienne, du CCF à accroître ses résultats. Il est à signaler que cette émission est la première lancée par une grande banque de dépôts (celle d'Indosuez, dont le succès avait été également très vif, étant le fait d'une banque s'alimentant sur le marché des capitaux).

La semaine prochaine sont prévues des émissions de la Caisse centrale des banques populaires (artisans), du Crédit mutuel et du Crédit agricole (2,5 milliards de francs en trois tranches, l'une à taux fixe de 13,70 % et les deux autres à taux variable, TRA et THM).

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Hausse du café – Repli du sucre

La tension survenue sur les taux d'intérêt en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, la hausse du dollar ont exercé leurs répercussions sur les différents marchés.

METAUX. – *Les cours du cuivre ont fléchi au Metal Exchange de Londres. La diminution des stocks britanniques de métal, inférieure aux prévisions des négociants (2 000 tonnes seulement), et la réduction de 1 cent par livre du prix du métal raffiné aux Etats-Unis ont joué en faveur de la baisse. Pourtant, la situation statistique de ce métal est en voie d'amélioration. Selon les dernières estimations du CIPEC (Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre), un déficit mondial de production a été enregistré durant le premier trimestre de l'ordre de 110 000 tonnes. L'offre a été inférieure de 3 % à celle du premier trimestre de 1983 en raison de la fermeture de nombreuses mines, alors que la consommation mondiale s'accroissait de 7 %.*

Nouvelle avance des cours de l'étain à Londres, grâce aux interventions suivies du directeur du stock régulateur.

Pour la première fois depuis plusieurs semaines le plomb a « décroché » à Londres. La baisse a été surtout provoquée par le règlement d'un conflit social en Australie.

Le zinc a récupéré une partie de son recul de la semaine précédente à Londres.

Le nickel a faiblement réagi à l'annonce de la conclusion d'un nouveau contrat de travail chez le second producteur canadien.

La baisse continue sur les cours de l'aluminium à Londres encouragée par la hausse des stocks mondiaux intervenue en mars.

DENRÉES. – *Petite flambée des cours du café qui viennent d'atteindre sur la plupart des marchés leurs meilleurs niveaux depuis 1977. Des informations faisant état d'un refroidissement de la température au Brésil ont relancé la spéculation et accru les achats de couverture, d'autant que des difficultés d'approvisionnement se sont faits jour pour certaines qualités.*

La chute des cours du sucre a encore été sévère sur les différentes places. Exprimés en dollars ils ont enfoncé leur niveau le plus bas depuis juin 1983 (quand les cotations en dollar ont pris la place de celles en livre). La production thaïlandaise est supérieure de 45 % à celle de la précédente campagne. Les stocks mondiaux sont estimés par une firme privée à 33,63 millions de tonnes en diminution de 1,24 million de tonnes sur l'évaluation réalisée en février.

Le cacao a fluctué au gré des estimations de la récolte temporao brésilienne.

LES COURS DU 11 MAI 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 1 015 (1 038,50) ; à trois mois, 1 031 (1 053) ; étain comptant, 9 150 (8 895) ; à trois mois, 9 080 (8 976) ; plomb, 309 (331) ; zinc, 691 (688,50) ; aluminium, 906 (938) ; nickel, 3 435 (3 465) ; argent (en pence par once troy), 630 (641,50). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 62,65 (65,25) ; argent (en dollars par once), 8,78 (9,03) ; platine (en dollars par once), 414,20 (419,10). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), inchangé (29,15).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, juillet, 82,40 (82,85) ; octobre, 80,60 (79,50). – **Londres** (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 450 (448). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, juillet, 50 (50,20).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 720-759 (755-760). – **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 232-232,50 (234,50-235).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2 647 (2 650) ; septembre, 2 644 (2 654) ; sucre, juillet, 5,59 (5,97) ; septembre, 5,86 (6,33) ; café, juillet, 152 (147,64) ; septembre, 148 (144,65). – **Londres** (en dollars par tonne pour le sucre) : sucre, août, 153,20 (171,60) ; octobre, 163,20 (181,20) ; café, juillet, 2 281 (2 131) ; septembre, 2 247 (2 110) ; cacao, juillet, 1 993 (1 955) ; septembre, 1 995 (1 955). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, juillet, 2 370 (2 245) ; septembre, 2 399 (2 349) ; café, juillet, 2 665 (2 515) ; septembre, 2 665 (2 525) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 365 (1 404) ; octobre, 1 431 (1 493) : tourteaux de soja. – **Chicago** (en dollars par tonne), juillet, 198,70 (196,70) ; août, 199,70 (197,30). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 155 (154,70) ; août, 156,40 (156,30).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, juillet, 346 (342 3/4) ; septembre, 346 (344 1/4) ; maïs, juillet, 347 1/4 (347) ; septembre, 320 (323).

INDICES. – Moody's, inchangé (1 071) ; Reuter, 1 990 (1 989,70).

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

FRANCE

LE FESTIVAL DE CANNES

ÉCONOMIE

RADIO-TÉLÉVISION (20)

L'AVENIR DE LA NAMIBIE

L'ouverture de la conférence de Lusaka a été retardée par un différend entre la SWAPO et les partis internes

Lusaka. – Les pourparlers de Lusaka qui se sont ouverts vendredi 11 mai dans la capitale zambienne, ont bien failli capoter dès la première journée. *Un différend sur la* composition de la délégation de la Swapo (*organisation du peuple du* Sud-Ouest africain) a en effet été à *l'origine de sept heures de discussion* préliminaires avant que ne s'ouvrent *peu après minuit les négociations au* fond, sous la présidence du chef de l'Etat, M. Kenneth Kaunda.

Ces difficultés ont été provoquées par l'une des quatre délégations, *celle de la conférence multipatite* (CMP) regroupant les six principales *formations politiques internes* de Namibie : Democratic Turnhalle Alliance (DTA), Parti National, Parti du Travail, SWAPO démocratique, Front de Libération Rehoboth, et la SWANU (Union nationale du Sud-Ouest africain). Quatre de ses membres de cette dernière organisation, et non des moindres puisqu'il s'agit du vice-président, du secrétaire général, de l'ancien président, et du secrétaire aux affaires étrangères, avaient rejoint la délégation de la SWAPO. Une trahison en quelque sorte, que ne pouvait accepter la SWaNU d'autant que la délégation de la CMP (vingt-huit membres) était inférieure en nombre de huit personnes par rapport à celle de la SWAPO.

De notre envoyé spécial

En fait, *la lutte d'influence entre* la SWAPO et les formations internes namibiennes ne fait que commencer, dans la perspective d'élec*tions futures. La SWAPO a toujours* refusé de rejoindre la MPC, esti*mant qu'il s'agissait d'une création* de l'Afrique du Sud et d'une alter*native politique lui permettant de ne* pas se soumettre aux conditions fixées par la *résolution* 435 des Nations unies, qui a élaboré en 1978 un processus précis d'accession à l'indépendance de la Namibie.

La SWAPO, *forte de son titre* de « seul représentant authentique du peuple *namibien* » *que lui a conféré* l'ONU, refuse de reconnaîte les *partis internes, alors que* l'Afrique du Sud entend démontrer qu'ils *constituent une véritable force* politique. M. Van Niekerk, administra*teur général sud-africain en* Namibie, répétant que les pourparlers de Lusaka *sont essentiellement* des discussions entre la SWAPO et la MPC pour la *mise* sur pied d'un accord global pouvant conduire à l'indépendance. Or la SWAPO, elle, entend discuter directement avec l'Afrique du Sud et, très subsidiairement, avec la MPC. Tel est le véritable enjeu de cette réunion.

Sortir de l'impasse

Le président Kaunda, à la tête d'une délégation de douze personnes, a essayé d'aplanir ces difficultés en faisant remarquer : « *Ce serait naïf d'espérer une totale unité au sein du peuple namibien et de faire de cela une condition préalable pour l'indépendance de ce pays* », soulignant malgré tout que « *ces divisions ne doivent pas servir de prétexte à la poursuite de l'occupation sud-africaine de ce pays* ».

Les quatre-vingts délégués présents à ce sommet ont jusqu'à samedi soir pour sortir de l'impasse et trouver une solution à l'imbroglio namibien, sous l'œil attentif de nombreux observateurs. Parmi eux, notamment, quatre officiels angolais, *dont M. Figueiredo, ambassadeur à* l'ONU, et le vice-ministre des rela*tions extérieures, M. Venancio de* Moura, ainsi qu'un délégué de la re*présentation spéciale du secrétariat* général de l'ONU pour la Namibie, *M. Isham* Omayad.

Les organisations politiques namibiennes *parviendront-elles à faire* taire leurs divisions et leurs rivalités *afin que cette tentative* de règlement du dilemme namibien n'abou*tisse pas à un échec comme ce fut* le cas à la conférence de Genève en janvier 1981, bien que Pretoria en porta la responsabilité ? Le prési*dent Kaunda* souhaite ardemment, à la veille du vingtième anniversaire *de son* accessioin au pouvoir, devenir le père spirituel de l'indépendance *namibinne* et rompre ainsi ce qu'il a appelé « *le cycle de la violence en Afrique australe* ».

La conférence multipartie *qui, après six mois de travail, a rédigé* une sorte de charte des droits *de l'homme, veut, à travers cette* réunion, apparaître comme une *force représentative et a tout intérêt* à son succès. La SWAPO quant à *elle a subi de sérieux revers militaires,* elle est coupée de ses bases *arrières en Angola. De ce fait, ce* mouvement de libératioin peut diffi*cilement s'attirer les mauvaises* grâces de son protecteur le président *Kaunda. Reste l'Afrique du sud* dont on ignore tout des intentions véritables. M. *Van Niekerk qui* coprésidе de la conférence s'étant *contenté d'annoncer à son arrivée à* Lusaka que « *tout ce qui sera discuté sera pris en considération par le gouvernement sud-africain* » et que ce dernier et lui-même « *aimeraient voir quelques idées constructives* ».

Les chances d'aboutir à un cessez-le-feu existent car toutes les parties en ont exprimé la volonté. Cependant un accord général sur la mise en application de la Résolution 435 de l'ONU est loin d:être en vue. Les pourparlers de Lusaka, s'ils se révèlent positifs ne seront qu'un petit pas vers une Namibie indépendante.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Au Salvador

M. Duarte est officiellement proclamé vainqueur de l'élection présidentielle

San-Salvador (*AFP, AP, Reuter*). – Le candidat de la démocratie chrétienne, M. Napoléon Duarte, a *été officiellement* proclamé, le vendredi 11 mai, vainqueur du scrutin présidentiel *du dimanche 6 mai* par le conseil central des élections. Selon *cette instance*, M. Duarte a obtenu 53,6 % des suffrages ex*primés, soit* 752 625 voix, contre 46,4 % (651 741 voix) à son adversaire le major Roberto d'Aubuisson, représentant l'extrême droite. Le dépouillement a porté, indique le conseil, sur [illegible] urnes, soit 96 % du total de celles qui devaient être distribuées – l'action de la guerilla ayant empêché le vote dans certaines localités.

L'ARENA, le parti de M. d'Aubuisson, a immédiatement contesté ce résultat.

Le vainqueur de la consultation a aussitôt signé un accord de coalition entre sa formation et le parti Action démocratique (AD, libéral) dirigé par M. René Fortin. La démocratie chrétienne n'a obtenu qu'une majorité relative lors des élections du 28 mars 1982 : elle a donc face à elle une Assemblée de droite hostile (1). M. Duarte doit prendre les fonctions le 1er juin.

D'autre part, pour la première fois en plus de quatre ans de guerre civile, la guerilla et les forces armées ont échangé des prisonniers le 10 mai. Parmi les militaires libérés figure le colonel Castillo, qui était ministre adjoint de la défense lorsqu'il a été capturé il y a vingt mois, après que *l'hélicoptère* où il se trouvait eût été abattu par la *guerilla. Il a été échangé contre sept* dirigeants rebelles dont une femme. *L'accord avait été conclu par le mi*nistre de la défense et le chef d'état-*major du côté officiel, et par M.* Ruben Zamora, *porte-parole* du Front Farabundo *Marti* de libération nationale. L'échange a eu lieu sous *l'égide de* l'Eglise catholique et de la Croix-Rouge.

Enfin, on apprenait, ce samedi 12 mai, qu'un commando d'hommes armés se déclarant des guerilleros s'est emparé, vendredi soir, de 72 otages *dans* un super-marché de la capitale à la suite, semble-t-il d'une tentative avortée de hold-hup. Le quartier a été bouclé par d'importantes forces de sécurité. San Salvador avait été épargnée, ces trois dernières années, par la violence révolutionnaire.

(1) *La D.C. compte 24 députés et la* droite 36 : l'ARENA 19, le Parti de conciliation nationale 14, l'action démocratique 2, et le Parti populaire salvadorien 1.

A TRAVERS L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Le voyage de Jean-Paul II a manifesté la présence de l'Église dans un monde différent de celui de l'Occident

De notre correspondant

Jean-Paul II a regagné Rome samedi matin 12 mai, de retour du voyage qui l'a successivement conduit en Corée du Sud, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux îles Salomon et en Thaïlande.

Rome. – De la Corée du Sud à la Mélanésie et au Sud-Est asiatique, le pape vient de parcourir cette partie du monde qui, plus que toute autre en cette fin de siècle, est en mouvement. C'est là plus qu'ailleurs que se concentrent les énergies, que se cristallise une nouvelle étape de l'histoire moderne. L'Eglise n'entend pas être de reste. De même que Jean-Paul II a senti dans la crise des valeurs du monde actuel une occasion de donner une impulsion nouvelle au message chrétien, de même il a pris conscience que ce qui se passe en Asie et dans le Pacifique est de première importance et qu'il faut que l'Eglise soit présente, non plus passivement, en observatrice, mais plus activement, comme force de médiation et de modération.

Tout au long de son voyage, Jean-Paul II aura cherché à esquisser ce que doit être cette nouvelle présence de l'Eglise au monde dans un contexte social, historique et culturel qui n'est pas celui de l'Occident. S'il y a une leçon à tirer de ce voyage, c'est bien celle-ci : l'« *euro-christianisme* » n'est plus le modèle intangible auquel on doit se plier. Vatican II avait lancé l'idée, Jean-Paul II a voulu, par sa présence, la concrétiser jusqu'aux antipodes de Rome.

C'est en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux îles Salomon que le *message du pape a été le plus clair,* même s'il n'a pas abordé de front le thème de l'« inculturation », c'est-à-dire de l'intégration du culte catholique dans une culture. Il a en revanche insisté sur le rôle nouveau du missionnariat, qui doit relever désormais d'une entraide entre les Eglises plus que de la propagation d'une orthodoxie. En Thaïlande, pays à écrasante majorité bouddhiste, Jean-Paul II a tenu à souligner les convergences, voire les continuités entre deux univers spirituels : celui du bouddhisme et celui du christianisme. Etrange tête-à-tête, pratique*ment silencieux*, que celui de l'homme en blanc venu de Rome et du bonze vénérable drapé de safran, assis en position du lotus, patriarche *du bouddhisme en Thaïlande*. Et pourtant un pas a été accompli. Aux *chrétiens de Thaïlande, nourris* de bouddhisme, Jean-Paul II a dit que *la conversion n'est pas un reniement,* une rupture avec une identité culturelle : « *Je suis venu en Thaïlande* », a-t-il déclaré aux évêques, *pour rendre hommage au Christ qui vit en votre peuple, au Christ qui en votre peuple est lui-même devenu thaï* ».

Politiquement le voyage du pape *a connu deux moments forts* : en Corée et en Thaïlande. Dans le premier pays, il s'agissait de réaffirmer certains principes de dignité humaine, *les droits fondamentaux de* l'homme. Les propos de Jean-Paul II *ont été mesurés, parfois* peut-être en dessous de ce qu'on aurait pu attendre. *Cependant, compte tenu du* contexte culturel de la Corée, ils *peuvent être hautement significatifs.* Tout dépend de l'usage qu'en fera l'Eglise locale.

En Thaïlande, Jean-Paul II avait deux grandes *questions* à l'esprit : rappeler au monde l'existence d'un drame qu'il oublie (celui des réfugiés indochinois) et s'adresser au Vietnam, dont *l'Eglise* le préoccupe. Sur le premier point, il a atteint son but. Toutefois il semble qu'il n'ait pas pleinement servi la cause des réfugiés en plaçant le problème de leur avenir à un niveau trop abstrait, presque utopique, compte tenu des circonstances. Le retour à la terre natale, présenté comme la seule solution véritable, est assurément un idéal.

Sur le second point, Jean-Paul II a adressé au Vietnam un message particulier, bien plus substantiel par exemple que les télégrammes qu'il envoie aux pays qu'il survole. Il a cherché à la fois à *rassurer*, en soulignant le rôle des catholiques dans la *reconstruction, mais il a aussi* encouragé les fidèles à serrer les rangs au*tour de leurs évêques* : ce qui implicitement revient à les encourager à s'opposer à la création d'une situation analogue à celle existant en Chine ou l'Eglise « patriotique » est coupée de Rome.

PHILIPPE PONS.

LA SANTÉ DE M. TCHERNENKO

Les faiblesses de l'homme fort du Kremlin

Des membres de la délégation *espagnole* qui accompagnait Juan Carlos à Moscou ont observé, par hasard, un spectacle qui laisse perplexe sur l'état de santé du numéro un soviétique. Alors qu'ils attendaient, jeudi après-midi, le roi d'Espagne, sur le perron du palais à l'intérieur du Kremlin, pour son entrevue avec M. Tchernenko, ils ont vu inopinément arriver ce dernier littéralement porté par ses gardes du corps. Le secrétaire général, affirment-ils, a parcouru la dizaine de mètres qui séparait sa voiture du perron soutenu des deux côtés. Plus tard, il est vrai, au dîner offert en *l'honneur du* roi, M. Tchernenko a paru en meilleure forme, mais, selon un témoin, il se déplaçait néanmoins *« comme un automate ou comme un ours, les bras ballants, l'air absent »*.

Les difficultés qu'éprouve le *nouveau secrétaire général* à se mouvoir étaient déjà apparues à plusieurs reprises, notamment quand il avait dû *monter les marches* d'un perron pour voter le *4 mars*, ou accéder à la tribune du mausolée de Lénine le 1er mai. Mais *c'est la première fois*, semble-t-il, qu'on voit deux *personnes le soutenir, comme* cela avait été le cas pour son prédécesseur, Youri *Andropov, en juin* 1983.

M. Tchernenko a aussi eu du mal à lire jusqu'au bout son toast en l'honneur du roi et s'est rassis haletant : c'est désormais le cas après pratiquement toutes ses interventions.

Selon le diagnostic générale*ment admis, M. Tchernenko* souffre d'emphysème pulmo*naire, une affection qui provoque* des troubles comparables à ceux *de l'asthme. Selon une rumeur* invérifiable, il aurait été opéré *d'un poumon il y a quelques* années.

Polémique autour du protocole d'accord sur le câblage de Paris en fibres optiques

Un échange de communiqués a eu lieu vendredi 11 mai entre le ministère délégué aux PTT, annonçant que M. Louis Mexandeau et la Ville de Paris avaient signé un protocole d'accord pour le câblage d'un réseau de vidéocommunication, et l'Hôtel de Ville qui démentait aussitôt « *formellement* » la nouvelle. Comment imaginer que les divergences d'appréciation entre le ministère des PTT et la Ville sur le câble puissent aller jusqu'à une onterprétation différente à propos d'une question aussi concrète et peu discutable que la signature d'un document ?

Explication : après un vote unanime du Conseil de Paris donnant au maire un blanc-seing pour négocier l'installation d'un réseau, M. Jacques Chirac avait signé un « protocole d'accord cadre », dont il expédia le 5 décembre dernier deux exemplaires au ministère des PTT. Un texte en huit articles, de portée générale, prévoyant tout de même le raccordement de quelque cent six mille logements. Vendredi 11 mai, entre deux déplacements, M. Louis Mexandeau ajoute son paragraphe au document, en renvoie un exemplaire par porteur à la mairie et publie sans attendre un communiqué. « *Pas très correct* », remarque-t-on au cabinet du maire. « *Ce texte, vieux de six mois, n'avait qu'une valeur de déclaration d'intention. Le communiqué du ministère donne l'impression d'une rencontre officielle et d'une signature solennelle entre les deux parties et laisse croire que les négociations ont abouti, ce qui n'est pas le cas.* » On ajoute que la détermination de la Ville de Paris n'a pas varié d'un iota, mais on estime, à propos de ce protocole, que le « *procédé* » est bien peu protocolaire. – E. R.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Mermaz : vivre dangereusement.* – M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, vendredi 11 mai, à Poitiers (Vienne) : « *Nous avons toujours été pour deux secteurs : un grand secteur public, géré de façon dynamique, et, à côté, un immense secteur d'économie privée. Nous sommes pour que les entreprises fassent un maximum de profits, avant de redistribuer ceux-ci.* »

M. Mermaz a ajouté : « *Nous vivrons dangereusement jusqu'au premier tour des élections de 1986.* (...) *Nous avons deux ans pour remobiliser l'opinion, face à une droite agressive.* » Le président de l'Assemblée nationale a évoqué « *la haine profonde entre les dirigeants de la droite et leur union, qui n'est que de façade* ». « *Les sondages ne sont pas bons pour nous,* a-t-il dit, *mais nos adversaires ne sont pas regrettés, et le mouvement pour le retour des cendres n'existe pas.* »

● *M. Jobert : réalisme.* – « *A ce jour, la majorité de gauche a perdu les élections législatives de 1986, et elle le sait* », déclare M. Michel Jobert dans une interview publiée, vendredi 11 mai, par le quotidien espagnol *El Pais*. L'ancien ministre du commerce extérieur estime que les socialistes ne doivent pas compter sur les « *résultats* » pour renverser la vapeur et remonter leur cote dans l'opinion publique. « *Mais,* ajoute-t-il, *faire preuve de réalisme, de sérieux et de capacité à assumer publiquement les responsabilités peut être aussi efficace que des bons résultats, qu'on atteindra d'une façon ou d'une autre.* »

● *Débat à trois sur TF1.* – M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du PCF, a indiqué, vendredi 11 mai, qu'un débat entre « *l'union de l'opposition* », le PS et le PCF devrait, finalement, avoir lieu sur TF1. M. Juquin avait protesté, la veille, contre l'impossibilité d'organiser un tel débat « à trois » en raison d'une fin de non-recevoir opposée par Mme Veil et M. Jospin (*le Monde* du 12 mai).

● *La population mondiale en 1983.* – La population de la Terre a augmenté de près de 85 millions de personnes en 1983 pour atteindre 4,762 milliards, selon une étude du *Population Reference Bureau*, un institut privé de démographie américain publiée à Washington lundi 7 mai. D'après cette étude, la population mondiale, qui a doublé depuis la fin de la seconde guerre mondiale, atteindra les 6 milliards en l'an 2000 si la croissance démographique se maintient au taux actuel de 1,7 % par an.

● *Nissan va construire des voitures aux Etats-Unis.* – Nissan a annoncé, *le 11 mai, qu'elle allait* être la troisième firme japonaise à construire des voitures aux Etats-Unis, après Honda et Toyota. Numéro deux du secteur automobile nippon, Nissan construit déjà des camions aux Etats-Unis, mais elle va y investir 85 millions de dollars supplémentaires pour construire une usine d'une capacité de production de cent mille voitures par an. – (*Reuter.*)

● *Trois policiers tués par une voiture folle.* – Trois policiers ont été tués et trois autres grièvement blessés, ainsi qu'un pompier, à Rezé (Loire-Atlantique), sur la route de Pornic, au sud de Nantes, par une voiture folle, dans la nuit du 11 mai au 12 mai. Une CX « *fonçant comme un bolide* », d'après un témoin, se serait mise en travers de la route fauchant les victimes et heurtant des véhicules de secours qui étaient sur les lieux pour un premier accident qui venait de se produire.

● *La mort d'un enfant dans l'Essonne.* – Le petit Rodolphe Vadé, disparu depuis dimanche 6 mai, a été retrouvé mort vendredi après-midi 11 mai, dans le lac de Tigery (Essonne). Plusieurs centaines de policiers et gendarmes participaient aux recherches.

Le numéro du « Monde » daté 12 mai 1984 a été tiré à 468 024 exemplaires

A B C D E F G